TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 070 DERNIÈRE ÉDITION 3 MERCREDI 3 SEPTEMBRE 1980

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 : Côte-d'Ivoire, 255 CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 L. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 35 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; E.-U., 95 cts ; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Un général est assassiné à Barcelone

LIRE PAGE 42

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le général Pinochet jusqu'à la fin du siècle ?

Sept ans, jour pour jour, après le coup de force contre le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende, les Chiliens sont appelés le 11 septembre à se prononcer par référendum sur un projet constitutionnel dont le but évident est de légaliser le maintien au pouvoir du général Pinochet.

Ce projet, qui tend à remplacer la Constitution libérale de 1925, déjà bien mise à mal par les décrets de la junte militaire, a été préparé dans le plus grand secret par le Conseil d'État installé par le régime il y a quatre ans. Le Conseil avait estimé que le Chili n'était pas prêt « pour un retour rapide de la démocratie ». Son avant-projet prévoyait en conséquence une période transitoire de cinq ans. Des élections devaient ensuite permettre de désigner un président pour un mandat de six ans.

Ce processus assurait déjà le maintien au pouvoir du général Pinochet jusqu'en 1983 puisque la nouvelle Constitution n'entrera en vigueur, en toute hypothèse, que six mois après son éventuelle approbation par l'électorat. Mais le général-président, qui se flatte « de conduire le Chili, de façon graduelle, à la plénitude d'une véritable démocratie, autoritaire, forte et capable de se défendre de ses ennemis », a dû juger que le rythme prévu était encore trop rapide. Le texte définitif prévoit une période transitoire de huit ans et un mandat présidentiel de huit ans.

Théoriquement, ce « premier » mandat présidentiel n'est pas renouvelable. Mais un artifice, lié aux « dispositions transitoires », devrait en fait permettre à la junte des commandants en chef des forces armées de « reconduire » éventuellement le général Pinochet pour un « nouveau » mandat. L'homme rusé, obstiné et sans pitié qui est déjà le maître tout-puissant du Chili depuis sept ans est en passe de s'attaquer au record détenu au Paraguay par le général Stroessner, doyen des dictateurs d'Amérique du Sud.

Autres dispositions de « transition démocratique » : c'est le général Pinochet qui nommera les « parlementaires » pendant la première période « d'attente » de huit ans. Le droit de grève et la liberté d'expression restent assortis de très sévères restrictions. Les tribunaux sont encouragés à réprimer la « diffusion d'informations qui attentent à la morale, à l'ordre public et à la sécurité nationale ». L'armée doit participer au développement de la nation par le biais d'un conseil national de sécurité.

Peu de possibilités ont été laissées aux opposants de tous bords. Les anciens partisans de l'Unité populaire ne sont, de toute façon, pas autorisés à donner leur avis, et toute activité politique normale est interdite. Une exception a cependant été faite en faveur de l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei, chef de l'État de 1964 à 1970. Ce dernier en a profité pour dénoncer publiquement et avec virulence un référendum qu'il a qualifié de « farce », ainsi que l'appétit immodéré pour le pouvoir du général Pinochet. Il a osé réclamer le départ du chef de la junte et la formation immédiate d'un gouvernement de transition.

M. Frei n'est pas sans responsabilité dans l'instauration de la dictature militaire. Mais il bénéficie, en particulier à Washington, d'un prestige certain. Qu'il soit enfin sorti d'un long silence un peu honteux s'explique sans doute par son exaspération face à une « libéralisation » toujours reportée aux calendes grecques. Le général Pinochet, qui a demandé avec un humour noir à ses compatriotes « de ne pas considérer la démocratie comme une fin en soi », peut compter sur la police, l'extrême droite et la plupart des chefs de l'armée. Mais la gauche traditionnelle et la démocratie chrétienne lui demeurent hostiles. C'est dire que la grande majorité des Chiliens récusent d'avance la survie de son régime arbitraire et policier.

Les mineurs polonais obtiennent le bénéfice des accords de Gdansk

Tous les opposants ont été libérés

Alors qu'on ne signale aucun incident sur le littoral de la Baltique où le travail a repris lundi, la grève se poursuivait mardi matin 2 septembre dans une dizaine de mines de charbon de la région de Katowice.

De source officielle, on affirme que le conflit devrait être réglé assez rapidement ; les mineurs demandent principalement à bénéficier des « accords de Gdansk », c'est-à-dire le droit de créer un syndicat « autogéré ». Ce mardi, en début d'après-midi, la radio de Varsovie a indiqué que le gouvernement avait décidé d'accepter leurs revendications et chargé la commission Lejczak de signer un protocole d'accord.

A Varsovie, où la presse a publié le texte des accords de Gdansk, tous les opposants ont été libérés, y compris les fondateur du KOR, MM. Kuron et Michnik. En revanche, un militant syndicaliste de Silésie, M. Kazimierz Switin, a été arrêté.

Varsovie (A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.). — Alors que le travail reprenait à Gdansk, Szczecin et ailleurs en Pologne, on apprenait au début de l'après-midi de lundi que des grèves étaient encore en cours en Haute-Silésie dans une dizaine de mines de charbon situées dans la région de Katowice (nos dernières éditions du 2 septembre). L'agence PAP précisait encore qu'une délégation gouvernementale, conduite par le ministre des mines, M. Lejczak, examinait les « justes » revendications des mineurs qui avaient débrayé depuis vendredi dernier par solidarité pour les grévistes de la Baltique.

Dans la soirée, il était annoncé qu'un accord de principe avait été conclu entre le M.K.S. (Comité de grèves interentreprises) de Silésie et la commission gouvernementale sur les « principales revendications » des mineurs. Selon l'agence officielle Interpress, les revendications silésiennes sont semblables à celles de la Baltique : création de syndicats indépendants et reconnaissance du droit de grève.

Un accord devrait pouvoir être signé rapidement à Jastrzeble, où se tient le M.K.S., qui représente les huit mines en grève depuis le 29 août, à savoir Manifest Lipcowy, Borynia, ZMP, 30-Lecia P.R.L., Moszczenica, 1-Maja, Jastrzeble et Suszec, auxquelles s'étaient jointes la mine Anna le 31 août, et celle de Wujek, le 1er septembre, ainsi que plusieurs autres entreprises de la région dans différentes branches industrielles.

(Lire la suite page 4.)

La campagne présidentielle s'ouvre officiellement aux États-Unis

M. Reagan conserve l'avantage

La campagne électorale pour l'élection présidentielle s'ouvre officiellement ce mardi 2 septembre aux États-Unis après la longue préparation des « primaires ». Les trois candidats, MM. Carter, Reagan et Anderson, ont pris la parole lundi à l'occasion du Labor Day.

Dans le New-Jersey, M. Reagan avait à ses côtés le père du chef des grévistes de Gdansk, M. Stanislas Walesa.

Selon les derniers sondages, le candidat du parti républicain continue de conserver l'avantage sur M. Carter. En abordant la ligne droite, chacun des trois candidats s'efforce maintenant de dénoncer d'abord les faiblesses de ses adversaires, ainsi que l'écrit Robert Solé, qui prend cette semaine ses nouvelles fonctions de correspondant du « Monde » à Washington.

De notre correspondant

Washington. — La course à la Maison Blanche s'ouvre officiellement ce mardi 2 septembre. Simple formalité dans un pays en campagne électorale depuis près d'un an et qui vient de connaître les « primaires » les plus longues et les plus coûteuses de son histoire. D'ores et déjà, les citoyens-téléspectateurs semblent être saturés d'informations. Ils connaissent jusqu'au montant des dépenses médicales de M. Reagan l'année dernière (2 611 dollars) et l'intérêt qu'il avait fixé à sa fille Maureen pour un modeste prêt.

Une avalanche de détails s'abat chaque jour sur l'Amérique, diffusés par des chaînes, qui se livrent à une farouche concurrence en se situant exactement au même niveau. Tout est dit sur le même ton, expliqué selon les mêmes critères et dramatisé systématiquement. Le moindre faux pas d'un candidat attire aussitôt d'impitoyables projecteurs. Il est grossi, disséqué, analysé sous toutes ses formes et très vite digéré. On ne sait jamais s'il faut s'extasier sur cette mécanique parfaite, qui respecte scrupuleusement la réalité des faits ou en souligner le caractère spectaculaire et trop souvent superficiel. Les enquêtes montrent en tout cas que la presse influence davantage les hommes politiques que leurs électeurs et que ces derniers sont bien raisonnables : très attachés aux questions concrètes, ils ne se laissent guère impressionner par des affaires sans lendemain.

« Cette élection est un choix net entre deux hommes, deux partis, deux images radicalement différentes de l'Amérique et du monde », déclarait M. Carter le 14 août. Encore faut-il en convaincre les électeurs, qui assistent sans passion à des débats très contradictoires. Non seulement aucun des candidats n'est enthousiasmant, mais aucun n'est sûr. Les trois principaux prétendants à la Maison Blanche semblent s'efforcer d'apparaître autrement qu'ils ne sont en réalité.

M. John Anderson évoque un peu trop un conservateur déguisé en libéral. La presse n'en finit pas de fouiller dans son dossier parlementaire, recensant tous les votes au cours desquels ce républicain, en rupture de ban, ne s'était pas distingué par un furieux progressisme.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 8.)

POINT

Petitesses

L'excellente nouvelle que cette éviction des universités françaises de Mme Maria Antonietta Macciocchi ! Car il n'est jamais mauvais que les grands soient victimes des petitesses en général réservées aux plus humbles. Ainsi peuvent-ils éprouver personnellement cet autoritarisme dont l'État français se fait d'autant plus une spécialité qu'il s'applique à des causes gagnées d'avance.

L'exemple achevé en sont ces expulsions d'étrangers à la légalité parfois si incertaine que les tribunaux les censurent. Mais des années après, trop tard le plus souvent, alors que la victime avait été refoulée vers un pays prétendument d'origine, en réalité où elle n'avait plus d'attaches. On connaît le cas de ces jeunes Maghrébins nés en France mais ayant conservé la nationalité de leurs parents et que l'on renvoie vers une terre qu'ils n'avaient jusqu'alors jamais foulée et qui leur est plus étrangère que leur pays d'adoption.

Au-delà de la valeur hélas ! pédagogique de l'éviction du député européen, on est conduit à se demander ce qui incite le gouvernement français, ou du moins certains de ses membres, à vouloir de la sorte créer des problèmes là où il n'en était pas ; à susciter protestations et polémiques là où régnait le calme. Serait-ce que, animé d'un esprit particulièrement pervers, on songerait à provoquer un désordre pour mieux prouver qu'on sait se faire obéir ? L'hypothèse est trop médiocre pour qu'on l'envisage. Mais en est-il une autre ?

Pareille attitude a l'immense inconvénient, sous le fallacieux manteau du juridisme, d'interdire la diffusion des idées puisque, peut-on légitimement supposer, l'intellectuelle, par cette éviction, est davantage visée que l'étrangère. Comme ce fut déjà le cas pour M. Simon Malley, rédacteur en chef d'Afrique-Asie, dont le projet d'expulsion n'a, de plus, pas fait l'unanimité dans l'administration, spécialement au Quai d'Orsay ?

S'attaquer aux idées, on savait bien quels types de régime se livraient à ces pratiques. Devrait-on apprendre qu'un pays encore libéral recourt à des méthodes qu'il condamne chez d'autres ?

(Lire page 15.)

L'heure de saint Nicolas

par ANDRÉ FONTAINE

Elisabeth de Belgique, la veuve du « roi-chevalier », avait le cœur à l'extrême gauche et adorait la musique. Chaque été, elle assistait, à Varsovie, au Festival Chopin. Une année, un ministre, qui lui faisait visiter une église, se signa en entrant.

— « *Tiens*, lui dit-elle, *vous êtes catholique ?* »

L'autre bredouilla :

« *Oui, plus ou moins, comme tous les Polonais... Mais je ne pratique pas...* »

« *C'est le contraire avec le communisme,* fit remarquer la vieille reine, *vous le pratiquez, mais vous n'y croyez pas...* »

Cette anecdote résume le drame d'un pays obligé par l'histoire et la géographie à pratiquer une idéologie qui n'est pas la sienne et à supporter le protectorat d'un « allié » qu'il rejette avec la même unanimité que les Latino-Américains les Américains non latins. Mais on n'oblige pas éternellement un peuple à vivre dans le mensonge : l'accord de Gdansk, signé avec des grévistes qui pavoisent aux couleurs du Vatican et se confessent dans la cour de l'usine occupée, en est une nouvelle preuve.

Le drame ne date pas d'hier. Convertie au christianisme à la fin du premier millénaire, la Pologne est demeurée dans la mouvance de Rome, tandis que la Russie recevait l'Évangile de Byzance. D'un côté une Église militante, d'autant plus tentée de se mêler du temporel que la pratique de l'élection du roi et le droit de veto (*liberum veto*) accordé à chaque membre de la noblesse, entraînaient souvent la vacance du pouvoir. De l'autre, le respect absolu du précepte qui ordonne de laisser à César (en russe, *czar*), ce qui est à César. Au-delà du schisme, il y a déjà là une occasion permanente d'incompréhension et de conflit.

La Pologne connaissait de surcroît le vif inconvénient d'être placée entre deux nations dominatrices. Elle se trouvait ainsi dans la *même* situation que la Lotharingie après le partage de l'empire de Charlemagne : autrement dit vouée à être tôt ou tard partagée à son tour, fournissant aux puissances qui l'entouraient une occasion d'oublier un temps leur rivalité sur son dos.

(Lire la suite page 2.)

Lire aussi page 2 :

ADMIRATION DANS L'ABSTENTION

par ALFRED GROSSER

AU JOUR LE JOUR

Les fins tireurs

Ah ! frères et sœurs, quelle démonstration !

Je parle du journal de l'A 2 qui inaugurait les touffeurs de septembre.

Pan ! Paf ! Pif ! A la fin de l'envoi, je touche ! Ils étaient quatre ou cinq de la T.V. à cerner le président. Et connaissant à fond l'actualité des cinq dernières années.

Et de se tapoter le menton. Et de ne pas s'en laisser accroire. Et d'envoyer la flèche au point sensible. Et de lever tous les lièvres. C'est grand la T.V. quand elle consent à ces dialogues sans concession où tous les coups font mouche, où toutes les mouches reçoivent des coups.

J'allais oublier un détail. Didier il s'appelait, le président. Didier Ratsiraka, président de la République malgache. Et pas manchot, du reste.

ROBERT DE MONTVALON.

EXPOSITIONS A BESANÇON ET GRENOBLE

Mémoires des villes

Sans doute étions-nous excessifs en parlant de l'ennui que nous avait inspiré Bar-le-Duc ; injustes aussi d'avoir feint d'ignorer les charmes de Châlons-sur-Marne (*le Monde* du 20 août), comme nous l'ont montré certaines lettres peu amènes. C'étaient là des propos de Parisien en vacances. Pour les avoir tenus, nous nous priverons dans l'immédiat du plaisir d'y retourner...

Plus au sud ? Plus au sud, on oubliera passagèrement la belle ville de Besançon, dont les soirées nous ont parues aussi gaies et enjouées qu'au nord, malgré l'animation que faisaient régner les soldats de la glorieuse armée française dans les rues piétonnifiées.

On l'oubliera pour rappeler l'exposition actuellement présentée à Ornans, chez le peintre lui-même, et qui, dans un désordre lui aussi familier, évoque « Courbet familier » (*le Monde* daté 31 août et 1er septembre). Et pour s'arrêter, suivant presque en cela le cours naturel de la Loue, au Centre de rencontres que sont devenues les Salines royales d'Arc-et-Senans.

Une demi-douzaine d'expositions y sont présentées, qui pour la plupart ne font là qu'un étage avant de poursuivre leur tour de France. Architecture, archéologie industrielle, elles viennent qui de Paris, qui du Creusot, avec un bonheur inégal.

Mais il en est une, bien du cru, qui mérite le voyage, si l'on s'y prend du moins un samedi ou un dimanche, car la manifestation la plus importante des Salines est aussi la seule qui, faute de gardiens, reste fermée en semaine : « Architectures en Franche-Comté au dix-huitième siècle ». C'est à vrai dire un moyen comme un autre de retourner à Besançon et de découvrir la ville dans toute son épaisseur.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 16.)

« Saïd et moi »

roman-reportage de Poirot-Delpech

AUJOURD'HUI

XII. - L'AN PROCHAIN A SIDI-FREDJ

(Lire page 19.)

idées

LA SITUATION EN POLOGNE

Une longue période de tension s'est achevée à Gdansk par la victoire complète des ouvriers en grève.

Tandis qu'André Fontaine replace l'événement dans la perspective des relations russo-polonaises, Krzysztof Pomian, militant de l'opposition, sans se dissimuler les incertitudes de l'avenir, constate qu'il est déjà énorme d'avoir pu retrouver l'espoir.

Quant à Alfred Grosser, il s'interroge sur les raisons profondes, bonnes et moins bonnes, du silence des gouvernements occidentaux.

Admiration dans l'abstention

par
ALFRED GROSSER

RIEN n'est pleinement ni définitivement acquis. Sauf l'admiration pour tant de courage serein, pour tant de volonté solidaire, pour tant de sens de la responsabilité. Et pourquoi n'admirerait-on pas aussi la façon dont les gouvernants ont accepté de négocier avec des porte-parole dont la seule existence mettait en question la légitimité d'un système de pouvoir ?

Admirer, certes. Mais n'y avait-il pas, n'y a-t-il pas mieux à faire ? Pour les partis, pour les syndicats, pour l'« opinion », témoigner de la sympathie, apporter un soutien moral, c'est un minimum — un minimum qui n'est, certes, pas atteint par tous, — mais aussi, hélas ! un maximum. Rappelons-nous notre sentiment d'impuissance désespérante voici douze ans !

Et pour nos gouvernants à nous, Occidentaux ? On ne peut pas leur reprocher d'avoir montré de la vigueur seulement pour proclamer leur extrême prudence : ne pas fournir le moindre prétexte à une intervention, ni même à une simple dénonciation des animateurs de l'action comme suppôts du capitalisme ; ne pas entraver, fût-ce en exprimant des souhaits, le dialogue à l'intérieur du système, dont la mise en danger serait immédiatement sanctionnée par le suzerain russe.

Mais le silence n'a pas que des aspects nobles. Il traduit aussi le désir de ne pas voir ébranlée la fameuse stabilité. La stabilité qui garantit la paix sur le continent divisé. A Paris, à Bonn, à Londres, à Rome, à Washington, les dirigeants et les peuples ont bien raison de ne pas vouloir d'affrontement qui risquerait d'aboutir à la destruction générale. Mais il faut répéter sans cesse que la paix et la libre tranquillité dont nous jouissons depuis que s'est estompée la crise périlleuse de 1947-1949, ce sont les peuples de l'Europe de l'Est qui en paient le prix. Berlin-Est 1953, Budapest 1956, Prague 1968, peut-être Varsovie demain : nous achetons toujours notre survie dans la liberté avec la liberté des autres.

Une aide sous condition ?

Cela dit, nos gouvernants sont bien obligés d'agir, malgré leur volonté de non-intervention. Jusqu'à quel point faut-il aller à la rescousse économique et financière de gouvernements menacés ? N'est-ce pas priver de leur meilleure arme ceux qui luttent pour conquérir des droits et des libertés face à ces mêmes gouvernements ? Mais refuser l'aide, ne serait-ce pas provoquer le chaos, un chaos qui pourrait avoir les pires retombées pour tout le monde ? Cependant, à supposer qu'on aide, doit-on vraiment le faire sans aucune condition ? Mais toute condition ne compromettrait-elle pas les hommes et les femmes en lutte ?

Non, les choix ne sont pas simples et nos gouvernants ne sont pas à envier. D'autant plus que le même comportement peut être dicté par des motifs différents : quand, voici peu de jours, Helmut Schmidt contraignait les banques allemandes à soutenir M. Gierek, c'est parce qu'il avait confiance dans la modération de celui-ci, dans son désir de ne pas trop réprimer, de jouer un jeu national. En revanche, quand, depuis trente ans, tous les chanceliers ouest-allemands successifs acceptent de soutenir l'économie de l'autre Allemagne, c'est tantôt pour ne pas infliger des souffrances à une partie du peuple allemand, tantôt pour acheter des possibilités de contacts par-delà les barbelés dont s'entoure l'autre Etat allemand, jamais parce que l'interlocuteur est-allemand fait figure de libéral désireux d'assouplir les contraintes intérieures imposées par l'U.R.S.S.

Peu de latitude d'action pour nos gouvernants, aucune action envisageable pour nous autres citoyens ? L'admiration seulement ? Sans doute, mais à condition que ce ne soit pas une admiration de voyeurs. Les trois premières des vingt et une revendications (vingt et une, comme les conditions imposées par le Komintern naissant aux partis nationaux : ce ne peut être un hasard !), le respect du syndicalisme, la garantie du droit de grève, le respect de la liberté d'expression, ces piliers originels des « libertés formelles » sans lesquelles il n'est pas de liberté tout court, les prenons-nous pleinement au sérieux chez nous ? Sommes-nous si exemplaires dans la pratique de droits et de devoirs que nous admirons les ouvriers de Gdansk de vouloir, explicitement ou implicitement, acquérir ?

La grève est la cessation concertée du travail, non la violence imposée à d'autres groupes sociaux qui ne disposent pas des mêmes moyens de contrainte. Non, les marins-pêcheurs n'ont pas été dans la ligne des grévistes polonais.

Et quand nous voyons chez nous en France, de la part de nos dirigeants, si peu de respect pour la volonté des faibles, tant de contraintes imposées à la justice dès lors que le pouvoir est en cause, tant d'insistance manœuvrière pour contrôler l'information, tant de respect pour des privilèges illégitimes de la police — ces privilèges dont le point 13 du comité inter-entreprises de Gdansk demandait la suppression, — nous sommes en droit de nous demander ce que l'admiration pour les Polonais recèle de simple désir de dénoncer à bon compte les régimes dont seul notre P.C. s'obstine de nouveau à trouver le bilan admirable.

L'espoir retrouvé

par KRZYSZTOF POMIAN (*)

LE 31 août 1980 restera dans l'histoire de la Pologne comme une date digne de figurer à côté de celles qui rappellent les plus grands événements de notre histoire nationale. La plus grande victoire et la plus difficile, sans doute, remportée dans un conflit opposant une partie de la nation à une autre. S'ils finissent mal, de tels conflits aboutissent à une défaite de tous les protagonistes. Mais c'est par une victoire de tous qu'ils se terminent lorsque les choses, comme c'est le cas, tournent bien.

Connu désormais dans ses grandes lignes, le compromis passé entre les ouvriers et les dirigeants du pays promet d'introduire dans notre vie des changements d'une importance telle qu'il y a quelques semaines à peine on n'osait même pas en rêver et qu'aujourd'hui encore, malgré toutes les confirmations, on ose à peine y croire. Certes, comme tout compromis, il laisse présager des conflits futurs. Et il y en aura certainement car l'histoire, bien qu'elle semble s'arrêter en des jours aussi exceptionnels que celui-ci, reprend aussitôt sa course. Mais ce compromis que nous appelions de nos vœux, tout en mettant un terme à deux semaines d'une grève politique, permettra peut-être de discuter dorénavant des revendications ouvrières et de celles d'autres catégories de la population sans déclencher de ce fait une crise susceptible, comme celle que nous venons de vivre, de menacer la souveraineté, fût-elle « limitée », de la Pologne.

L'avenir reste incertain. Quelle sera la réaction de l'U.R.S.S. face aux événements qui viennent de se produire ? Utilisera-t-elle, pour en contrarier les effets les moyens de pression dont elle dispose et dont l'éventail est très large ? D'autre part, les problèmes économiques ne disparaîtront pas du jour au lendemain et il faudra que tous les amis de la Pologne lui accordent leur aide pour qu'elle puisse les résoudre, ce qui est une des conditions de la stabilité en Europe.

Si l'environnement international reste favorable, la nouvelle société polonaise et, en particulier, la classe ouvrière, dont la conscience politique, la discipline, la capacité d'auto-organisation ont stupéfait même ceux parmi nous qui en attendaient de grandes choses depuis des années, permettent de croire que ces problèmes seront résolus. Pour le reste, l'adaptation du système institutionnel, autre innovation qu'on vient d'y introduire, nécessitera de la part de nous tous de longs et difficiles apprentissages, l'abandon des habitudes profondément enracinées parfois, des nouvelles manières de penser et d'agir. Cela ne se fera pas rapidement et les résistances à surmonter seront fortes.

Fatigués, incapables d'enthousiasme, inquiets pour l'avenir, nous venons cependant de retrouver l'espoir. C'est énorme.

(*) Historien et philosophe, militant de l'opposition polonaise, actuellement en France.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1978

Commission paritaire n° 57 437.

L'heure de saint Nicolas

(Suite de la première page.)

Partagée, la Pologne ne l'a pas été une fois, mais quatre. La dernière, ce fut en 1939, entre Hitler et Staline, lequel fit célébrer par Molotov à cette occasion l'amitié des deux peuples, « *scellée dans le sang* ». Dans le sang notamment des Polonais, dont le pays envahi de l'ouest et de l'est se voyait purement et simplement rayé de la carte, puisque aussi bien il n'était, selon le même Molotov, qu'un « *monstrueux avorton du traité de Versailles* ». Quant au gouvernement en exil, établi en France, la *Pravda* n'hésitait pas à écrire, avec l'élégance qu'on lui connaît, que « *son autorité s'exerçait sur un territoire composé, semble-t-il, de six chambres, d'une salle de bains et d'un W.-C.* » Elle s'exerçait aussi sur une armée qui devait se battre héroïquement, pendant cinq ans, de l'Alsace au Mont-Cassin.

Après l'invasion nazie, Staline dut faire flèche de tout bois, et, pour faire se battre les Polonais à ses côtés, accepter la résurrection de la Pologne. Il n'entendait pas pour autant remettre en question la frontière négociée avec le Führer. La Grande-Bretagne et la France avaient beau être entrées en guerre en 1939 pour la défense de l'intégrité territoriale de la Pologne, elles durent, et les Etats-Unis avec elles, prendre leur parti du rattachement à l'U.R.S.S. des secteurs occidentaux de l'Ukraine et de la Biélorussie.

Pour la perte des marais du Pripet et des forêts de Russie blanche, la Pologne nouvelle obtenait, il est vrai, une énorme compensation : elle recevait les territoires allant jusqu'à l'Oder et à la Neisse, et donc une façade maritime, avec Gdansk, ainsi que le bassin houiller de Silésie. Mais cette translation vers l'ouest n'était pas bénéfique que pour la Pologne. Staline, quand il reçut de Gaulle en 1944, lui dit qu'elle rendrait toute réconciliation germano-polonaise à jamais impossible. Le général en fut bien d'accord. En quoi ils se trompaient. A part notre président de la République, M. Gierek n'a pas de plus grand supporter à l'Ouest que Helmut Schmidt. Quant aux sentiments des populations, on croit pouvoir dire que, malgré tout le poids du passé, les Polonais préfèrent aujourd'hui les hommes d'affaires et les touristes allemands aux occupants « fraternels » soviétiques.

Car Staline ne voulait pas seulement de bonnes frontières. Il n'avait pas oublié qu'en 1920 les soldats de Pilsudski étaient arrivés jusqu'à Kiev et que le colonel Beck avait trop souvent jusqu'au printemps 1939 joué le jeu de Hitler. Il voulait donc tenir la Pologne en main. Cela valait d'abord pour les communistes. En 1938, il avait convoqué un beau matin à Moscou les dirigeants du parti, alors clandestin, pour les faire liquider — physiquement — en compagnie de nombreux militants, sans autre forme de procès, pour crime de « luxembourgisme » (1). Le parti avait été dissous par la même occasion par le Komintern, avec interdiction de se reconstituer. Gomulka dut d'avoir la vie sauve au fait qu'il était en prison à l'époque en Pologne même. Il lui fallait vraiment avoir la foi communiste chevillée au corps pour reconstituer, pendant l'hiver 1939-1940, alors que son pays était occupé par les nazis en accord avec le Kremlin, un parti « ouvrier » destiné à prendre la relève du P.C. anéanti.

Le parti, Staline fut bien aise de le trouver, une fois en guerre avec le Reich. C'est en effet autour de lui que fut constitué en 1944 un comité de libération nationale rival du gouvernement en exil, alors installé à Londres. Depuis longtemps, les Trois avaient entamé des négociations sur l'avenir de la Pologne que deux tragédies devaient rendre singulièrement difficiles : la découverte à Katyn par les Allemands des corps de centaines d'officiers polonais massacrés par les Soviétiques pendant la retraite de 1941. Puis la passivité absolue de l'armée rouge parvenue en face de Varsovie après que la ville se fut soulevée, en juillet 1944, contre l'occupant nazi : Staline n'était pas homme à se laisser forcer la main par la résistance anti-communiste, qui prétendait installer son propre gouvernement dans la capitale avant l'arrivée des Russes.

Le blé de la liberté

A Yalta, la question polonaise occupa un temps considérable. Roosevelt voulait que les élections dans ce pays fussent « comme la femme de César », qu'elles ne pussent être soupçonnées. Staline prit des engagements qu'il n'avait aucunement l'intention de tenir. Dès 1946, Mikolajczyk, l'ancien chef du gouvernement en exil, qui avait cru pouvoir entrer — comme ministre de l'agriculture — dans le gouvernement de front national de Varsovie, reprenait le chemin de l'exil. Bientôt Gomulka, coupable de défendre les intérêts polonais contre Moscou, était accusé de titisme et envoyé en prison sans jugement, tandis qu'un maréchal soviétique, né il est vrai en Pologne, Rokossowski, était nommé ministre polonais de la défense. Et le pays, comme les autres démocraties dites populaires, était mis purement et simplement au pillage par l'U.R.S.S.

Les Polonais n'avaient cessé au cours des âges de se révolter contre la domination étrangère. Il était évident qu'ils recommenceraient dès qu'ils en entreverraient la possibilité. Staline mort, la déstalinisation en route, les intellectuels réclamèrent dès 1955, selon les vers célèbres du *Poème pour adultes* d'Adam Wazyk :

... des vérités claires,
le blé de la liberté,
la raison flamboyante.

L'année suivante, le gouvernement fit son autocritique. Il entreprit d'épurer les responsables de la répression et relâcha trente mille des soixante-dix mille prisonniers politiques que comptait alors le pays. Les ouvriers, qui vivaient dans des conditions d'extrême pauvreté, sentirent le moment venu de se faire entendre. Le 28 juin 1956, les quinze mille travailleurs de l'usine de wagons de Poznan — des « Chouans », pour *l'Humanité* de l'époque — profitèrent de la présence de nombreux visiteurs étrangers à la foire internationale pour aller manifester devant le siège du parti, libérer les détenus de la prison, attaquer la radio et un commissariat de police. L'intervention des forces de l'ordre fit cinquante-trois tués.

Gomulka, malgré la résistance des staliniens du groupe dit de Natolin, fut appelé au pouvoir. C'était un homme austère, simple, courageux. Le langage qu'il tint alors ressemble singulièrement à celui qu'on entend aujourd'hui. « *On a vu fleurir des phénomènes qui portaient atteinte au sens profond de l'exercice du pouvoir par le peuple, qui allaient même jusqu'à le détruire à néant... Ce système nous y avons mis fin, nous allons y mettre fin une fois pour toutes...* (2). »

Il s'en fallut d'un cheveu que les troupes soviétiques qui faisaient mouvement sur Varsovie n'interviennent pour mettre fin au « *printemps en octobre* ». Khrouchtchev débarqua d'avion au comble de la fureur, reprochant aux Polonais de « *vendre leur pays aux Américains* ». Il refusa même de rencontrer Gomulka, qui allait pourtant devenir par la suite son très intime ami. Mais il finit par s'incliner devant la résistance quasi unanime de ses interlocuteurs, quitte à reprendre petit à petit, par la suite, après Budapest, tout ce qu'il lui avait fallu céder.

Douze ans plus tard, Gomulka n'était plus que l'ombre de lui-même, un vieillard pointilleux, complètement coupé du peuple, laissant les miliciens du général Moczar recourir à nouveau à l'arbitraire et à la torture. Dans l'hiver 1967-1968, l'interdiction d'une pièce de Mickiewicz, pleine de propos antirusses, qui provoquait chaque soir d'interminables applaudissements, déclencha une révolte étudiante qui fut réprimée fort brutalement. C'était un premier avertissement. Gomulka n'apaisa pas les opposants en poussant, quelques mois plus tard, à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Et, bientôt, c'est décembre 1970, l'augmentation brutale des prix alimentaires et le soulèvement des ouvriers de la Baltique dont on a tant parlé ces jours-ci, qui devait entraîner sa chute.

Une « seconde Pologne »

Gierek, qui le remplace, a les mêmes qualités qu'avait montrées autrefois Gomulka : courage, patriotisme, simplicité. Sa carrure sportive, son visage et son langage ouverts le font bien recevoir par les travailleurs, avec lesquels il n'a pas peur de parler. Il sait le poids de l'Eglise dans la vie nationale et est décidé à faire la paix avec elle. Il mesure l'échec de l'idéologie officielle et sent bien qu'il est irréparable. Sa seule chance, c'est un développement économique accéléré qui satisfasse le consommateur à défaut du citoyen. A grands coups de crédits étrangers il se lance dans l'aventure qui consiste à créer à marches forcées une « seconde Pologne », autrement dit à doubler sa production. C'est toujours le vieux rêve stalinien : rattraper et dépasser, le bonheur par l'industrie.

Au début, la popularité du nouveau « boss » est très grande. Il noue en Occident des contacts prometteurs. Il devient un conseiller écouté de Brejnev. Mais bien vite les difficultés commencent. La crise pétrolière mondiale alimente une inflation désespérément chronique. Les grèves recommencent, tandis que s'organise un mouvement de contestation de moins en moins clandestin. Et c'est l'an dernier la visite dans son pays du premier pape polonais de l'histoire, démonstration fabuleuse de puissance et de discipline qui achève de montrer à qui en pourrait douter où les Polonais ont mis leur cœur. Depuis des mois, chacun savait qu'à un moment ou à un autre une crise éclaterait, dont la gravité dépasserait sans doute celle des précédentes, car elle toucherait cette fois à l'essentiel, c'est-à-dire à la nature même du régime et, derrière elle, à celle de ses liens avec l'U.R.S.S.

Ce qui est nouveau dans la crise qui vient de connaître un dénouement du moins provisoire, c'est précisément qu'elle n'est pas nouvelle. Par deux fois, en 1956 et en 1970, les ouvriers polonais ont obtenu les assurances les plus solennelles sur le double plan de leurs droits et de leurs conditions de vie. Et puis la déception est venue. D'où leur présente vigilance. Maintenant que le pouvoir a cédé sur les droits syndicaux — ce qui a dans l'Europe de l'Est une portée égale à celle du printemps de Prague, avec toutes les réactions qu'on peut en attendre du côté soviétique, — il reste à M. Gierek et à ses camarades à trouver une solution au problème des prix, auquel ils n'ont pu trouver jusqu'à présent que le palliatif d'un endettement déjà très excessif.

Rendant visite à de Gaulle à l'automne 1944, Churchill lui avait exposé sa philosophie à propos de la mainmise soviétique sur l'Europe de l'Est en citant une vieille légende lorraine : « *Quand l'heure viendra de digérer, ce sera pour les Russes le moment des difficultés. Saint Nicolas pourra peut-être alors ressusciter les pauvres enfants que l'ogre aura mis au saloir* (3). » Avant-hier les Hongrois. Hier les Tchèques. Aujourd'hui les Polonais : nous en sommes là.

Sans doute n'y a-t-il plus d'autre parti pour les léninistes aujourd'hui que de reconnaître franchement qu'un pouvoir qui se dit ouvrier ne peut plus refuser aux ouvriers les droits qu'ils réclament. Et, pour l'U.R.S.S., pour reprendre une expression qui commence à courir, que de se faire à l'idée d'une certaine « finlandisation » de l'Europe de l'Est, qui lui donne toute garantie sur le plan de la sécurité, tout en prenant en compte les aspirations des populations. Selon toute vraisemblance, c'est malheureusement trop demander aux vieillards conservateurs qui président aux destinées du « camp socialiste ». Et qui sait quelles convulsions l'Europe devra traverser avant que leurs successeurs se résignent à l'évidence.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Autrement dit d'adhésion aux thèses de Rosa Luxemburg, dirigeante du P.C. allemand à la fin de la première guerre mondiale, qui critiquait le « nationalisme » de Lénine.

(2) Cité par Erwin Weit, *Dans l'ombre de Gomulka*, Robert Laffont, 1971, p. 125.

(3) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Plon, 1954, T. III, p. 53.



Le Monde **étranger**

ET SES PROLONGEMENTS INTERNATIONAUX

La conclusion d'un accord entre les grévistes polonais et les autorités de Varsovie continue à susciter différents commentaires dans les pays socialistes.

● EN UNION SOVIETIQUE, la presse se contente de reprendre, avec un retard d'un à deux jours, certaines *informations* et quelques commentaires *déjà publiés par des journaux* polonais, en insistant sur la « désorganisation de la production » provoquée par les grèves, le rôle des « forces qui portent la destruction et l'anarchie », et notamment des dissidents (dont la *libération* par les *autorités* polonaises n'est pas mentionnée, pas plus que n'est publié le contenu des accords de Gdansk).

● EN YOUGOSLAVIE, la presse exprime, ce mardi, son scepticisme quant à la possibilité de voir coexister durablement en Pologne des syndicats indépendants et les organisations officielles. « Politika » commente d'autre part la position de Moscou en estimant que celle-ci « restera la même, indépendamment de la manière dont est intervenu le dénouement politique de la crise polonaise ».

Les réactions sont également nombreuses dans les pays occidentaux.

● AUX ETATS-UNIS, le président Carter, dans un discours prononcé devant quelque quarante mille membres et sympathisants du parti démocrate, réunis à Tuscumbia (Alabama) à *l'occasion du « Labour Day »*, a *rendu hommage*, lundi 1er septembre, à « la détermination pacifique, la discipline, la ténacité, le courage » du peuple polonais, et a exprimé « le plaisir et l'admiration » des Américains devant le succès des négociations entre les grévistes et le gouvernement, *qui ont su « régler* leur *différend* eux-mêmes, sans intervention d'où qu'elle vienne ». Commentant mardi l'issue des grèves en Pologne, le « Washington Post » écrit de son côté : « L'accord ouvre une seconde phase, plus *dangereuse, dans* la crise polonaise (...) : *il est* évident que le Kremlin trouve que les autorités polonaises sont allées trop loin. »

● EN FRANCE, M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, *s'est félicité*, lundi soir à Antenne 2, que la crise se soit réglée « par le dialogue et par un accord », qui représente « un progrès de la démocratie ». « *Ce résultat* heureux, *a-t-il* estimé, est dû à la maturité et à la sagesse dont *ont fait preuve* la classe ouvrière et le peuple polonais, et leurs dirigeants ». Le ministre français a estimé que « personne n'avait soufflé sur les braises », et qu'on avait résisté, « d'un côté comme de l'autre, à la tentation de faire d'*un problème intérieur polonais* l'*objet de controverses* ou d'une confrontation entre l'Est et l'Ouest ».

● EN ESPAGNE, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a déclaré : « Les événements de Pologne viennent confirmer la thèse euro-communiste sur la nécessité, pour le socialisme, d'être une application effective de la démocratie et non une restriction. » *Le comité fédéral* du P.S.O.E., *quant à lui*, souhaite que l'issue de la crise polonaise « ouvre une espérance pour tous les pays opprimés qui aspirent à ce que les droits de l'homme approuvés par *l'O.N.U. leur soient reconnus* ».

● *EN AUTRICHE*, le chancelier Kreisky a *estimé qu'il « ne lui était pas possible de se* prononcer » sur « la contradiction incroyable que représente la reconnaissance de syndicats libres et du droit de grève dans un régime communiste ».

● AU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, dont le siège est installé à Genève, les accords de Gdansk ont été accueillis avec satisfaction, nous signale notre correspondante, Isabelle Vichniac. M. Francis Blanchard, directeur *général* du B.I.T., a notamment déclaré : « Cela fait des années que nous sommes préoccupés par le caractère anachronique de la législation polonaise du travail, qui date de 1949, et n'est pas conforme à la convention internationale numéro 87 sur la liberté syndicale, pourtant ratifiée par Varsovie en 1988 (...) *J'ai offert les bons offices du* B.I.T. *et* je maintiens mon offre. Les personnalités polonaises avec lesquelles j'ai pu m'entretenir m'ont donné leur assentiment. »

● *DE NOMBREUSES ORGANISATIONS SYNDICALES ETRANGERES continuent* d'autre part de manifester leur sympathie aux ouvriers polonais, et à se féliciter du succès de leur lutte. C'est le cas, notamment, de la *Confédération générale des travailleurs grecs*, des membres de la délégation des trois grandes centrales italiennes qui se sont récemment rendus en Pologne, de la Confédération internationale des syndicats libres, et de la Fédération *internationale de la métallurgie*, qui *a révélé* lundi qu'elle avait soutenu les grévistes polonais avec un don de quelque 500 000 F français.

ROME : la majorité estime le moment favorable pour renouer le dialogue avec le P.C.I.

De notre correspondant

Rome. — L'accord entre le *gouvernement* et les *grévistes en* Pologne aura-t-il pour effet de détendre le climat politique italien et de faire reprendre le dialogue entre la majorité gouvernementale (composée des socialistes, démocrates-chrétiens et républicains) et l'*opposition communiste* ?

Le vice-secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Vittorino Colombo, a déclaré : « *Les ouvriers polonais victorieux, que nous saluons avec une fraternelle solidarité, nous ont enseigné la validité de la méthode de la confrontation : clarté des objectifs, fermeté de décision, capacité de sacrifice. En tant que démocratie chrétienne, nous sommes disponibles depuis toujours, et donc aussi tout de suite, à la mettre à l'épreuve avec le P.C.* » Encore plus explicite a été *M.* Giovanni Spadolini, *secrétaire* du parti républicain : « *Aucun moment ne pourrait être plus favorable à une amélioration des rapports entre majorité tripartite et opposition. Les communistes italiens ne peuvent s'emparer de l'exemple polonais, ils sont déjà bien au-delà.* »

La Pologne ferait-elle de l'eurocommunisme sans le savoir ? Mardi 3 *septembre*, dans une interview au quotidien *la Repubblica*, M. Adalberto Minucci, membre du secrétariat du P.C.I. (le principal organe dirigeant du parti), affirmait : « *Sans peur de l'emphase, je veux dire que nous, communistes italiens, sommes les plus heureux de l'accord réalisé en Pologne. Ce qui est spécifique pour le P.C.I. est le fait que nous avons toujours soutenu que ces sociétés ne sont pas toutes un goulag ; elles présentent beaucoup d'éléments négatifs, mais ne sont pas pour autant des sociétés régressives. Il s'agit de sociétés de transition dans lesquelles une évolution vers des formes plus élevées de démocratie est possible.* »

Le P.C.I. voit dans les résultats des grèves polonaises « *un événement d'extraordinaire importance* », la naissance à l'Est d'une problématique proche de la sienne. Dimanche 31 août, *l'Unita*, dans un éditorial, soulignait que les *comités* de grève et leur reconnaissance par le gouvernement polonais, « *investissant l'un des noeuds du « socialisme réel »*, *c'est-à-dire le caractère totalisant du pouvoir* », révèlent une véritable possibilité de transformation.

LA « PRAVDA » : certains de nos amis...

Cet enthousiasme des communistes italiens pour la Pologne risque de tendre encore un peu plus leurs rapports avec l'Union *soviétique*. Vendredi 29 août, dans un article consacré à l'Italie, la *Pravda* lançait un réquisitoire contre le *gouvernement* de M. Cossiga et contre le dirigeant socialiste Bettino Craxi — accusés *tous deux de pro-américanisme* et d'anticommunisme, — mais surtout contre le P.C.I., à qui le quotidien communiste soviétique reproche « *de présenter d'une manière fausse et non objective* » le rôle de l'Union soviétique. La *Pravda* soulignait que, alors que le peuple italien veut l'amitié et la collaboration avec l'U.R.S.S., « *certains de nos amis* [c'est-à-dire le P.C.I.] *ne font qu'empirer l'atmosphère pour cette collaboration de vitale importance* ».

L'allusion des Soviétiques vise deux interviews données par M. Berlinguer (le 7 juin à *la Repubblica* et le 26 juillet au *Corriere della Sera*), où celui-ci affirmait que le P.C.I. s'opposerait, lui aussi, par les armes à toute intervention soviétique en Italie.

L'Unita a aussitôt répondu, soulignant le rôle joué par le P.C.I. pour le maintien de la détente « *et les propositions avancées pour la réduction équilibrée des armements* ». « *La préoccupation pour la tension Est-Ouest*, affirmait *l'Unita, ne peut nous induire à passer sous silence certains aspects de la politique soviétique ni à sous-évaluer les difficultés et problèmes des pays dudit « socialisme réel », dont les événements de Pologne de ces dernières semaines sont la confirmation.* »

Plus encore que les communistes, les confédérations syndicales italiennes, et notamment la C.G.I.L. (socialiste-communiste), ont vu dans les événements de Gdansk une préoccupation et une démarche identiques aux leurs : celle de l'autonomie syndicale par rapport au parti, mais aussi la *capacité de mobilisation* autonome du monde ouvrier.

Dans une conférence de presse tenue lundi 1er septembre, au lendemain *du retour d'une délégation* intersyndicale (C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L.) qui s'était rendue en *Pologne* et y avait rencontré gouvernement et syndicats officiels, mais n'avait pu s'entretenir avec les grévistes, M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L., affirmait : « *Les travailleurs polonais ont fait grève contre un régime qui est différent du communisme* », mais il a tenu à préciser qu'il doutait que ces grèves aient eu *pour* objectif la destruction de ce système.

(Intérim.)

● La Communauté franco-polonaise, 20, rue Legendre Paris-17e (1), lance un appel à la solidarité nationale en faveur des familles des grévistes de la Baltique. Les dons peuvent être versés par chèque au nom de la Communauté *franco-polonaise* ou à son compte, C.C.P. Paris 21-934-16 D avec, dans les deux cas, la mention : « Aide aux familles des grévistes polonais ».

(1) Président : M. Henri Adamczewski.

BONN : le S.P.D. pense que la politique de détente peut reprendre rapidement

De notre correspondant

Bonn. — A peine l'horizon paraît-il s'éclaircir en Pologne que bien des voix s'élèvent déjà au sein du parti social-démocrate ouest-allemand en faveur d'une reprise rapide de la politique de détente. On souhaite le rétablissement à bref délai des contacts avec la R.D.A., *après l'annulation* de la visite que devait y faire le chancelier Schmidt la semaine dernière, et avec la Pologne après l'ajournement du voyage de M. Gierek en R.F.A.

Les dirigeants de Bonn sont encouragés dans cette voie par les propos conciliants tenus par M. Honecker à la foire de Leipzig et par la démarche de l'ambassadeur *polonais*, M. Chylinski, qui, sur sa propre demande, a été reçu lundi 1er septembre par le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher.

Ce n'est pas sans quelque surprise que l'on a pris connaissance à Bonn de l'initiative du représentant *diplomatique* de la Pologne. Selon les brèves explications officielles données à ce sujet, *M. Chylinski aurait tenu* en effet à exprimer, sinon la reconnaissance, du moins la satisfaction du gouvernement de Varsovie pour l'attitude adoptée par les autorités ouest-allemandes durant la crise que la Pologne vient de traverser. On a appris à cette occasion que l'ambassadeur polonais avait maintenu des *contacts* avec le *gouvernement* de Bonn pendant toute la durée de la grève de Gdansk et qu'il avait rencontré M. Schmidt.

M. Genscher a assuré *l'ambassadeur* polonais que la République fédérale continuerait de s'abstenir de tout geste pouvant être interprété comme une intervention dans les affaires intérieures de la Pologne. Il est remarquable que la *démarche* de M. Chylinski ait été effectuée le jour où l'agence Tass, la *Pravda* et les journaux de R.D.A. *affirmaient* que des agents « contre-révolutionnaires » dans les *chantiers* de Gdansk avaient été encouragés par les propos « incendiaires » de la *presse occidentale*.

Dans un communiqué publié à l'issue de cet entretien, il a été annoncé qu'une rencontre entre les *ministres* des affaires étrangères des deux pays aura lieu à New-York à la fin septembre, à *l'occasion* de l'*assemblée générale* de l'O.N.U.

Le chancelier Schmidt a pour sa part fait valoir lundi dans son premier commentaire public des conflits sociaux en Pologne, « *la sagesse de sa politique de paix* », opposant cette « *circonspection* » à ce qu'il appelle « *l'aventurisme politique* » de ses adversaires.

En dépit de certaines *rumeurs*, il n'est toutefois pas encore question de fixer une nouvelle date pour la visite en R.F.A. de M. Gierek. En revanche, M. Schmidt est pressé par certains membres de son parti, le S.P.D., *de reprendre* son projet de voyage en R.D.A. Le président du parti social démocrate, M. Brandt, a *estimé qu'il était* de peu d'importance que le chancelier rencontre M. Honecker cette année-ci « *ou seulement au début de l'année prochaine* ». Le secrétaire général du parti, M. Egon Bahr, a été plus précis en souhaitant que ce voyage ait lieu « *d'ici douze semaines* ».

De tels propos n'ont rien de surprenant. On sait désormais que la décision du chancelier de retarder son voyage en R.D.A. s'est heurtée à des résistances très vives au sein de son parti. Lundi, le quartier général du S.P.D. s'est même vu contraint de publier un *démenti* — très peu convaincant — selon lequel le président du groupe parlementaire social - démocrate, M. Wehner, avait entièrement approuvé l'attitude du chancelier dans cette affaire.

JEAN WETZ.

M. Georges Marchais : la question posée est celle d'une nouvelle politique économique

M. Georges Marchais, rentré à Paris après des vacances passées en Bulgarie, commente, dans une interview publiée mardi 2 septembre par *l'Humanité*, l'accord conclu le 31 août entre les grévistes de Gdansk et le gouvernement polonais. « *Je me félicite que le conflit social que vient de connaître la Pologne ait eu cette heureuse conclusion*, déclare le secrétaire général du P.C.F. *La vie vérifie ainsi le rôle primordial de la classe ouvrière dans la société socialiste. La volonté de trouver une issue dans le cadre du dialogue, de la concertation, du progrès social et démocratique, de la société, le sens des responsabilités, ont prévalu.* »

M. Marchais poursuit : « *Dans la période nouvelle qui s'ouvre pour ce pays, je pense que, par-delà les dispositions contenues dans les accords qu'il s'agit de mettre en œuvre en tirant les leçons du passé, une question décisive se trouve posée, c'est celle de l'élaboration et de l'application de réformes des structures et de la gestion de l'économie, celle d'une nouvelle politique économique. Et il est évident que de telles réformes doivent, en particulier, favoriser l'initiative des travailleurs, leur participation aux décisions, l'exercice de leurs responsabilités. Au stade actuel du développement de la Pologne, plus que jamais, progrès social, efficacité économique et progrès de la démocratie socialiste sont intimement liés.* »

Le secrétaire général ajoute : « *Il ne s'agit pas d'une question limitée à la Pologne. Elle se pose dans d'autres pays socialistes, et certains ont au reste commencé d'y apporter des réponses intéressantes en mettant en œuvre des transformations économiques, sociales, démocratiques, qui s'avèrent efficaces.* »

M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré pour sa part, lundi sur R.T.L., qu'il serait « *illusoire* » de penser que, en Pologne comme dans d'autres pays socialistes, il n'y ait pas d'éléments qui s'opposent au régime en place. « *Nous considérons qu'il faut combattre ces éléments, non par des mesures de caractère administratif, mais de façon politique et idéologique* », *a souligné M. Gremetz.*

« L'Humanité » et la « Pravda »

MM. Marchais et Gremetz n'ont ni l'un ni l'autre commenté directement l'article paru dans la *Pravda* de lundi et dénonçant « *les éléments antisocialistes* » qui seraient parvenus, en Pologne, à « *exploiter les difficultés économiques dans leurs buts contre-révolutionnaires* », (*le Monde* du 2 septembre). Cet article n'a pas été cité par *l'Humanité.*

Dans une lettre à M. Séguy

M. GERMON (C.G.T.) : je crains que nous n'ayons trop tardé.

Dans une lettre adressée, le 22 août, à M. Georges Séguy, et publiée *dans la Vie ouvrière* du 3 septembre, M. Claude Germon, membre de la C.G.T. et secrétaire national du P.S., écrit, à *propos* de l'attitude *de sa confédération* : « *J'ai le sentiment que l'intervention de la C.G.T. aux côtés des travailleurs polonais est attendue par tous les militants de la C.G.T. (...), qui ne comprendraient pas l'abstention de l'organisation syndicale la plus représentative (...). Je crains déjà que nous n'ayons que trop tardé.* » M. Germon « *s'étonne* », dans cette lettre, « *qu'aucune initiative pour faire connaître notre accord de principe et notre solidarité complète* » avec les travailleurs polonais « *pour le droit à l'organisation* » n'ait été prise.

Dans sa réponse, également publiée dans la *V.O.*, M. G. Séguy rappelle que la *C.G.T.* a pris position et ajoute : « *J'en suis à me demander si tu manques d'information ou si tu cèdes au procès d'intention.* »

D'autre part, plusieurs militants C.G.T. de la radio-télévision ont adressé une lettre *ouverte* à M. Séguy pour contester l'attitude de la direction confédérale sur les événements en Pologne. « *Alors que nous, C.G.T., refusant le consensus, nous sommes à la tête des luttes dans les entreprises contre la politique d'austérité et de démantèlement économique*, écrivent-ils, *nous ne pouvons que regretter que la direction confédérale de notre organisation n'ait pas eu un seul mot de soutien pour la juste lutte des ouvriers polonais.* »

Après avoir qualifié le conflit d'« événement historique mondial sans précédent », les signataires s'interrogent sur le maintien de la C.G.T. à l'intérieur de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.).

● *A la C.G.T.*, le bureau confédéral estime que « *le contenu des accords va dans le sens des orientations que défend depuis longtemps la C.G.T. quant à la conception des syndicats dans une société socialiste* ».

« *Les syndicats polonais disposent à présent de moyens supérieurs de participation à la solution des problèmes économiques que la Pologne doit résoudre au stade actuel de son développement* », déclare la C.G.T.

● *M. Pierre Bauby*, candidat du parti communiste marxiste-léniniste (maoïste) à la présidence de la République, a déclaré, lundi 1er septembre, que, « *depuis dix ans, la classe ouvrière polonaise a recours à la lutte de classe et de masse pour faire aboutir ses revendications et obtenir des droits démocratiques fondamentaux* » et que « *ce n'est qu'ainsi, comme dans les pays capitalistes occidentaux, que le pouvoir capitaliste d'Etat a été contraint à des concessions, à des reculs.* »

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● DIX OPPOSANTS ANGOLAIS, membres des mouvements d'extrême *gauche* interdits, Organisation communiste angolaise et Noyau Joseph-Staline, ont été libérés de prison, le 11 août, au terme d'une grève de la faim de vingt-cinq jours a annoncé, lundi 1er *septembre*, à Lisbonne, le Comité de solidarité avec les détenus politiques angolais. Certains des dix prisonniers, pour la plupart des étudiants, étaient détenus *depuis plus de trois ans sans* jugement. — *(Reuter.)*

El Salvador

● VINGT MORTS EN VINGT-QUATRE HEURES. — La violence politique a *fait* vingt morts ces dernières vingt-quatre heures au Salvador. Des commandos armés ont tué douze hommes, dont le maire de la ville de Jutiapia, M. Noël Martel Vides, et les corps de cinq *personnes tuées*, croit-on, par des extrémistes de droite, ont été découverts, lundi, à San-Salvador. En outre, trois guérilleros de gauche ont *trouvé la mort dans* des heurts avec les *forces* de sécurité. — *(Reuter.)*

Liban

● LES CHIITES LIBANAIS ont observé un mouvement de grève, le lundi 1er septembre, pour la *commémoration* du deuxième anniversaire de la disparition, en Libye, de leur chef religieux, l'imam Moussa Sadr. Les dirigeants de cette communauté continuent d'affirmer que l'imam a été enlevé en Libye et qu'il y est toujours séquestré.

Tchad

● LE QUAI D'ORSAY a démenti *catégoriquement*, lundi 1er septembre, les assertions du conseil de commandement des *Forces armées* du Nord de M. Hissène Habré, selon lesquelles le gouvernement français *livrerait des armes* et des munitions aux forces du président Goukouni Oueddeï du Tchad (*le Monde* du 2 septembre). D'autre part, c'est à Conakry — et non à Dakar, comme l'a assuré par erreur une dépêche d'agence — que le président Sekou Touré (de Guinée) a reçu samedi M. Habré. *Ce dernier* est arrivé à Dakar, où il a rencontré lundi M. Diouf, premier ministre sénégalais.

Uruguay

● LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS est intervenu auprès des autorités uruguayennes pour demander la libération immédiate de M. José Pédro Cardoso. Celui-ci, *président du* parti socialiste uruguayen a été arrêté arbitrairement le 22 août, à Montevideo, et son *état de santé suscite* les plus vives inquiétudes.

LA C.F.D.T. RELANCE SON « APPEL NATIONAL A LA SOLIDARITÉ FINANCIÈRE » AVEC LES SYNDICATS AUTOGÉRÉS INDÉPENDANTS

« *Le mouvement ouvrier polonais ouvre la voie au socialisme dans les démocraties populaires* », a déclaré, mardi 2 septembre, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., lors d'une *conférence* de presse, axée uniquement sur l' « *importante victoire syndicale* » remportée en *Pologne* par les *ouvriers*.

La C.F.D.T., qui a décidé de relancer son « *appel national à la solidarité financière* » avec les nouveaux syndicats autonomes — appel qui a déjà recueilli 47 255 F en période de congés, — entend « *saisir le maximum de travailleurs, pour qu'ils manifestent leur soutien aux acquis et à la consolidation* des *acquis* » des ouvriers polonais.

Pour la C.F.D.T., qui « *retrouve dans l'action des ouvriers polonais sa propre démarche de reconstruction du syndicalisme et du socialisme, contre les déviations* ». « *Cet immense succès reste fragile, car d'autres étapes devront être franchies pour surmonter les obstacles posés par le fonctionnement centraliste et bureaucratique, ainsi que l'obligation faite aux syndicats indépendants de reconnaître le rôle dirigeant du parti.* »

★ C.F.D.T., 5, rue Cadet, 75009 Paris. C.C.P. 283-24 Paris.

● *La C.S.L.* (Confédération des syndicats libres) déclare notamment : « *Les promesses arrachées par les grévistes de Gdansk au gouvernement polonais constituent une brèche sérieuse dans le système politico-syndical imposé par Moscou aux pays d'au-delà du rideau de fer, pays dans lesquels on a pourtant coutume d'affirmer que « la classe ouvrière est au » pouvoir ». Il est à craindre qu'une solution radicale de la révolte du prolétariat polonais ne soit trouvée rapidement par l'Union soviétique, qui ne craint plus, depuis longtemps, les représailles éventuelles des pays occidentaux désormais « couchés ».* »

● *M. André Bergeron*, secrétaire général de Force ouvrière, a *déclaré* : « *Nous nous réjouissons de ce qui s'est passé en Pologne. Depuis trente-trois ans, nous nous battons pour qu'il y ait dans ce pays des syndicats semblables à ceux qui verront le jour. Mais il ne faut pas oublier le printemps de Prague, pendant lequel les choses étaient allées aussi très loin.* »

● *La FEN* (Fédération de l'éducation nationale) déclare que « *La lutte des travailleurs polonais, qui vient d'aboutir à un succès exemplaire, représente à la fois une épreuve de vérité et un mouvement d'espoir. Une épreuve de vérité, car le vernis des syndicats officiels a craqué au profit des syndicats libres (...), un mouvement d'espoir, car aucun carcan, aucune pesanteur idéologique ne peut en définitive tromper un peuple ni museler les forces vives qui sont en lui.* »

EUROPE

LA SITUATION EN POLOGNE APRÈS LES ACCORDS DE GDANSK ET DE SZCZECIN

LE TEXTE DU PROTOCOLE SIGNÉ ENTRE LE POUVOIR ET LES GRÉVISTES

Le protocole d'accord signé le dimanche 31 août à Gdansk entre le présidium du comité de grève inter-entreprises (M.K.S.), présidé par M. Lech Walesa, et la commission gouvernementale dirigée par le vice-premier ministre Jagielski, portait sur les vingt et une revendications des grévistes (le Monde *du 20 août). Nous en avons publié une première partie dans nos éditions du 2 septembre, laquelle concernait les six premiers points, de nature politique. Nous publions la seconde partie de l'accord, qui porte sur les revendications d'ordre matériel.*

— *En ce qui concerne le point n° 6,* dont le texte est : *« Entreprendre des activités réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise en commençant par donner au public toute l'information sur la situation socio-économique ; et permettre à tous les milieux et groupes sociaux de participer aux discussions sur un programme de réformes »*, il a été convenu ce qui suit :

Nous considérons comme nécessaire l'accélération de la préparation d'une réforme économique. Les autorités définiront et publieront au cours des prochains mois les principes de base de cette réforme. Il faut permettre une large participation à la discussion publique sur la réforme. Les syndicats devront en particulier participer à l'élaboration des lois sur les entreprises socialistes et sur l'autogestion ouvrière. La réforme économique devra être basée sur l'élargissement, l'autonomie et la participation des conseils ouvriers à la gestion. Des réglementations spécifiques devront garantir que les syndicats pourront remplir leurs fonctions telles qu'elles ont été définies dans le point n° 1 de cet accord.

Seule une société consciente et ayant une bonne connaissance des réalités peut prendre l'initiative et réaliser des réformes de notre économie. Le gouvernement élargira d'une manière importante la sphère des informations socio-économiques auxquelles la société, les syndicats et les organisations économiques et sociales ont accès.

Le M.K.S. suggère, en plus, de créer des perspectives durables pour le développement des propriétés agricoles familiales, fondement de l'agriculture polonaise ; d'égaliser l'accès des secteurs agricoles (collectif et individuel) aux moyens de production, y compris à la terre ; de créer les conditions pour une renaissance des coopératives autogérées.

— *En ce qui concerne le point n° 7,* dont le texte est : *« Payer tous les travailleurs participent à la grève pour la période de grève comme pour la période de congé, sur les fonds du Conseil central des syndicats »*, il a été convenu ce qui suit :

Les travailleurs des usines participant à la grève recevront pour la période de grève une avance de l'ordre de 40 % de leur salaire après leur retour au travail. Le reste, jusqu'à 100 % du salaire, sera compté comme pour la période de congé, sur la base d'un jour de travail de huit heures. Le M.K.S. demande aux ouvriers qui en sont membres d'entreprendre — après la fin de la grève et en coopération avec la direction des entreprises et des usines — des actions visant à une augmentation du rendement du travail, à l'économie des matières premières et de l'énergie et à une plus grande discipline dans le travail.

— *En ce qui concerne le point n° 8,* dont le texte est : *« Augmenter le salaire de base de chaque travailleur de 2 000 zlotys par mois en compensation de l'augmentation des prix »*, il a été convenu ce qui suit :

Ces augmentations de salaires seront introduites graduellement pour toutes les catégories de travailleurs et surtout pour ceux dont les salaires sont les plus bas. On s'est mis d'accord sur le principe d'une augmentation des salaires par branches et usines. Les augmentations sont et seront réalisées en tenant compte de la spécificité des professions et des secteurs. Leur but sera de majorer les salaires par la révision des échelles ou par l'augmentation des autres éléments du salaire.

En ce qui concerne les employés des entreprises, on augmentera leurs salaires sur une base individuelle. Les augmentations de salaires discutées dans ce point devront être réalisées d'ici à la fin septembre 1980 en fonction de l'accord dans chaque branche.

Le gouvernement, après avoir analysé la situation dans toutes les branches, présentera d'ici au 31 octobre 1980, avec l'accord des syndicats, le programme des augmentations de salaires à partir du 1er janvier 1981 pour ceux qui gagnent le moins, en mettant particulièrement l'accent sur les familles nombreuses.

Enrayer la hausse des prix

— *En ce qui concerne le point n° 9* dont le texte est : *« Garantir l'échelle mobile »*, il a été convenu ce qui suit :

Il est nécessaire d'enrayer la hausse des prix des biens de consommation courante par un contrôle accru des secteurs publics et privés, et particulièrement en supprimant les augmentations déguisées.

A la suite de la décision du gouvernement, on entreprendra des études sur le coût de la vie. Ces études seront également faites par les syndicats et les instituts scientifiques. Le gouvernement élaborera d'ici à la fin de l'année 1980 les principes d'une compensation de l'augmentation du coût de la vie, principes qui seront soumis à discussion publique. Après avoir été acceptés, ils entreront en vigueur. Dans ces principes, il faut tenir compte du problème du minimum social.

— *En ce qui concerne le point n° 10,* dont le texte est : *« Réaliser l'approvisionnement du marché intérieur en produits alimentaires et exporter seulement le surplus », et le point n° 11,* dont le texte est : *« Supprimer les prix commerciaux et la vente en devises étrangères sur le marché intérieur », et le point n° 12,* dont le texte dit : *« Introduire des cartes de rationnement pour la viande et les produits dérivés jusqu'à la stabilisation des marchés »*, il a été convenu :

Que serait amélioré l'approvisionnement en viande d'ici au 31 décembre 1980, et cela grâce à l'accroissement de la rentabilité de la production agricole, à la limitation au minimum indispensable des exportations de viande et par des importations supplémentaires de viande. En même temps, durant cette même période, on présentera un programme d'amélioration de l'approvisionnement en viande en tenant compte de la possibilité de l'introduction d'un système de rationnement par l'instauration de cartes ;

Que, dans les magasins « Pevew » (àdevises), il ne sera pas vendu de produits nationaux déficitaires de consommation courante ;

La population sera informée, d'ici à la fin de l'année, de toutes les décisions concernant l'approvisionnement du marché.

Le M.K.S. demande la suppression des magasins « commerciaux » (1), la mise en ordre et l'unification des prix de la viande et des produits dérivés à un niveau moyen.

— *En ce qui concerne le point n° 13,* dont le texte est : *« Introduire le principe du choix des cadres basé sur la qualification et non sur l'appartenance au parti, et supprimer les privilèges de la police (M.O.), de la sûreté (S.B.) et de l'appareil du parti en égalisant les allocations familiales et en supprimant les systèmes spéciaux de ventes, etc. »*, il a été convenu ce qui suit :

On accepte la demande que le choix des cadres soit basé sur le principe des qualifications et des compétences parmi les membres du parti ouvrier unifié, du S.D. (parti démocrate qui regroupe en principe les petits artisans privés), du Z.S.L. (parti paysan unifié qui, avec les deux autres, forme la base d'unité du Front national) et les sans-parti. Le programme d'égalisation des allocations familiales pour tous les groupes professionnels sera présenté par le gouvernement d'ici au 31 décembre 1980. La commission gouvernementale déclare que c'est seulement dans l'appareil du parti qu'il y a des magasins de vente directe, comme dans les autres usines et institutions.

— *En ce qui concerne le point n° 14,* dont le texte est : *« La possibilité de prendre la retraite pour les femmes à cinquante ans, pour les hommes à cinquante-cinq ans, ou après trente années de travail en Pologne populaire pour les femmes ou trente-cinq pour les hommes, sans tenir compte de l'âge »*, il a été entendu :

La commission gouvernementale considère ces postulats comme étant impossibles à satisfaire dans la situation économique et démographique actuelle du pays. Le problème pourra être discuté dans l'avenir.

Le M.K.S. demande que ces problèmes soient analysés d'ici au 31 décembre 1981, avec la possibilité d'abaisser de cinq ans l'âge de la retraite pour les gens qui travaillent dans des conditions pénibles (au moins pendant quinze ans). Cette demande devrait être satisfaite seulement si les travailleurs l'exigent.

Augmenter les retraites

— *En ce qui concerne le point n° 15,* dont le texte est : *« Augmenter les retraites et les pensions anciennes jusqu'au niveau de celles qui sont payées actuellement »*, il a été entendu :

La commission gouvernementale déclare que l'augmentation des retraites et des pensions les plus basses se fera chaque année en fonction des possibilités économiques du pays et en fonction des augmentations de salaires les plus bas. Le gouvernement présentera un programme à cet effet d'ici au 1er décembre 1981. Le gouvernement préparera les projets d'augmentation des retraites et des pensions les plus basses jusqu'au niveau du minimum social défini sur la base d'études faites par des instituts scientifiques ; ils seront présentés à l'opinion publique et soumis au contrôle des syndicats.

Le M.K.S. souligne la grande urgence de ces problèmes et maintient ses revendications : augmenter les retraites et les pensions de l'ancien système jusqu'au niveau du système actuel ; tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

— *En ce qui concerne le point n° 16,* dont le texte est : *« Améliorer les conditions de travail des services de santé afin d'assurer aux travailleurs une meilleure protection médicale »*, il a été entendu que :

Il est nécessaire d'augmenter immédiatement les moyens destinés aux investissements dans les sphères des services de santé, d'améliorer l'approvisionnement en médicaments par des importations supplémentaires de matières premières, d'augmenter les salaires de tous les employés de la santé (changement de catégorie des salaires des infirmières) et de préparer d'urgence des programmes gouvernementaux et ministériels visant à l'amélioration de la santé de la population. D'autres actions dans ce domaine sont mentionnées dans l'annexe.

— *En ce qui concerne le point n° 17,* dont le texte est : *« Assurer dans les crèches et dans les écoles maternelles un nombre de places suffisant pour les enfants des femmes qui travaillent »*, il a été convenu que :

La commission gouvernementale est pleinement d'accord avec cette revendication. Sur ce point les autorités de la woïvodie (préfecture) présenteront un programme d'ici au 30 novembre 1980.

— *En ce qui concerne le point n° 18,* dont le texte est : *« Allonger la durée du congé maternité payé à trois ans pour permettre à la mère d'élever son enfant »*, il a été convenu que :

D'ici au 31 décembre 1980, une analyse des possibilités de l'économie nationale sera faite en commun avec les syndicats, et on définira le montant d'une allocation mensuelle pour les femmes qui sont actuellement en congé de maternité non payé.

Le M.K.S. demande qu'on inclue dans cette analyse l'établissement d'une telle allocation, dont le montant, durant la première année après l'accouchement, devra être égal à 100 % du salaire et, durant la deuxième année, égal à 50 % du salaire, mais sans jamais être inférieur à 2000 zlotys mensuels. Cet objectif devrait être atteint graduellement en commençant dès la première moitié de l'année 1981.

— *En ce qui concerne le point n° 19,* dont le texte est : *« Réduire le délai d'attente pour l'attribution d'un appartement »*, il a été entendu ce qui suit :

Un programme pour améliorer la situation immobilière visant à la réduction du délai d'attente pour l'attribution d'un appartement sera présenté par les autorités de la woïvodie d'ici au 31 décembre 1980. Ce programme sera soumis à une large discussion au niveau de la woïvodie, qui consultera des organisations compétentes (l'Association des urbanistes polonais et l'Association des architectes polonais, l'Association centrale des techniciens, etc.). Le programme devra inclure, outre la possibilité d'utiliser les entreprises du bâtiment et les usines de maisons préfabriquées qui existent, un développement conséquent de la base productive de l'industrie du bâtiment. Des actions analogues seront entreprises dans tout le pays.

Les frais de déplacement

— *En ce qui concerne le point n° 20,* dont le texte est : *« Augmenter de 40 à 100 zlotys les frais de déplacement et augmenter l'indemnité de déplacement »*, il a été convenu que :

Un accord sera conclu sur l'augmentation, à partir du 1er janvier 1981, du montant des frais de déplacement et de l'indemnité de déplacement. Le gouvernement présentera des propositions à cet effet d'ici au 31 octobre 1980.

— *En ce qui concerne le point n° 21,* dont le texte est : *« Fixer le samedi comme jour de congé. Pour les travailleurs des usines à fonctionnement continu et qui appliquent le système des quatre équipes tournantes, compenser le samedi travaillé soit par une augmentation du nombre de jours de congé, soit par l'octroi d'un autre jour libre de la semaine (non fixe)*, il a été convenu que :

Le principe et l'application de ce programme instituant le samedi comme jour de congé ou une autre méthode d'instauration d'un temps de travail raccourci seront établis et présentés d'ici au 31 décembre 1980. Ce programme prévoira dès 1981 l'augmentation du nombre de samedis de congé.

Les autres possibilités d'action en la matière sont mentionnées dans l'annexe, où figure le point de vue du M.K.S.

Après être parvenu aux conclusions sus-mentionnées, il a été entendu encore que :

Le gouvernement s'engage à :

— Assurer la sécurité personnelle et à maintenir les conditions de travail actuelles aux participants à la grève ainsi qu'aux personnes qui l'ont appuyée ;

— Examiner à l'échelle des ministères les demandes spécifiques aux branches de production présentées par les ouvriers de toutes les usines associées dans le M.K.S. ;

— Publier immédiatement dans les *mass media*, à l'échelle nationale (presse, radio, télévision), le texte intégral du protocole d'accord.

Le comité de grève inter-entreprises s'engage à finir la grève le 31 août 1980 à 17 heures.

(1) Le réseau des magasins dits commerciaux a été institué pour remplacer une hausse de prix : on y trouve davantage de marchandises que dans les magasins normaux, mais à un prix augmenté d'une surtaxe de 50 % à 100 %. C'est l'application de ces prix « commerciaux » aux ventes directes sur les lieux de travail qui a mis le feu aux poudres au début de juillet.

POINT DE VUE

L'Église dans la crise, une contre-autorité morale

par JEAN OFFREDO (*)

LA crise qui vient de secouer la Pologne a, une nouvelle fois, montré combien grande était l'autorité de l'Eglise catholique dans le pays.

Tant ses paroles que ses actes prouvent, au-delà des commentaires rapides qui ont pu être faits çà et là, l'esprit de responsabilité et l'attitude de dignité qui ont guidé son comportement. Et cela dans un contexte où la marge de manœuvre est étroite.

Sollicitée, en effet, à la fois par les groupes qualifiés de « dissidents » — pour être un soutien, — par la population — pour être un porte-voix de ses revendications, — par les autorités — pour être une force d'apaisement, — l'Eglise a dû s'efforcer d'éviter deux dangers : d'une part, celui du triomphalisme, d'autre part, celui d'apparaître comme un contre-pouvoir politique.

Toute l'histoire de l'Eglise polonaise, et encore la plus récente, montre bien qu'elle veut être fondamentalement une contre-autorité morale, fidèle à son engagement aux côtés du peuple et à son idéal de résistance à tous les pouvoirs et à toutes les oppressions.

Incarnant d'une certaine manière la légitimité historique du destin national, elle a toujours refusé sous le pouvoir communiste de jouer telle ou telle tendance, tel ou tel clan du parti, afin de garder une entière liberté de jugement et d'action.

Cela ne veut pas dire que cette Eglise vivrait hors du temps. Il suffit de vivre un dimanche en Pologne pour en être convaincu ; il suffit d'entendre ou de lire les propos de la hiérarchie polonaise ou des militants catholiques libéraux, tels ceux de Znak (le Signe), dont Karol Wojtyla était l'ami et l'exigeant protecteur, pour l'affirmer. Il n'est certes pas sans signification que l'on ait trouvé comme « experts » aux côtés du comité de grève de Gdansk des hommes comme Bohdan Cywinski, ancien rédacteur en chef de *Znak*, Andrzej Wielowieyski, secrétaire général du Club des intellectuels catholiques de Varsovie, Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef du mensuel d'inspiration personnaliste *Wiez* (le Lien). Il ne faut pas oublier que l'Eglise polonaise, ce sont aussi des laïcs...

Ces hommes, proches de l'épiscopat et agissant de concert avec lui, savent mieux que quiconque jusqu'où il est possible d'aller. Andrzej Wielowieyski est d'ailleurs l'un des auteurs des deux rapports « Sur l'état de la République » et « Comment en sortir ? » rédigés par le groupe Expérience et Avenir, qui rassemble des intellectuels, membres du parti et sans parti, dont les textes ont obtenu l'assentiment et les encouragements du cardinal-primat Wyszynski.

Des homélies balancées

On a beaucoup parlé des homélies prononcées pendant la crise, par le cardinal-primat à Wambierzyce et à Czestochowa, et par Mgr Kaczmarek, évêque de Gdansk, appelant à l'apaisement. Il faut bien lire — et ce n'est pas là prudence de style — les propos de l'un et de l'autre, comme il faut bien comprendre le contenu du communiqué du Conseil permanent de l'épiscopat publié le 27 août.

Quand Mgr Kaczmarek appelle à la reprise du travail en ajoutant — phrase souvent omise dans les dépêches, — *« si cela dépend de vous »*, il est clair qu'il n'adopte pas une attitude quelconque de démobilisation. Il se contente simplement d'appeler les travailleurs, en majorité catholiques, au sens des responsabilités, mais en se dégageant de tout soutien aux autorités desquelles dépend *aussi* la solution.

Quand le cardinal Wyszynski analyse dans une première partie de son homélie, à *Czestochowa*, les défauts du système qui ont conduit à la crise — ces explications n'ont pas été reprises par la télévision polonaise, — cela donne une autre dimension à l'appel au calme et à l'exhortation au sens du travail.

Le communiqué de l'épiscopat est d'ailleurs clair et sans ambiguïté. Parmi les droits nécessaires au peuple, il rappelait celui du droit au travail avec la possibilité pour les travailleurs de s'organiser dans des associations nées d'eux-mêmes et défendant leurs intérêts.

Le mérite de la lucidité

Certes, le discours du cardinal-primat entendu à la télévision avait provoqué une certaine déception parmi la population. Mais bien vite corrigée. Lech Walesa, le chef du comité de grève de Gdansk, avait lui-même approuvé l'attitude de Mgr Wyszynski en disant simplement que le cardinal connaissait bien les problèmes et qu'il lui faisait confiance.

Que n'aurions-nous pas entendu, en sens inverse, si, au doigt et à l'œil, les travailleurs avaient repris le travail sur simple injonction des évêques ! Non, les catholiques polonais sont plus sérieux que cela.

Il est vrai que la hiérarchie catholique est toujours vigilante devant les menaces extérieures, soyons clairs, devant le risque d'intervention soviétique. Le passé est là pour donner vigueur à ce sentiment fondé non pas sur quelque sentiment de peur déraisonnable mais sur une observation raisonnée de géopolitique. En ce sens, le cardinal Wyszynski est certes un homme politique lucide. Même si l'attitude consistant à penser : *« On sait qui nous avons en face de nous, on ne sait pas ce que seraient d'autres interlocuteurs »*, ne paraît pas être un comportement héroïque, elle a sûrement le mérite du réalisme.

L'Eglise polonaise, depuis 1976, a pris un virage important qui lui a *donné* une aura nouvelle auprès de tous ceux qui défendent les droits de l'homme. Et Karol Wojtyla était l'un des évêques qui avait aidé les chrétiens polonais à ne pas seulement avoir comme préoccupation la défense des intérêts religieux de la population, mais aussi celle de toutes les préoccupations sociales, culturelles, économiques et morales de la population. C'est là un propos qu'il continue de tenir au Vatican.

Ce n'est bien évidemment pas animé par quelque souci diplomatique qu'il *n'a* pas parlé plus pendant la crise. Devenu évêque de Rome et pasteur de l'Eglise universelle, il se doit de ne pas être uniquement polonais. On ne peut lui demander à la fois d'élever son propos à la dimension du monde et d'intervenir directement dans la vie politique de son pays natal. D'autant qu'il connaît trop ses frères dans l'épiscopat polonais pour savoir qu'ils sont hommes à se battre jusqu'au bout pour la liberté de la Pologne et des Polonais.

Longtemps resteront en mémoire ces images étonnantes d'émotion et de ferveur où l'on voit les travailleurs de Gdansk participer à la messe célébrée devant les grilles du chantier Lénine. Et que Lech Walesa, après s'être battu avec ses camarades pour que l'expression de la foi ait droit d'antenne à la radio et à la télévision ait comme premier geste d'apposer une croix dans le nouveau local du syndicat indépendant accordé par les autorités polonaises a valeur de symbole. C'est aussi cela l'Eglise en Pologne...

(*) Coauteur du livre *Nous, chrétiens de Pologne* (Editions Cana).

Les mineurs obtiennent les mêmes avantages

(Suite de la première page.)

Le gouvernement polonais, peu soucieux de voir l'agitation sociale rebondir dans d'autres régions après le règlement du conflit dans la Baltique, a décidé de satisfaire les revendications des mineurs, a annoncé ce mardi 2 septembre la radio de Varsovie. Un haut fonctionnaire avait d'ailleurs indiqué au préalable à des correspondants de presse étrangers que des syndicats indépendants seraient mis en place partout où les ouvriers en exprimeraient le désir.

Les mineurs de Haute-Silésie ont toutefois ajouté une nouvelle demande à leurs revendications, ce mardi après-midi : à la suite de l'accident qui a coûté la vie à huit des leurs, lundi, dans un puits du bassin houiller, ils voudraient que davantage de temps soit consacré à l'entretien des machines et des installations.

Abondant dans le même sens, M. Rakowski, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Polityka* et membre du comité central du parti, affirmait dans une interview à la radio ouest-allemande lundi : *« Le gouvernement doit respecter point par point l'accord »* conclu avec les grévistes de Gdansk, *« sinon il y aura une nouvelle vague de grèves ou une catastrophe »*. Pour lui, si le protocole de Gdansk ouvre *« une nouvelle phase »*, il est encore trop tôt pour parler d'un socialisme à la polonaise, *« car nous devons*, dit-il, *mettre d'abord la nouvelle politique en pratique »*.

Tirant la leçon de la solution négociée de la crise, M. Rakowski a ajouté : *« Je dois dire que mises à part toutes les erreurs commises — je veux dire en tant que parti ou direction du parti — l'évolution des années 70 doit être étudiée objectivement. On ne peut nier que Gierek a créé une situation dans laquelle les conflits peuvent être résolus en deux mois, par des moyens politiques et sans recours à la force. C'est là un point important, c'est là l'enseignement important et nouveau pour la Pologne. »*

Tous les opposants ont été libérés

A Gdansk, le Syndicat indépendant s'est installé dans ses murs.

Le président du M.K.S., M. Walesa, a annoncé que les dix-huit membres du présidium du comité de grève inter-entreprises avaient donné leur démission des entreprises qui les employaient pour devenir des permanents des nouveaux syndicats indépendants et autogérés. Au cours d'une conférence de presse, la première, au siège des nouveaux syndicats (l'ancien appartement d'un médecin), M. Walesa a précisé que ces permanents auraient un salaire de 7 000 à 8 000 zlotys par mois (le salaire mensuel moyen est de 5 000 zlotys).

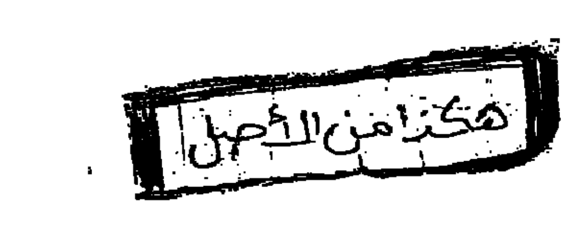
Interrogé sur l'éditorial paru lundi matin dans la *Pravda* et dénonçant une nouvelle fois les menées des *« éléments antisocialistes »* en Pologne, M. Walesa a répondu : *« Ce sont des choses politiques et nous ne sommes pas des politiciens. »* Puis il a eu cette réflexion à propos du siège des nouveaux syndicats : *« Je suis dans un appartement vide, mais plein d'espoir. J'espère que les autorités nous donneront un nouveau local plus grand. Celui-là serait bien pour ma grande famille »*, a ajouté en forme de boutade M. Lech Walesa qui vit dans un appartement de 36 mètres carrés avec sa femme et leurs cinq enfants.

Les contestataires du KOR et d'autres organisations ont été tous libérés dans la journée de lundi. Il s'agit notamment des principaux animateurs du KOR (comité d'autodéfense sociale) : MM. Jacek Kuron et Adam Michnik, et d'autres personnes arrêtées dès le 20 août, telles que M. Leszek Moczulski, fondateur de la Confédération de la Pologne indépendante, et M. Kazimierz Janusz, membre du Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCIO).

Les accords signés à Gdansk sont *« une victoire pour les ouvriers, mais aussi pour le gouvernement qui a fait preuve de réalisme »*, a dit M. Kuron, au cours d'une conférence de presse, dans son appartement de Varsovie, deux heures à peine après sa libération. Il était entouré de plusieurs membres du KOR et portait un *tee-shirt* fraîchement imprimé au chantier Lénine de Gdansk, avec l'inscription *« solidarité »* et un petit drapeau polonais. *Solidarité* est le nom du journal édité par le comité de grève de Gdansk.

« Nous allons travailler, pas à pas, pour faire progresser le pays, augmenter les domaines de la liberté et diminuer ceux du totalitarisme tout en nous assurant que nous n'attirerons pas les chars soviétiques », a-t-il dit, en répétant que son groupe n'entendait nullement renverser le régime.

(Lire page 18, à Antenne 2 : « L'été polonais ».)

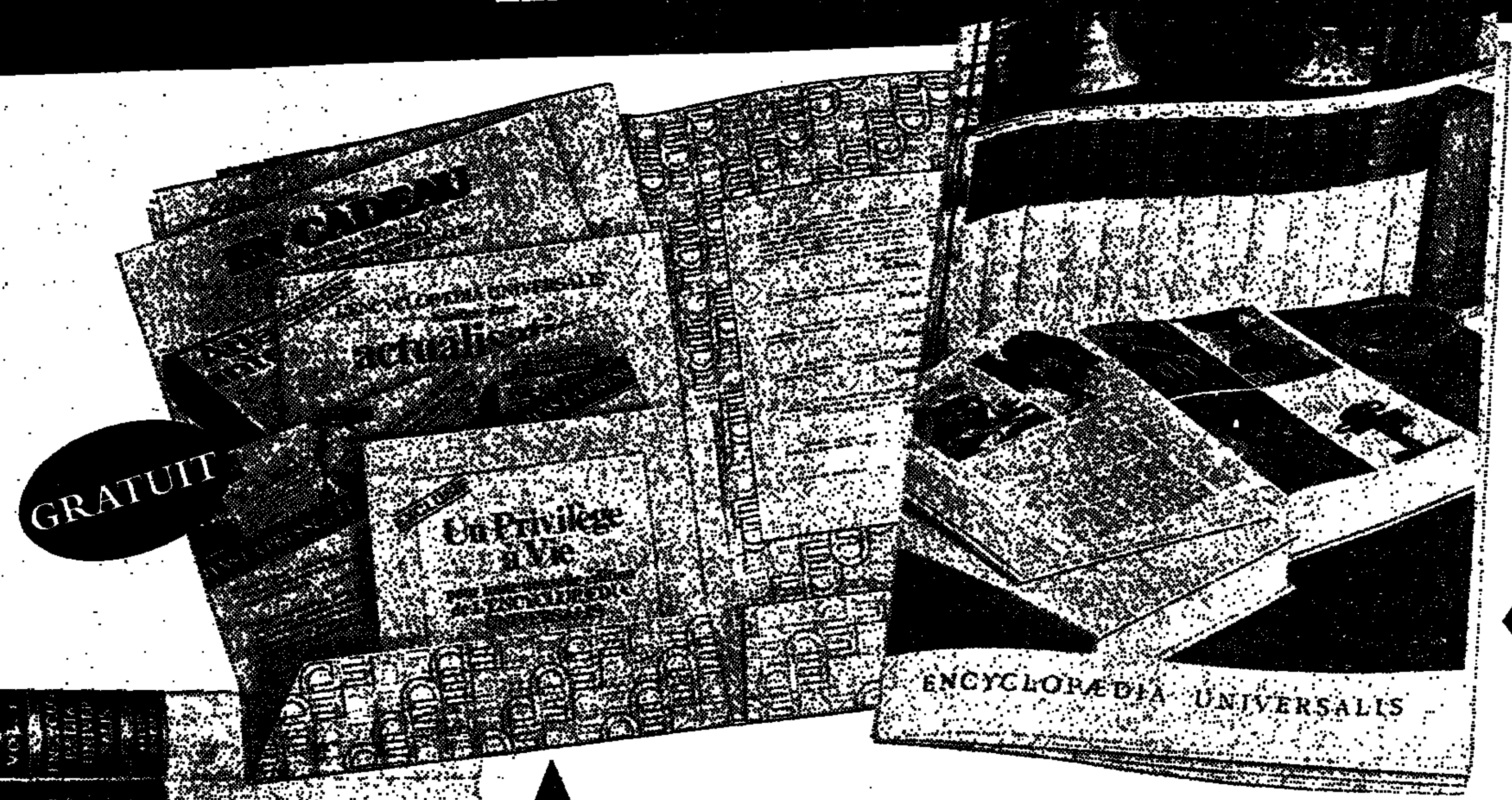




L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Edition mise à jour en 1980.

Pour la découvrir, demandez ce dossier Gratuit illustré en couleurs.



Tout sur l'Encyclopædia Universalis dans cette brochure de 32 pages.

EDITION MISE A JOUR EN 1980

* 20 grands volumes, format 21 x 30 cm.
* 21.760 pages.
* 19.000 articles.
* 20.681 illustrations.

"Nous pensons que l'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne..."
Le Monde

Il vous sera envoyé par la poste sans engagement de votre part.

Pour vous présenter **la plus grande et la plus complète** des encyclopédies françaises, il fallait un dossier aussi important. Il contient notamment, sous forme d'une brochure, **toute la documentation** que vous devez avoir sur l'Encyclopædia Universalis pour la connaître et la juger par vous-même.

Une magnifique brochure de 32 pages uniquement disponible par cette offre.

Richement illustrée en couleurs, claire et passionnante, elle vous décrit d'une façon extrêmement **approfondie** l'Encyclopædia Universalis.

- Vous découvrirez que c'est une œuvre monumentale qui met tout le savoir humain **à votre portée**. Qui s'adresse à l'intelligence. Qui montre, détaille, **explique** à l'aide de textes concrets, de dessins, de schémas, de photos...
- Vous apprendrez que sa valeur scientifique est **sans aucun équivalent** puisque tous ses articles sont rédigés par **d'éminents savants** du monde entier – 3 800 au total !
- Vous constaterez que sa structure, **unique en France**, en 3 séries de volumes, vous permet **de la consulter facilement** et efficacement.
- Vous comprendrez enfin **quel enrichissement perpétuel** elle peut être pour vous et pour votre famille.

Les témoignages de personnalités célèbres.

A cette brochure sont joints de nombreux commentaires sur l'Encyclopædia Universalis. Signés par Max-Pol Fouchet, Pierre Desgraupes, Claude Roy... et par de grands journalistes, ils vous permettront de vous faire une idée encore plus précise de l'intérêt de cette prestigieuse encyclopédie en 20 volumes.

Des avantages précieux.

Votre dossier vous fournira également des renseignements sur les facilités et les avantages spéciaux qui vous attendent si vous souscrivez à l'Encyclopædia Universalis :

- des possibilités de crédit **intéressantes** pouvant aller jusqu'à 3 ans;
- **un privilège à vie** exclusif;
- un système exceptionnel faisant que l'Encyclopædia Universalis ne vieillit jamais;
- et, en plus, **un cadeau** de très grande valeur : **l'Atlas International** géant. Cet atlas, le plus complet jamais réalisé, est un chef-d'œuvre de la cartographie qui a nécessité... 10 ans de recherches et 12 millions de francs d'investissements!

Découvrez vite L'Encyclopædia Universalis sans aucun engagement de votre part. Renvoyez donc ce bon dès aujourd'hui **ou appelez le 320.02.31** *(répondeur automatique 24 h/24)*.



Le Club Français du Livre
7, rue Armand-Moisant - 75754 Paris Cedex 15.

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Bon pour une documentation Gratuite

Merci de renvoyer ce bon dès aujourd'hui au Club Français du Livre, 7, rue Armand-Moisant - 75754 Paris Cedex 15.

OUI, je désire faire plus ample connaissance avec l'Encyclopædia Universalis (édition mise à jour en 1980) et connaître tous les avantages que vous réservez aux souscripteurs. Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans engagement, le passionnant dossier ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS.

Nom ______ Prénom ______

N° ______ Rue ______

Code postal |_|_|_|_|_| Localité ______

Offre valable uniquement pour la France Métropolitaine.

044-3E01-201

MUNDO DIRECT

AFRIQUE

Ouganda

A L'APPROCHE DES ÉLECTIONS

L'insécurité et la débâcle économique interdisent toute remise en ordre

Prévues pour le 30 septembre, les élections législatives ougandaises pourraient être reportées à une date ultérieure en raison de difficultés matérielles et de l'insécurité qui règne dans le pays. L'ancien président Obote n'en poursuit pas moins une campagne active dans le Nord, dont il est originaire.

La situation en Ouganda est cependant jugée très préoccupante par le président du Kenya, M. Arap Moï, lequel a demandé dimanche aux dirigeants ougandais de « comprendre que massacrer au hasard des innocents ne pouvait pas amener la paix et la stabilité dans le pays ». A Kampala, la commission militaire au pouvoir aurait décidé, de son côté, de renforcer les groupes de « vigiles » stationnés dans les régions d'insécurité et de former des milices populaires. Mais, dans l'immédiat, l'insécurité et la débâcle économique semblent interdire toute remise en ordre, comme le rapporte ci-dessous notre envoyée spéciale.

De notre envoyée spéciale

Kampala. — A la nuit tombante, Kampala se vide. Les rares passants qui s'aventurent dans les rues se pressent de rentrer chez eux. Bien que le couvre-feu ne soit fixé qu'à 22 heures, une psychose de peur règne dans la capitale ougandaise. Les nuits résonnent des aboiements des chiens de garde qui se répondent de villa en villa, des coups de feu et parfois de you-you, de tambours ou d'appels au secours dans les quartiers africains.

Les agressions sont ici monnaie courante, même dans le centre de la ville, dès la nuit tombée. Ce sont cependant les quartiers périphériques africains qui sont les plus touchés sans que l'on sache si les racketteurs appartiennent à l'armée tanzanienne, à l'armée ougandaise, ou s'il s'agit de certains des nombreux prisonniers de droit commun échappés lors de l'effondrement de la dictature.

Des faubourgs entiers ont été désertés par leurs habitants terrorisés par une éventuelle « *descente* » de soldats incontrôlés assoiffés de vengeance si par hasard l'un des leurs a été arrêté. Certains habitants ont d'ailleurs demandé la levée du couvre-feu pour pouvoir mieux organiser leur défense. Ils sont en effet livrés à la merci des militaires ou des bandits qui ratissent méthodiquement chaque maison et n'hésitent pas à tuer ceux qui n'ont rien à leur donner. Nous avons pu ainsi rencontrer à la morgue de Kampala un jeune professeur de l'université Makerere venu reconnaître le corps de son frère, tué, la nuit même, pour *« n'avoir pas eu sur lui assez de shillings ».*

Les nombreuses plaintes dont la presse se fait l'écho restent vaines et les autorités ne montrent guère d'efficacité dans la recherche des coupables. Sur les murs de Kampala fleurissent pourtant des affiches dignes de la conquête de l'Ouest, promettant une récompense à tout individu susceptible de donner des informations permettant l'arrestation d'assassins.

Le sort atroce des détenus

Si l'insécurité frappe surtout les Africains, la peur a gagné la colonie étrangère, et depuis le vol, à la tombée de la nuit, par des soldats tanzaniens, de la voiture de la déléguée générale de l'ONU, les maisons des fonctionnaires internationaux bénéficient de la protection de trois policiers armés. Les représentants de l'ONU ont, pour la plupart, cependant préféré déserter la capitale pour se replier dans un hôtel d'Entebbe. Dès la fin de l'après-midi, sur Kampala Road, la grande artère de la ville, les magasins, déjà en piteux état, avec leurs vitrines cassées et leurs grilles arrachées, paraissent désertés. Les commerçants remportent chaque soir tout leur stock, de peur d'être pillés.

Les prisons sont pourtant bondées, et les conditions de vie des détenus y sont atroces. Les registres de la morgue révèlent, par exemple, par une mention sans ambiguïté — « *starvation* », — qu'en juillet et août soixante hommes et femmes sont « morts de faim ». La plupart des prisonniers, entassés dans les cellules, sont détenus sans jugement. Il s'agit, en grande majorité, d'anciens soldats d'Amin ou de pauvres hères appréhendés au hasard après la chute des présidents Lule et Binaisa (juin 1979 et mai 1980). Les Tanzaniens s'opposeraient toujours à la libération de certains détenus par crainte de voir reconstituer une opposition au pouvoir mis en place avec leur bénédiction.

Le nouveau régime paraît bien embarrassé par ses promesses électorales. Une atmosphère surréaliste règne en effet dans la capitale. Les dirigeants politiques, les états-majors des quatre partis, préparent fiévreusement des élections prévues pour le 30 septembre, alors que chacun les sait impossibles avant au moins trois mois. La loi électorale n'est toujours pas définie, et personne n'est en mesure de dire, par exemple, si la consultation sera législative ou présidentielle. Aucune des conditions minimales requises par l'organisation d'élections n'est, d'autre part, remplie. Le découpage des circonscriptions n'est pas encore fait, il n'y a toujours pas de registres électoraux. Les Ougandais n'ont voté qu'une seule fois avant l'indépendance, acquise en 1962, et les trois quarts d'entre eux n'ont jamais pris part à un scrutin. La commission militaire — instance suprême du pays — fait appel à une société britannique pour évaluer le coût des opérations et lui fournir urnes, papier et encre pour imprimer les bulletins de vote, mais le gouvernement n'a pas les moyens de payer.

D'autre part, on s'interroge sur l'éventuelle présence d'observateurs du Commonwealth. Si les quatre partis sont d'accord pour une assistance financière britannique, ils s'opposent sur le rôle que devraient avoir ces observateurs. Seul le Democratic Party de M. Semogerere, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'il gagnerait les élections si elles étaient libres et honnêtes, est prêt à accepter un véritable contrôle étranger. Les autres formations sont divisées, et l'U.P.C. de M. Obote ne veut pas en entendre parler.

Quatre partis s'apprêtent à se disputer les suffrages des électeurs. L'U.P.C., particulièrement bien implantée dans le nord du pays, bénéficie, du moins en principe, de la faveur des dirigeants actuels : le Democratic Party de M. Semogerere, catholique conservateur, fort dans la région de Kampala, le Conservative Party, petit parti ultraconservateur dont l'audience est minime, et l'U.P.M. (Uganda Patriotic Movement) de M. Museveni, vice-président de la commission militaire. Seul nouveau venu sur la scène politique ougandaise, puisque créé en juillet dernier, il rassemble aujourd'hui plutôt les jeunes lassés de l'anarchie du pays et les intellectuels qui ont tiré la leçon de l'échec des vieux partis.

M. Museveni qui, pendant la guerre contre la dictature, avait sa propre formation de guérilla, le Fronasa (Front national de salut), peut compter, d'autre part, sur une partie de l'armée. Originaire de la tribu des Ankole, dans le sud-ouest du pays, ami de MM. Samora Machel et Robert Mugabe, mais détesté de M. Nyerere, qui a récemment refusé de le recevoir, M. Museveni, âgé de trente-sept ans, apparaît comme le seul homme neuf d'une consultation imposée par la Tanzanie dans l'espoir de se sortir du guêpier ougandais.

La mise en garde de M. Muwanga

La personnalité de l'ancien président Obote est particulièrement controversée et les autres dirigeants politiques ne se privent pas de rappeler que c'est lui qui, le premier, a entraîné l'Ouganda sur le chemin de la dictature en supprimant la Constitution et en repoussant aux calendes grecques les élections. Son parti est accusé, aujourd'hui, de favoriser le climat d'insécurité tant à l'intérieur du pays (le D.P. accuse ouvertement l'U.P.C. d'avoir fait assassiner l'un de ses membres, M. Leonard Mugwanya (*le Monde* daté 24-25 août) qu'à ses frontières nord, où des incidents avec des bandes armées ont encore eu lieu il y a quelques jours, afin d'obtenir le report des élections qu'il n'apparaît pas en mesure de gagner.

Une inconnue majeure demeure cependant pour l'U.P.C., c'est celle qui concerne M. Muwanga. Le président de la commission militaire, qui possède sa propre organisation occulte, apparaît plus que jamais dans une position-clé. Bien qu'il soutienne, dans ses meetings, l'U.P.C., M. Muwanga tente de se placer au-dessus des partis pour apparaître comme le seul recours d'un pays lassé de l'anarchie. M. Muwanga vient ainsi de lancer un sévère avertissement aux hommes politiques qu'il accuse d'exacerber les luttes tribales et religieuses qui opposent traditionnellement les Ougandais, et beaucoup d'observateurs à Kampala se demandent si, ce faisant, il ne travaillait pas plus pour son propre compte que pour celui de M. Obote. Des rumeurs de « coup d'Etat » organisé par ce dernier contre M. Muwanga courent d'ailleurs à Kampala, et, même si elles sont invérifiables, leur existence révèle une certaine tension dans les rangs de l'U.P.C.

Des armes achetées en Yougoslavie arrivent toujours en Ouganda, à raison d'un avion par semaine. A qui sont-elles distribuées ? Il est difficile de répondre. L'armée ougandaise, formée sous l'égide de la Tanzanie, reflète les divisions du pays et le recrutement est fonction des origines ethniques des hommes au pouvoir. Ceux-ci semblent n'avoir rien appris du passé, et être plus soucieux de déchirer que de reconstruire le pays.

Pourtant tous les experts internationaux s'accordent à dire que l'Ouganda s'enfonce irrémédiablement dans la misère. Le revenu réel a diminué de 80 %, et l'inflation galopante rend la vie de plus en plus difficile pour le petit salarié. Le salaire minimum est en effet de 240 shillings, alors que la farine de maïs, qui sert à faire le pocho, une des nourritures de base, se vend à 120 shillings le sac de deux kilos. Si on ne trouve presque rien au prix officiel, le *magendo* (marché noir) est roi. Tout s'y échange, à commencer par le shilling lui-même, dont les cours varient dans l'effarante proportion de 1 à 18. Les produits de première nécessité sont introuvables au cours officiel, le lait par exemple, à 2,5 shillings, qui est vendu au vu et au su de tout le monde sur le bord des routes 25 shillings le berlingot. Les experts de la Banque mondiale venus en juillet sont repartis sans lâcher les cordons de la bourse, leurs recommandations, telle celle de dévaluer la monnaie, ne pouvant être acceptées par un ministre des finances soucieux des intérêts de son parti (D.P.) à l'approche des élections.

Devant une telle détérioration de leur situation matérielle — l'eau et l'électricité manquent des journées entières dans certains quartiers de Kampala, — certains Ougandais ne sont pas loin d'admettre que la vie quotidienne était plus facile du temps d'Amin. Amer paradoxe pour une population qui avait explosé de joie à la chute du dictateur.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Zimbabwe

Le général Walls a-t-il tenté de renverser M. Smith en 1978 ?

Un projet de coup d'Etat contre M. Smith, alors premier ministre rhodésien, a été soumis en 1978 aux travaillistes britanniques, à l'époque au pouvoir. Le personnage-clé de ce plan aurait été le général Walls, qui a commandé les forces de sécurité rhodésiennes avant de devenir, depuis l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, en avril, et jusqu'à sa propre démission en juillet, chef d'état-major de l'armée zimbabwéenne.

Ce plan aurait prévu l'intervention, dans un premier temps, d'unités rhodésiennes et, dans un second, de troupes britanniques chargées de les appuyer et de mettre ainsi un terme à la rébellion de la colonie de la Couronne. Ces informations, rapportées lundi 1er septembre par le *Guardian*, ont été confirmées, au micro de la B.B.C., par M. Rowlands, à l'époque chargé de la Rhodésie au Foreign Office. Ce dernier n'a pas précisé si le général Walls était impliqué dans l'affaire, et il a expliqué le refus de Londres par la crainte de « *faire du smithisme sans Smith* ». De son côté, le général Walls a démenti l'existence d'un tel projet, tout en reconnaissant que plusieurs ministères — et non l'armée — avaient suggéré le « *retour dans la légalité* ».

On comprend les réticences, à l'époque, de Londres devant des propositions émises, comme l'a éclaré encore M. Rowlands, par des « *partisans de la ligne dure* », lesquels « *n'avaient certainement pas l'intention de laisser le libre choix au peuple du Zimbabwe de décider qui devrait gouverner la Rhodésie* ». Dans de telles conditions, le « *retour dans la légalité* » de la colonie rebelle aurait constitué une aventure lourde de conséquences pour les Britanniques.

C'est pourtant le général Walls qui a offert cette année la caution nécessaire à une transition dans l'ordre jusqu'au moment où il a démissionné avec fracas et accusé M. Mugabe d'avoir truqué les élections de février. La rupture entre l'officier et le premier ministre est consommée depuis que le second a demandé au premier de quitter le pays (*le Monde* du 31 août et du 1er septembre).

M. Smith, qu'on croyait définitivement sur la touche, en a aussitôt profité pour tenter de redevenir le chef de file de la communauté blanche — qui compte encore deux cent mille âmes. Au cours d'une tournée dans le pays, il a répété aux Blancs qu'il leur fallait adopter « *une attitude positive* » et « *faire preuve de confiance dans le Zimbabwe* », offrant ainsi à M. Mugabe, publiquement, son appui, pour la première fois depuis l'indépendance. En fin de compte, le vieux « *rebelle* », qui contrôle vingt des cent sièges du Parlement, se montre plus habile que le général, supposé enclin aux compromis.

J.-C. P.

DIPLOMATIE

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE TRIPOLI

Le colonel Kadhafi propose une « fusion » de la Libye et de la Syrie et tente d'apaiser la querelle avec Malte

« La Syrie est le dernier bastion qui résiste à Israël, après la défection de l'Egypte », a déclaré le colonel Kadhafi, lundi 1er septembre, à l'occasion du onzième anniversaire du coup d'Etat qui avait renversé le roi Idriss et l'avait porté au pouvoir. Dans un discours prononcé à cette occasion, le chef de l'Etat a annoncé qu'il demandait au « Congrès général du peuple (Parlement), d'approuver une fusion entre la Libye et la Syrie ».

Dans un télégramme adressé au colonel Kadhafi dans la nuit et qui a été publié ce mardi, le président syrien Hafez el Assad déclare que son appel « a trouvé aussitôt un écho parmi les masses syriennes ». Il ajoute : « Seule l'unité arabe est la voie sûre permettant de réaliser le socialisme, mettre fin à l'exploitation, défendre la nation arabe contre n'importe quelle sorte d'agression, notamment l'agression sioniste. »

Le colonel Kadhafi a aussi annoncé que Tripoli maintiendra la « totalité de son aide » à Malte et acceptera l'« arbitrage international concernant la délimitation du plateau continental riche en pétrole, entre les deux pays ». Cette déclaration survient au moment où le premier ministre, M. Dom Mintoff, allait se tourner vers les pays européens, en particulier l'Italie, pour pallier la défection libyenne.

LES PRÉOCCUPATIONS DE ROME

De notre correspondant

Rome. — La détérioration des rapports entre les gouvernements libyen et maltais préoccupe d'autant plus l'Italie que le gouvernement de Rome ne peut y rester totalement étranger. Il s'apprête, en outre, à parachever un important accord économique avec La Valette, mais n'entend pas se brouiller avec Tripoli.

Depuis la fin de la semaine dernière, une corvette de la marine militaire italienne, dépêchée sur le haut-fond de Medina à 68 milles au sud-est de Malte, protège les opérations de dégagement de la plate-forme pétrolière italienne Saipem-II, qui effectuait des prospections pour la compagnie américaine Texaco sur concession donnée par le gouvernement maltais. A quelques milles de là, patrouillent des unités navales libyennes, qui avaient sommé le 21 août le capitaine de la plate-forme pétrolière de quitter les lieux. Pour éviter des pertes de vies humaines, l'E.N.I. (société italienne des pétroles dont dépend la société Saipem) avait décidé d'obtempérer (*le Monde* du 30 août).

Tripoli et La Valette revendiquent tous deux la souveraineté sur cette zone riche en pétrole. Le gouvernement de Malte soutient que ses eaux territoriales s'étendent jusqu'à la moitié des 196 milles marins qui séparent ses côtes de la Libye. Tripoli, en revanche, arguant d'une plus grande façade maritime, affirme avoir droit aux deux tiers de cette étendue de mer.

Le gouvernement de Tripoli aidait, il est vrai, l'économie maltaise en vendant à l'île du pétrole à un prix de faveur, lui faisant économiser 11 millions de dollars (chiffres de 1978) sur la facture pétrolière. Estimant que les exigences politiques libyennes étaient exagérées, le premier ministre maltais, M. Dom Mintoff, a expulsé cinquante conseillers militaires libyens et distendu ses liens avec Tripoli.

Ayant renoncé au pétrole libyen, il avait signé un accord avec l'Arabie Saoudite. En outre, le 25 août, M. Giuseppe Tamberletti, sous-secrétaire d'Etat italien aux affaires étrangères, faisait un voyage-éclair — dernier en date d'une longue série — à La Valette pour la mise au point finale d'un accord de coopération économique dont le contenu est encore secret, mais qui prévoirait une aide par dons et prêts de plus de 20 milliards de lires.

La violente réaction initiale de la Libye peut aussi s'expliquer par la crainte de Tripoli de voir Malte trouver les moyens de son autonomie dans le pétrole extrait des hauts-fonds de Medina.

Après la Communauté européenne et les Etats-Unis, la Libye est le principal marché extérieur de l'Italie. Ce pays est aussi le seul parmi les membres de l'OPEP à investir dans la péninsule. Malgré les nombreux bateaux de pêche arraisonnés par les autorités libyennes et les assassinats répétés d'opposants au régime de Tripoli commis dans la péninsule, la Libye reste le pays avec qui l'Italie veut garder de bons rapports.

(Intérim.)

● *Le roi Hussein de Jordanie* a eu lundi 1er septembre un entretien privé d'une demi-heure avec Jean-Paul II à Castelgandolfo. Aucune indication n'a été donnée par le porte-parole du Vatican sur la teneur de la conversation.

Tunisie

A la veille de la visite de M. François-Poncet

LES SOCIALISTES FRANÇAIS S'INQUIÈTENT DE LA MENACE DE SUPPRESSION DE CENT CINQUANTE POSTES D'ENSEIGNANTS

De notre correspondant

Tunis. — A la veille de la visite que va effectuer à Tunis les 3 et 4 septembre M. Jean François-Poncet, les socialistes français de Tunisie nous ont adressé un document à propos des répercussions dans les pays du Maghreb de la politique culturelle française.

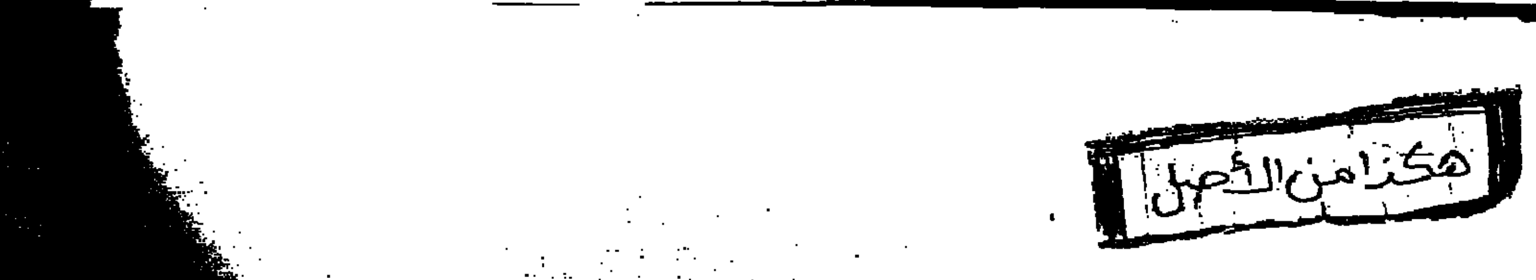
Ils écrivent notamment : « *Les trois pays d'Afrique du Nord sont, dans l'état actuel de réflexion du ministre des affaires étrangères, le vivier dans lequel l'on va puiser pour tâcher de réparer les injustices existant ailleurs. Partant d'un taux d'encadrement moyen qui est loin d'approcher celui de la France, le ministère estime qu'il faudrait créer de nombreux postes (cinq cents au total) dans certains pays pour réaliser un équilibre entre les conditions offertes à la scolarisation des enfants français dans le monde. On aurait décidé d'en retirer deux cent cinquante au Maroc et cent cinquante en Tunisie, pour tenter de colmater les brèches. Là commence notre inquiétude. Il est bien évident d'abord que ce ne sont pas les postes budgétaires prélevés dans les pays d'Afrique du Nord et répartis dans d'autres qui vont régler le problème. Ce n'est pas en répartissant la pénurie que l'on assurera un meilleur rayonnement de la France à l'étranger. (...)*

» Ce redéploiement, puisque le mot est malheureusement employé souvent, s'il peut satisfaire certains en Grande-Bretagne ou en Allemagne, inquiète beaucoup d'autres au Maroc et en Tunisie. Il inquiète les Français mais il inquiète surtout les Marocains et les Tunisiens qui ont confié leurs enfants aux éducateurs français... »

M. D.

● *Le Front Polisario libère cent vingt cinq prisonniers mauritaniens.* — Nouachkott a annoncé lundi 1er septembre que ces prisonniers, civils et militaires, se trouvent maintenant en Mauritanie. C'est la troisième vague de libérations depuis la signature de l'accord de paix le 5 août 1979 entre les deux parties, la première remonte au 12 août 1979 (libération des militaires capturés à Tichla le 12 juillet) et la seconde au 5 août 1980 (quarante-cinq personnes libérées). On ignore le nombre de prisonniers mauritaniens encore détenus par le Front Polisario. — *(A.F.P.)*





Les pays de l'ASEAN font campagne en faveur du maintien du régime khmer rouge aux Nations unies

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — A quelques semaines de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, qui aura à débattre de la représentation du Cambodge, et à un mois d'une nouvelle conférence des pays qui financent les secours humanitaires aux Khmers, l'épreuve de force engagée en juin entre les organisations internationales et les autorités thaïlandaises semble se prolonger. Selon l'un des responsables du Conseil national de sécurité thaïlandais, Bangkok envisagerait à nouveau d'interdire à partir de son territoire les envois d'aide au gouvernement de Phnom-Penh.

Le commandant Prasong affirme, pour *justifier l'éventualité* d'une telle mesure, que de très nombreux Cambodgiens continuent à arriver de l'intérieur du pays vers les points de distribution établis le long de la frontière. Il en déduit que l'aide *fournie aux autorités* provietnamienne ne parvient pas à la population.

Dans les milieux des organisations internationales, on se montre surpris par cette présentation des faits, car, depuis juin, *début* de la saison rizicole, le nombre des solliciteurs d'aide a fortement décru et celui des réfugiés établis le long de la frontière également. Les organisations internationales qui distribuaient une aide alimentaire à plusieurs centaines de milliers de personnes *en fournissent actuellement* à moins de quatre-vingt mille.

Une partie de l'aide a permis, pendant dix mois, d'alimenter les combattants et de *faire fructifier de lucratifs trafics*. C'est essentiellement pour ces raisons que le C.I.C.R. et l'UNICEF avaient décidé, en juin, de renforcer leurs contrôles en distribuant l'aide exclusivement aux femmes et aux enfants et de suspendre toute livraison directe aux zones contrôlées *par les* combattants khmers rouges. Bangkok, qui *soutient le* régime du Kampuchéa démocratique, avait protesté contre cette décision jugée politique et de nature à favoriser le régime provietnamien et laissé entendre que la Thaïlande *pourrait cesser d'être* la base arrière de l'opération humanitaire. Des distributions destinées aux femmes et espacées de dix jours avaient repris au début d'août.

Il n'y a pas pour le moment *d'afflux massif* vers la *frontière* de populations affamées venant de l'intérieur du Cambodge. On le redoute, certes, pour les prochains mois. Mais d'un point de vue strictement humanitaire, le moment n'est pas venu de sonner l'alarme. *Au contraire*, c'est un reflux qui a été enregistré dernièrement : près de cent mille personnes agglutinées le long de la frontière ont regagné l'intérieur du Cambodge, dont quelque vingt mille *manu militari*, lors de l'attaque vietnamienne du 23 juin contre le camp de Mak-Moon (*le Monde* du 24 juin).

Un rapport, établi en juillet *par l'UNICEF et le C.I.C.R.* à la suite de la visite au Cambodge des responsables de ces organisations fait état d'une « *amélioration remarquable dans l'attitude du gouvernement* [de Phnom-Penh] *à l'égard des organisations internationales* ».

Pol Pot, Staline et les Vietnamiens

Il affirme que la coopération des autorités provietnamiennes est « *excellente* », que tous les moyens matériels fournis ont été mis en œuvre pour distribuer l'aide aux *populations*, et, ce qui est capital, que les contrôles internationaux des distributions, longtemps découragés, sont désormais grandement facilités. Le rapport ajoute : « *Il n'existe pas actuellement de conditions de famine, les cas de malnutrition aiguë ne sont pas courants, mais, selon les provinces, la qualité de la nutrition reste faible.* » Il souligne cependant que la situation risque de s'aggraver dans les prochains mois.

Les déclarations thaïlandaises font suite à la publication d'une interview d'un vice-premier ministre de Singapour, M. Rajaratnam, qui, après s'en être pris au rôle des organisations humanitaires, affirmait : « *Toute aide donnée au gouvernement Heng Samrin, qui est un gouvernement rebelle, devrait être jugée inacceptable par les Nations unies (...). L'ONU reconnaît le Kampuchéa démocratique. Même si une portion de l'aide parvient à ses forces* [armées], *il n'y a rien là d'illégal. (...) Le Kampuchéa démocratique pourrait insister pour que toute l'aide soit distribuée par ses soins.* »

M. Rajaratnam se fait également l'avocat d'un soutien militaire international au régime khmer rouge pour l'aider « *à repousser l'envahisseur étranger* ». L'horreur que provoque parfois en Occident le régime khmer rouge lui inspire cette remarque : « *C'est de l'hypocrisie. Pendant la seconde guerre mondiale, l'Occident a soutenu Staline, le plus grand meurtrier de masse de toute l'histoire. Les Vietnamiens tuent actuellement des Cambodgiens.* » La campagne contre M. Pol Pot, estime-t-il, vise à justifier une prochaine trahison des Khmers rouges par l'Occident.

Les pays de l'ASEAN (1), soutenus tout particulièrement par la Chine, les Etats-Unis et le Japon, font le forcing pour s'assurer du maintien du régime du Kampuchéa démocratique aux Nations unies et empêcher la reconnaissance du fait accompli vietnamien. La Thaïlande et *Singapour sont* à la pointe de ce combat, qui, indique une source diplomatique occidentale, implique des tractations planétaires. Dans ce contexte, le rôle « politique » des organisations internationales, qui, par nécessité humanitaire, ont choisi la « réalité illégale » du gouvernement provietnamien qui contrôle le plus grand nombre, par opposition à la « fiction légale » du régime déchu, qui ne contrôle quasiment plus rien, n'est évidemment pas sans importance.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Philippines

L'opposition se regroupe et demande «la fin immédiate de la dictature» de M. Marcos

Soixante-dix opposants au régime du président Marcos ont annoncé, vendredi 29 août, leur regroupement autour d'un « *Pacte national pour la liberté* » dont l'objectif est « *la fin immédiate et absolue de la dictature* ». Ils ont aussi exigé qu'« *il soit mis fin sans condition à la loi martiale* » (en vigueur depuis le 23 septembre 1972), et que « *soient organisées des élections libres et honnêtes* ». Ils demandent aussi « *l'aménagement d'une économie nationale capable de se suffire à elle-même (...), l'unification de la nation (...), la libération de notre pays et de notre peuple et leur protection contre toute forme de domination étrangère* ». Il faut, ont-ils affirmé « *sauver le pays du désastre* » et du « *régime le plus extravagant de l'histoire des Philippines.* »

Il aura fallu huit ans pour parvenir à cette union, certes précaire, d'opposants venus d'horizons divers, que ce soit d'éléments dissidents du parti nationaliste du président Marcos, ou du parti libéral de M. Benigno Aquino, rival malheureux de M. Marcos, et qui a été autorisé, en mai, à aller se faire soigner aux Etats-Unis après sept ans et demi de détention. M. Aquino, qui avait été condamné à mort en 1977, et qui avait promis — lors de sa libération — de ne pas se livrer à des activités anti-gouvernementales, apparaît *toutefois* comme l'âme de ce regroupement. Il anime désormais, des Etats-Unis, l'opposition au régime ; il avait récemment estimé que le pays « *risquait d'être submergé par la violence* » si le régime de M. Marcos se perpétuait.

Le chef de l'Etat, qui est aussi premier ministre, ne semble pas prêt à abandonner le pouvoir. Le jour même où les opposants publiaient leur déclaration, il avait réuni les journalistes pour leur *faire part de ses plans*. Il a annoncé qu'il pourrait lever la loi martiale en mars prochain si la situation économique ne se détériorait pas et si l'insurrection musulmane dans le sud du pays se calmait. Il a aussi annoncé qu'une rencontre avec des dirigeants du mouvement séparatiste Moro (M.N.L.F.) était prévue les 5 et 6 septembre à Djakarta ; cette nouvelle a *toutefois* été démentie lundi par le ministère indonésien des affaires étrangères.

Des élections législatives... en 1984

Le président Marcos a déclaré qu'il organiserait sans doute des élections législatives... en 1984, et qu'il y prendrait part comme candidat à la députation. « *Si je suis élu*, a-t-il dit, *je serais probablement choisi comme premier ministre. Mais je voudrais former une seconde promotion de dirigeants que je pourrais contrôler tant que je suis encore en vie, afin de voir s'ils travaillent vraiment bien.* » M. Marcos est âgé de soixante-trois ans et, selon les milieux d'opposition, sa santé serait assez mauvaise. Dans cette « *nouvelle génération* », le chef de l'Etat entend « *former des généraux aux fonctions de ministres et peut-être de députés* ». Sa femme, Mme Imelda Marcos, ministre des « *établissements humains* » et gouverneur du Grand-Manille, apparaît elle aussi comme un successeur potentiel du président. — P. de B.

Corée du Sud

ARTISAN DU «MIRACLE ÉCONOMIQUE»

M. Nam Duck-woo est nommé premier ministre

Correspondance

Séoul. — Le président Chon Too-hwan a nommé, le 2 septembre, un *nouveau premier ministre* en la personne de M. Nam Duck-woo, qui remplace à ce poste M. Park Choong-hoon. La composition de ce premier gouvernement de l'« *ère Chon* » est révélatrice des problèmes que la Corée se prépare à affronter.

Le nouveau premier ministre est en effet une personnalité connue pour sa compétence en matière internationale et économique. Il fut pendant neuf ans vice-premier ministre chargé de la planification dans plusieurs *gouvernements du régime Park. Pour* les Coréens, il est un peu l'homme du « *miracle économique* » des années 70, décennie au cours de laquelle le pays a pris place parmi les petites puissances économiques d'Asie. Il avait quitté le gouvernement en *1978*. Le *général Chon attend de ce technocrate* qu'il rétablisse une situation économique difficile : récession, inflation, chômage et ralentissement des exportations sont les principaux problèmes auxquels il aura à faire face. De par sa *notoriété* internationale, *M.* Nam *devrait être à même de redonner* confiance dans la Corée aux milieux d'affaires étrangers.

Sur les vingt membres du cabinet, douze sont des personnalités nouvelles. Aux affaires étrangères a été nommé *M. Loh Shin-yong*, *actuellement ambassadeur* à Genève. Ayant eu à négocier avec les Américains le problème des pots-de-vin distribués par un homme d'affaires coréen à des membres du Congrès américain — affaire connue *sous* le nom de « Koreagate ». — *M. Loh* a une *expérience des relations avec les Etats-Unis*. Il sera appelé à améliorer la compréhension entre Séoul et Washington dans une période où les relations entre les deux pays paraissent quelque peu tendues. *A l'intérieur* a *été nommé* un *homme connu pour* sa fermeté, M. So Chong-Hwa, qui est un ancien directeur adjoint de la K.C.I.A., les services de renseignements.

Les postes de la *défense*, des finances, de la justice restent sans changement. Un nouveau vice-premier ministre est nommé, M. Shin Byong-hyun, qui prend en charge le ministère du plan.

Le nouveau cabinet se veut une équipe de technocrates. *Il* a *été placé sous le signe de la* réconciliation nationale. Aucun nouveau militaire n'en fait partie. En revanche, deux de ses membres sont originaires de la province de Cholla, dont la capitale, Kwangju, fut le théâtre, en mai, d'émeutes sanglantes. Un membre *du nouveau* parti *démocrate* (d'opposition), M. Chon Myung-kee, a été nommé au ministère des affaires sociales.

L'Assemblée nationale étant fermée, en raison de la loi martiale, le premier ministre, qui, normalement, doit être désigné *par elle*, a été *nommé* « *à titre intérimaire* ». Le Comité de sécurité nationale, créé au lendemain des émeutes de Kwangju, reste en place. Il devrait subsister, estime-t-on, jusqu'à la levée de la loi martiale.

CHIM JAE-HOON.

[Né en 1924, M. Nam Duck-woo a obtenu, en 1960, un doctorat d'économie à l'université *d'Oklahoma*, aux Etats-Unis, et enseigné ensuite en Corée, notamment à l'université jésuite de Sogang, à Séoul. Après *avoir assumé la fonction de conseil*ler à la Banque de développement de Corée et avoir siégé au Conseil pour l'économie et la science, il devient ministre des finances en 1969, puis vice-premier ministre et ministre du plan en septembre 1974. M. Nam Duck-woo est bien connu en France, où il est venu à diverses reprises, du monde politique et des milieux d'affaires. Il a particulièrement suivi le dossier de l'achat éventuel par la Corée à la France d'une centrale nucléaire, à propos duquel il a eu, de 1975 à 1978, de nombreuses conversations avec les responsables de Paris.]

Chine

LE DROIT A L'AFFICHAGE DE DAZIBAOS VA ÊTRE SUPPRIMÉ DANS LA CONSTITUTION

Pékin (A.F.P.). — M. Peng Zhen, président *de la commission* législative de l'Assemblée nationale populaire chinoise, a présenté, mardi 2 septembre, devant cet organisme, le projet portant suppression dans la Constitution des « quatre grandes libertés ». Dans sa version modifiée, *le texte constitutionnel ne comportera plus* le droit de recours « à la libre expression d'opinions, au large exposé d'idées, au grand débat et au dazibao ».

Le nouvel article 45 de la Constitution chinoise sera ainsi rédigé : « Les citoyens jouissent des libertés de parole, de correspondance, de la presse, de réunion, d'association, de cortège, de manifestation et de grève. » Le droit au placardage de dazibaos (affiches à *grands* caractères) avait *été introduit* au moment de la révolution culturelle, au cours de laquelle cette pratique était devenue courante.



PROCHE-ORIENT

Israël

POUR DÉNONCER L'« INDIFFÉRENCE » DONT ILS SERAIENT VICTIMES

Deux cents juifs d'U.R.S.S. occupent leur « centre d'intégration » à Haïfa

De notre correspondant

Jérusalem. — Pays de grande immigration par vocation et par nécessité, Israël l'a été et voudrait l'être encore, mais tous les efforts déployés pour le retour des juifs dispersés paraissent parfois inefficaces ou même assez vains. C'est ce que vient de révéler la brusque colère de quelque deux cents nouveaux venus. Installés depuis de nombreux mois à Haïfa, ils réclament un travail et un logement acceptables, tout en dénonçant vigoureusement — c'est un comble — « *l'indifférence* » des autorités chargées de les accueillir.

La surprise a été telle que, dans l'opinion — visiblement choquée, — on a stigmatisé « *l'ingratitude* » des manifestants. Ceux qui ont immigré il y a vingt ou trente ans se sont écriés : « *Que veulent-ils ? Ils ont déjà reçu, sur un plateau d'argent, bien davantage que nous lors de notre arrivée.* » Dans les organismes officiels, l'Agence juive ou les services du ministère de l'intégration, on a considéré, avec irritation, que ces revendications étaient injustifiées. « *Il est pénible*, nous a déclaré avec amertume un fonctionnaire, *de voir des juifs, qui ont quitté un pays où ils étaient opprimés, faire maintenant la fine bouche devant les conditions sans commune mesure qui leur sont offertes ici.* »

A plus d'un titre, les révoltés de Haïfa ont commis un sacrilège. D'abord parce qu'ils viennent d'U.R.S.S. Depuis dix ans, ce pays a fourni la vague d'immigration de loin la plus importante — près de cent cinquante mille personnes — et les quelque deux millions huit cent mille juifs qui y vivent encore représentent un espoir pour Israël. L'Etat hébreu voudrait, en effet, se donner de nouveaux moyens démographiques pour développer son économie et compenser l'écart grandissant entre l'accroissement de la population juive et celui de la population arabe.

Avant même qu'éclate l'affaire de Haïfa, les Israéliens ont connu une profonde déception. Non seulement les autorités soviétiques ont considérablement limité la délivrance des visas pour Israël depuis le début de l'année, mais encore de plus en plus d'émigrés juifs quittant l'U.R.S.S. refusent de gagner Israël (bien que ce soit la condition de leur départ) pour aller dans d'autres pays, aux Etats-Unis le plus souvent. On a compté un tiers de défections en 1979. La déconvenue a été telle que les dirigeants de Jérusalem ont envisagé de prendre des mesures contraignantes pour empêcher les juifs d'U.R.S.S. d'éviter le chemin d'Israël.

L'une des principales raisons de cette « dissidence » tient à une dégradation de l'image d'Israël aux yeux des futurs immigrants : même s'ils ne tiennent pas compte de la propagande anti-israélienne de la presse soviétique, les juifs d'U.R.S.S. trouvent matière à réflexion et à hésitation dans les informations diffusées en Occident et dans les lettres de leurs parents déjà installés en Israël. En effet, à l'insécurité persistante malgré la paix avec l'Egypte, s'ajoutent une inflation galopante et un chômage, jusqu'alors inconnu, qui pourrait atteindre 4,5 % de la population active à la fin de l'année. Or le chômage affecte particulièrement le personnel qualifié et les diplômés de l'enseignement supérieur, auxquels appartiennent beaucoup d'immigrés venant d'Union soviétique.

Enfin, s'ils ne le savent déjà, les juifs d'U.R.S.S. ne pourront ignorer longtemps qu'Israël craint de voir le nombre des émigrants dépasser bientôt celui des immigrants. Un tel résultat serait évidemment un échec majeur pour l'Etat juif. Lors de sa récente démission, M. Weizman, ancien ministre de la défense, a souligné la gravité de ce phénomène : parce qu'ils n'ont plus la « foi » ou plus sûrement parce qu'ils ne veulent plus subir les difficultés de la situation économique, les Israéliens sont de plus en plus nombreux à s'expatrier.

Un dialogue de sourds

L'affaire de Haïfa a commencé le 21 août par un suicide. Ingénieur dans l'industrie pétrolière, M. Arcady Zitzerman, cinquante-sept ans, arrivé il y a deux ans, s'est jeté du haut d'un immeuble du centre d'intégration de Haïfa. Aussitôt, les autres pensionnaires se sont mis en grève et ont occupé les locaux, déclarant que M. Zitzerman avait mis fin à ses jours parce qu'il n'avait pu trouver ni emploi — si ce n'est un poste de veilleur de nuit — ni logement. « *Sa détresse*, affirmaient-ils, *reflète la situation inadmissible qui nous est réservée* ».

Depuis, les grévistes ont durci leur position. Les tentatives de négociation ont échoué ; l'un des négociateurs a été malmené. L'administration a répondu par la fermeté en tentant d'isoler les manifestants (coupant les lignes téléphoniques du centre et arrêtant la distribution du courrier, par exemple), et en démentant catégoriquement leurs allégations. Les représentants de l'Agence juive et du ministère de l'intégration ont affirmé que M. Zitzerman avait été victime de troubles psychologiques connus de longue date et que douze emplois lui avaient été successivement proposés.

Se voyant reprocher d'avoir formulé des exigences impossibles à satisfaire, les grévistes ont répliqué que si on leur avait proposé un travail et un appartement c'était pratiquement sous la contrainte et toujours hors des centres urbains, où ils estiment pouvoir obtenir des emplois plus rémunérateurs et plus en rapport avec leurs aptitudes.

La situation s'est rapidement détériorée et a abouti à un dialogue de sourds. Les grévistes refusant de discuter avec les dirigeants de l'Agence juive et du ministère de l'intégration, ceux-ci les accusent de se laisser manipuler à des fins politiques. Pour éviter, néanmoins, que le mouvement ne fasse tache d'huile — dans plusieurs centres d'intégration les nouveaux immigrants ont déclaré leur solidarité avec leurs camarades de Haïfa, — le gouvernement, sur les recommandations d'une commission parlementaire, semble décidé à demander à un comité spécial de mener une enquête et de proposer des solutions.

Que les revendications des manifestants soient ou non justifiées, ce conflit — de l'avis général — « fait très mauvais effet » et risque de ternir davantage encore l'image d'Israël, terre d'accueil aux yeux de nombre de candidats à l'immigration. C'est en tout cas ce que redoutent les dirigeants au moment où certaines études indiquent qu'en raison d'une intégration difficile près d'un tiers des nouveaux immigrants repartent après quelques mois ou quelques années.

FRANCIS CORNU.

● *Le député Moshe Arens* a annoncé lundi matin 1er septembre, à M. Begin qu'il refusait le portefeuille de la défense qui lui était proposé. M. Moshe Arens était le candidat de M. Begin pour ce poste, vacant depuis la démission de M. Weizman en mai 1980. Un communiqué officiel de la présidence du conseil indique que le refus de M. Arens est dû au fait qu'il s'est opposé à la signature du traité de paix avec l'Egypte et par conséquent ne peut, pour des raisons de conscience, faire partie du cabinet de M. Begin. *(A.F.P.)*

Iran

Pour la première fois

LE PARLEMENT A ÉVOQUÉ EN SÉANCE PUBLIQUE LE PROBLÈME DES OTAGES AMÉRICAINS

Pour la première fois le Parlement iranien a évoqué, lundi 1er septembre, en séance publique la question des otages américains.

Dans la matinée, la commission des affaires étrangères a présenté aux députés le texte d'un projet de réponse à la lettre que leur ont adressée, en juillet, cent quatre-vingt-sept membres du Congrès américain. Les parlementaires demandaient à leurs collègues iraniens d'examiner « *en priorité* » le problème des cinquante-deux otages américains détenus depuis bientôt dix mois en Iran.

« *Si le Congrès américain ouvrait, dès que possible, un débat sur les crimes américains en Iran et envisageait la restitution* (à l'Iran) *des biens du chah et de sa famille, on pourrait trouver une voie menant à la solution de la crise* », déclare le projet de lettre ajoutant : « *Les Etats-Unis pourraient désamorcer la crise en assumant leurs responsabilités dans les souffrances humaines et les dommages financiers imposés à l'Iran.* »

Le texte, qui réaffirme, d'autre part, l'ensemble des griefs iraniens contre la politique américaine sous le règne du chah, a été renvoyé devant la commission pour y être modifié en fonction des remarques orales ou écrites des députés. M. Hassan Ayat, principal idéologue du Parti de la République islamique (PRI), a estimé, notamment, que cette réponse « *ne met pas assez l'accent sur les crimes américains* ».

● *A Moscou*, la télévision s'est félicitée, lundi soir, du fait que M. Ghotbzadeh, qu'elle a qualifié d' « *agent des Etats-Unis* », ne soit plus ministre des affaires étrangères iranien. Selon la télévision, M. Ghotbzadeh a essayé de rompre « *les liens traditionnels d'amitié entre l'U.R.S.S. et l'Iran* ». — *(A.F.P.)*

Syrie

LES RESSORTISSANTS SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ PRIÉS DE NE PAS SE DÉPLACER SANS ESCORTE.

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — A la suite de l'assassinat d'un expert militaire soviétique la semaine dernière à Damas, tous les ressortissants soviétiques — diplomates, experts militaires et civils, ainsi que leurs familles — auraient été priés de ne plus quitter leur domicile que sous escorte.

D'autre part, le délai de grâce accordé aux Frères musulmans pour se rendre aux autorités ayant expiré le 28 août, on assiste à une intensification de la répression : sept opérations en trois jours qui ont fait cinq tués jeudi à Damas et trois autres le lendemain à Hama. Le chiffre de mille cinquante-deux redditions a été annoncé officiellement, mais, comme on ignore les effectifs de l'organisation des Frères musulmans, il n'est pas possible d'en apprécier l'importance réelle. Désormais, tout Frère musulman est passible, automatiquement, de la peine de mort, du fait de sa seule appartenance à la confrérie.

Parallèlement, des informations parvenues à Beyrouth font état d'une consolidation des relations entre Bagdad, Ryad et Amman. La Jordanie, qui vient de recevoir de l'Irak une aide de 100 millions de dollars, a souligné que son rapprochement avec Bagdad n'était pas dirigé contre Damas.

La Syrie a déjà formellement accusé la Jordanie et l'Irak (ainsi que la Turquie) d'aider les Frères musulmans. — L. G.

Egypte

UN MOIS SANS VIANDE...

Alexandrie *(A.F.P.)*. — *Le président Sadate a décidé d'interdire la vente de la viande en Egypte à partir du lundi 1er septembre, et pour une durée d'un mois. Dans une* « adresse à la nation » *radiodiffusée lundi en début d'après-midi, le chef de l'Etat a indiqué que cette interdiction visait à empêcher la hausse* « criminelle » *des prix de la viande sur le marché. Un kilo de viande de qualité coûte, au Caire, plus de 4 livres (24 francs), soit le quart du salaire minimum mensuel.*

M. Sadate a prié la population de consommer « normalement, sans excès », *et déclaré :* « Un mois, ce n'est pas long ; nous n'allons pas mourir de faim si nous ne mangeons pas de viande. » *Il a dénoncé les* « thésauriseurs » *qui exploitent le peuple, citant le cas d'un boucher qui a payé 1 million de livres* « en liquide » *pour acheter un immeuble, et celui d'un commerçant qui voulait vendre à trois fois son prix une cargaison d'œufs importés d'Israël.*

Le chef de l'Etat a demandé aussi à son gouvernement de préparer un plan « de choc » *pour combattre la hausse des prix des denrées en Egypte. Il a insisté sur la nécessité de créer rapidement des projets agro-industriels pour garantir la* « sécurité alimentaire » *du pays. L'Egypte importe environ 60 % de ses denrées de consommation.*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Ouverture de la campagne présidentielle

(Suite de la première page.)

Il vient encore de se contredire, pourfendant le « militarisme » et les dépenses excessives à Minneapolis, puis réclamant à Chicago « des milliards » pour renforcer la défense américaine. Or tout se sait aussitôt dans cet immense pays. Il n'est plus possible, comme jadis, de s'adapter à chacun de ses auditoires pour pêcher des voix tous azimuts.

D'ailleurs, un « *troisième homme* » n'est pas censé pratiquer ce jeu-là. Il n'y a même pas intérêt : M. Wallace n'avait obtenu 13,5 % des suffrages en 1968 que parce qu'il avait une option précise, bien distincte de celle des autres candidats. On en est encore à chercher ce qui distingue réellement M. Anderson de ces concurrents. Ce n'est pas lui qui incarne le libéralisme, mais M. Kennedy. Son *programme* électoral, présenté le 30 août, est d'ailleurs plus conservateur que celui des démocrates sur un point important, puisqu'il veut *réduire* le rôle et les dépenses du pouvoir fédéral. Comble du paradoxe : par sa présence dans la course, ce libéral de fraîche date risque de faire élire le candidat conservateur puisqu'il attire, selon les sondages, sept fois plus d'électeurs de M. Carter que de M. Reagan.

Le champion des idées simples

Les contradictions ne manquent pas non plus chez le candidat républicain qui se veut pourtant le champion des idées simples. On n'a toujours pas compris ce qu'il visait le 14 août en réclamant des « relations officielles » avec Taïwan. Pas plus qu'on n'avait saisi exactement sa position à l'égard des droits des femmes aux Etats-Unis. L'ancien acteur oublie par moments de jouer au modéré et laisse libre cours à ses émotions. Il n'a pas expliqué de manière convaincante comment il pourrait, à la fois, réduire les impôts, augmenter les dépenses militaires et équilibrer le budget. Sa « grande croisade pour restaurer l'Amérique de nos rêves » semble s'accompagner du plus grand laxisme.

Les programmes économiques de M. Carter se suivent et ne se ressemblent pas. Mais le président donne toujours l'impression de croire à ce qu'il fait. Sa position n'est pas facile : il doit récupérer les partisans de M. Kennedy, mordre au maximum sur l'électorat de M. Anderson, mais sans trop glisser à gauche, puisque le vent semble souffler dans le sens de M. Reagan. Il est difficile d'être très cohérent dans ces conditions. Les « hommes du président » tentent de démontrer trois choses : M. Carter a beaucoup fait, quoi qu'on dise, au cours de son premier mandat, et fera mieux au cours d'un second qui n'aura plus de sanction électorale ; il est le premier partisan d'une Amérique forte, mais sa conception de l'Etat, de la justice sociale et de la détente est radicalement différente de celle des républicains ; enfin, M. Reagan est un danger public, susceptible d'entraîner le pays dans la guerre.

Trois hommes usés

Les paradoxes de la campagne se retrouvent dans les thèmes traités. Traditionnellement, les républicains affectionnent la politique étrangère, rappelant que les guerres récentes avaient toujours éclaté sous des administrations démocrates. L'autre camp, en revanche, est à l'aise dans les débats « domestiques », rendant le Grand Old Party responsable de toutes les catastrophes économiques. On assiste, cette fois, au phénomène inverse : Mis sur la sellette à propos du chômage et de l'inflation, M. Carter fait constamment dévier le débat sur la politique étrangère. Thème où M. Reagan est susceptible d'accumuler les bévues. Les républicains, eux, se découvrent une vocation sociale, prennent la défense des victimes de la crise et rappellent que l'inflation était inférieure à 5 % lorsqu'ils cédèrent la Maison Blanche à M. Carter.

En fait, le vent de conservatisme qui souffle sur l'Amérique brouille les cartes. Chaque parti semble être allé prendre ses idées dans le programme de l'autre. C'est la première fois depuis longtemps qu'aucun prétendant à la Maison Blanche n'est porteur d'un grand projet progressiste. On se dispute sur les impôts, enveloppant des politiques à courte vue par beaucoup de réthorique.

M. Reagan voudrait que les élections soient un référendum sur le mandat du président sortant. Et celui-ci les présente comme un examen de passage du candidat républicain. Chacun compte sur les faiblesses de l'adversaire plutôt que sur ses propres atouts. Il pousse l'autre sur le devant de la scène au lieu de s'y précipiter, d'où l'erreur magistrale de M. Reagan à propos de la Chine : en soulevant cette question que personne n'attendait, il s'est mis lui-même au centre du débat. Condamné ensuite à de laborieuses explications, humilié par les communiqués de Pékin, il a déçu ses compatriotes sur l'un des aspects auxquels ils sont le plus sensibles en ce moment : le *leadership* américain.

La campagne est donc essentiellement négative. On votera contre M. Carter ou contre M. Reagan. Et M. Anderson ne peut espérer rallier que les électeurs qui ne veulent à aucun prix des deux autres candidats. Ce sont trois hommes usés — l'un par sa charge, le second par l'âge, le troisième par une carrière parlementaire sans relief — qui se disputent les faveurs d'un électorat de plus en plus jeune : depuis 1964, la proportion des citoyens de dix-huit à vingt-quatre ans a plus que doublé. MM. Bush et Mondale, les colistiers, apparaissent plus séduisants que les candidats eux-mêmes. Dans ces conditions, l'issue du scrutin peut dépendre aussi bien de l'évolution de la situation économique, d'un gros événement international, d'un élément nouveau dans la crise d'otages de Téhéran que des débats télévisés entre les candidats.

Ces futurs débats, dont les modalités ne sont pas encore fixées, donnent lieu à de nombreux commentaires. Aucune réglementation officielle n'a été prévue pour ces confrontations sur le petit écran, qui sont laissées à l'initiative de groupes privés comme la Ligue des électrices. En 1976, trois Américains sur quatre avaient assisté au premier duel Ford-Carter. Mais ils n'étaient plus que 54,3 % le jour du vote pour participer au scrutin. Si la campagne qui s'ouvre ne devient pas plus stimulante, les abstentions — en progression constante depuis vingt ans — risqueraient d'atteindre un nouveau record. Cela relancerait le débat sur la validité du système électoral, sur la désaffection à l'égard des partis et, de manière plus générale, sur le fonctionnement des institutions.

ROBERT SOLÉ.

Guatemala

Le vice-président Villagran Kramer donne sa démission

Guatemala *(A.F.P.)*. — Le vice-président du Guatemala, M. Francisco Villagran Kramer, a donné sa démission lundi 1er septembre de ses fonctions en raison de « *divergences avec le président de la République* », le général Romeo Lucas Garcia. M. Villagran, qui occupait ces fonctions depuis juin 1978, est le premier vice-président à présenter sa démission depuis la création de ce poste, en 1966.

« *Il y a dans le pays une absence de forums institutionnels pour débattre des graves problèmes qui frappent la nation* », affirme M. Villagran dans sa lettre de démission adressée au Parlement et publiée lundi soir. Le vice-président écrit que son départ du gouvernement est « *inévitable* » étant donné que « *le programme de travail approuvé par le peuple lors des élections de 1978 n'a pas été mené à bien* ». Il affirme que l'ouverture démocratique nécessaire et le développement du syndicalisme au Guatemala ont été considérablement entravés du fait des assassinats de dirigeants politiques et syndicaux.

M. Villagran Kramer a adressé un message personnel au chef de l'Etat pour l'informer de sa décision.

[M. Villagran Kramer, avocat de renom international et libéral convaincu, avait, en 1978, accepté d'être candidat à la vice-présidence aux côtés du général Lucas Garcia, dans l'espoir que sa présence au gouvernement permettrait une ouverture démocratique du régime. Mais la volonté farouche de l'extrême droite, civile et militaire, de tout faire pour stopper une éventuelle contagion révolutionnaire a rapidement rendu cette espérance illusoire. Les assassinats d'étudiants, de professeurs, de journalistes, de syndicalistes par des commandos paramilitaires d'extrême droite ont pris une telle ampleur ces derniers mois que la position de M. Villagran Kramer était devenue intenable. Il avait annoncé à plusieurs reprises son intention de démissionner. Seules, semble-t-il, les menaces de mort qui lui étaient adressées par les conservateurs dans le cas où il mettrait son dessein à exécution l'avaient jusqu'à présent dissuadé d'accomplir un geste spectaculaire et symbolique qui met en évidence l'effroyable « terreur blanche » qui ravage ce pays.]

Argentine

L'ASSEMBLÉE DES DROITS DE L'HOMME SE DÉCLARE « TRÈS PRÉOCCUPÉE » PAR LES SUICIDES DE PRISONNIERS POLITIQUES.

Buenos-Aires *(A.F.P.)*. — L'Assemblée permanente des droits de l'homme en Argentine (A.P.D.H.) s'est déclarée lundi 1er septembre, à Buenos-Aires, « *très préoccupée par la multiplication des suicides de prisonniers politiques* » détenus dans ce pays.

Quatre détenus se sont donné la mort depuis mai, le dernier suicide en date étant celui de Raul Luis Cominotto, le 19 août ; il était détenu depuis 1976 sans procès, et aucune accusation officielle n'avait été portée contre lui, a indiqué l'Assemblée permanente.

Cette multiplication des « suicides » est due au régime carcéral très sévère appliqué aux détenus politiques dans la plupart des prisons, aux punitions et mauvais traitements infligés pour des fautes bénignes et au désespoir des prisonniers, détenus depuis plusieurs années sans voir leur cas examiné par la justice, a affirmé un porte-parole de l'A.P.D.H.

Le régime pénitentiaire appliqué dans certaines prisons aux détenus politiques vise seulement à les détruire physiquement et psychiquement, a-t-il ajouté, précisant que de sévères sanctions punissaient, par exemple, le fait de dévisager un gardien ou de rester couché pendant la journée.

Le porte-parole de l'Assemblée permanente a précisé que quarante-cinq compagnons de détention de Raul Luis Cominotto avaient été transférés après son suicide et sévèrement frappés à leur arrivée dans leur nouvelle prison, à Buenos-Aires.

« *En fait, il serait préférable que le statut de détenu de droit commun soit appliqué aux prisonniers politiques, ils seraient bien mieux traités* », a-t-il également affirmé.

Bolivie

LE PARLEMENT ANDIN CONDAMNE LE NOUVEAU RÉGIME

Le Parlement andin a adopté, lundi 1er septembre à Bogota, une résolution condamnant le coup d'Etat militaire en Bolivie et demandant l'envoi dans ce pays d'une commission de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) chargée d'enquêter sur la situation des droits de l'homme.

Le Parlement andin, composé de parlementaires vénézuéliens, colombiens, équatoriens, péruviens, et de trois députés boliviens élus avant le coup d'Etat du 17 juillet et exilés depuis, demande à « *tous les peuples libres* » de contribuer au rétablissement de la démocratie en Bolivie

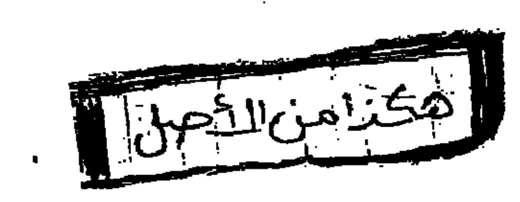
« *Un exposé formel* » de la situation dans ce pays sera lu devant le Parlement mondial, qui se réunira prochainement à Berlin, et devant le Parlement européen, afin que ces deux institutions « *se prononcent* » sur le coup d'Etat militaire, précise la résolution.

Les parlementaires déclarent soutenir les Etats membres du pacte andin qui ont refusé de reconnaître le régime du général Luis Garcia Meza et recommandent aux autres Etats « *d'adopter une position identique* ».

De leur côté, cinq évêques du sud du Pérou ont dénoncé la « *répression sanglante contre le peuple bolivien* » et la « *campagne de répression et de discrédit contre l'archevêque de La Paz* ». Les évêques des diocèses de Cuzco, Puno, Juli, Sicuani et Ayaviri défendent aussi le « *droit du peuple à la rébellion* » et demandent au gouvernement péruvien de reconnaître le gouvernement clandestin de M. Hernan Siles Zuazo dans une lettre en date du 27 août, rendue publique lundi à Lima et signée également par soixante-seize ecclésiastiques.

Les prélats affirment que la répression en Bolivie a fait « *des centaines de morts, des milliers de prisonniers et de disparus* ». De plus, ajoutent-ils, « *le contrôle absolu des moyens de communication et la destruction des moyens d'informations empêchent d'avoir une vision complète de la situation.* »

A La Paz, le ministre de l'intérieur, le colonel Luis Arze Gomez, a annoncé lundi qu'un projet de loi étendant les délits passibles de la peine de mort allait être présenté au gouvernement. Selon ce projet, la peine de mort pourra être prononcée contre les auteurs « *d'actes de terrorisme, les producteurs et les revendeurs de cocaïne, les comploteurs, les agitateurs, les extrémistes et les spéculateurs* ». — *(A.F.P.)*



(PUBLICITÉ)

**Le Maire et la Municipalité de Bologne
dans l'impossibilité de le faire directement,
désirent remercier
trente jours après le massacre,
tous ceux qui ont manifesté de toute part,
en Italie comme à l'étranger,
leur solidarité pour les victimes
et leur amitié pour une ville si cruellement blessée.
Les citoyens de Bologne restent vigilants,
conscients qu'ils sont de l'incertitude et du drame
que traverse l'histoire de leur pays.
Ils voient dans les messages qui leur sont adressés
la manifestation d'un soutien précieux au moment où
les institutions, les travailleurs, les intellectuels
ont pris l'engagement solennel de défendre et d'élargir
la démocratie italienne, née de la Résistance.
Quels que soient la douleur
et l'accablement que provoque cette blessure profonde,
ils demanderont avec ténacité
la vérité et la justice.**

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES DU 28 SEPTEMBRE

Le parti socialiste espère tirer les bénéfices de ses gains dans les conseils généraux et municipaux

Le renouvellement de la série A du Sénat porte sur cent sièges, soit dix de plus que lors du précédent renouvellement de cette série intervenu en 1971. Outre deux sièges de sénateur représentant les Français établis hors de France, la série A comprend les quatre-vingt-quinze sièges des trente-huit départements métropolitains allant de l'Ain à l'Indre (sauf l'Essonne et les Hauts-de-Seine, et y compris le Territoire de Belfort), le siège de la Guyane, celui de la Polynésie française et celui des îles Wallis et Futuna. Pour ces quatre-vingt-dix-huit sièges, le scrutin a été fixé au dimanche 28 septembre (« le Monde » du 21 août).

Qu'attendent les partis politiques du prochain renouvellement triennal du Sénat ? La question ne figure pas au premier rang de leurs préoccupations, et ce pour deux raisons. La première relève du calendrier : le mois de septembre est traditionnellement celui de la « rentrée », d'autant plus attendue cette année qu'elle coïncide avec l'accélération de la campagne présidentielle. L'actualité a donc tendance à occulter le scrutin sénatorial : il en avait été ainsi lors du renouvellement de 1977, relégué au second plan par la rupture des négociations sur l'actualisation du programme commun.

La seconde raison tient au mode particulier de désignation des sénateurs. Scrutin au deuxième degré (sont seuls appelés à voter les députés, les conseillers généraux et les délégués des conseils municipaux), il ne passionne guère une opinion qui ne se sent pas directement concernée. Les candidats mènent des campagnes qui n'ont rien de spectaculaire et qui consistent, pour l'essentiel, en des réunions de travail avec les élus, et en des contacts personnels avec les grands électeurs, eux-mêmes émanation d'autres scrutins. En ce sens, les résultats du 28 septembre enregistreront les évolutions constatées lors des élections cantonales de 1976 et de 1979, et municipales de 1977, toutes trois globalement favorables à la gauche.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le rôle des partis en tant qu'appareils politiques soit limité. Les états-majors sont enclins à laisser une certaine autonomie aux responsables départementaux. Cela est encore plus vrai pour le P.C. et le P.S., dont les candidats sont désignés directement par les militants. Encore convient-il de noter que le parti communiste est peu touché par ce scrutin : un seul de ses vingt-trois sénateurs (M. Louis Minetti, Bouches-du-Rhône), est renouvelable et ses espoirs de gain sont minces (un siège dans l'Allier, d'autres plus hypothétiques dans le Gard, dans l'Hérault, dans les Ardennes, voire dans les Bouches-du-Rhône).

En revanche, au parti socialiste, la course à la candidature a souvent été vive car plus du tiers du groupe sénatorial est renouvelable (22 sur 60) et parce que de nombreux sièges sont, d'ores et déjà, acquis au P.S. On ne citera pour mémoire que le cas du Territoire de Belfort où le sortant R.P.R., M. Bernard Talon, n'a guère de chances et où le candid..., mitterrandiste, M. Michel Dreyfus-Schmidt, a été préféré à celui du CERES, pourtant majoritaire dans la fédération ; ou encore celui des Bouches-du-Rhône où l'un des deux sièges créés, peut-être même les deux, doivent revenir logiquement au P.S. (les trois sénateurs sortants se représentent, la lutte a été vive pour les quatrième et cinquième places de la liste).

La perte éventuelle de deux sièges par le P.S. (un en Corrèze, l'autre en Dordogne) devrait être ainsi compensée par une dizaine de gains. Les plus probables, entre ceux de Belfort et ceux des Bouches-du-Rhône, se situent en Gironde, en Haute-Garonne et dans les Côtes-du-Nord. De « bonnes surprises » peuvent également se produire du fait des divisions de la majorité, dans l'Aisne, par exemple, au profit du député, M. Maurice Brugnon.

Un élément de fragilité pour la majorité

Du côté de la majorité, les responsables s'accordent pour prévoir que le scrutin ne sera pas bon même s'il ne remet pas en cause l'équilibre politique de la Haute Assemblée comme devrait le prouver la réélection de M. Alain Poher à la présidence. Toutefois, la majorité réduite d'une vingtaine de sièges ne disposera plus que d'une quarantaine de voix d'avance. Le groupe R.P.R. et les quelques sénateurs inscrits au groupe du C.N.I.P. de la mouvance chiraquienne représenteraient alors un élément de « fragilité » qui pourrait se manifester sur le vote de certains textes et du budget.

Le R.P.R., dont six sénateurs sur trente-trois sont soumis à renouvellement, risque de perdre son élu de Belfort mais compte gagner notamment dans les Alpes-Maritimes, l'Eure, le Finistère et la Gironde. Certains cas sont épineux pour le parti de M. Jacques Chirac : ainsi dans l'Ille-et-Vilaine, où son représentant M. Yves Estève, ne se représentant pas, la majorité a constitué une liste avec à sa tête, M. Yvon Bourges sur laquelle ne figure pas M. François Le Douarec. Ce dernier, député, est malgré tout candidat.

L'un des soucis de l'U.D.F. a été d'éviter la multiplication des candidatures de députés dont l'élection provoquerait autant de législatives partielles pouvant être dangereuses pour la majorité. La compétition entre les composantes de l'U.D.F. et les rivalités personnelles ont provoqué des arbitrages difficiles. Par exemple dans l'Aveyron, où un P.R., M. Jean Puech, et un C.D.S., M. André Laur, briguent le siège laissé par M. Roland Boscary-Monsservin, sénateur R.I. Aussi les responsables du mouvement giscardien ont-ils décidé d'adopter une attitude « souple » laissant à ses unions départementales le soin de choisir entre l'investiture, le soutien... ou la liberté de vote.

Parmi les conséquences immédiates du scrutin du 28 septembre, figurent les élections législatives partielles que provoquerait, dans un délai de trois mois, l'éventuel succès de la dizaine de députés qui ont manifesté l'intention de changer d'hémicycle. Si M. Maurice Brugnon (P.S.) dans l'Aisne l'emportait, les dirigeants socialistes s'emploieraient à présenter dans cette circonscription M. Lionel Jospin, dont l'avenir au sein de son parti nécessite l'obtention d'un mandat électif et qui a peu de chances de le décrocher à Paris où il s'est déjà présenté sans succès. La rumeur veut aussi que, dans la circonscription que laisserait M. René Tomasini, dans l'Eure, M. Jean-Claude Casanova, conseiller auprès de M. Raymond Barre, soit candidat.

Les résultats du scrutin sont également susceptibles de remettre en question l'existence du groupe du C.N.I.P. au Sénat, le plus touché par le renouvellement : sept membres sur seize. S'il n'avait pas quinze membres (chiffre minimum exigé pour la formation d'un groupe) au lendemain du scrutin, le C.N.I.P. disparaîtrait en tant que groupe dans la Haute Assemblée. A l'inverse, les radicaux de gauche, qui, actuellement au nombre de quatorze, constituent une formation rattachée administrativement au groupe de la Gauche démocratique, peuvent envisager, si leurs espoirs concernant les gain de deux ou trois sièges se confirment, de former un groupe autonome.

Vers un remaniement ministériel

Remettre en question l'appartenance traditionnelle des radicaux, qu'ils soient ou non de gauche, au groupe de la Gauche démocratique aurait à la fois des conséquences politiques et pratiques. Politiques dans la mesure où ce groupe constitue aux yeux de certains un « carrefour » qui peut servir dans l'évolution future. Pratiques car, jusqu'à présent, l'organisation actuelle du groupe n'a posé aucun problème aux sénateurs radicaux de gauche ou à leurs collègues de la Gauche démocratique, tous assurés de leur liberté de vote. Le M.R.G., qui compte voir réélire trois de ses sortants (MM. Emile Didier dans les Hautes-Alpes, François Giacobbi en Haute-Corse et Josy Moinet dans la Charente-Maritime), devrait conserver le siège de l'Ain, dont le titulaire, M. Augustin Billiémaz, ne se représente pas, ainsi que le second siège de la Charente-Maritime, où M. Jacques Verneuil ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. En revanche, il devrait perdre celui de la Corse-du-Sud, détenu par M. Jean Filippi, au profit de la majorité, en l'occurrence, M. Camille Ornano, maire bonapartiste d'Ajaccio. Le parti de M. Michel Crépeau table sur des succès en Dordogne (M. Pierre Chaussade), dans l'Eure (M. Paul Guilbaud), dans l'Eure-et-Loir (M. Robert Huwart), et il espère ajouter le gain d'un siège aux deux probables de la Charente-Maritime.

Si la gauche s'attend à progresser et espère tirer le meilleur parti possible de ses succès auprès de l'opinion, la majorité aura une autre question à régler après le scrutin. Cinq membres du gouvernement font en effet acte de candidature (1). Si, une fois élus, ils préfèrent aux aléas d'un portefeuille la sécurité d'un mandat de neuf ans au palais du Luxembourg, leur remplacement au gouvernement entraînera un remaniement qui, à huit mois de l'échéance présidentielle, revêtira une signification politique.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) MM. Yvon Bourges, ministre de la défense, dans l'Ille-et-Vilaine ; Robert Galley, ministre de la coopération, dans l'Aube ; Marc Bécam, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, dans le Finistère, ainsi que MM. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat au logement, dans la Haute-Garonne et Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat à l'éducation dans l'Aisne, qui tous deux étaient sénateurs lors de leur nomination au gouvernement.

BIBLIOGRAPHIE

« VINGT-DEUX ANS DE PRÉSIDENCE », de Gaston Monnerville

L'histoire mouvementée d'une Assemblée qui n'aime pas le mouvement

Vingt-deux ans de présidence. Sous ce titre, M. Gaston Monnerville, membre du Conseil constitutionnel, ancien président du Sénat — mars 1947-octobre 1968, — nous relate le combat d'une Assemblée qui redeviendra la « haute Assemblée » après avoir été un simple conseil consultatif ; mais qui, ayant reconquis son titre de « Sénat de la République » par la grâce du général de Gaulle, va se trouver beaucoup plus menacée dans son existence d'assemblée parlementaire (et par celui-là même qui lui a donné le jour) qu'elle ne l'avait été jusqu'alors, quand, simple « Conseil de la République », elle luttait pour conquérir le pouvoir délibératif et législatif que les constituants de 1946 lui refusaient.

Récit d'un combat collectif, c'est aussi celui d'un homme, et un homme de couleur, appelé aux plus hautes charges de la République, marqué par l'idéal humanitaire des « grands ancêtres » ; le combat d'un petit Guyanais démocrate et romantique, admirateur du « contestataire du 18 juin », mais contestataire lui-même du pouvoir personnel que s'est octroyé le grand homme qu'il admire et par qui il va souffrir.

Dans ce volume de quatre cent soixante-dix-sept pages, une soixantaine seulement sont consacrées aux douze années de la IVe République : un huitième du livre pour une période qui couvre plus de la moitié de la présidence de M. Monnerville au Sénat. Les dix années de lutte contre le pouvoir personnel et pour la défense du régime institué par les constituants de 1958 occuperont, en revanche, les sept autres huitièmes du volume. Cette partie est de loin la plus intéressante, et les historiens de la Ve République ne pourront évoquer les premiers pas de ce régime sans se référer à la relation qu'en a faite M. Monnerville. L'ancien président du Sénat est, en effet, le dernier survivant de rencontres qui jouèrent un rôle décisif dans l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Le 26 mai 1958, M. Pierre Pflimlin a donné sa démission de président du conseil. L'avant-veille, il a eu un entretien secret avec le général de Gaulle. Mais celui-ci a trahi sa promesse de discrétion en annonçant le lendemain : « *J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement, etc.* »

Le 28 mai, donc, René Coty fait part de ses inquiétudes au président du Sénat et lui annonce qu'il a pris, lui aussi, contact avec l'entourage du général (M. Michel Debré, notamment). De Gaulle, estime-t-il alors, est le seul homme capable d'apporter l'apaisement. Mais René Coty surprend M. Monnerville en lui apprenant qu'il a reçu du général la promesse que celui-ci resterait à Matignon comme président du Conseil et ne revendiquerait pas la direction de l'Etat tant que « *le calme et l'ordre* » ne seraient pas rétablis en Algérie. Le président du Sénat s'inquiète. « *Ne craignez-vous pas,* lui déclare-t-il, *que se répète le coup qui a été fait au maréchal Hindenburg ?* »

Le soir même de ce 28 mai, à la demande de René Coty, MM. Monnerville (dernier survivant) et Le Troquer, président de l'Assemblée nationale, se rendent à Saint-Cloud, où, dans la demeure du conservateur du parc, ils ont un entretien avec le général de Gaulle, lequel se refuse à solliciter l'investiture devant l'Assemblée nationale et réclame la mise en congé du Parlement, ainsi que les « pleins pouvoirs » pendant un an. « *Le ton montait sans que la courtoisie en souffrît toutefois* », note l'auteur.

Acteur et témoin privilégié, M. Monnerville se plaît à rappeler quelques affirmations qui feront aujourd'hui sourire ou s'indigner. Ainsi, celle du général proclamant, en août 1958, devant le comité consultatif constitutionnel, que le président de la République « *ne peut pas révoquer le premier ministre* » car « *celui-ci n'est responsable que devant l'Assemblée nationale* », ou l'affirmation par M. Michel Debré, quelques années plus tard, que la perte du Sahara nous obligerait « *à faire appel à des capitaux hors de l'Occident ou à des techniciens venant de l'Est* ».

Il faut lire dans ce livre la très brève histoire du « Sénat de la Communauté » (juillet 1959-juin 1960), dont M. Monnerville fut l'unique président, et qui a laissé peu de traces dans la mémoire collective de la nation ; celle, aussi, d'une amitié manquée entre l'auteur et le premier ministre Georges Pompidou, accusé ensuite par lui de « forfaiture » pour avoir couvert l'initiative « illégale » du référendum de 1962 sur l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Enfin, M. Monnerville est le chroniqueur et le mémorialiste incomparable de cet ostracisme de sept années pendant lesquelles les ministres tinrent le Sénat en pestiféré, cherchant à le diminuer avant que ne soit donné, en 1969, le coup qui devait l'annihiler par voie de référendum, mais qui ne fut fatal qu'à son auteur.

Un modèle qui se perpétue

M. Gaston Monnerville détient le record de durée des dix-huit présidents qui se sont succédé au palais du Luxembourg depuis les débuts de la IIIe République jusqu'à ce jour. Avec un peu plus de vingt et un ans de mandat présidentiel (1947-1968), il bat de sept années Antonin Dubost, radical-socialiste comme lui, qui a présidé le Sénat de janvier 1906 à janvier 1920, date où il fut battu au troisième tour du scrutin par Léon Bourgeois qui venait d'obtenir le prix Nobel de la Paix en sa qualité de président de la Société des nations.

La thèse de doctorat en droit de M. Jean-Pierre Aubert, dans laquelle nous puisons ces rappels historiques, a été soutenue l'an dernier — avec mention bien — devant un jury présidé par M. Francis Luchaire (1). Son auteur, dont le père Emile Aubert, sénateur des Hautes-Alpes de 1948 à 1969, fut avec M. François Mitterrand l'un des fondateurs de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.), y dégage notamment la physionomie type du président du Sénat depuis 1875.

Dans cette assembée vouée à représenter les réalités locales d'un Etat unitaire les présidents ont, en effet, estime-t-il, présenté des caractéristiques communes, que les changements de régime n'ont que peu altérées. Cette continuité s'explique, en partie, par la position « centriste » qui demeure celle du Sénat : cette assemblée choisit toujours un président aux convictions politiques modérées. La meilleure illustration de cette volonté non partisane est la tradition de neutralité des discours inauguraux des présidents. Le président du Sénat est toujours, aussi, un parlementaire expérimenté et assez âgé, ne faisant pas montre d'un goût démesuré pour le pouvoir ; il affectionne le rituel des séances et la tradition de courtoisie qui se perpétue jusque dans les rangs de l'extrême gauche. Trois présidents du Sénat ont présidé auparavant la Chambre des députés : le duc d'Audiffret-Pasquier (1876-1879), Léon Bourgeois et Paul Doumer (1927-1931).

Tous les présidents du Sénat à partir de Loubet ont été candidats à la présidence de la République. Seules exceptions : Dubost et Monnerville. En définitive, souligne M. Jean-Pierre Aubert, la présidence du Sénat s'analyse essentiellement comme une « magistrature » non politisée.

ALAIN GUICHARD.

★ *Plon, 477 pages. Environ 85 F.*

(1) *Le Président du Sénat depuis 1875*, thèse pour le doctorat en droit soutenue publiquement par M. J.-P. Aubert devant MM. les professeurs Luchaire, Hauriou et Charlier. (Mention « Bien ».)

EN CHARENTE-MARITIME

Le purgatoire d'un radical modéré

De notre envoyé spécial

Jonzac (Charente-Maritime). — « *Vous me connaissez : je n'irai pas là-haut pour dormir.* » « Là-haut », c'est le Sénat. Pour neuf ans au moins. En attendant ce paradis électoral dont l'accès ne lui est pas garanti, M. Claude Beulot, quarante-quatre ans, professeur de géographie économique à la faculté des sciences humaines de Poitiers, conseiller général et maire de Jonzac, fait son temps de purgatoire : sept semaines de campagne. Ce n'est pas vraiment l'enfer quand on la mène dans les vignobles hauts sur pied de Cognac, sur 200 kilomètres de côte atlantique et le long de l'estuaire de la Gironde, rive droite. Pas vraiment la fête non plus.

L'Aunis et la plus grande partie de la Saintonge réunies dans le même département, la Charente-Maritime, craquelé de chemins vicinaux que l'on avale à toute allure, cela vous use un candidat. Au rythme moyen de dix communes par jour, six jours par semaine, et à raison de trois quarts d'heure d'entretien avec chaque maire, M. Beulot court en individuel sous un dossard — « radical modéré » — aux couleurs tellement délavées qu'elles en sont indistinctes. Il affronte quatorze autres candidats — communistes, socialistes, radicaux de gauche et majorité — qui font équipe par trois ou par deux.

Il ne manque pas d'atouts. L'université et le conseil général, où il siège depuis 1971, lui ont permis d'acquérir la connaissance des dossiers économiques et politiques du département. Son action à la tête de la municipalité de Jonzac — entré au conseil municipal en 1970, il est maire depuis mars 1977 — lui confère une réputation de fonceur audacieux et efficace dans ce qu'il entreprend.

Quand il dit, en conclusion de chacune de ses conversations avec les maires et les adjoints qu'il rencontre, « *Vous me connaissez, je n'irai pas là-haut pour dormir* », ses interlocuteurs le croient volontiers. D'autant qu'il vante, à la demande, son action au conseil général — « *J'engueule le préfet s'il le faut.* » — et ses réalisations municipales à Jonzac. Au mois de décembre commenceront les premiers raccordements des équipements collectifs et particuliers au chauffage urbain géothermique, système complété par le brûlage d'ordures ménagères et de paille. Economies de pétrole, crise de l'énergie, tension internationale, expansionnisme soviétique, tout y passe. « *Je ne suis pas mécontent de pouvoir dire merde aux ayatollahs* », dit-il. M. Beulot est un écologiste — il ne revendique pas cette appellation devant les maires des communes rurales qui s'en méfieraient probablement — plus utilitariste que distingué.

A l'évidence, ce langage plaît dans les salles communales, au moins dans celles où sont venus l'écouter des élus « divers modérés favorables à la majorité ». L'élection sénatoriale est faite, en Charente-Maritime, par les campagnes, et M. Beulot parle pour les campagnes un langage « barriste » à usage de la « France profonde ». « *Il y a deux catégories de Français,* répète-t-il : *ceux qui travaillent 40 heures par semaine et qui veulent en faire moins. Et les autres qui, comme vous, travaillent tellement que, s'ils faisaient 40 heures, leur semaine serait terminée le mercredi. Il y en a assez des baladeurs de pancartes* »

Comme M. Barre, M. Beulot distingue les « vrais » demandeurs d'emploi des « faux chômeurs », et laisse entendre que les premiers ne sont pas si nombreux qu'on le dit. Ce « libéralisme » moderne, énergique, inégalitaire s'adapte mal à la première moitié de la définition qu'il donne du « radicalisme modéré » : « *Avoir le cœur à gauche et savoir compter* ». Qu'importe. Il convient à ses interlocuteurs dans la mesure où la version qu'en donne le candidat n'est dure que pour ceux qui « ne travaillent pas ». A moins que le professeur, emporté par sa démonstration, ne s'aperçoive trop tard qu'il a affaire à un conseiller municipal licencié de son entreprise pour raisons économiques, dont la fille, qui va se marier dans trois semaines avec un ouvrier en chômage, cherche vainement du travail depuis plus d'un an.

Les communes en fiches

M. Beulot travaille autant que les viticulteurs. Il le leur dit. Une campagne sénatoriale, lorsque l'on est un nouveau candidat et qu'il faut la mener parallèlement à la conduite d'une petite ville, sous-préfecture, ce n'est pas fait pour les fainéants. D'autant que le maire de Jonzac, s'il connaît les dossiers de son canton et du département, n'est pas un familier du terrain. Il doit, la plupart du temps, demander son chemin pour découvrir la mairie où il a rendez-vous et consulter ses fiches afin de saluer le maire par ses nom et prénom. Car il dispose d'une impressionnante collection de cartons blancs à petits carreaux (un par commune, soit quatre cent soixante-douze) que lui ont préparés « des amis » bien placés dans les administrations départementales. M. Beulot y trouve, en un coup d'œil, quelques chiffres qui permettent de savoir de quoi il faut parler et de quoi l'on parle : le pourcentage des surfaces agricoles utiles ; l'évolution de la population depuis 1962 ; le nombre de familles, d'exploitations, de tracteurs en propriété, d'actifs à temps complet et à temps partiel ; la part du blé, de l'orge, de la vigne dans l'agriculture locale.

Plusieurs conseillers municipaux de sa ville contribuent à l'organisation de la campagne. Son adjointe la première, qui assure le secrétariat pendant ses vacances, trace les itinéraires et prend contact avec les maires pour fixer les rendez-vous. Après le passage du candidat, d'autres téléphonent aux élus visités afin d'apprécier l'impact de leur favori et d'obtenir, parfois, l'assurance d'un vote favorable. Au total, M. Beulot estime qu'il mobilise plusieurs dizaines de fidèles au service d'une élection hypothétique.

Bien qu'il se situe nettement dans le camp majoritaire, l'engagement politique ne lui paraît pas être à tout coup un élément déterminant dans le choix de la plupart des grands électeurs de son département. « *Je ne voterai pas « politique* », lui a dit l'un d'entre eux. *Je voterai pour ceux qui veulent mordre* », c'est-à-dire pour les candidats qui ne paraissent pas enclins au sommeil. Les mêmes considèrent le sénateur comme une sorte de super-maire et conseiller général : « *Il doit être notre représentant, notre chef de file et coordonner nos affaires. Le pouvoir c'est loin. La préfecture, c'est l'administration et la sous-préfecture une boîte aux lettres. Quant aux députés, ils sont bouffés par la politique.* »

Le maire de Jonzac pense qu'une élection sénatoriale se joue un peu sur l'étiquette politique, beaucoup sur la compétence et la « trombine ». De son point de vue il n'a peut-être pas tort. La « trombine » on sait ce que c'est. Tandis que le « radicalisme modéré »...

JEAN-YVES LHOMEAU.

● **Sénateurs sortants**

MM. Josy Moinet (M.R.G.), Henri Moreau (gauche dém.) et Jacques Verneuil (M.R.G.). Ces deux derniers ne se représentent pas.

● *La pension des veuves de présidents de la République.* — Nous avons écrit dans *le Monde* du 24 juillet que la loi accordant une pension aux veuves des présidents de la République avait été votée à la suite d'une démarche d'un député en faveur de Mme Gaston Doumergue, qui vivait démunie de moyens à Paris.

Mme Gaye, petite-fille de la veuve de l'ancien président de la République, nous a fait savoir qu'il ne peut s'agir de Mme Gaston Doumergue, qui s'est éteinte en 1963 dans sa propriété de Tournefeuille.

La loi accordant aux veuves de présidents la moitié de la pension attribuée aux anciens présidents de la République, pension égale au traitement d'un conseiller d'Etat, a été votée le 4 mars 1955.



DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Les incertitudes de 1981

A force d'entendre que M. Giscard d'Estaing sera réélu au printemps 1981, il fallait bien s'attendre que certains expriment leur scepticisme et expliquent pourquoi, à leurs yeux, l'opposition a de bonnes raisons de voir l'un des siens l'emporter.

C'est le thème de la tribune de Robert Badinter, publiée dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*. L'avocat socialiste assure : « *La défaite de M. Giscard d'Estaing en 1981 est probable, sauf événement imprévisible.* » A l'appui de cette opinion, il donne deux arguments principaux. D'une part, la mort de l'union de la gauche dessert l'actuel chef de l'Etat, dont la majorité était essentiellement unie sur « *la peur d'un gouvernement à forte participation communiste* ». Il ajoute : « *Or le mobile déterminant qui amenait bon nombre des électeurs du second tour à voter contre le candidat de la gauche n'existe plus. Au second tour, le candidat de l'opposition, qui ne peut être que le candidat socialiste, apparaîtra aux yeux des électeurs libéré du poids de l'influence du parti communiste. Et l'inévitable violence des attaques du parti communiste contre le candidat socialiste pendant la campagne ne fera à cet égard que servir sa cause au second tour.* »

Et il assure que « *la règle fondamentale de la gauche,* [c'est-à-dire] *le réflexe électoral du soutien au second tour du candidat de la gauche le mieux placé, subsistera* ».

D'autre part, Robert Badinter remarque : « *Les électeurs de la majorité qui auront refusé au premier tour de voter pour Valéry Giscard d'Estaing auront, pour la première fois dans une élection présidentielle, à choisir entre un président de droite libérale et un président de gauche socialiste. Pourquoi, dès l'instant où celui-ci est libéré de l'hypothèque de toute participation communiste au gouvernement, les électeurs gaullistes, les électeurs R.P.R., dont les sentiments et l'origine sociale sont plus populaires qu'aristocratiques, traient-ils choisir le candidat libéral de droite* »

Enfin il note que l'actuel président de la République ne peut tabler pour finalement l'emporter ni sur le « *mystérieux charisme politique, qui fait qu'un peuple s'identifie à un homme comme ce fut le cas pour le général de Gaulle* », ni sur les « *réussites* » ou les « *entreprises éclatantes* », qui auraient marqué le septennat.

Claude Sales, dans *LE POINT*, observe : « *A huit mois de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat, où qu'il tourne les yeux, ne peut que se réjouir du paysage politique qui s'offre à lui. Dans la majorité d'abord. Tandis que l'U.D.F., assurée de son leader, se sent des ailes aux pieds, le R.P.R., lui, s'interroge sur les candidatures de Jacques Chirac et de Michel Debré. Et V.G.E. sait que, de toute manière, il est le premier bénéficiaire des hésitations gaullistes. Les menaces de la gauche? Elles apparaissent, aujourd'hui tout au moins, plus lointaines que jamais. La rivalité entre les partisans de François Mitterrand et ceux de Michel Rocard demeure, et les incertitudes concernant le choix de l'homme qui portera les couleurs socialistes au printemps ne permettent guère de battre le rappel des militants. Quant au P.C., enfin, sur son cheval de fer, il fait cavalier seul, ne manquant pas une occasion de pourfendre son allié d'hier.* »

Dans l'hebdomadaire communiste, *RÉVOLUTION*, Dorothée Vion écrit : « *En caractérisant la politique de Giscard d'Estaing d'échec, en refusant de la dénoncer comme la conséquence de la logique implacable des multinationales à l'heure du « redéploiement » européen, les dirigeants socialistes préfèrent donner à penser qu'il suffirait de changer la tête pour que les choses aillent mieux. Et leur appel au calme en ce début de campagne présidentielle constitue une convergence supplémentaire avec l'attitude du pouvoir. M. Giscard d'Estaing, lui aussi, aimerait bien pouvoir faire campagne dans un climat apparemment serein, sans avoir à confronter sa politique avec l'insupportable. Ce n'est pas un hasard si, avant et pendant l'été, toutes les mesures antipopulaires ont été prises.* »

Pour Michel Thomas, la défaite de M. Giscard d'Estaing est possible, « *si les partis ouvriers s'unissent non sur un quelconque programme commun, mais sur le refus de voir Giscard rempiler* ». Il explique dans *ROUGE*, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) que « *cela signifie l'engagement au désistement automatique et sans condition pour le candidat ouvrier le mieux placé au premier tour. Cela signifie une bataille prolongée dès maintenant — et non un désistement furtif à la dernière minute — pour que toutes les voix des travailleurs se retrouvent derrière le candidat socialiste ou communiste arrivé en tête. Le P.C.F. feint de croire qu'un accord politique avec le P.S. soit nécessaire pour battre Giscard, et ne cesse en même temps de répéter que les conditions de réalisation d'un tel accord s'évanouissent chaque jour un peu plus. Le P.C.F. ne sort pas de ce raisonnement, dans lequel il veut enfermer le mouvement ouvrier. Nous affirmons au contraire que, même s'ils marchent séparément, les partis ouvriers doivent frapper ensemble, c'est-à-dire mobiliser leur électorat et les travailleurs pour le désistement au deuxième tour contre Giscard ou tout autre candidat bourgeois resté en lice.* »

Deux trouble-fête

Faisant état de la quasi-certitude des giscardiens de voir leur leader réélu, Albert du Roy, dans *L'EXPRESS*, note que cela les inquiète car, disent-ils, « *si la victoire paraît certaine, nos électeurs risquent d'aller à la pêche* ». En plus, le « jeu », remarque Albert du Roy, est quelque peu troublé par MM. Michel Debré et Michel Rocard. A propos de l'ancien premier ministre, il relève : « *Le vote Debré risque d'être un vote d'opposition catégorique et non un simple vote de mécontentement. Le « déchet » entre les deux tours peut être important.* » Quant au second, il note que pour les giscardiens, le maire de Conflans-Saint-Honorine « *dérange parce qu'il représente l'inconnu* ». En conclusion, il indique : « *C'est à Giscard, vers le mois de mars, dans la solitude élyséenne, de définir les axes de sa campagne. Pour l'heure, avant de trouver mieux, le thème dominant est celui de la sécurité. « Pourquoi prendre le risque d'un changement d'homme, alors que les temps sont si inquiétants?* » *Thème efficace, peut-être, mais un peu décevant, pour celui qui, voilà six ans et demi, a été élu sur un espoir de changement.* »

Un espoir de changement, certes, mais le slogan de Giscard-candidat était « le changement dans la continuité ». Disons que le second terme l'a emporté sur le premier.

A. Ch.

● *M. Robert Fabre*, député non-inscrit de l'Aveyron, qui va être prochainement nommé médiateur, a exposé, lundi 1er septembre, à M. Raymond Barre les conditions dans lesquelles il entend exercer sa nouvelle mission.

● *Mme Rita Labèguerie (mod. maj.)* a été élue, samedi 30 août, maire de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques) par 14 voix contre 9 au docteur Chatard. Elle succède à son mari, Michel Labèguerie, sénateur (Union centriste), décédé en juillet dernier. — *(Corresp.)*

● *M. Jean Poperen*, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, en réponse à un article de l'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux* accusant M. Mitterrand de se situer à l'extrême droite :

« *Il ne suffit pas que Moscou choisisse Giscard pour que Giscard cesse d'être à droite.* » « *On peut,* ajoute-t-il dans une interview publiée par *le Matin*, *être à gauche sans s'aligner sur la politique extérieure de l'Union soviétique.* »

OUTRE-MER

L'Union calédonienne veut l'« indépendance kanake pour demain »

Correspondance

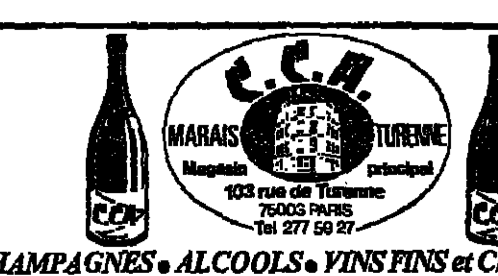
Nouméa. — La récente indépendance des Nouvelles-Hébrides, devenues le Vanuatu, a donné un caractère particulier au onzième congrès de l'Union calédonienne (U.C.) — le plus important parti d'opposition et membre du Front indépendantiste, — qui s'est tenu à Nouméa les 29, 30 et 31 août. L'exemple de la lutte menée ces dernières années par le Vanuaaku Party (VAP) va servir de référence à l'U.C. dans son action. Trois représentants du VAP assistaient au congrès, et ils ont assuré les indépendantistes de leur appui total.

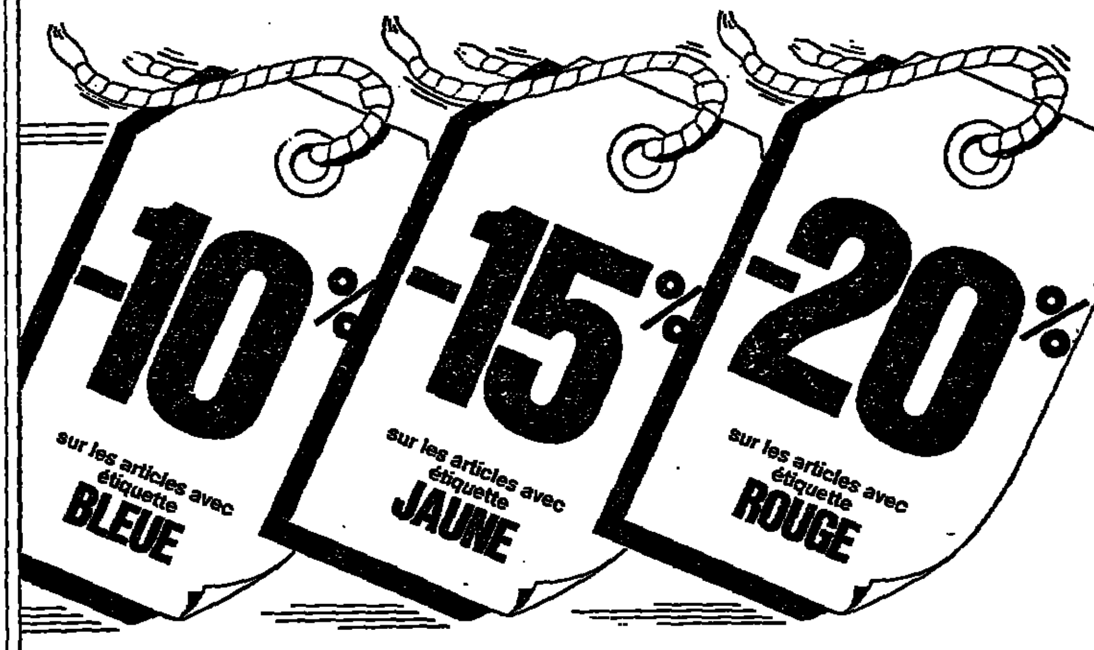
L'engagement de l'U.C. s'est radicalisé à l'extrême, et les débats ont surtout mis l'accent sur la phase concrète de l'accession à l'indépendance. Cette volonté de *s'organiser* a *déterminé* la mise en place des « institutions kanakes » qui devront relayer les institutions françaises et qui seront fondées sur des régions définies selon les aires *linguistiques* et culturelles. Les congressistes ont décidé d'autre part de rédiger une *Constitution* qui devra tenir compte du caractère fédéraliste du futur Etat et y fixer la place des non-Kanaks.

La question de la vie politique du Front indépendantiste a été posée, et l'on a conclu que l'unité à laquelle il fallait parvenir ne doit pas se faire dans une fusion des partis, mais plutôt respecter la personnalité de chaque composante. Plus encore, la majorité des militants et des délégués présents ont souhaité que la date de l'indépendance soit fixée, et les membres du VAP ont fortement encouragé cette décision.

Autre fait important pendant ce congrès : une motion a été adoptée à l'unanimité. Elle « *félicite le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée d'avoir manifesté sa solidarité au gouvernement du Vanuatu* ». Ce qui permettait à M. Maurice Lenormand, le commissaire général du parti, de déclarer : « *Nous voulons pour demain l'indépendance kanake et pour après-demain l'unité et la solidarité de toute la Mélanésie, de tous les peuples du Pacifique sud.* »

Intérim.





APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. BONNET

Les « fichiers de juifs » de l'INED et du P.C.F.

L'existence de fichiers de juifs établis sous l'occupation ou à une époque plus récente continue de susciter des réactions. Après la publication dans *le Monde* du 22 août d'une réponse de M Christian Bonnet, précisant à l'intention de M. Michel Maurice-Bokanowski, sénateur (R.P.R.) des Hauts-de-Seine, que ses services ne possédaient *« aucune trace »* du fichier de juifs établi à l'instigation des Allemands, nous avons reçu du docteur Roger Klein, de Paris, une lettre dans laquelle il s'étonne d'avoir été contacté par l'Institut national d'études démographiques (INED) à l'occasion d'une enquête sur les *« juifs français »*. C'est, dit-il, qu'un fichier de juifs *« a été constitué à partir des noms des listes électorales »*.

Deux autres lecteurs parisiens, MM. Gérard Hafter et S. Zalkind, se sont inquiétés de recevoir gratuitement *Oui, la liberté*, sous-titré : « Bulletin d'échanges du P.C.F. avec la population juive ». M. Zalkind en conclut que le parti communiste *« dispose d'un fichier de juifs ou présumés tels »*.

Il ressort de ces réactions et des mises au point de l'INED et du P.C.F. que nous publions ci-dessous que, si des fichiers ou des listes de juifs existent, on n'y trouve, sauf preuve du contraire, que des noms à consonance israélite relevés sur des listes électorales ou des annuaires téléphoniques

La méthode n'en demeure pas moins scientifiquement contestable, ce que l'INED reconnaît implicitement. Elle peut légitimement émouvoir les personnes ainsi recensées, même si celles-ci peuvent désormais invoquer la loi du 6 janvier 1978, relative *« à l'informatique, aux fichiers et aux libertés »*, qui donne un *« droit d'accès »* à toute personne dont le nom fait l'objet d'un traitement automatisé, et qui l'autorise, en cas d'erreur, à demander une rectification. Surtout, cette loi interdit de mettre ou de conserver en mémoire, sauf accord des intéressés, des données faisant apparaître l'origine raciale ou les convictions religieuses des individus.

La lettre du docteur Klein

Voici le texte de la lettre que nous a adressée le docteur Klein :

« Je vous signale qu'en 1972 j'ai reçu à deux reprises d'un bureau de l'INED un questionnaire parfaitement scandaleux sous prétexte d'une enquête socio-démographique sur la population juive de France. Je ne suis pas juif, car ma mère et toute ma famille maternelle étaient catholiques. J'ai jeté le premier à la poubelle et j'ai conservé le second comme document (...). Les responsables de l'opération ont d'ailleurs dû se méfier, car j'ai reçu ensuite un coup de téléphone d'une femme qui me demandait une consultation : je lui ai répondu qu'elle vienne à l'hôpital, parce que je ne reçois pas chez moi ; et elle m'a avoué que son objectif était une enquête sur l'opinion des juifs français à propos de la politique israélienne : je lui ai répondu que je n'étais pas juif français.

» Comme j'ai reçu ensuite de députés de la majorité et en particulier à la veille de l'élection de M. Giscard d'Estaing, des lettres que je n'ai pas conservées qui supposaient que j'étais juif, il paraît évident qu'un fichier de juifs réels ou supposés a été constitué à partir des noms des listes électorales, et cela est parfaitement scandaleux et absurde. »

La réponse de l'INED

M. Gérard Calot, directeur de l'INED, à qui nous avons communiqué la lettre du docteur Klein, nous a transmis la réponse suivante :

« Il est tout à fait exact que l'Institut national d'études démographiques a apporté son concours à l'Institut du judaïsme contemporain de l'université de Jérusalem, qui a organisé une étude de la population juive dans le monde. Une enquête-pilote a été réalisée en France entre 1968 et 1972, qui a porté sur quatre villes : Paris, Lille, Aix-en-Provence et Sarcelles. A l'origine, il était prévu d'effectuer ultérieurement une enquête plus importante à l'échelle nationale.

» Faute de disposer d'une base de sondage dans laquelle on aurait pu tirer les unités-échantillons, on a dû recourir au procédé suivant : sélection d'un échantillon d'électeurs par tirage aléatoire dans les listes électorales des quatre villes considérées, élimination des personnes dont le patronyme n'apparaissait pas dans les documents des organisations juives françaises, envoi d'un questionnaire par la poste ou interview à domicile de l'échantillon subsistant (au total, 1 668 personnes). Les enquêtés qui ne se reconnaissaient pas comme juifs étaient invités à indiquer purement et simplement qu'ils n'étaient pas concernés par cette enquête. Le taux de réponses fut à peine de 50 % (376 questionnaires remplis par des ménages juifs, 435 retournés par des ménages non juifs).

» Le contenu de l'enquête était exclusivement d'ordre socio-démographique et religieux. Evidemment aucune question ne se rapportait à la politique israélienne. Comme il en va de tous les travaux de l'INED, les résultats de cette enquête ont été intégralement publiés, accompagnés de la présentation de la méthodologie utilisée. L'enquête n'a pas été poursuivie sur un échantillon de plus grande taille en raison uniquement du trop faible taux de réponses. L'ensemble des questionnaires recueillis, qui étaient d'ailleurs entièrement anonymes, a été détruit après exploitation statistique. Les supputations du docteur Klein pour ce qui concerne les activités ou les instruments statistiques de l'INED sont donc dépourvues de tout fondement. »

La réaction du parti communiste

M. Lucien Hanoun, directeur de *Oui, la liberté*, à qui nous avons fait part des lettres de MM. Hafter et Zalkind, nous a fait la déclaration suivante :

« Notre bulletin est expédié aux personnes figurant sur des listes établies par les responsables locaux ou départementaux du parti, soit qu'ils croient ces personnes susceptibles d'être intéressées, soit qu'ils relèvent leurs noms dans l'annuaire du téléphone. Dès que les destinataires demandent à ne plus recevoir le journal, nous nous conformons à leur désir. »

● *Racisme anti-tziganes.* — Le 24 août, à Remalard, (Orne), a eu lieu une grande cavalcade de chars fleuris accompagnée de musiciens et de majorettes. La musique de Moulins-la-Marche, qui participait au défilé, avait préparé un char, « la roulotte des gitans », insistant lourdement sur les traditionnels griefs faits aux tziganes : leur saleté, leur grossièreté, leur impudeur, leur ivrognerie (un gitan couché dans une petite voiture et buvant le vin rouge au litre), leur réputation de voleurs de poules (en jetant au hasard du défilé des plumes de volailles). Le public riait sur le passage du char. Pas tout le public cependant, car il y avait là M. Pierre Yung, président de l'Union des tziganes et voyageurs de France, qui a porté plainte. — *(Corresp.)*

L'administration refuse à des grands-parents l'adoption de leur petit-fils

Le combat des époux Suella

Tout a commencé comme un mauvais roman-photo : Anna-Maria Suella, seize ans, tombe amoureuse, puis enceinte, du père d'une de ses amies de classe, un divorcé de quarante-quatre ans. Mariage à la dernière minute après les vaines tentatives du père en vue de convaincre la jeune fille d'avorter et d'enterrer de la sorte le scandale. Quelques heures après l'accouchement, Anna-Maria meurt. Et le père légitime décide de confier le nouveau-né à l'aide sociale à l'enfance.

L'affaire s'envenime lorsque les grands-parents maternels se mettent dans la tête de recueillir et d'élever cet orphelin qu'ils ont aimé depuis le premier instant. En invoquant *« les droits de la famille naturelle »*, Mᵉ Jean-Pierre Hautecœur, leur avocat, entend s'élever contre les absurdités d'une loi qui interdit à ces jeunes grands-parents (quarante-sept et quarante-trois ans) de prendre en charge le petit Xavier. Cependant, la décision du conseil de famille départemental est formelle : après une « enquête sociale » dont la nature n'a pas été précisée, mais qui s'est faite sur dossier, sans contact direct avec les intéressés ou presque, il a été décidé de leur refuser le droit d'adoption au nom du bonheur et de l'intérêt de l'enfant.

Ainsi, Xavier Suella, abandonné par son père quelques jours après sa naissance, est devenu pupille de l'Etat en décembre 1979 et, par conséquent sous la tutelle du préfet de Paris. Depuis ce jour, les Suella sont interdits de visite et ne sont même pas informés du lieu où il se trouve, alors qu'ils avaient sollicité le droit de garde provisoire puis d'adoption de leur petit-fils immédiatement après le décès de leur fille. *« On nous renvoie d'administration en administration »*, dit M. Richard Suella, qui compte aller *« jusqu'au bout »* face à une législation qu'il estime injuste, défaillante : *« Il n'y a pas de lois en faveur des grands-parents. »*

Jusqu'au bout : c'est-à-dire jusqu'à la Cour européenne de justice, si le recours devant les tribunaux judiciaires français, qui doivent se prononcer le 9 octobre, ne leur est pas favorable.

La préfecture de Paris assure que, contrairement aux déclarations des époux Suella, le conseil de famille n'a pas traité l'affaire à la légère et s'est réuni au moins quatre fois pendant de fort longues séances avant de prendre sa décision (dont les raisons restent vagues). Il semble que l'animosité déclarée entre les grands-parents maternels et le père ait été considérée comme un facteur de déséquilibre affectif pour l'enfant.

Y aurait-il aussi d'autres motifs ? M. Suella, le grand-père, est d'origine italienne (bien que naturalisé français) et travailleur chez Renault. S'ils ont été jugés indignes ou incapables d'élever leur petit-fils, n'ayant ni les moyens financiers suffisants ni l'intégration sociale nécessaire pour lui assurer un « bel avenir », ils ont en tout cas le courage et l'énergie de ne pas baisser les bras : *« Ce n'est pas seulement mon cas individuel que je défends, c'est celui de tous ceux qui peuvent se retrouver dans la même situation »*, conclut M. Suella.

SANDRA JOXE.

JUSTICE

ENJEU D'UNE APRE BATAILLE JURIDIQUE

Le sort de M. Glakar toujours en suspens

Enjeu d'une âpre bataille juridique, le sort de M. Urbain Glakar (*le Monde* du 1ᵉʳ mars) est toujours en suspens. De nationalité togolaise, celui-ci avait été surpris au printemps 1977 dans la chambre d'un client de l'hôtel Méridien à Paris, où il occupait les fonctions de portier, et condamné pour vol par la vingt-troisième chambre du tribunal correctionnel, dite des flagrants délits.

Sa peine purgée, M. Glakar est l'objet d'un arrêté d'expulsion auquel il refuse de se soumettre. Appréhendé quelques mois plus tard sous une fausse identité dans les couloirs du métro, il comparaît à nouveau devant la vingt-troisième chambre correctionnelle qui le condamne à trois mois d'emprisonnement pour infraction à arrêté d'expulsion. L'affaire n'aurait pas eu de retentissement si le conseil de l'ordre des avocats de Paris et le secrétariat de la conférence du stage n'avaient décidé de lui donner un caractère exemplaire.

Devant le tribunal, l'avocat de M. Glakar, Mᵉ Jean-Michel Baloup, plaide l'illégalité de l'arrêté d'expulsion. Sans succès. Il ne nous appartient pas, expliquent les juges, de nous prononcer sur une éventuelle erreur de droit ou d'appréciation de l'administration, une telle mesure relevant de la *« compétence discrétionnaire du gouvernement »*. Autrement dit, c'est aux tribunaux administratifs de trancher. Saisissez-les.

Mᵉ Baloup et ses collègues demandent alors une consultation à M. Georges Vedel, professeur à l'université de Paris-II, qui conclut que les tribunaux judiciaires ne doivent pas se retrancher derrière une prétendue incompétence mais rechercher si les arrêtés d'expulsion qui leur sont soumis « *ne sont entachés ni d'inexactitude matérielle de fait, ni d'erreur de droit, ni de détournement de pouvoirs, ni d'erreur manifeste d'apréciation* ». Autrement dit, il est de leur devoir d'examiner la légalité « interne » de ces arrêtés.

C'est peu ou prou la thèse que défendra en appel M. Gilbert Ginsburger, substitut du procureur général. A l'instigation de celui-ci, la cour n'en rend pas moins un arrêt défavorable à M. Glakar. Les conseillers se reconnaissent certes compétents pour apprécier la légalité « interne » de l'arrêté mais estiment que, en l'espèce, l'administration *« n'a commis ni erreur de fait ni erreur manifeste d'appréciation »*.

Cette décision, si elle fait jurisprudence est d'un intérêt évident pour les étrangers qui sont dans la situation de M. Glakar. En revanche, le sort de celui-ci tient désormais à un fil. Son avocat s'est pourvu en cassation, pourvoi qui, à la différence de l'appel, n'est pas suspensif. L'ultime sursis dont il bénéficiait a expiré le 10 juillet à minuit. Depuis cette date, M. Glakar est de nouveau en situation irrégulière en France.

Bachelier, titulaire d'un C.A.P. de pratique bancaire, il est arrivé à Paris en 1974 pour préparer un brevet de technicien supérieur, préparation qu'il menait de front avec son emploi de portier. Le faux pas qui l'a conduit en prison a compromis ce projet. Amendé, M. Glakar vit aujourd'hui dans le vingtième arrondissement avec ses deux enfants et sa femme, conditionneuse dans un laboratoire. Il s'est « réinséré » et redoute d'avoir à quitter un pays où sa famille et lui sont maintenant installés depuis plusieurs années.

Au ministère de l'intérieur, où l'on suit depuis le début cette affaire, on s'interroge sur l'opportunité de mettre la menace à exécution. Saisi depuis quelques semaines du dossier, M. Barre acceptera-t-il de rapporter l'arrêté d'expulsion qu'il a signé ?

B. L. G.

● *L'Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés*, dont le siège est à Marseille, vient d'éditer une brochure de vingt-six pages consacrée aux « *voies de droit ouvertes aux étrangers frappés d'un arrêté d'expulsion ou d'une mesure de refoulement* ». Cette brochure peut être commandée pour le prix de 5 francs plus le port au siège de l'association, 15, rue Saint-Savournin, 13005 Marseille.

Faits et jugements

Plus de quinze mille faux billets de 100 francs sont saisis à Nice.

La police judiciaire de Nice vient de saisir quinze mille six cent quatre-vingt-cinq faux billets de 100 F du type Delacroix, série D. 1, enfermés dans un sac appartenant à un restaurateur de la ville, M. Robert Filippi.

M. Filippi, âgé de cinquante-trois ans, avait été appréhendé le 12 août dernier, après une première découverte faite dans son appartement de huit cents fausses pièces de 10 F. Il avait été pour ces faits inculpé et écroué par M. Dominique Bruzy, juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, chargé de l'information ouverte sur ce trafic de pièces fausses, dont plus de mille cinq cents exemplaires avaient déjà été saisis dans le midi de la France. C'est à la suite de cette arrestation qu'un ami de M. Filippi devait signaler à la police que le restaurateur lui avait confié un sac dont il ignorait le contenu et dans lequel se trouvaient les faux billets de 100 F ainsi que des explosifs.

Cette découverte vaut à M. Filippi une nouvelle inculpation pour détention de fausse monnaie qui lui a été notifiée cette fois par M. Claude Brunet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bobigny, chargé de centraliser l'ensemble des dossiers concernant cette émission et ce trafic de faux billets de 100 F dont les premiers furent découverts en septembre 1979 dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Si plusieurs dizaines de personnes, — revendeurs et petits trafiquants, — ont, depuis cette date, été inculpées, on ne connaît toujours pas les organisateurs et les principaux bénéficiaires de ce faux-monnayage.

● *Autodéfense.* — Un jeune Marseillais âgé de dix-neuf ans, M. William Gaudisio, a été légèrement blessé au côté droit par des plombs de chasse, dimanche 31 août, vers 2 h. 15, par un habitant d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), M. Damiano Salipante, âgé de trente-huit ans, qui assurait en compagnie de M. François Vanderiest âgé de trente-six ans, des « veilles bénévoles » autour de leurs habitations à la suite de vols répétés. Quatre autres jeunes gens circulaient avec la victime à bord de deux voitures, tous feux éteints, quand ils ont été pris à partie. On ignore néanmoins si ces jeunes gens se préparaient avec la victime à commettre un vol. M. Salipante et l'un des jeunes gens, M. Serge Laporta, âgé de vingt-deux ans ont été présentés lundi 1ᵉʳ septembre au parquet de Marseille, pour blessures volontaires, d'une part, et port d'arme prohibée, d'autre part.

Un réseau de voleurs de chèques.

Besançon. — Accusés d'avoir escroqué 40 000 F au préjudice du Crédit agricole, Mlle Martine Lestic et M. Alain Lafon, de Paris, ont comparu mercredi 27 août, devant le tribunal de grande instance de Besançon. A l'aide de documents d'identité habilement contrefaits et de chéquiers volés, les escrocs se faisaient remettre contre chaque chèque volé la somme de 2 000 F et renouvelaient l'opération dans un laps de temps très court, afin de n'être pas frappés d'opposition. Selon le procureur de la République, les jeunes gens, des seconds rôles, travailleraient pour le compte d'un important réseau d'escrocs qui, sur le plan national, aurait déjà détourné quelque 4 millions de francs. La bande de malfaiteurs serait très organisée et extrêmement cloisonnée. La presque totalité des sommes dérobées a été retrouvée sur les jeunes gens lors de leur arrestation. Refusant de suivre le procureur dans son réquisitoire de clémence, le tribunal les a condamnés respectivement à deux et un an d'emprisonnement ferme. — *(Intérim.)*

Un chômeur aux quatre identités.

Lyon. — M. Paul Magnan, quarante-quatre ans, inculpé d'*« escroqueries, tentatives de faux et usage de faux documents administratifs »*, avait été licencié en février dernier de l'agence grenobloise de la banque Sofinco-La Hénin, dont il était le directeur. Est-ce la découverte du monde du chômage qui lui a donné l'idée de multiplier les identités et les inscriptions à des caisses ASSEDIC ? Par ce système, il percevait des allocations mensuelles d'un montant moyen de 8 000 F dans plusieurs centres ANPE de l'Hexagone. Il utilisait trois noms d'emprunt — Paul Baffet, Jean-Paul Bury, Georges Aimar. L'escroc s'est fait prendre sous ce dernier patronyme alors qu'il tentait d'ouvrir un compte bancaire à Lyon. Intrigué de voir un homme demeurant à Grenoble s'adresser à un établissement de cette ville, le directeur alerta la police.

M. Magnan — qui a tenté de fuir au moment de son arrestation. — n'était portant pas dans le besoin. Ce chômeur aux quatre identités était toujours administrateur d'une société immobilière de Montpellier et promoteur d'une société de construction de chalets à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence). Ses biens immobiliers sont estimés entre 8 et 10 millions de francs. — *(Corresp. rég.)*

L'enquête sur le hold-up du XVᵉ arrondissement s'oriente vers une bande organisée.

Après la fusillade qui s'est produite, jeudi 28 août, dans le quinzième arrondissement de Paris, entre un car de police-secours et un groupe de sept jeunes gens, dont deux femmes, qui venaient de commettre une attaque à main armée contre une agence du Crédit lyonnais, rue Bosquet, à Paris (7ᵉ) (« le Monde » du 30 août), le commissaire Chauvel, qui dirige la sixième brigade territoriale chargée de l'enquête, a émis l'hypothèse que cette bande soit aussi l'auteur du hold-up commis deux jours plus tôt, mardi 26 août, dans une agence de la B.N.P., 80, rue de Clichy, à Paris (18ᵉ), et qui avait rapporté 70 000 francs à leurs auteurs. Dans les deux affaires, le nombre de malfaiteurs était identique et leurs signalements concordent, en particulier celui des deux femmes, une blonde et une brune coiffée d'une queue de cheval. Lors des deux attaques, les malfaiteurs s'étaient enfuis à bord d'une Renault 20 beige métallisée.

Une voiture identique avait été aperçue mardi 5 août, lors du cambriolage de la mairie du 14ᵉ arrondissement de Paris, où plusieurs centaines de pièces d'identité avaient été dérobées par une bande de six personnes (« le Monde » du 7 août). Cette fois encore, il y avait deux femmes. Les enquêteurs n'excluent donc pas que les trois actions soient imputables à la même bande, munie dès lors d'argent et de faux papiers.

● *13 kilos d'héroïne et de cocaïne* représentant une valeur marchande de 25 millions de francs ont été saisis au cours de deux opérations menées par la police les 30 et 31 août. Un porte-parole des douanes a fait savoir le 1ᵉʳ septembre que des agents ont arrêté un homme à Douvres samedi, après la découverte de 500 grammes d'héroïne dans sa voiture arrivée d'Ostende par le ferry. Un coup de filet opéré par la suite à Londres a permis l'arrestation de cinq autres personnes et la saisie de 6,5 kilos d'héroïne. La police pense que cette opération a démantelé un réseau de trafiquants turcs.

Des douaniers ont par ailleurs intercepté dimanche 31 à l'aéroport d'Heathrow deux hommes arrivant de Rio-de-Janeiro via Madrid, qui étaient en possession de 4 kilos de cocaïne. Trois hommes ont ensuite été arrêtés dans un hôtel de Londres avec 2 kilos de cocaïne en leur possession.

● *Huit mineurs polonais* ont trouvé la mort le 1ᵉʳ septembre dans un accident à Ruda-Slaska, à proximité de Katowice, en Silésie. Dix-huit autres ont été blessés, dont quatre grièvement.

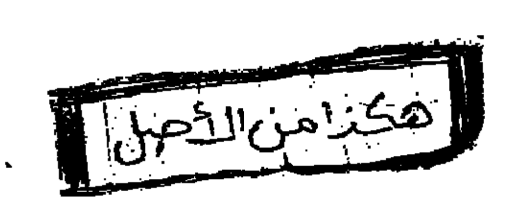
Attentat contre une bijouterie à Paris.

Un attentat a été commis le lundi 1ᵉʳ septembre vers 5 heures contre une bijouterie située 352, rue Saint-Honoré à Paris-1ᵉʳ. Cette bijouterie, qui devait rouvrir le 1ᵉʳ septembre, appartient à M. Jean Vendôme. Le magasin a été entièrement dévasté et de nombreuses vitrines ont été brisées aux alentours. M. Jean Vendôme, qui se présente comme un modeste artisan créateur de pièces uniques de nombreux bijoux contemporains, n'explique pas les raisons de cet attentat. Il n'a jamais reçu de menaces, ne se connaît aucun ennemi.

Faut-il chercher l'origine de cet attentat dans les origines arméniennes de Jean Vendôme, de son vrai nom Jean Tuhdarian ? Ce dernier ne le pense pas. Ou faut-il expliquer ce geste par le fait qu'il y avait dans la vitrine les photos du président de la République et de son épouse ainsi que celle de M. Raymond Barre. M. Vendôme explique que le premier ministre était le parrain de Roger Caillois pour son élection à l'Académie française, et que c'est lui qui a créé son épée. Quant au portrait du chef de l'Etat et de son épouse, « c'était, ajoute-t-il, pour le trois cent cinquantième anniversaire du Muséum d'histoire naturelle, à l'occasion duquel j'avais fait une sculpture. Tout cela n'a rien à voir, malgré ce qu'on a prétendu, avec les diamants de Bokassa. Je ne travaille ni avec les Africains, ni avec les Arabes, ni avec la colonie arménienne. Je n'appartiens à aucun parti politique, conclut-il. Je ne comprends pas. »

● *Après l'installation, lundi 25 août, de M. Chapour Bakhtiar,* ancien premier ministre iranien, dans une villa de Suresnes (Hauts-de-Seine), M. Robert Pontillon (P.S.), maire de la localité, a écrit au ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet, pour lui faire part de son étonnement de ne pas avoir été consulté (*le Monde* du 28 août). *« Les événements tragiques,* écrit M. Pontillon, *qui se sont déroulés le mois dernier à Neuilly justifiaient à tout le moins une information préalable de la municipalité, eu égard aux importants problèmes de sécurité que soulève la présence à Suresnes de l'ancien premier ministre du chah d'Iran. »*

● *Un incendie criminel a coûté la vie à deux enfants* dans le quartier de la Roseraie, à Angers (Maine-et-Loire). Dans la nuit du samedi 30 au dimanche 31 août, un ou des inconnus ont mis le feu au hall d'une tour de dix-huit étages. Mme Danielle Fallien a tenté de s'échapper avec ses deux enfants, Olivier, six mois, et Isabelle, huit ans, qui sont morts asphyxiés. Gravement brûlée, leur mère a été hospitalisée à Nantes. Quelques instants plus tôt, un sac de détritus avait été enflammé dans un immeuble voisin.



Le Monde

MEDECINE

Pour une prévention de l'allergie dès l'enfance

A proprement parler, l'allergie n'est pas une pathologie, mais la capacité normale d'un organisme de réagir au contact avec une substance qu'il a identifiée comme étrangère. La situation pathologique dénommée « allergie » consiste, en réalité, dans l'exagération de ces mécanismes physiologiques. On parle alors, dans le langage médical, d'« hypersensibilité ». Les manifestations cliniques de l'allergie sont à la fois polymorphes et connues depuis très longtemps. Si les progrès particulièrement importants réalisés en immunologie ont, ces dernières années, doté le praticien de nouveaux moyens de diagnostic qui aident à préciser le « profil » de l'allergique, ils n'ont pas permis, en revanche, la mise au point de thérapeutiques spécifiques véritablement efficaces à long terme.

A l'« urgence allergique » (due, par exemple, aux venins d'hyménoptères, à certains médicaments ou à des erreurs de transfusions) correspond un traitement standardisé, mais il n'en est pas de même pour la plupart des affections de nature allergique. Face à celles-ci, le praticien peut choisir parmi tout un arsenal thérapeutique. Ces traitements possèdent en commun deux caractéristiques : leurs résultats incertains et la longue période durant laquelle ils doivent généralement être prescrits.

A côté de la désensibilisation spécifique (immunothérapie), l'ensemble constitué par les corticoïdes, les anti-histaminiques, les anti-inflammatoires et les différents « anti-asthmatiques » représente une famille de substances puissantes et efficaces à court terme, mais dont l'inconvénient majeur est d'entraîner fréquemment une accoutumance dangereuse.

Le traitement idéal de la maladie allergique consisterait en la suppression de la cause de son éclosion, ce qui est de toute évidence parfaitement théorique. Faire disparaître la substance étrangère à l'origine des mécanismes d'« hypersensibilité » est en effet un idéal abstrait. Tout au moins peut-on espérer diminuer la fréquence des contacts entre l'organisme et les substances allergiques de l'environnement, ce qui pourrait constituer une véritable prévention de l'affection. Le professeur François Michel propose cette prévention, dès l'enfance, au travers d'un ensemble de mesures « stratégiques » destinées à limiter les rencontres entre un organisme et certaines substances de l'environnement qu'il ne peut supporter.

Un autre aspect majeur de l'allergie, sa composante psychosomatique, ne doit évidemment pas être négligé. Combien de manifestations allergiques, en effet, ne sont-elles pas l'expression d'émotions, de chocs ou de souvenirs et constituent l'un des signes corporels par lesquels s'exprime la vie psychique ? Sur cet aspect de l'allergie, qui n'est pas exclusif, bien entendu, des facteurs présents dans l'environnement, la médecine est bien souvent impuissante. Elle refuse même parfois d'admettre son existence, au grand dam des patients, qui ignorent eux-mêmes bien souvent la nature et l'origine de la manifestation allergique. Celle-ci, pourtant, est une protestation du corps comme de l'esprit.

par le professeur FRANÇOIS MICHEL (*)

DANS beaucoup d'affections respiratoires, dermatologiques ou oculaires, les mécanismes immuno-allergologiques d'hypersensibilité tiennent une place importante. Ces affections à composante allergique sont de gravité variable, habituellement assez bénignes pour être considérées à tort comme d'importance secondaire. Or, elles peuvent revêtir un caractère de gravité très réel et devenir invalidantes, voire mortelles. Outre le problème de santé qu'elles posent, elles comportent un aspect social constitué par le handicap et l'absentéisme scolaire ou professionnel.

D'un point de vue thérapeutique, les résultats enregistrés, qui peuvent être favorables dans la majorité des cas, sont en fait aléatoires parce que, dépourvu de thérapeutique spécifique, le médecin doit recourir à un ensemble de moyens, médicamenteux ou non, qui doivent être utilisés durant une période assez longue, ce qui ne reçoit pas toujours l'adhésion nécessaire des patients allergiques.

Du point de vue économique, en outre, ces affections sont sûrement très onéreuses, bien que, pour de multiples raisons et en particulier à défaut d'enquêtes épidémiologiques, il soit difficile de chiffrer exactement leur coût. C'est ainsi, par exemple, qu'une étude théorique des dépenses occasionnées par un asthme bronchique durant la première année consécutive à son diagnostic nous avait indiqué une dépense comprise entre 4 000 et 10 000 francs (hypothèses minimale et maximale).

Or, la fréquence de ces affections à composante allergique paraît aller croissant avec le développement de l'agressivité de notre environnement, d'où le qualificatif de « maladies de civilisation » qui leur est souvent légitimement attribué. Pour toutes ces raisons, il apparaît indispensable d'entreprendre à leur égard une démarche de prévention.

Même si cela est caricatural et, par conséquent, en partie erroné, il est fructueux de considérer qu'une maladie à composante allergique procède de la conjonction de facteurs prédisposants, congénitaux (le « terrain », à transmission pour partie héréditaire) et favorisants (acquis) tenant en grande partie à l'environnement. Par suite de la multiplicité de ces derniers, la prévention est assez lourde à mettre en œuvre et ne saurait s'appliquer à la population « tout venant ». Elle implique donc la double démarche de dépister dès la naissance les sujets à haut risque et de mettre en œuvre chez eux une stratégie de prévention.

Une stratégie précoce

Déceler les nouveau-nés à haut risque est à notre portée grâce à la connaissance des antécédents allergiques familiaux et à la détermination précoce des anticorps sériques de l'allergie. La transmission du « terrain » allergique étant héréditaire, l'existence d'antécédents chez l'un des ascendants permet d'estimer le risque auquel est exposé l'enfant dans ce domaine. Si les deux ascendants sont eux-mêmes allergiques, ce risque est alors de 50 à 70 %. Le taux d'anticorps de l'allergie (immunoglobuline E du sérum) apprécié dans le sang du cordon, puis dans celui du nourrisson durant les premiers mois de la vie, constitue également un bon élément d'évaluation du risque allergique, réel si ce taux s'élève de façon perceptible dès les premières semaines.

La connaissance précise du haut risque allergique est fructueuse puisqu'elle permet de mettre en œuvre immédiatement une stratégie prophylactique. La prévention « primaire » commence dès la gestation, durant laquelle il est conseillé à la mère d'observer des règles hygiéno-diététiques, d'éviter autant que possible la prise de médicaments (ainsi une étude nous a montré le rôle favorisant de la progestérone), le tabagisme, ainsi qu'un régime alimentaire trop restrictif. A cet égard, si l'on enregistre de moins en moins d'enfants prématurés parce que les mères ont la possibilité de se reposer durant les derniers mois de la grossesse, le poids des nouveau-nés est aussi de plus en plus réduit, ce qui favorise sûrement l'immaturité immunologique.

C'est à la naissance que se situe la phase essentielle dans la prévention de l'allergie et, en particulier, au moment de l'allaitement. Parmi ses très nombreux avantages, le lait maternel a le double intérêt d'améliorer la défense immunitaire et de ne pas apporter de protéine étrangère « allergisante » pour l'avenir, contrairement au lait de vache, qu'il faut autant que possible réserver aux veaux. Les premières semaines de la vie ont en outre une importance décisive ; elles vont engager l'avenir en matière d'allergologie, car, contemporaines de la découverte du monde extérieur, elles sont la période des premiers contacts avec l'allergène qui prédomine dans le milieu à un certain moment de l'année. Ainsi, plusieurs études ont confirmé que, pour une région donnée, c'étaient par exemple les enfants nés sous le signe du Taureau qui étaient plus volontiers allergiques au pollen de graminées, alors que les « Scorpion » souffraient plutôt d'allergie aux poussières de maison (sans qu'il faille pour autant invoquer l'influence zodiacale). Commence ensuite, avec la deuxième enfance, une période de prévention « secondaire », au cours de laquelle on peut s'attacher à éviter les facteurs allergisants (ou susceptibles de fragiliser à l'égard de l'allergie).

Un catalogue de mesures

C'est un véritable catalogue de mesures qui pourrait être proposé. Les plus importantes ont trait à l'habitat, et, tout particulièrement, à la chambre à coucher, terre d'élection de la « poussière de maison » et de son hôte redoutable, l'acarien *Dermatophagoïdes pteronyssinus*. L'habitation est habituellement trop chauffée (avec certaines formes de chauffage défavorables, comme celle par le sol ou par air pulsé) et l'atmosphère y est trop sèche. Pour éviter l'éclosion de l'allergie, l'aménagement et la décoration devraient y être aussi sobres que possible, évitant moquettes, tentures, doubles rideaux, fourrures, peluches, etc. La literie elle-même doit être dépourvue de matériau en plumes (oreillers, édredons) ; le matelas sera en mousse et gainé de plastique. Le ménage de la chambre doit être fait régulièrement, avec un aspirateur, et tout le matériel de literie est ensuite étalé et traité avec un atomiseur acaricide. Les animaux (en particulier les chats, mais aussi les cobayes, les hamsters, les rats et les oiseaux), que le désir d'un illusoire « retour à la nature » fait de plus en plus entrer au domicile, représentent des facteurs de risques supplémentaires.

Enfin, la tendance de plus en plus grande, et pavée de bonnes intentions, de climatiser ou d'humidifier les appartement ou les lieux de travail (ce dont la nécessité ne nous paraît pas toujours évidente), conduit souvent à une agression pour l'allergique : si l'objectif recherché est souvent atteint par les systèmes utilisés, tout n'est peut-être pas encore précisé pour leur rôle éventuel dans la diffusion de virus, de bactéries, de champignons et autres allergènes. C'est le cas, en particulier, lorsque ces systèmes sont insuffisamment entretenus. L'occasion nous a été donnée d'observer un système d'humidification qui réalisait, en fait, dans le milieu de travail, un aérosol permanent de champignons allergisants.

Les moisissures constituent également des allergènes redoutables et, à défaut d'appareils capables de filtrer celles qui viennent de l'extérieur, certaines mesures éviteront de les cultiver dans la maison, où elles prolifèrent surtout dans les cuisines et salles de bains. Il faut enfin éviter aux allergiques et, en particulier, à l'enfant, le tabagisme passif, c'est-à-dire l'inhalation de la fumée de tabac consommé par les autres, dont le retentissement sur l'appareil respiratoire n'est pas douteux.

Une meilleure compréhension du risque

A l'extérieur, on évitera les sorties à la campagne au moment des pics (prévisibles) de pollinisation des plantes agressives ainsi que les séjours prolongés au contact des granges, troupeaux, etc. L'inhalation de vapeurs irritantes et toxiques issues de laques, atomiseurs, peintures, vernis et autres produits domestiques ou industriels doit également être évitée. Enfin, au moment du choix d'une profession, on ne perdra pas de vue, dans la mesure du possible, le risque représenté par des contacts répétés avec des allergènes, cutanés ou respiratoires.

Cette prévention est-elle constamment et absolument fructueuse ? Probablement non car, par suite de leur multiplicité, tous les facteurs, héréditaires ou de l'environnement, ne peuvent être maîtrisés. Mais il vaut toujours mieux tenter de prévenir que guérir. Pourquoi, en effet, attendre qu'un asthme allergique dû au contact avec un chat, un cheval, des oiseaux ou tous autres animaux se manifeste à l'âge de quatorze ou quinze ans pour supprimer le contact, alors qu'il aurait suffi de ne pas le créer pour éviter de sensibiliser cet enfant, si dès sa naissance il avait été reconnu comme prédisposé à l'allergie ?

Outre l'éviction des allergènes, ce dépistage précoce des enfants à haut risque présente l'avantage essentiel de mettre en œuvre chez eux, rapidement, l'élément essentiel de la synergie thérapeutique des maladies allergiques, c'est-à-dire la désensibilisation, dont les chances de succès sont d'autant plus grandes qu'elle a été entreprise plus tôt, à un moment où le facteur allergologique est relativement pur, donc prépondérant. On objectera que proposer une prévention qui n'est pas absolue est discutable, alors qu'elle risque d'être « anxiogène » pour le patient et son entourage. En fait, n'est angoissant que ce qui est perçu comme mystérieux, et l'explication précoce fournie aux parents, puis à l'enfant lui-même, du risque encouru permet une meilleure compréhension et, par conséquent, une meilleure prise en charge du problème.

L'opportunité d'apprendre à l'enfant diabétique à prendre en charge sa maladie, son traitement et sa surveillance est désormais devenue évidente et indiscutable pour tous. Pourquoi l'enfant allergique et sa famille ne seraient-ils pas informés de notions générales essentielles sur l'allergologie, ses mécanismes et son traitement ? Cette démarche serait plus stimulante pour le médecin que le traitement des maladies allergiques dont le développement a été favorisé.

(*) Clinique des maladies respiratoires, hôpital de l'Aiguelongue à Montpellier.

Une réponse d'industriels de la pharmacie au rapport « Sciences de la vie et société »

La créativité pharmaceutique en péril

LA réponse des industriels et des chercheurs de l'industrie pharmaceutique réunis par l'association Prospective et santé publique (1) au rapport « Sciences de la vie et société » de MM. François Gros, François Jacob et Pierre Royer (*le Monde* du 14 novembre 1979), tient à la fois du cri d'alarme et du plaidoyer. Cri d'alarme pour attirer l'attention des responsables sur les dangers qui menacent, à court terme, l'avenir de l'industrie pharmaceutique française et plaidoyer pour l'établissement d'une véritable collaboration entre secteur public et secteur privé. Une collaboration, soulignent les auteurs, qui demeure insuffisante et insatisfaisante malgré la politique d'ouverture amorcée par les pouvoirs publics.

Pour eux l'industrie pharmaceutique, lieu de rencontre entre connaissance fondamentale et application pratique, est victime des rapports complexes qui existent en France entre recherche publique et recherche fondamentale. « *Un certain manichéisme ambiant qui veut,* disent-ils, *que la recherche publique soit désintéressée tandis que la recherche industrielle ne vise que le profit* » aurait constitué un frein important au développement de relations harmonieuses entre les deux secteurs.

Les auteurs de ce « contre-rapport » voient un autre frein dans la situation de la pharmacologie française qui n'a toujours pas trouvé, selon eux, la place et le rôle qu'elle mérite, alors que dans ce domaine « *recherche appliquée et recherche fondamentale sont si étroitement imbriquées qu'elles ne peuvent être dissociées : les médicaments contribuent à la découverte de mécanismes fondamentaux qui, eux-mêmes, orientent la recherche de médicaments nouveaux* ».

S'agit-il dans ces conditions d'un véritable constat d'échec ? Pas vraiment puisque, selon les auteurs, l'on assiste depuis quelques années à une « *transformation des mentalités* » et certains organismes (D.G.R.S.T., C.N.R.S., INSERM, INRA et Institut Pasteur Fondation) ont exprimé leur volonté de rapprochement avec la recherche privée.

C'est ce rapprochement que les industriels souhaitent voir facilité et accéléré en précisant qu'il suppose la mise en place de structures définissant les contrats de recherche et les objectifs à atteindre, ainsi que les aspects financiers de la négociation entre les deux partenaires.

Mais en publiant ce rapport, qui sera remis aux pouvoirs publics et aux responsables d'organismes scientifiques, les auteurs ont également voulu définir les orientations générales qui, à leur sens, devaient être prises en matière de recherche pharmaceutique. Celle-ci doit, selon eux, s'appuyer sur de grandes actions thérapeutiques liées à l'évolution du mode de vie et de la démographie (vieillissement de la population). Si des possibilités importantes existent dans la fabrication des médicaments (génie génétique, amélioration des procédures d'extraction et purification chimique, maîtrise des techniques de fermentation et de culture cellulaire), elles sont cependant étroitement liées au développement de nouvelles technologies, qui, note le rapport de Prospective et santé, ne sont pas aussi développées en France que dans certains pays.

« *En ce qui concerne le génie génétique,* précisent les auteurs, *le départ est pris avec un important retard qu'il sera malaisé de combler si des incitations vigoureuses ne sont pas prises. Mais il faut agir vite si nous ne voulons pas être confrontés à une concurrence écrasante de la part des producteurs japonais ou américains.* » Quant aux possibilités d'obtention de médicaments issus du monde végétal ou du milieu marin (*le Monde* daté 5-6 avril), possibilités soulignées par MM. Gros, Jacob et Royer, il semble pour Prospective et santé que ce soit là un facteur « *d'une portée discutable* ».

Le dernier élément qui entrave l'expansion de l'industrie du médicament, estiment les auteurs de ce « contre-rapport », réside dans l'alourdissement des exigences administratives imposées pour la mise du médicament sur le marché. Le texte souligne en effet la nécessité, pour les entreprises pharmaceutiques à vocation internationale, de répondre aux normes imposées à la fois par les organismes de contrôle nord-américains et européens. Il en résulte des délais accrus de plusieurs années, et, en moyenne, dix ans s'écoulent entre la conception d'un médicament et sa sortie sur le marché, ce qui incite les professionnels du médicament à demander une prolongation de la durée réelle de protection du brevet.

Carences

Il faut ajouter à toutes ces données, soulignent les auteurs, la carence qui existe, en France, dans les deux disciplines que sont la toxicologie et la pharmacologie chimique. L'évolution des méthodes d'études de la toxicité éventuelle d'une substance pharmaceutique a conduit à dissocier la toxicologie à court terme (aiguë, subaiguë) de la toxicologie à long terme (carcinogenèse, tératogenèse et mutagenèse). Si la première ne peut être prise en charge que par les centres de recherche des firmes pharmaceutiques, il semble, en revanche, aux spécialistes de Prospective et santé que la seconde, étant donnée l'ampleur des moyens qu'elle exige, devrait être du ressort de véritables « *centres de toxicologie de niveau international qui manquent cruellement en France* ». D'où la nécessité, là encore, d'une concertation avec le secteur public.

Même constat en ce qui concerne la pharmacologie chimique (pharmacocinétique et étude chimique du médicament chez l'homme sain et malade), « *dont la faiblesse, en France, impose que soit réhabilité à brève échéance un enseignement qui a fâcheusement disparu des programmes des études médicales* ».

Faute de trouver rapidement des solutions à l'ensemble de ces problèmes, conclut le rapport de Prospective et santé, on risque de voir, petit à petit, s'éteindre les capacités d'innovation de l'industrie pharmaceutique et foisonner les produits génériques (2).

Ce rapport, qui veut « *tenir compte des réalités et des intérêts de l'industrie pharmaceutique* », ne pouvait pas ne pas apparaître comme beaucoup plus pragmatique que celui de MM. Gros, Jacob et Royer. Faut-il lier le prix des médicaments à l'équilibre de la Sécurité sociale ? Les pouvoirs publics doivent-ils prendre en compte la nécessité pour les entreprises du médicament de pénétrer sur les grands marchés internationaux (Etats-Unis, Japon, Allemagne) ? Les questions soulevées par ce contre-rapport, au terme de l'analyse critique qu'il fait de la politique du médicament, se veulent l'amorce d'une réflexion générale dans ce domaine. Il reste à savoir si l'offre de collaboration entre secteur public et secteur privé, qui y est faite, trouvera un écho chez les partenaires concernés. Au moment où l'évolution des techniques permet d'envisager de nouvelles et importantes possibilités dans l'obtention des médicaments, le problème est donc posé de la création des structures où une telle collaboration pourrait se réaliser.

JEAN-YVES NAU.

(1) Association interdisciplinaire regroupant des membres des grands groupes de recherche de l'industrie privée, des universitaires, des économistes et des chercheurs du secteur public, 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 Paris. Il s'agit ici du n° 13 de la revue publiée par l'association.

(2) Les produits génériques sont soit des copies de produits tombés dans le domaine public, soit des produits de base élémentaires : dans les deux cas, ils représentent une catégorie non innovatrice.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Faut-il raser les hôpitaux psychiatriques ?

II. — Encombrés dans une France suréquipée

Au cours d'une enquête qui nous a permis de visiter quelques-uns des meilleurs ou des plus vétustes hôpitaux psychiatriques de France, nous avons pu constater les limites pratiques de l'intransigeance jacobine (« le Monde » du 2 septembre). Les textes sont les mêmes, qui régissent les hôpitaux d'Evreux, de La Roche-sur-Yon et de La Cellette (Corrèze), comme tous les autres, malgré les différences dans le mode d'accueil des malades.

par CLAIRE BRISSET

On a oublié, on préfère oublier, que soixante mille malades mentaux sont morts en France, pendant la seconde guerre mondiale, dans les hôpitaux psychiatriques. Morts de faim. C'est un psychiatre lyonnais, Balvet, qui, en juin 1942, eut le courage de lancer ce cri : *« Nos malades sont en train de mourir ! »*

La seconde guerre mondiale, en tout cas, aura marqué un tournant décisif dans l'histoire de la psychiatrie publique en France. Depuis cent ans — depuis la loi de 1838, très précisément — la médecine asilaire s'était organisée sur le mode jacobin : il faut construire dans chaque département, édictait la loi *« un établissement consacré au service des aliénés »*, placé, sécurité oblige, sous l'autorité du ministre... de l'intérieur. Le corps des médecins aliénistes, au demeurant fort peu nombreux — chacun d'entre eux pouvait avoir en charge jusqu'à mille malades ! — s'organise.

La France se couvre alors d'asiles. Dans les campagnes, généralement, ou dans les zones montagneuses, en tout cas loin des villes et derrière de hauts murs. Ainsi, un seul d'entre eux sera-t-il construit dans Paris : Sainte-Anne, ce qui contraindra très vite, sous l'impulsion d'Haussmann, à édifier une *« ceinture asilaire »* autour de la capitale. Ville-Evrard, Perray-Vaucluse, Villejuif, seront édifiés avant la fin du siècle, Maison-Blanche en 1900. Très vite, pourtant, ces immenses constructions seront insuffisantes, et il faudra déporter les malades parisiens vers la province, pratique qui durera jusqu'aux années 50. L'essentiel de l'appareil asilaire est parachevé au moment où, en 1938, les *« aliénistes »* sont rebaptisés médecins les gardiens *« infirmiers »* et les asiles *« hôpitaux psychiatriques »*.

Pourtant, dès le Front populaire était né, chez certains psychiatres, un mouvement de contestation. Au moment où s'élabore une médecine sociale essentiellement préoccupée des ravages de la tuberculose, et tournée vers la protection de l'enfance, se forge une notion d' *« hygiène mentale »*, la mère lointaine de l'actuelle politique de secteur. Des textes des années 1935-1937 confient à des *« offices publics d'hygiène sociale »*, dans le même mouvement, la *« lutte contre les maladies contagieuses, la protection maternelle et infantile, l'assistance aux enfants anormaux et l'hygiène mentale (1) »*.

La guerre viendra rendre fantomatique la réalisation de ce programme L'idée n'en était pas moins née, qui resurgira à la libération, plus vivace que jamais. Mais à la veille de la guerre, l'encombrement des asiles atteint des sommets. Cent vingt mille malades y sont entassés, dans des conditions inimaginables de surpeuplement. La guerre, le rationnement feront mourir la moitié de cette population. Mais très vite, dès les années 1945-1947, le flux reprend, et le chiffre de cent vingt mille est de nouveau atteint.

Pour ceux qui ont connu les camps et la déportation, l'analogie s'impose, et le courant désaliéniste prend, chez le psychiatres, de plus en plus d'ampleur. *« Qui n'a connu ces salles de jour exiguës et enfumées, absolument nues où, sous le haut-parleur vide et braillard, se tiennent entassés, épaule contre épaule, le long des bancs scellés aux murs, à peu près inactifs durant de longues heures, quelque quatre-vingts ou cent hommes ; qui ne s'est laissé imprégner de leur atmosphère inexplicable, à la fois étrange et banale, morne et secouée de brusques colères, ignore une certaine profondeur de l'abandon et du désespoir (...). Et nous ne parlons pas des quartiers d'agités, des « fosses aux serpents » où règnent le bruit et la fureur, l'indécence et la contention (2). »*

Le jour, on empile les matelas contre le mur. La nuit, on les étend sur le sol, sur les tables, sous les tables : des malades dorment dans les baignoires destinées à calmer les agités. *« De même, sont abolies certaines séparations qu'imposent la logique et l'humanité les plus élémentaires : tuberculeux et moribonds ; vieillards affaiblis mais paisibles, transformés en déments séniles par la misère et la carence des hospices, refoulés en nombre toujours croissant vers les hôpitaux psychiatriques ; débiles suggestibles brimés et sodomisés par les « médico-légaux » lucides et pervers, eux aussi dirigés vers l'asile parce que notre société est incapable de proposer pour eux une seule perspective rééducative... A peu près comme si, dans un hôpital ordinaire, on mélangeait les contagieux et les opérés...* (2) »

Cette description est-elle entièrement périmée ? La découverte, dans les années 50, de puissantes médications du système nerveux, l'avènement, en 1960, de la *« politique de secteur »*, selon laquelle le malade doit être le moins possible hospitalisé et dont l'application est si incomplète, ont-elles rendus caducs la surpopulation asilaire, l'amalgame des pathologies, l'abandon thérapeutique ?

Dans un certain nombre d'institutions, assurément. En premier lieu, les psychiatres ont trouvé, sous la forme des neuroleptiques et des tranquillisants, les premiers traitements qui ne soient pas de simples adjuvants, comme l'avaient été successivement la malaria-thérapie, puis l'insulino-thérapie (3) et les électrochocs. Surtout, les pouvoirs publics ont entrepris des constructions nouvelles, et des rénovations.

Des constructions abusives

Mais sur cette lancée, les pesanteurs administratives aidant on a, précisément, trop construit, en dépit des intentions, officiellement affichées, de soigner le malade *« hors les murs »*. Aussi, paradoxalement, coexistent, à présent, des hôpitaux surencombrés et vétustes et des établissements modernes, parfois fortement sous-occupés. Souvent, les travaux entrepris dans les plus anciens provoquent un encombrement effarant de pavillons non encore rénovés. Tel est le cas par exemple à Sainte-Anne, où d'importants travaux sont en cours, mais où subsistent des pavillons qui n'ont guère changé depuis des décennies : d'immenses dortoirs sous les combles, des *« auges »* percées de quelques trous en guise d'équipements sanitaires, des plafonds dont l'effondrement est si imminent qu'il faut les étayer, d'immenses réfectoires où les malades passent leurs journées dans le bruit. Bien entendu, dans de telles conditions, la mixité pourtant prévue par les textes est irréalisable. Pourtant, Sainte-Anne, c'est aussi, dans d'autres bâtiments, la psychiatrie de pointe, la neurochirurgie, le scanner, le modernisme tout proche...

Sainte-Anne représente un condensé de l'état de la psychiatrie publique française. A une nuance près : la proximité de la ville aidant, point n'est besoin de chercher désespérément à y *« remplir »* les lits, pour maintenir en équilibre un système financier entièrement fondé sur le prix de journée. A Sainte-Anne, on ne craint pas le vide.

Tel est le paradoxe où sont tombés dans leur ensemble, les hôpitaux psychiatriques publics : encombrement et suréquipement, tout à la fois, *« un suréquipement qui*, lisait-on déjà dans le rapport de la Cour des comptes de 1977, *ne sera pas clairement perçu ni admis tant qu'une partie des installations demeurera inutilisée faute de personnel »*.

C'est en fonction d'une norme parfaitement théorique élaborée dans les années 50 par l'Organisation mondiale de la santé pour les pays développés (il faut, disait-on à Genève, trois lits de psychiatrie pour mille personnes) que ces constructions ont été entreprises. Le résultat est clair : trente-trois mille lits de plus entre 1960 et 1972, soit environ un tiers du parc, construit en dix ans. Ces constructions ont, dans un certain nombre de cas, été menées à bien contre l'avis du ministère. Aussi trouve-t-on dans le même rapport de la Cour des comptes cette formule sans ambiguïté : *« Dans de nombreux départements, la situation actuelle ne satisfait ni aux impératifs de la doctrine conçue par le ministère de la santé ni au souci d'une bonne gestion des deniers publics. »*

Le suréquipement pourtant n'a trait qu'aux murs : on a investi dans la construction, certes, et pourtant il restait en 1979 quelque 42 300 lits de psychiatrie en salles communes, dont la majorité dans les hôpitaux psychiatriques publics. Mais on a laissé se développer dans les mêmes institutions un sous-encadrement, médical et infirmier, qui rend parfois tout travail thérapeutique illusoire. *« Le « secteur » tel que l'ont défini les pouvoirs publics*, dit le docteur René Angelergues, directeur du Centre psychothérapique du treizième arrondissement à Paris, *comporte 70 000 habitants, c'est-à-dire huit cents à mille patients, dont seulement une petite minorité bien sûr sera hospitalisée. Pour les prendre en charge, l'équipe médicale comporte en moyenne un médecin-chef, un assistant et quatre internes. Quel est le service de médecine qui accepterait de fonctionner ainsi ? »*

On peut ajouter qu'il s'agit d'une norme parfois toute théorique. Si l'hétérogénéité absolue est la règle pour les conditions matérielles de l'accueil des malades, il en va de même pour le travail des équipes médicales et leur degré d'investissement, et de présence, dans leurs activités hospitalières. Pour de nombreuses équipes actives, dynamiques, présentes, combien d'*« internes-turbo »* (*le Monde* du 2 septembre) dont l'activité se borne à quelques heures hebdomadaires de présence auprès des malades ? Combien de chefs de service absents pour des raisons connues d'eux seuls ?

Hétérogénéité toujours, dans le travail des infirmiers, qui, eux, vivent au contact des malades et sur qui, parfois, repose l'essentiel du travail. Donc, l'essentiel du pouvoir : et le pouvoir, dans ce monde clos, n'est pas un vain mot. *« Nous, les infirmiers, nous étions huit heures par jour au milieu des malades. Lui, le médecin, venait au quartier une heure tout au plus et restait au bureau. Les draps sales, la surveillance, les bagarres, c'était notre affaire...* (4) » Etre infirmier à l'hôpital psychiatrique, c'est vivre dans le malaise, l'insécurité pour l'avenir. *« Qui sait*, nous dira l'un d'eux, *si notre profession existera encore dans dix ans ? »* C'est vivre au contact de la maladie parfois la plus déshumanisante ; c'est, chaque jour, mener sans renâcler des tâches épuisantes et ingrates. *« Nous les aimons »*, nous disaient à Lyon deux infirmières en nettoyant une arriérée profonde de trente-six ans recroquevillée dans un fauteuil roulant. Les infirmiers psychiatriques, ce sont aussi parfois ceux qui ont renoncé, qui jouent aux cartes, « font » leurs quarante heures, et boivent, le cas échéant.

Monde de l'hétérogène et de l'hétéroclite, du dévouement souvent, du cynisme parfois, de la fuite aussi, le milieu asilaire, en tout cas, dure et perdure malgré les augures qui, depuis trente ans, prédisent sa mort. Malgré ceux qui la souhaitent et ceux qui la redoutent.

Prochain article :

LES AMBIGUITES DU « SECTEUR »

(1) *« Histoire de la psychiatrie de secteur, ou le secteur impossible »*, in *Recherches* nº 17, mars 1975, 49, rue Dalayrac, 94120 Fontenay-sous-Bois.

(2) Docteurs Lucien Bonnafé et Louis Le Guillant, in *« Misère de la psychiatrie »*, numéro spécial d'*Esprit*, décembre 1952.

(3) Qui consistaient à donner artificiellement aux malades mentaux une forte fièvre ou un coma insulinique, dans l'espoir que le « choc » provoque une amélioration.

(4) André Roumieux, *« Je travaille à l'asile d'aliénés »*, Editions Champ Libre, 1974.

De la médecine de brousse

C'est un hôpital psychiatrique du centre de la France qui a eu son heure de gloire, en raison de la présence de quelques grands « ténors ». Et pourtant... Là aussi existe le néant thérapeutique, y compris lorsqu'il s'agit de médecine générale et de gestes élémentaires.

Un après-midi. Un malade âgé de cinquante-cinq ans tombe sur un radiateur et s'ouvre le front. On appelle l'interne de garde, qui se prépare à recoudre la plaie. Ni brancard pour transporter le malade, ni ascenseur, ni table d'examen dans la *« salle de soins »* du service. L'interne fait déposer le patient sur un matelas posé par terre. Pas de champ stérile pour effectuer les gestes opératoires et... pas de fil. Le malade sera finalement envoyé dans le plus proche hôpital général.

Une nuit, une patiente plonge dans un coma diabétique hypoglycémique L'interne de garde, appelé, veut lui administrer une solution de glucose en intraveineuse. Mais il n'y en a pas, dans cet hôpital, et la pharmacienne de garde habite dans le village, à quelques kilomètres. Elle dort. « *Alors*, dit l'interne, *j'ai fait de la médecine de brousse. J'ai fait ce que j'ai appris à ne jamais faire sur quelqu'un qui n'est plus conscient. Je lui ai fait passer par la bouche, avec une tétine, un sirop de sucre. Elle s'en est tirée. Si elle était morte, j'aurais tout pris.* »

Une autre nuit. Il est 3 heures. Un interne est appelé pour un globe urinaire « *Il fallait sonder le malade*, raconte-t-il. *Mais il n'y avait pas une seule sonde propre, il n'y avait pas d'aiguille pour vider la vessie... Le malade n'a pu être sondé qu'à 7 h 30. Je suis resté à son chevet, comme un imbécile, tout ce temps, à le regarder se tordre de douleur, sans pouvoir rien faire. Seulement quelques bonnes paroles...* »

Il existe cependant des hôpitaux psychiatriques où l'on a pris soin de maintenir le niveau de la médecine générale Ainsi, par exemple, au Vinatier, à Lyon, ou à Villejuif : ce sont cependant des exceptions Bien souvent, les considérations éthérées sur « *le corps du malade mental* » ont pris la place des soins qu'il réclame.

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE A PARIS

Le développement des matériaux composites exige encore de nombreuses recherches

Calandres ou pare-chocs de voitures, coques de dériveurs légers, cannes à pêche, skis, raquettes de tennis, réservoirs pour l'industrie : autant de produits qui n'auraient rien de commun s'ils n'avaient tous profité, depuis bien des années pour certains, de l'apparition de nouveaux matériaux dits « composites ».

Les matériaux composites forment aujourd'hui une grande famille de produits artificiels aux caractéristiques très variables : ils sont très performants pour certains afin de répondre aux besoins des programmes stratégiques (« le Monde » du 30 avril) ou plus modestes pour d'autres, que mettent par exemple en œuvre les professionnels de la « chaudronnerie plastique » pour fabriquer des récipients, des revêtements, des coques de bateaux. Ces matériaux sont tous constitués d'un matériau de renforcement, le plus souvent sous forme de fibres (de verre, de carbone, de bore ou de fibres synthétiques) noyées dans un liant, la « matrice », le plus généralement constituée de résines synthétiques.

Si les composites à faibles ou moyennes performances sont dès aujourd'hui très couramment répandus, les applications de ces matériaux, quand ils ont de hautes performances, sont encore limitées, pour l'essentiel, à des secteurs bien particuliers où leur coût encore élevé n'est pas un obstacle à leur utilisation : les progrès réalisés depuis quelques années, et ceux qui sont prévisibles à moyen terme, montrent que les matériaux composites ne tarderont pas à sérieusement rivaliser avec les métaux pour des applications de très grande diffusion, en premier lieu, sans doute, l'automobile.

La troisième conférence internationale sur les matériaux composites (1) vient de réunir à Paris près de six cents personnes qui ont pu, à l'occasion de quelque cent soixante communications faites par des orateurs de vingt-six pays, faire le point sur le développement de ces produits nouveaux.

Déjà largement présents dans les produits de notre vie quotidienne, pour des utilisations peu exigeantes du point de vue des performances mécaniques (bidons, garnissages, décor), les matériaux composites réservent pour l'instant leurs hautes performances potentielles à des secteurs de pointe, essentiellement stratégiques et aéronautiques. Et même pour ceux-ci, l'utilisation des composites est encore assez récente : ce n'est qu'au milieu des années 60 qu'apparurent les premiers éléments de structures en composites des pièces vitales soumises à d'importantes sollicitations mécaniques. La première production en grande série fut celle de l'empennage et du stabilisateur horizontal de l'avion de combat américain F-111 à flèche variable.

Les quelques percées des composites à moyennes et hautes performances en dehors du secteur militaire et aérospatial restent limitées : le seul domaine un peu *« porteur »* est celui des industries du sport : des cannes de golf, des cannes à pêche, des raquettes de tennis « en fibre de carbone », ont fait leur apparition. Mise à part la haute compétition, on peut se demander si le succès de ces produits n'est pas parfois plus dû à un certain snobisme qu'à l'amélioration, coûteuse, des performances, par rapport à des matériaux classiques parfois fort satisfaisants.

Le succès des composites à hautes et moyennes performances passera par leur capacité à remplacer des matériaux déjà *« nobles »*, et essentiellement le métal. Mais l'emploi de ces produits nouveaux reste fort cher. Le matériau de base est parfois lui-même coûteux (c'est le cas des fibres synthétiques à hautes performances — presque exclusivement le Kevlar de Du Pont de Nemours, — ou des fibres de carbone).

Les composites sont surtout fort difficiles à mettre en œuvre : la fabrication de composants s'effectue le plus souvent à la pièce, voire à la main. Les composites sont très difficiles à usiner (il n'y a pratiquement pas de semi-produits comme dans les filières des métaux, intermédiaires entre les constituants de base et le produit fini) ; ils nécessitent des traitements thermiques pièce par pièce. D'autre part, les performances des fibres sont souvent peu homogènes. Enfin, à la différence des matériaux homogènes comme les métaux, les composites avancés ont une ou deux directions de résistance privilégiées (correspondant à l'alignement des fibres) qui rendent les calculs et le dessin des pièces assez délicats, suffisamment, en tout cas, pour être hors de portée du petit artisan.

Le centre de recherches de Ford, aux Etats-Unis, a certes réalisé une voiture dont les structures sont entièrement en composite fibres de carbone-résine époxy. Comme l'a montré la communication présentée au congrès, l'intérêt de cette réalisation était surtout démonstratif : adaptée d'un modèle classique six places et pesant 1 700 kilogrammes, la voiture construite ne pèse que 1 135 kilogrammes. Mais il est hors de question, pour des raisons de coût comme par manque de méthodes de fabrication adaptées, de vouloir faire aujourd'hui un véhicule de série en composites.

L'heure en viendra vraisemblablement tôt ou tard. Les gains de poids, la suppression presque totale des problèmes de corrosion et le coût de l'énergie poussent à la roue. M. Serge Antonioli, chargé de mission au ministère de l'industrie (délégation aux économies de matières premières), a ainsi étudié, d'un point de vue énergétique, les conséquences du remplacement, pour les carrosseries automobiles, de l'acier par de l'aluminium ou du plastique armé. Dans ces deux derniers cas, la carrosserie ne pèse que 50 kilogrammes, contre 140 kilogrammes au total pour l'acier (110 kg de carrosserie proprement dite plus 30 kg de structures de soutien supplémentaires) ; si l'on tient compte de l'énergie investie dans la fabrication (environ trois fois plus importante pour l'aluminium que pour l'acier ou le plastique) et de l'énergie consommée à l'entretien, et surtout à l'utilisation (pour la durée de vie du véhicule, le gain de poids peut permettre l'économie de quelque 900 litres de carburant) : l'avantage des matériaux composites sur les deux autres solution est net.

Si, en revanche, on tient compte de la récupération des matériaux à la « mort » du véhicule, aluminium et composites viennent à égalité : *« L'avantage des matériaux composites (et plus généralement des matières plastiques)*, a souligné M Antonioli, *ne sera vraiment décisif que le jour où on saura les revaloriser correctement après récupération. »*

M. Antonioli a aussi exposé des prévisions sur le marché des composites : la France consomme actuellement environ 140 000 tonnes de composites par an : 500 tonnes environ à hautes performances, à base de fibres de carbone ou de fibre synthétique aramide (Kevlar), le reste (basses performances) à base de fibre de verre. En 1990, la consommation devrait atteindre 240 000 tonnes pour les composites à base de fibre de verre (correspondant à un taux de croissance annuelle de 5,3 %), mais 6 000 tonnes pour les produits à hautes performances (28 % de croissance annuelle).

Le développement des composites s'est surtout fait d'une manière empirique, et essentiellement sous l'impulsion des industriels ; comme le souligne un des organisateurs du congrès, *« beaucoup de recherches restent à faire, fondamentales en mécanique, en chimie ou en physique, ou appliquées pour améliorer les méthodes de production ou de calcul des structures »*.

La recherche publique française n'a accordé, jusqu'à présent, que peu d'attention à ce secteur d'avenir : il n'y a que deux ans que la délégation générale à la recherche scientifique a emboîté le pas au ministère de la défense pour soutenir les programmes de recherche dans ce domaine. Encore son effort reste-t-il modeste (7 millions de francs en 1979), et ses crédits vont surtout aux groupes industriels qui travaillent déjà sur les composites : il est vrai qu'on compte aujourd'hui moins de dix équipes ou laboratoires publics ayant développé une compétence dans ce domaine.

XAVIER WEEGER.

(1) Organisée, du côté français, avec le soutien de l'Association pour les matériaux composites (AMAC), la délégation générale à la recherche scientifique et technique et la direction des recherches, études et techniques du ministère de la défense, cette conférence coïncidait aussi avec les secondes Journées nationales sur les composites.

STRADIVARIUS EN CARBONE

Les composites commencent à faire leur apparition dans la fabrication d'instruments de musique : on trouve déjà des guitares contenant des fibres de carbone.

Un ingénieur de la société aéronautique canadienne de Havilland a présenté, au congrès, deux violons — réalisés par un luthier — en fibres de carbone résine époxy. Le matériau composite n'intervient que pour le corps de l'instrument lui-même. L'avantage escompté est, notamment, une très bonne résistance au vieillissement, et un gain de temps très important (plusieurs dizaines d'heures) dans la fabrication, essentiellement grâce à l'élimination de la mise en forme, longue et délicate, des bois.

Les résultats semblent plutôt encourageants : les deux instruments ont été employés par plusieurs artistes, *« dont un violoniste de renommée internationale »*. *« L'équilibre du son est bon, avec d'excellentes notes dans les aigus. »* Selon l'auteur de la communication, les deux violons ont été comparés *« aux meilleurs instruments, en particulier à un stradivarius, à un guarnarius et à un gagliano »*.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE TÉLÉSYSTÈMES ET L'ÉDITEUR BRITANNIQUE PERGAMON PRESS S'ASSOCIENT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIFFUSION DE BANQUES DE DONNÉES SCIENTIFIQUES

La société française Télésystèmes et l'éditeur scientifique britannique Pergamon Press viennent de conclure un accord pour la création, la mise en place et la diffusion de banques de données automatiques dans les domaines de la science, de la technologie, de la médecine, des sciences sociales et de l'économie. Cet accord, souligne-t-on chez Télésystèmes, devrait permettre la constitution d'*« une force européenne majeure »* dans ce domaine, grâce à l'association de deux partenaires aux compétences complémentaires : Télésystèmes a une expérience de longue date dans le domaine des réseaux informatiques, de l'implantation et du développement des banques de données sur ordinateur ; Pergamon Press, qui édite environ trois cent soixante périodiques scientifiques, apporte sa compétence reconnue dans l'information scientifique.

Pergamon Press avait pris le contrôle, il y a quelques semaines, de la société britannique Infoline qui commercialise déjà en Grande-Bretagne l'accès à plusieurs banques de données, dont une partie du fichier américain Chemical Abstracts, qui n'est pas disponible sur l'ordinateur Questel que Télésystèmes a mis en place avec le soutien des pouvoirs publics. Pergamon Press a, d'autre part, récemment acquis, auprès du Patent Office américain, le droit de diffuser la banque de données des brevets américains, tandis que Questel diffuse la banque sur les brevets de l'Institut national de la propriété industrielle. Pergamon Press a aussi avec un organisme d'Etat soviétique, un accord lui donnant les droits de diffusion, dans les pays occidentaux, d'une base de données bibliographiques sur la littérature scientifique des pays socialistes.

Aux termes de l'accord conclu entre les deux sociétés, Télésystèmes prendra une prise de participation de 35 % dans le capital de Pergamon Infoline. Télésystèmes et Pergamon Press, d'autre part, sont convenues de créer, à parts égales, une filiale qui aura notamment pour objectif l'acquisition de bases de données et de logiciels, et l'achat ou la création de filiales de distribution dans les pays non membres de la C.E.E.

Les deux réseaux actuels seront appelés à collaborer, Télésystèmes distribuant auprès de ses clients les services d'Infoline, et réciproquement. Ces accords, indique un communiqué de Télésystèmes, illustrent la volonté des deux partenaires *« de gagner une part significative du marché mondial de l'information électronique »*. On souligne qu'ils restent aussi *« ouverts à d'autres partenaires majeurs »* : les responsables de l'opération, qui a reçu l'approbation des pouvoirs publics français, ne cachent pas leur souhait de pouvoir accueillir un autre partenaire européen, si possible allemand.

AÉRONAUTIQUE

SENSIBLE DIMINUTION DES COMMANDES REÇUES DE L'ÉTRANGER

Les industriels français de l'aéronautique et de l'espace ont reçu durant les six premiers mois de l'année pour environ 8 400 millions de francs de commandes étrangères, soit une assez sensible diminution du montant total des contrats, civils et militaires, à l'exportation, puisque le montant correspondant de 1979 avait été de 9 200 millions (en francs courants).

En 1979, les prises de commandes à l'étranger pour l'ensemble de l'année avaient été de 26 milliards de francs au lieu de 17 milliards en 1978. La baisse des exportations amorcée en 1980 peut s'expliquer par le fait que l'année 1979 a été exceptionnelle.

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

La France sans enfants ?

« Vous qui ne faites plus [d'enfants,
Vous mourrez dans la plus [affreuse débine. »

En ce centième anniversaire de la naissance d'Apollinaire ne faudrait-il pas inviter les enseignants à remettre au goût du jour cette « prédiction » du poète lancée au début du siècle ? Il n'est pas sûr, cependant, que les Mamelles de Tirésias, *drame surréaliste consacré au problème de la repopulation de Zanzibar, dont sont tirés ces vers, ait plus d'effets sur la reprise de la natalité qu'il n'en a eus à l'époque. D'autant que le diagnostic est des plus sommaires :* « On ne fait plus d'enfants en France parce qu'on n'y fait pas assez l'amour. Tout est là », *écrivait Apollinaire dans sa préface.*

La longue étude que consacre le Monde de l'éducation, *dans son numéro de septembre, à la baisse de la natalité montre que les choses ne sont pas si simples. Cette baisse, commencée en France dès la fin du dix-huitième siècle, s'inscrit aujourd'hui dans un certain nombre de changements sociaux qui paraissent irréversibles : élévation du niveau culturel, standardisation des modes de vie, transformation du statut de la femme, modification profonde du rôle de la famille. A travers une série d'enquêtes, de reportages, d'interviews,* le Monde de l'éducation *met en lumière les différents aspects de cette évolution et tente d'en dégager les conséquences économiques, sociales et politiques. Sans oublier les effets, déjà sensibles, sur les effectifs scolaires : le nombre des élèves de l'enseignement primaire, qui a commencé à baisser, passera de 4,6 millions à moins de 4 millions dans les cinq ans qui viennent.*

Les démographes restent prudents sur les évolutions à moyen terme, car les prévisions varient du simple au double selon les hypothèses retenues. Ce qui paraît sûr, c'est que le modèle de famille à deux ou trois enfants est désormais dominant. La dernière enquête du Guide de l'étudiant sur les lycéens en 1980 le confirme : 43,3 % des jeunes interrogés envisagent d'avoir deux enfants. Cependant ceux qui souhaitent en avoir quatre et plus (12,7 %) sont deux fois plus nombreux que ceux qui se contenteraient d'un seul. La France sans enfants n'est peut-être pas pour demain...

★ *Le Monde de l'éducation,* n° 64, septembre 1980, 7 F. Dans ce même numéro on trouvera, outre une enquête sur l'entrée en sixième et une étude sur les enfants gauchers, une recension complète des sujets de français et de philosophie donnés au baccalauréat en juin 1980 dans toutes les académies de la métropole, pour toutes les sections (classiques et techniques).

● *Le C.N.P.F. recommande* aux chefs d'entreprise *« d'accorder dans toute la mesure du possible des assouplissements d'horaires le jour de la rentrée pour donner à celui des deux parents qui le souhaite le temps d'emmener ses jeunes enfants à l'école ».* Le C.N.P.F. avait pris depuis plusieurs années l'initiative d'une telle recommandation mais en faveur uniquement des mères de famille.

PROTESTATIONS APRÈS LA SUPPRESSION DE L'ENSEIGNEMENT DE Mme MACCIOCCHI

Après la décision du ministre des universités de mettre fin aux fonctions de Mme Maria Antonietta Macciocchi, professeur associé à l'université de Paris VIII (*le Monde* du 2 septembre), les protestations se multiplient en Italie. Plusieurs personnalités s'étonnent du motif invoqué : l'incompatibilité de son mandat de député italien à l'Assemblée des Communautés européennes et de son emploi de professeur de sciences politiques dans une université française.

M. Jean Fabre, président du parti radical italien et de nationalité française, a déclaré que cette mesure *« est contraire à l'esprit du traité de Rome. Mme Macciocchi subit, en effet, une discrimination en raison de sa nationalité (...). En s'attaquant à une personne qui est un point de référence exceptionnel dans le monde de la culture internationale, le gouvernement français donne à toute l'Europe une image de la France qui la porte bien loin de la grandeur. Français qui assume des responsabilités politiques, même constitutionnelles, en Italie, je peux témoigner qu'une telle attitude serait impensable dans ce pays. Si la vision culturelle dans laquelle se reconnaît le ministre des universités est plus proche de Charles Maurras que de l'humanisme et de la générosité de Camus et Sartre, je ne peux que dire à Mme Alice Saunier-Seïté : « Madame le ministre, votre France n'est pas la mienne. »*

M. Mauro Ferri, membre du parti social-démocrate italien et président de la commission juridique de l'Assemblée européenne, nous a déclaré que *« si la raison invoquée est le fait qu'elle est député italien au Parlement européen, c'est extrêmement grave, c'est inadmissible (...). Mme Macciocchi, citoyenne italienne, pouvait être professeur associé avant d'être élue député européen ; je ne comprends pas pourquoi elle ne le peut plus une fois élue ».* M. Ferri envisage de demander au groupe socialiste de l'Assemblée européenne ainsi qu'à la commission juridique de prendre position.

Enfin, en France, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau) *« proteste vivement »* contre la décision du ministre des universités, qui, selon elle, *« va de pair avec les suppressions d'habilitations annoncées au mois de juillet. En effet, les démantèlements procèdent souvent d'exclusives politiques au mépris du pluralisme ».*

CORRESPONDANCE

Le déménagement de l'université de Paris-VIII-Vincennes

Sous le titre « Un dossier transmis à la Cour des comptes », le Monde *du 23 août a publié une lettre de M. Pierre Merlin, ancien président de l'université de Paris-VIII-Vincennes, sur les conditions du transfert de cette université à Saint-Denis. A la suite de cette publication, nous avons reçu de M. Jean-François Le Bescond, président-directeur général de Transports réunis S.A., la société qui a été chargée des déménagements, la mise au point suivante :*

En tant qu'entreprise retenue pour le déménagement de Paris-VIII, nous n'avons pas à discuter des conditions du marché ni à corriger des comparaisons fantaisistes sur son montant. Mais nous nions à quiconque le droit de mettre en doute notre compétence.

Installée depuis 1897 à Saint-Denis, Transports réunis S.A. anime le groupement TRAMS qui englobe quatre cents personnes et deux cent cinquante véhicules et engins, consacrés au transport et à la manutention de matériels délicats et fragiles : informatique, médical, optique, imprimerie, etc.

Nos références morales et professionnelles sont nombreuses et de qualité. De plus, nous prouvons nos capacités sur le terrain. Le transfert de l'I.U.T. de Saint-Denis en 1978 s'est déroulé dans les meilleures conditions techniques, à la satisfaction de ses responsables. Quant à Vincennes, nous avons sorti en vingt jours dix-huit mille cartons, six cents camions de mobilier, de matériel et machines, débranchés, démontés, conditionnés et évacués dans le délai imparti.

Nous nous adressons à M. Merlin et à tous ceux qui croient contrarier le déménagement en s'en prenant aux déménageurs ; laissez-nous exercer notre métier, ne dévaluez pas la qualité de l'effort des techniciens, chauffeurs et manutentionnaires qui sont « massivement » des professionnels qualifiés et permanents.

● *Vincennes et le P.S.* — *« Depuis dix ans, la droite s'ingéniait à discréditer Vincennes, aujourd'hui elle l'abat »,* déclare dans un communiqué M. Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados et délégué national du P.S à l'éducation nationale. Il dénonce *« l'acharnement mis par la droite à détruire les locaux où des milliers de travailleurs qui n'avaient pas reçu le privilège de pouvoir poursuivre des études ont pu avoir accès à la connaissance, à la culture, à l'imagination ».*

RELIGION

La rencontre nationale de la Mission de France

Une rencontre nationale de la Mission de France a eu lieu du 29 au 31 août à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Elle a réuni quelque trois cent vingt participants, dont plusieurs évêques, notamment le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et prélat de la Mission de France, et Mgr Jean Rémond, évêque auxiliaire de cette organisation de prêtres interdiocésains, créée en 1941 par le cardinal Emmanuel Suhard pour évangéliser les secteurs déchristianisés, tant urbains que ruraux, par l'insertion des prêtres au travail.

Cette réunion, la plus importante depuis plusieurs années, avait pour but de permettre la rencontre entre la « première » et la « nouvelle génération » de la Mission de France. Comptant près de trois cents prêtres en 1977, la Mission a accueilli quinze jeunes depuis cette date, qui ont été ordonnés prêtres, quatorze en formation et d'autres qui s'y intéressent.

« Libérer l'Évangile des formes fossilisées de l'idéologie »

« Il y a un mur qui sépare l'Eglise de la masse. Ce mur, il faut l'abattre à tout prix, pour rendre au Christ les foules qui l'ont perdu. » Cette hantise exprimée il y a plus de trente ans par le cardinal Suhard est toujours celle des prêtres de la Mission de France, mais leur manière d'envisager l'évangélisation des milieux déchristianisés a changé radicalement depuis le concile.

Le « Rapport d'orientation », adopté à une très nette majorité par les participants de la rencontre nationale, décrit sans détour ce changement de mentalité. Citant d'emblée cet aveu d'un prêtre au Maghreb (*« Je ne peux plus concevoir l'annonce comme la prédication d'un credo, de dogmes, de doctrines, comme un ensemble clos, achevé »*), les auteurs du rapport reconnaissent que *« la volonté d'évangéliser nous est de plus en plus apparue comme à elle-même son propre obstacle »*. Et ils affirment : *« Nous nous rendons compte en France, mais aussi en Asie, en Amérique latine, que tout ce qui sent l'exportation culturelle, l'expansionnisme et le prosélytisme religieux non seulement n'est plus possible et fait repoussoir, mais encore est infidèle à l'Evangile lui-même. »*

La nouvelle vision missionnaire repose sur la *« réciprocité »* et le *« partage »* avec d'autres hommes, qui peuvent appartenir à d'autres religions : *« N'y a-t-il d'accès à Dieu que par Jésus-Christ ? »* Dans cette optique, on ne cherche pas à *« apporter la vérité de Jésus-Christ »*, mais à *« entrer en vérité dans un échange réciproque de foi »*. Cela comporte des risques, et il ne s'agit pas de nier la spécificité chrétienne : *« Ce refus de propagande, de prosélytisme, de volonté captative, cette « gratuité confessionnelle », ne diminue en rien la nécessité de rendre témoignage à Jésus-Christ mort et ressuscité. Abandonner ou taire absolument notre originalité serait à l'opposé de cette attitude d'échange et de réciprocité qui nous anime. »*

En France, les prêtres de la Mission définissent leur tâche comme *« une solidarité privilégiée avec les plus démunis et les plus exploités de notre Terre »*. Le choix prioritaire de la Mission demeure la classe ouvrière, dont il s'agit de partager la vie, les luttes, la misère, en France mais aussi dans le tiers-monde.

Conscients que *« l'Eglise en France donne l'impression globale d'une Eglise prudente, empêtrée dans les méandres de sa propre organisation, sectorisée en tous sens et paralysée par des courants contradictoires »*, les prêtres de la Mission veulent mettre l'Evangile à la portée de tous, quelques soient leur classe, leur langue, leur culture. *« Il s'agit,* disent-ils, *de libérer l'Evangile des formes idéologiques, sociales, culturelles et morales dans lesquelles il a été vécu, mais qui, fossilisées ou sacralisées, deviennent son tombeau. »*

Le moyen privilégié pour mener cette action a toujours été, et reste, la vie d'équipe. Mais, à la forme classique de la « communauté de vie », avec cohabitation et partage financier, se sont ajoutées deux nouvelles expériences : l'habitat dispersé et des équipes « mixtes » de clercs et de laïcs. Cette dernière expérience, plus récente, où les laïcs, célibataires et mariés, et des religieuses font partie des équipes pose le problème des nouveaux ministères de l'Eglise.

Certains laïcs, dans ces équipes, ont demandé en effet de vivre un *« ministère reconnu, ordonné par l'Eglise »*, alors que d'autres se contentent de remplir un service. D'autre part, le cas s'est récemment posé de deux candidats au sacerdoce qui se sont mariés. Ayant exprimé leur désir de continuer l'effort apostolique de la Mission de France, ils ont été nommés comme membres laïcs d'une équipe. Ils se sont déclarés *« disponibles pour le ministère »*, si un jour l'Eglise acceptait de le leur confier. L'attitude de la Mission a été : *« Nous avons accueilli cette disponibilité, car, sans rien renier de ce qui fait la valeur du ministère vécu dans le célibat, nous souhaitons que l'Eglise d'Occident puisse un jour appeler à nouveau des hommes mariés. »*

Il apparaît donc, au terme de cette rencontre nationale, non seulement que la Mission de France réaffirme avec vigueur la conviction qui l'animait à l'origine de sa création — à savoir que l'Eglise doit se dépouiller du superflu pour porter l'Evangile aux pauvres — mais qu'elle s'oriente vers une diversification des ministères de l'Eglise. C'est une idée à peine esquissée par Vatican II et mise en veilleuse sous le pontificat actuel.

ALAIN WOODROW.

Réactions contradictoires à l'annonce d'une visite en 1982 de Jean-Paul II en Grande-Bretagne

De notre correspondant

Londres. — L'annonce de la visite pastorale de Jean-Paul II en Grande-Bretagne, pendant l'été de 1982 — dont le principe vient d'être confirmé par le Vatican, — provoque quelques remous dans la communauté protestante, dont les éléments les plus militants ont immédiatement fait connaître leur désapprobation. Le secrétaire de l'ordre d'Orange, en Ecosse, a déclaré que la visite papale risquait de provoquer des manifestations. Un autre pasteur a déclaré qu'il s'agissait de *« la plus grande trahison depuis Judas Iscariote »*. Le pasteur Ian Paisley, député de l'Ulster, un des leaders des protestants de cette province, a dit que l'Eglise catholique cherchait *« à faire entrer le pape par la petite porte au mépris des lois du royaume »*.

L'archevêque de Cantorbéry, le Dr. Robert Runcie, en revanche, a qualifié de *« négative »* la réaction des extrémistes protestants et il a invité le pape à se rendre en visite œcuménique à Cantorbéry. En fait, il avait communiqué son invitation au pape dans une correspondance où il évoquait leurs bonnes relations datant de leur rencontre à Accra, en mai dernier. Pour leur part, les méthodistes se déclarent satisfaits de la visite du pape.

Le cardinal Basil Hume, enfin, archevêque de Westminster et chef de l'Eglise catholique, a bien souligné le caractère privé de la visite. Il ne serait pas juste, a-t-il dit, de mettre la reine et le gouvernement dans une situation embarrassante. Le cardinal Hume espère que la visite se placera au-delà de la controverse. Quant à la date du voyage du pape, le cardinal Hume, qui est un fervent amateur de football, a déclaré en souriant qu'il souhaiterait qu'elle intervienne en 1982, entre la finale de la Coupe et le tournoi de Wimbledon.

Les observateurs attendent avec intérêt de connaître les réactions du pape aux motions adoptées en avril dernier par le congrès national pastoral, dont certaines contestaient les enseignements du Vatican. De même, ils se demandent si l'œcuménisme encouragera l'Eglise catholique romaine à une adhésion au conseil britannique des Eglises. Dans son éditorial, le *Times* regrette que bien que les membres de l'Eglise d'Angleterre et de l'Eglise catholique romaine puissent prier ensemble, ils ne soient pas autorisés à recevoir la communion hors de leur Eglise. *« Pour les croyants, quelle que soit l'Eglise à laquelle ils appartiennent, l'idée que leur différence de foi ou de tradition soit si grave pour faire de l'intercommunion un péché paraît tout à fait fausse (...). Dans ce monde, où tant de forces du mal s'opposent aux principes chrétiens, comment serait-il possible pour les Eglises chrétiennes, dont les cultes sont si proches, de rester formellement divisées » ?* conclut le quotidien britannique.

HENRI PIERRE.

● *Le théologien orthodoxe Nikolaï Zernov,* un des pionniers du mouvement œcuménique, est mort à Londres le 25 août, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

[Né à Moscou en 1898, Nikolaï Zernov émigra en 1920. Après des études de théologie à Belgrade, il devint le secrétaire de l'Association chrétienne des étudiants russes (ACER) jusqu'en 1929. Etabli en Grande-Bretagne, il anima durant toute sa vie le mouvement œcuménique et œuvra pour le rapprochement des chrétiens de l'Est et de l'Ouest. Il enseigna à Oxford jusqu'en 1966. Le professeur Zernov a publié plusieurs ouvrages, dont « la Renaissance religieuse en Russie au vingtième siècle » en 1963.]

Le Monde

culture

CINÉMA

« LA CARABINE NATIONALE »

de Luis Garcia Berlanga

Un industriel de Barcelone se rend à une partie de chasse en Castille, chez un vieux marquis. Il doit rencontrer là des personnages influents qui peuvent l'aider à conquérir un marché économique. C'est pourquoi il s'est engagé à payer les frais de cette partie de chasse aux aristocrates dédorés censés être ses hôtes. Mal reçu, houspillé à son arrivée, il s'obstine et va de bassesse en bassesse sans arriver à ses fins.

Luis Garcia Berlanga fut, avec Juan Antonio Bardem, au cours des années 50-60, le seul cinéaste espagnol à connaître une renommée en Europe (via les festivals) et dans le monde. Comme Bardem, il eut de nombreux ennuis avec la censure franquiste et, d'une certaine manière, il prend aujourd'hui sa revanche par ce tableau comique et cruel des notables du régime de Franco. Flanqué de sa secrétaire-maîtresse, l'industriel catalan, pantin hâbleur, découvre les turpitudes sexuelles du marquis collectionneur de poils de pubis féminins et de son fils, voyeur et onaniste ; il joue au producteur de cinéma pour plaire à un ministre cherchant à caser une starlette stupide, frôle des magouilles où la politique se mêle aux affaires et flatte, en dernier ressort, des membres de l'Opus Dei qui ont préparé un remaniement ministériel. On retrouve ici la verve féroce de Rafael Ascona, qui fut déjà scénariste de Berlanga pour *Placido* (1961), *le Bourreau* (1963) et *Grandeur nature* (1973). Un humour noir poussé jusqu'au mauvais goût tourne en dérision le rituel d'une caste dominante. Mais, au-delà des coups vengeurs portés aux « gens de Franco », le film est bel et bien une réflexion sur le pouvoir en général. Ces aristocrates décadents, ces bourgeois, ces hommes politiques, ces technocrates, ce prêtre, garant de l'ordre moral au milieu des fusils de chasse, sont, ainsi que les parasites gravitant dans leur orbite, de tous les régimes capitalistes. Berlanga se réfère souvent à Bunuel par des gags incongrus : l'œuf écrasé dans la main de l'industriel, la fille séquestrée, l'œil crevé de la bru du marquis, la dégustation de champignons, la fausse mort du vieillard, les toilettes toujours occupées par une femme invisible, le rat courant dans la salle à manger. Il n'a pas la force surréaliste, l'ironie, le souffle du maître mais il a su trouver, pour peindre les archétypes du pouvoir et dénoncer l'hypocrisie et la « règle du jeu », un style grotesque très efficace.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

« LES DOIGTS DU DIABLE »

Macabra est une version supplémentaire de la malédiction qui se transmet par le biais d'un objet. Cette fois, il s'agit d'une main. Beaucoup de films ont été tirés de cette légende « mittel-europa », dont un, *la Main du diable*, avec Pierre Fresnay qui était pianiste. Cette fois, le titre en français est *les Doigts du diable*. L'histoire commence au Mexique, dans une mine de mauvaise réputation qu'un Américain, une grosse brute, marié à Samantha Eggar, veut exploiter malgré les réticences des ouvriers. Après avoir chuté dans une chapelle consacrée à Satan, il trouve un coffret et délivre la main, fait sauter la mine et les ouvriers, s'enfuit à Las Vegas où sa chance attire des malfrats. Il les tue, se sacrifie dans les flammes. Mais la main n'en reste pas là. Elle s'impose à quelques malheureux qui se débrouillent immédiatement pour qu'elle soit tranchée à vif. La main veut Samantha, et en définitive, elle l'aura.

Dire que le film est raté, est encore un euphémisme. Ce n'est pas tant qu'il accumule les poncifs et soit mal réalisé. l'épouvante ne réclame pas obligatoirement les qualités habituelles. Ce ne sont pas les images mêmes du film qui font peur. Elles n' « impressonnent » pas, elles font resurgir des bribes d'images déjà imprimées dans la mémoire, et dispersées. Un puzzle grossier se reconstitue, un puzzle de sensation, qui ont été provoquées par la découverte effrayée du monde extérieur quand on n'en possédait pas encore les références. Les poncifs, on les attend, on remonte à leurs sources. Mais le puzzle doit retrouver une logique de l'invraisemblable, sinon rien ne correspond à rien.

Ici, les péripéties ne correspondent à rien. On a l'impression que le film est fabriqué avec des bouts de feuilleton télévisé, dont chaque épisode, avec les mêmes personnages principaux, raconte une histoire autonome. L'ensemble est arbitraire, répétitif, minable.

Puisque le prix des places doit être « modulé » il devrait l'être en fonction du budget des films, et on ne devrait pas payer vingt francs pour quelque chose d'aussi évidemment bâclé et pauvre, qui ne peut passer que dans le courant d'une manifestation — nuit blanche, festival fantastique — où l'efficacité arrive avec l'accumulation, où la fatigue agit comme une drogue.

COLETTE GODARD.

★ Voir les films nouveaux.

PHOTO

Les Russes de Nathan Farb

Novosibirsk, nous apprennent le photographe américain Nathan Farb et Bernard Féron, qui a préfacé l'édition française de son livre, est une ville située à 3 000 kilomètres à l'est de Moscou qui compte 1 300 000 habitants (l'équivalent de Lyon). Au départ, les conditions climatiques sont très dures : « *sol sclérosé par le gel* », « *sables mouvants profonds de 10 à 12 mètres* », rendent difficile la construction des maisons. Ce pourrait être un désert inhabité, ou presque, seulement occupé de quelques rares bourgades, mais il y a l'énergie, l'eau, faramineuse (85 % des réserves mondiales en Sibérie et 20 % des ressources d'eau douce de toute la planète dans le seul lac Baïkal), et il faut donc de la main-d'œuvre pour l'extraire et concourir à la puissance économique du pays.

La Sibérie pourrait accueillir 100 millions d'habitants, mais elle n'en contient que 25, et cet espace riche, mais presque vide, pourrait être plus facilement prenable inhabité qu'habité, question de stratégie. Alors on promet aux travailleurs des avantages matériels, salaires plus élevés, vacances plus longues que dans le reste du pays. On construit des voies ferrées, des ingénieurs dessinent une mer artificielle pour les besoins de l'électrification. Novosibirsk devient la capitale économique de la Sibérie, et, à 30 kilomètres de là, la ville nouvelle d'Akademgorodok, la capitale scientifique de tout l'Orient soviétique. Mais les jeunes qui naissent ou qui viennent vivre à Novosibirsk se dépêchent généralement d'amasser un peu d'argent, d'acheter une voiture et de partir vivre à l'Ouest, dans des régions plus attrayantes.

Il faut savoir tout cela pour comprendre un peu les quatre-vingts portraits de Russes, de Sibériens, qui sont regroupés dans le livre de Nathan Farb. L'édition originale (bizarrement allemande, et non américaine) s'appelait *Russen* (des Russes), tout court, tout simplement, mais l'éditeur français a trouvé plus juste de l'appeler *A l'est de Moscou*, pour ne pas avoir l'air de fixer un critère morphologique, et pratiquement raciste, du Russe. Il faut dire que ces portraits, *a priori* sans qualités photographiques, de ceux qu'on voit dans les vitrines des photographes de mariages dans les provinces les plus reculées, sont assez « gratinés ». Ce terme, qu'on donne dans le dictionnaire pour « figuré et familier », est ici plus adéquat que « monstreux » ou « effrayant »...

Nathan Farb a eu une chance inouïe, non préméditée, mais qui frôle l'escroquerie, l'espionnage, le pillage visuel de toute une population, quelque chose comme un coup d'éclat fameux, le transfert des fonds de la Banque de France en plein jour et sans que personne ne s'en aperçoive, un braquage d'homme invisible, une grosse filouterie, l'instrument du délit n'étant pas une mitraillette ou un gaz asphyxiant, mais un studio de photographie planté au milieu d'un salon commercial qui accueillait dix mille visiteurs par jour, et surtout un appareil Polaroïd qui leur renvoyait instantanément leur image, mais qui en même temps, la leur subtilisait discrètement, en en faisant tomber le négatif dans une boîte à double fond ; un gros phare qui, la nuit, attire les poissons pour une pêche prohibée.

On imagine le succès du photographe : d'abord américain, avec toute cette charge d'exotisme et de fascination qu'il porte sur lui, et puis brandissant cette technique stupéfiante, presque ensorcelée, alors qu'on en est encore, dans les pays de l'Est, techniquement pour la photographie, à l'Instamatic style Kodak des années 50, qu'il faut brancher sur une prise pour avoir un flash. Le photographe était le sorcier, le magicien généreux, le miroir enchanté qui vous recrache votre portrait en cadeau-surprise, sans rien demander en échange.

Nathan Farb ne dit rien de la vie de ces gens, de leurs habitations, de leur travail. Il ne nous donne à voir qu'une tête, un vêtement, la position d'un corps dans un cadre presque toujours identique. Il va même jusqu'à gommer la réalité du fond (encore présent chez Sander) au moyen d'un panneau blanc. Il ne donne l'information que d'une ressemblance de filiation, d'une infirmité. Il voudrait qu'on lise toute une vie dans un cerne ou dans la matière un peu grasse et dilatée d'une peau sous un projecteur. Il déclare qu'il a voulu « *réaliser une manière de portrait en coupe du peuple russe, (...) un tableau véridique et fidèle* ». Mais il a fait le portrait de mille cinq cents presonnes et il n'en a gardé que quatre-vingts. Et là intervient le problème du choix, du livre, d'une vérité qu'on doit dépasser pour atteindre la fascination et la commercialisation, un objet plus spécifiquement photographique. C'est dans ce choix des quatre-vingts photos, et non dans leur prise de vue, que Nathan Farb est devenu un photographe.

Les photos ont des titres, par exemple « Jumeaux avec chapeaux de cow-boy », « Femme déprimée ou attardée », « Mère manchotte avec son fils » ou « Homme qui ressemble à Richard Nixon avec serviette »... Ce qui a déterminé Nathan Farb à garder une photo, ce sont des lunettes de soleil intempestives sur un corps obèse, des ourlets de bas de pantalon trop visibles, un lacet dénoué, des costumes de série qui tombent mal, un air godiche ou trop vaillant, des jambes de femme un peu trop poilues, des pieds « en dedans », une sorte d'atavisme généralisé.

Tout le problème de ce livre est la fascination très forte qu'il exerce, à mi-chemin entre Sander et Diane Arbus. Tout est fait pour que aucun de ces visages ne lève le désir (ou même un sentiment d'égalité humaine), mais au fur et à mesure qu'on les regarde on s'y attache mystérieusement, comme parfois, dans le métro ou l'autobus, on se met à avoir honte, par réverbération, de certains visages, et à rougir à leur place, et à finir par les aimer, comme s'ils étaient soi-même.

HERVÉ GUIBERT.

★ Editions Chêne - Hachette, environ 125 F.

Au Festival de Montréal

CARLO LIZZANI ET RICHARD RUSH EN TÊTE DU PALMARÈS



Fontamara, film du réalisateur italien Carlo Lizzani (et responsable de la Mostra de Venise), a partagé le 1er septembre le Grand Prix des Amériques au Festival des films du monde de Montréal, avec *The Stunt Man*, de l'Américain Richard Rush. Le Grand Prix spécial du jury a été attribué au film japonais de Yoji Yamada, *le Cri du printemps* (*le Monde* du 30 août). Le jury a également décerné un prix à *la Chasse sauvage du roi Stakh*, du Soviétique Valeri Roubintchick, et une mention spéciale au film hongrois *les Parents du dimanche*, de Janos Rozsa.

Les prix d'interprétation sont allés à l'Américain Robert Duvall (pour *Great Santini*, de Lewis John Carlino), et à l'Espagnole Ana Torrent (pour *El Nido*, de Jaime de Arminan).

DÉCÈS DU METTEUR EN SCÈNE ITALIEN DE THÉÂTRE FRANCO ENRIQUEZ

Le metteur en scène italien Franco Enriquez est mort le samedi 30 août, à Ancône. Il était âgé de cinquante-trois ans.

Assistant de Giorgio Srehler, et directeur des théâtres d'Etat de Naples, Turin et Rome, Franco Enriquez, qui travaillait également avec Visconti, avait débuté au théâtre en 1951 en montant *César et Cléopâtre*, de Shaw, avant de constituer la Compagnie des quatre, avec le scénariste Emmanuel Luzzati et les acteurs Valeria Moriconi et Glauco Mauri : ils se spécialisèrent dans la redécouverte des classiques.

Parmi les mises en scène remarquées de Franco Enriquez, figurent *la Mégère apprivoisée*, de Shakespeare (1962) ; *l'Aubergiste*, de Goldoni (1963) ; *les Mouches*, de Sartre (1969) ; *Médée*, d'Euripide, et, montée plus récemment, *Casimir et Caroline*, de von Horvath. Il était en train de préparer, pour la rentrée prochaine, *Othello*, de Shakespeare, et devait lui-même jouer dans ce spectacle.

ARCHITECTURE

Mémoires des villes

(Suite de la première page.)

Car c'est à sa construction et à ses constructeurs, à l'époque, qui lui ont donné sa formidable physionomie qu'est consacré l'essentiel de l'exposition — une seconde partie, également intéressante, portant sur l'architecture publique et religieuse en Haute-Saône (1).

Tout ici vient des archives, des cartons et de la poussière où s'était oubliée l'architecture française jusqu'à ces dernières années, les modèles se cherchant dans l'improbable de l'avenir plutôt que dans la mémoire tangible des villes. On s'est aperçu que ces vieux papiers ne portaient pas seulement l'ennui, ou peut-être notre œil s'est-il réhabitué à l'exigence, aux exigences des dessins d'architecture ; peut-être encore le « bien fait », le fini, le chiffré, le coté est-il en train de reprendre ses droits sur l'esquisse, sur l'intention formulée, suivie ou non d'effet. En tout cas, le travail opéré ici sur les plans et dessins, souvent merveilleux, mais aussi sur les paperasseries, sur les tracasseries des archives du Doubs et de la Haute-Saône, montre quel parti l'on peut tirer de cette mémoire des villes, pourvu qu'un pareil soin, un pareil ordre, parfois encore un pareil humour, y soient mis.

L'ordre suivi est simple, d'approche au moins, qui montre sur quatre époques l'évolution de Besançon et des hommes qui ont dessiné la ville. Du traité de Nimègue (1678) à 1715, période où s'affirme l'importance stratégique de Besançon, Vauban y aidant généreusement, tandis que les prêtres, d'inspiration souvent jésuite, se font eux-mêmes architectes de leur paroisse, mais que la construction civile marque, impôts aidant, une pause. Les trente-cinq années qui suivent, jusqu'en 1750, voient l'effort militaire se poursuivre, l'édification de corps de caserne par des ingénieurs spécialisés dans cet art ; elles voient alors les prêtres faire appel, quand ils en ont les moyens, aux maîtres parisiens, tel Boffrand qui travaillera sur les plans de la chapelle du Saint-Suaire à la cathédrale Saint-Jean — un saint suaire dont les pérégrinations et le sort, ô combien triste ! sont évoqués par une vitrine pour lui tout seul.

On construit de grands hôtels, des fonctionnaires sont chargés de ce qu'on appellera plus tard « l'urbanisme », en l'occurence la cohésion de la ville. De 1750 à 1770, l'exposition montre la prédominance de trois architectes francs-comtois, J.-C. Colombot, C.-F. Longin, et N. Nicole, trois architectes formés par la ville et pour son plus grand bien. On ne fait plus alors appel aux artistes étrangers à la province, pratique remise à l'honneur dans la dernière période (jusqu'à la Révolution) envisagée : c'est alors qu'on voit un Ledoux collaborer à l'édification du théâtre, tandis que localement (mais aussi nationalement) s'affirme Bertrand.

On mesurera encore le travail fait sur les archives dans la partie qui suit, « Les architectes au travail », au seul titre d'une des sections : « Si vous aviez voulu faire construire votre maison... en 1773. » Des architectes bisontins, on apprend, autant qu'il est possible dans une exposition, tout de leur travail, de leur vie, de leur fortune, de leur formation, jusqu'à leurs dettes et à leurs testaments. Et, devant la vie retrouvée des archives, on sourit parfois en pensant aux archives futures des temps présents. Ou l'on grince des dents à comparer ce vingtième siècle de « juxtapositions » architecturales, comme le souligne Jean Favier, directeur des Archives de France, dans sa préface au catalogue, et les ensembles justement conçus, puis prolongés et complétés qu'a laissé, à Besançon, le dix-huitième siècle. C'est là qu'une telle exposition prend toute sa valeur pédagogique.

Le serpent et le dragon

De Besançon et d'Arc-et-Senans, on descendra jusqu'à Grenoble, où est présentée, dans un nouveau centre d'information (seules ses « qualités » architecturales viennent tempérer les qualités de son accueil), une exposition qui, elle aussi, prend une ville pour thème, mais selon un mode différent. Ces « Clés pour Grenoble » se sont sans doute fondées sur des archives qui retracent l'évolution de la ville depuis ses origines, mais pour s'attacher à son urbanisme plus qu'à son architecture, et pour en faire une présentation qui se veut moins conventionnelle (2).

Moins conventionnelle ? C'est le seul reproche qu'on peut lui adresser, si l'on peut commencer par là, d'avoir, sur un plan subtil, donc difficile, un peu trop cherché l'originalité (relative), rendant ainsi la lecture de l'exposition ardue, pour ne pas dire confuse. Cependant, Grenoble, ville d'eau par ses inondations, ville d'armes elle aussi par sa position stratégique, ville d'art à un bien moindre degré (sinon, mais c'est une autre histoire, par son exceptionnel musée), Grenoble et son histoire sont ici intelligemment dessinées. Mieux encore : sans prétention.

C'est d'abord pour donner aux habitants une meilleure idée de leur ville que ces « *Clés pour Grenoble* » ont été conçues. Trois exemples, connus là-bas de chacun — les terrains militaires, les quartiers sud, le chemin de fer et sa gare — sont ainsi passés au quadruple crible de l'« histoire », (les dates), de ce que les organisateurs appellent « la durée » (les marques et la trace du temps), de la « volonté idéologique » (le travail de ceux qu'on appelle aujourd'hui les décideurs), des « rapports de force » (entre les différents groupes et pouvoirs dans la ville).

Une telle exposition, patronnée par la ville, laisse espérer pour l'avenir, un urbanisme plus cohérent, moins déchiré que celui qui a ici, comme partout ailleurs, prévalu. Mais le « serpent » et le « dragon », surnom des deux cours d'eau qui ont fait, pour et contre elle, l'histoire de Grenoble, et qui pourraient être les surnoms de bien d'autres choses, de bien d'autres gens, n'ont peut-être pas encore fini, qui de distiller son venin, qui de cracher son feu.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Salines royales d'Arc-et-Senans, jusqu'au 14 septembre ; l'exposition sera ensuite présentée au palais Grauvelle, à Besançon.

(2) Maison du tourisme, hall d'information municipale, jusqu'à fin octobre.

PETITES NOUVELLES

■ M. Jack Lang, délégué à la culture du parti socialiste, présent à la Mostra de Venise, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il était « nécessaire d'alerter l'opinion publique sur les dangers qui menacent l'existence même des différents cinémas en Europe ». M. Jack Lang a ajouté qu'il avait demandé, dans une lettre adressée à Mme Simone Veil, présidente du Parlement européen, que soit inscrit à l'ordre du jour du Parlement de Strasbourg un débat sur l'attitude de la C.E.E. à l'égard du septième art. Selon le délégué à la culture du P.S., l'abolition des mécanismes de protection nationale et des mécanismes d'aide au cinéma recommandée aux gouvernements européens aboutirait à considérer le cinéma comme une industrie et non comme un élément indispensable du patrimoine culturel national. M. Jack Lang a rappelé qu'avait été élaborée au cours d'un colloque organisé en juin à Hyères (Var), par le parti socialiste, une charte des cinéastes.

■ Le Festival mondial de la chanson française, qui se tient les 4, 5 et 6 septembre à Antibes-Juan-les-Pins, permettra d'écouter une cinquantaine de musiciens et de groupes venus des pays francophones d'Europe, du Canada et d'Afrique, ainsi Mama Bea, André Bialck, Starshooter, Jacques Higelin, Hugues Aufray, Odeurs, Sapho, Stop, Pieds Joints, Stop, Kapia, P.Z.U. et d'autres. Organisé par la ville d'Antibes, patronné par le Haut Comité de la langue française, avec le concours de la SACEM, ce festival prévoit en outre plusieurs débats-rencontres entre les auteurs-compositeurs et professionnels de la chanson.

■ Les Saltimbanques réunis organisent, les 6 et 7 septembre, au domaine de Chalain, dans le Jura, une grande rencontre des arts de la rue qui rassemblera pendant trente-six heures, samedi et dimanche, plus de deux cents artistes travaillant en coopérative : funambules, musiciens de rue ou de fanfare, clowns, mimes, équilibristes, hommes-oiseaux, plasticiens volants, marionnettistes, colporteurs d'images pour théâtres de rue, chanteurs de rue, conteurs, facteurs d'orgues, cracheurs de feu, etc. Cette rencontre, intitulée la Falaise des fous, se tiendra au bord du lac de Chalain, à 28 kilomètres de Lons-le-Saunier (il est possible de camper). Renseign. téléph. Paris (1) 236-47-16, téléph. Jura (84) 24-27-22.

■ Après avoir été créé dans un wagon-théâtre du Cévenol (« le Monde » du 9 août), « Compartiment non-fumeurs », de Tchekhov, fait escale au Théâtre d'essai jusqu'au 14 septembre, à 20 h. 45, avant de repartir en train, toujours sur le Cévenol, les 16 et 22 septembre (45, rue des Francs-Bourgeois, Paris-IVe).

■ Une rétrospective du cinéma québécois est organisée à la Cinémathèque française, du 15 septembre au 15 octobre. Grâce au concours de la Cinémathèque québécoise, près de quatre-vingt-dix films seront présentés, dont certains remontent au milieu des années 40.

MUSIQUE

MORT DE L'ORGANISTE ANDRÉ MARCHAL...

L'organiste André Marchal est mort le 26 août, à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

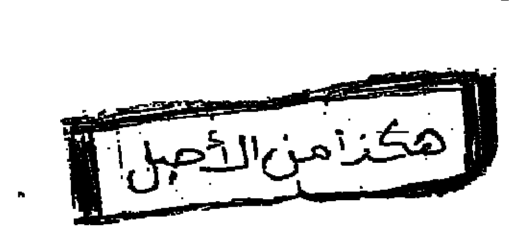
André Marchal, après avoir pendant près de trente ans joué régulièrement sur l'orgue de Saint-Germain-des-Prés, fut nommé titulaire de celui de l'église Saint-Eustache, où il resta jusqu'à 1963, date à laquelle il démissionna de ce poste, n'étant pas d'accord avec les choix envisagés pour la restauration de l'instrument. L'organier qu'il avait recommandé fut finalement chargé d'accomplir les travaux nécessaires.

D'André Marchal, ses élèves, nombreux, se souviennent comme d'un grand professeur. Il donnait encore des cours ces mois derniers. Des organistes comme Norbert Dufourcq, Noëlie Pierront, Antoine Reboulleau, ont suivi son enseignement, ou encore Jean Langlais, selon qui André Marchal fut le premier à ne plus se satisfaire du carcan de la tradition Lemmens : une façon trop figée d'interpréter les œuvres de Bach. « André Marchal avait le sens poétique de l'orgue », *dit Jean Langlais, qui ajoute encore :* « Il était un chercheur et ne jouait jamais rien deux fois de la même manière. » *André Marchal, il y a de nombreuses années, avait donné au palais de Chaillot une série de dix récitals qui firent date : il connaissait l'art de l'improvisation. Il fit, en 1953, un long séjour aux Etats-Unis où de nombreuses universités l'accueillirent.*

... ET DU PIANISTE MARCEL CIAMPI

Le pianiste Marcel Ciampi vient de mourir à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

[Né le 29 mai 1891, Marcel Ciampi obtint dès 1909 un premier prix de piano au Conservatoire de Paris, où il étudia successivement avec Diemer, puis Perez de Brambilla. Il fut lui-même nommé professeur au Conservatoire en 1941 et resta titulaire d'une classe de piano jusqu'en 1961. Il enseignait également à l'école de Yehudi Menuhin près de Londres. Outre les très nombreux récitals qu'il donna au long de ses tournées, Marcel Ciampi accompagna souvent Pablo Casals et Jacques Thibaud. Le compositeur Georges Enesco, avec lequel il était très lié, lui dédia sa *Troisième Sonate pour piano*. Marcel Ciampi était le mari de la violoniste Yvonne Astruc.]



théâtres

Les théâtres de Paris

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Délire à deux ; 22 h. : Prospectus.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Comédie-Italienne (321-22-22), 21 h. : la Locandiera.
Conciergerie (633-61-77), 21 h. : la Rose et le Fer.
Dunois (584-72-00), 21 h. : Théâtre innocent.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Histoires vraies.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 45 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Rufus ; 22 h. : V comme Vian 80.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34). Théâtre noir, 18 h. 30 : En compagnie d'Apollinaire ; 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Théâtre rouge, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance. — III, 18 h. 15 : Parlons français ; 22 h. 30 : Notre-Dame de l'Informatique.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles. — Petite salle, 22 h. : Triboulet existe.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : En plein dans le mille.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre de Poche (598-92-97), 20 h. 30 : le Premier.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-15-70), 20 h. 15 : Arench = MC 2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : les Belges.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Couplai-moi le souffle ; 22 h. 30 : les Deux Suisses. — II, 22 h. : Popeck ; 23 h. 30 : R. Mason.
Café de la Gare (278-52-51), 22 h. : la Transatlantide ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Cafessaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Le Connétable (277-41-40), 21 h. 30 : Clotilde ; 22 h. 30 : J. Debronckart ; 23 h. 30 : E. Barret.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30 : la Matiouette ; 23 h. : Essayez donc nos pédalos.
L'Echandoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, G. Verchère.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.

Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Cabaret chaud sept ; 21 h. 30 : Ch. Jolibois ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre du Marais (278-50-27), 21 h. : Phèdre à repasser.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 21 h. 30 : J. Blot ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens (296-60-24), 20 h. 30 : Ta bouche.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Shalom Israël 80.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Pepe Cordoba et sa Fiesta flamenca.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Magie and Co.

Les concerts

Ranelagh, 20 h. 30 : Orchestre de chambre du Conservatoire de musique du Caire, dir. E. Schelle.
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orchestre et Chorale P. Kuentz (Debussy, Ravel, Blavet...).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : M. Edelin, F. Mechali, M. Prescatelli.

Mardi 2 septembre

Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : J.-L. Chautemps, D. Humair, F. Jeanneau, J.F. Jenny Clark, B. Lubat, H. Texier ; 22 h. 45 : Los Salseros.

Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Groupe Anches Doo Too Cool.

Petit-Opportun (236-01-36), 22 h. : D. Lockwood.

Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : Maxime Saury.

XVe Festival estival de Paris

(329-37-57)

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ensemble vocal et instrumental G. Dufay (Abélard, de Saint-Victor, Wipo...).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Robin des Bois, d'A. Dwan ; 19 h., Le patrimoine cinématographique français : Dada et surréalisme (Man Ray, F. Léger, Chomette, R. Clair, G. Dulac) ; 21 h. : Rétrospective du Festival d'Annecy 1960-1980.
Beaubourg (278-35-57), relâche.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16)
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-City, 8e (562-45-76).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (354-00-11).
BABY CART, L'ENFANT MASSACRE (Jap., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
BIENVENUE, MR CHANCE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
BRIGADE MONDAINE : VAUDOU AUX CARAIBES (Fr.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18).
CALIGULA (It., v. ang.) (**) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg., v. ang.) : Cinoche, 6e (633-10-82). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; H. sp., Studio Raspail, 14e (320-38-98)
LE COMMANDO DE SA MAJESTE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CONTES PERVERS (Fr.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DON GIOVANNI (Fr.-It.) (v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)
ENQUETE SUR UNE PASSION (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
EXTASE (Tch., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LES FAISEURS DE SUISSES (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86).
LA FEMME INTEGRALE (F.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
FRENCH POSTCARDS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29) — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES HERITIERES (Hong., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
JE VAIS CRAQUER (F.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
JE SUIS PHOTOGENIQUE (It., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU POUR AVOIR UNE FEMME QUI BOIT DANS LES CAFES AVEC LES HOMMES ? (F.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA MALEDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
MANHATTAN (A., v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
MON ONCLE D'AMERIQUE (F.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Ternes, 17e (380-10-41).
LES MONSTRES DE LA MER (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e 343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
NEW YORK CONNECTION (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
ODO TOUM (Suis.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA PETITE SIRENE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75).
PILE OU FACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Biarritz, 8e (723-69-23) U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
PIED PLAT SUR LE NIL (It., v.f.) : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
LE PRE (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Balzac, 8e (561-10-60).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp. ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
ROSY LA BOURRASQUE (Fr.-It., v.f.) : Biarritz, 8e (359-42-33) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE SAUT DANS LE VIDE (It., v.f.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT EXPRESS (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Mayfair, 16e (525-27-06).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C Marbeuf, 8e (225-47-19) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
YANKS (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

Les festivals

FRANÇOIS TRUFFAUT, 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : les Deux Anglaises et le continent.
FILM NOIR (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Je suis un évadé.
HUMPHREY BOGART (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Grand Sommeil.
W.C. FIELDS (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78) : Passez muscade.
ROCKY REGGAE MOVIES (v.o.), Trois Luxembourg, 6e (633-97-77). En alternance : Jubilee - Bob Marley Live.
FILMS SOVIETIQUES (v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80), 18 h. : Cinq soirées ; 20 h. : Partition inachevée pour piano mécanique ; 22 h. : l'Esclave de l'amour.
GRAND-PAVOIS, 15e (554-46-85) (v.o.), I, 20 h. 10 : Mort sur le Nil ; 22 h. 30 : Jeremiah Johnson. — II, 18 h. 30 : Play Time ; 20 h. 30 : l'Année dernière à Marienbad ; 22 h. 10 : New-York, New-York.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), I, 18 h. 5 : American Graffiti ; 20 h. 5 : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 30 : Vol au-dessus d'un nid de coucou. — II, 18 h. 15 : If ; 20 h. 10 : Marathon Man ; 22 h. 15 : Love.
STUDIO GALANDE, 5e (354-72-71) (v.o.), 18 h. 20 : le Troisième Homme ; 20 h. 10 : Salo ; 22 h. 10 et 24 h. : Rocky Horror Picture Show.
LES VIOLENTS D'HOLLYWOOD (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : le Fleuve sauvage.
L'INDE, REVE ET REALITE (v.o.), Action République, 11e (805-51-33) : India Song.
REGARD SUR L'HOMOSEXUALITE, Le Seine, 5e (325-95-99) (v.o.) : Sébastiane.

LES FILMS NOUVEAUX

ANTHRACITE, film français d'Edouard Niermans. — Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70), Impérial, 2e (742-72-52), Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38), Marignan, 8e (359-92-82), Nation, 12e (343-04-67), Olympic, 14e (542-67-42), Parnassiens, 14e (329-83-11), Cambronne, 15e (734-42-96), Murat, 16e (651-99-75).
LA BANQUIERE, film français de Francis Girod. — Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Ambassade, 8e (359-19-08), France-Elysées, 8e (723-71-11), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Nation, 12e (343-04-67), Fauvette, 13e (331-60-74), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Parnassiens, 14e (329-83-11), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA NUIT, UN RODEUR, film australien de Jim Sharman (*). — Movies-Les Halles, 1er (236-71-72), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83), Olympic, 14e (542-67-42).
LE BAR DU TELEPHONE, film français de Claude Barrois. U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Publicis-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33).
LE TONNERRE ROUGE, film canadien de Claude Fournier. — Action Christine, 6e (325-85-78).
LES GUERRIERS DE LA NUIT, film américain de Walter Hill (**). — V.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Helder, 9e (770-11-24), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CAN'T STOP THE MUSIC, film américain de Nancy Walker. — V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-58-83), Publicis-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA CARABINE NATIONALE, film espagnol de Luis Berlanga. — V.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-11), Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70), Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33, Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES DOIGTS DU DIABLE, film américain d'Alfredo Zacharias (*). — V.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Mercury, 8e (562-75-90). — V.f : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

EGLISE ST-SEVERIN Tous les mardis de Septembre à 21 h. (WERNER)	Saison parisienne 1980 ORCHESTRE KUENTZ Le 2 : Année Patrimoine IV M.-Cl. JAMET, Ch. LARDÉ. Le 9 : Prestige de la flûte TELEMANN, VIVALDI, BACH.
CHARTRES Collégiale Saint-André Samedi 6 Septembre à 21 h. L. : off. tour. (37) 21-54-03 (p.e. Kiesgen)	Samedis Musicaux CLAUDE BOLLING et le Show Biz Band JAZZ PARTY Le 13/9 : RAMZI YASSA.

SPECTACLES

Les séances spéciales

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 18 h. 05.
AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
L'ALBUM DE MARTIN SCORSESE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (327-57-47), 20 h.
CARRIE (A., v o.) : Calypso, 17e (380-30-11), sam., 23 h. 45.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h. 15.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (F.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 12 h. 10, sf D.
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suis.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
MAHLER (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 25
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) . Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 10.
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 25.
LE TAMBOUR (All.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), 21 h. 45.

Les grandes reprises

L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
LES AVENTURES DU CAPITAINE BLOOD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Impérial, 2e (742-72-52).
LES BERETS VERTS (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
BORN TO WIN (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
CHINATOWN (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA DERNIERE FEMME (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES DAMNES (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Fauvette, 13e (331-60-74) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DRAME DE LA JALOUSIE (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (327-57-47). H. Sp.
LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Royale, 8e (265-82-66) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
GOLDFINGER (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LE GUEPARD (It., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65), Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : ABC, 2e (236-55-54).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (273-62-98).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Actua-Champo, 5e (354-51-60), Maxéville, 9e (770-72-86).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Forum Cinéma, 1er (297-53-74), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Cambronne, 15e (734-42-96).
LULU (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
MA FEMME EST UNE SORCIERE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LE MESSAGER (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MONTY-PYTHON SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
L'ŒUF DU SERPENT (Suéd., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LES OISEAUX (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50).
PAPA D'UN JOUR (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE PARRAIN I et II (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40).
SCARFACE (A., v.o.) : Movies-Les Halles, 1er (236-71-72) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic, 14e (542-67-42).
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
TARZOON, LA HONTE DE LA JUNGLE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
TAXI DRIVER (A., v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE TIGRE DU BENGALE, LE TOMBEAU HINDOU (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
TESS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) H. sp.
UNE VIE DIFFICILE (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47). H. sp.
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Balzac, 8e (561-10-60).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
VALENTINO (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

RADIO-TÉLÉVISION

Sur Antenne 2

L'été polonais

Ah ! la Pologne ! Mais qu'est-ce qui rapproche de la sorte Français et Polonais ? Pourquoi donc participons-nous avec tant d'intensité aux luttes et aux épreuves de ces Slaves turbulents ?

Jean-Pierre Elkabbach et Louis Bériot, assistés pour l'occasion de Jean Offredo, ont eu assurément raison de consacrer lundi soir, alors que la crise à Gdansk et à Varsovie connaît un entracte, une émission de leur magazine « Question de temps » à « L'été polonais ». Monté presque au pied levé — jusqu'à mercredi dernier, aucune équipe de tournage d'Antenne 2 n'avait été autorisée à se rendre sur place, — ce dossier a permis de faire le point sur les évènements qui secouent la Pologne depuis plus de quinze jours, même si l'on eût aimé que souffle davantage sur notre petit écran ce romantisme révolutionnaire qui, une fois de plus, en ces journées dramatiques, a saisi les descendants des Piast.

Mais à questions graves, réponses sérieuses. Une fois posé le cadre historique et rappelé le « long calvaire » de ce peuple à travers les siècles, nous ont été présentés différents aspects de cette nouvelle crise polonaise. Images déjà familières des chantiers navals Lénine à Gdansk occupés par les ouvriers, montrés, hélas ! sur une musique de fond inutilement lugubre — les témoins ne nous ont-ils pas rapporté que cette grève avait été une fête ?

Images aussi de la vie quotidienne, avec ses difficultés d'un autre âge — les queues interminables devant des étalages peu ou mal fournis — et ses particularités — les fameux magasins « commerciaux », une invention spécifique du système polonais, dont l'existence a fortement contribué à la colère de la population.

Images enfin de ce peuple « fou de Dieu » avec un merveilleux reportage d'Henri de Turenne et Jean Antoine, qui nous a montré avec humour et authenticité ces pèlerins joyeux, animés d'une « émotion mystique et patriotique », qui se rendent chaque année par dizaines de milliers de Varsovie au sanctuaire de la Vierge noire, « la reine éternelle de la Pologne », à Czestochowa.

Impossible, en effet, sans cette dimension religieuse, de comprendre quoi que ce soit au phénomène polonais. Car le catholicisme de ce peuple, en dehors de toute interrogation spirituelle, doit être considéré comme une dimension d'un sentiment national très vif et que l'histoire souvent douloureuse des trente-cinq dernières années n'a fait que ranimer.

Mais impossible aussi de saisir la véritable profondeur de la crise actuelle sans rappeler la lente maturation des esprits qui s'est produite ces dernières années — et, à ce propos, il eût été bon d'apporter un éclairage plus précis sur le monde du travail, fer de lance de la présente révolte, et sur l'activité inlassable depuis 1976 des hommes et des femmes qui forment ce que nous appelons ici par facilité l'« opposition » polonaise, une notion dont l'historien Krzystof Pomian a eu raison de dire qu'elle ne recouvrait pas à Varsovie la même réalité qu'à Paris.

Sur quoi débouchera finalement cette crise polonaise ? A Bonn — Michel Meyer nous l'a fort bien dit, — on s'interroge sur les contradictions de la détente, source à la fois de coopération, mais peut-être aussi de déstabilisation. Une raison parmi d'autres, pour l'écrivain tchèque en exil Pavel Tigrid, de manifester avec le professeur Efim Etkind, naguère citoyen soviétique, beaucoup de scepticisme, face à l'évolutionnisme raisonné de K. Pomian quant aux chances de survie de l'expérience en cours à Varsovie. Dialogue pathétique où sont apparus pendant un trop bref instant tous les espoirs d'un peuple et toutes les désillusions de millions d'Européens de l'Est. Aujourd'hui, l'été polonais. Et demain ? Ah ! si seulement la réponse ne dépendait que des Polonais !

M. L.

LA C.B. TOUJOURS SOUS SURVEILLANCE

Après les manifestations de « cibistes » demandant la libéralisation de l'usage des émetteurs-récepteurs de la bande de 27 MHZ (le Monde daté 31 août-1er septembre et du 2 septembre), le secrétariat d'État aux P.T.T. doute qu'il soit possible de surcharger cette bande de fréquence. Les discussions ouvertes au niveau européen, au sujet de la « citizen band » s'orientent vers la recherche d'une nouvelle fréquence.

Les P.T.T. rappellent, à cette occasion, que l'utilisation de ce genre d'émetteurs-récepteurs est subordonnée à l'obtention d'une licence. Les appareils doivent être portatifs et ne peuvent être installés à bord de véhicules. Leurs fréquences sont comprises entre 26,960 MHZ et 27,288 MHZ. L'antenne et le système d'alimentation doivent être incorporés. Enfin, la puissance d'émission ne peut pas dépasser 0,1 watt.

Les contrevenants sont passibles de peines de prison (de un mois à un an) et d'amendes (de 3 600 F à 36 000 F) selon le code des P.T.T.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 3 SEPTEMBRE

— *M. Michel Poniatowski*, ancien ministre, membre du conseil national de l'U.D.F., est l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h. 20.

Mardi 2 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h Caméra au poing.
Sur le dos d'un éléphant.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : « Frédéric ».
20 h Journal.
20 h 30 Série : « Mathias Sandorf ».
D'après J. Verne, adapt. C. Desailly, réal. J.-P. Decourt. Avec I. Buttor, J. Speidel,
21 h 20 Série documentaire : « les Français du bout du monde ».
Jérôme Equer trace ici le portrait de Marie-Anna Leborits, une jeune femme qui travaille depuis deux ans au département de langue française de Radio-Pékin. Celle-ci relate avec simplicité, sincérité, son expérience, sa vie quotidienne là-bas.
22 h 15 Variétés : Paris, la poésie.
Proposé par P. Seghers.
Enregistrée à la Comédie des Champs-Elysées, cette émission est un hymne à Paris et à la poésie. Parmi les auteurs cités, Prévert, Apollinaire, Desnos, Aragon... on écoutera aussi Juliette Gréco, Jacques Douai, Jean Wiener, François Maistre, Catherine Sauvage.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.
20 h Journal.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : « Salut l'artiste ».

Film français de Y. Robert (1973), avec M. Mastroianni, F. Fabian, J. Rochefort, C. Gravina, E. Buyle, T. Balachova, D. de Keuchel. (Rediffusion.)
Un comédien obscur s'exténue à courir le cachet, se partage entre sa femme et sa maîtresse et a des ennuis avec son fils Hommage au métier des acteurs de second plan, qu'on ne voit jamais dans un grand rôle. Un film humoristique et attendri avec deux bonnes compositions de Marcello Mastroianni et Jean Rochefort.
22 h Débat : la vie d'artiste.
Avec Mmes M. Dalbray, M. Pacôme, MM R. Carel, G. Pierauld, J. Carmet et Y Robert.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « Prince Vaillant ».
Film américain de H. Hathaway (1954), avec J. Mason, J. Leigh, R. Wagner, D. Paget, S. Hayden. (Rediffusion.)
Le fils du roi de Scandie, dépossédé de son trône par un Viking, se rend à la cour du roi Artuhr pour démasquer un traître et connaît de nombreuses aventures. Belle adaptation, en forme de western médiéval, de la célèbre bande dessinée d'Hal Foster. Souffle de l'aventure et scènes spectaculaires.
22 h 10 Journal.

FRANCE - CULTURE

19 h. 30, La route et le fleuve.
20 h., Dialogues franco-danois : Morale puritaine et société permissive, avec H. Strangerup et J.-F. Held.
21 h. 15, Musiques de notre temps.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30, Festival Estival de Paris : en direct de l'église Saint-Etienne du Mont, concert donné par l'Ensemble vocal et instrumental Guillaume Dufay (œuvres d'Abelard, Saint-Victor, Wipo, Saint-Gall, Perotin).
21 h. 45, Fêtes romantiques de Nohant : Récital de piano avec B.-L. Gelber (« Six Sonates », de Scarlatti ; « Sonate n° 13 », de Schubert).
23 h., Les Nuits d'été : Budapest.

Mercredi 3 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Jeune pratique.
Qu'est-ce qu'une entreprise ?
12 h 30 : Avis de recherche.
13 h Journal.
13 h 40 Série : « King ».
Rediffusion d'une série américaine, écrite et réalisée par Abby Mann, qui retrace la vie de Martin Luther King.
17 h Série : « le Petit Prince orphelin ».
La vallée de la mort.
17 h 25 Croque vacances.
Dessin animé ; 17 h. 30, Bricolage (et à 17 h. 45) ; 17 h. 35, Isidore le lapin ; 17 h. 40, Infos-magazine ; 17 h. 50, Samson et Goliath.
18 h Une femme, une époque : Joséphine Baker.
De R. Milcent (redif.).
19 h Caméra au poing.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : « Frédéric ».
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 30 Série : « les Dames de cœur ».
Réal. P. Siegrist. Avec M. Robinson, G. Casadesus, O. Laure...
Un émir riche et puissant est conduit à commettre un crime par passion de la peinture.
21 h 30 Magazine : « l'Evénement ».
De H. Marque et J. Besançon.
Au sommaire : les travailleurs de la mer ; la famine en Ouganda ; l'extrême-droite en France ; la situation en Italie après l'attentat de Bologne ; la voie polonaise ; Ronald Reagan et sa famille.
22 h 30 Série : « Grand-mères ».
Emission de J. Frapat, réal. L. de Kermadec.
Une grand-mère, qui a l'accent du Midi, qui est metteur en scène, qui a l'esprit clair, et qui est pudique. Une jeune « vieille dame » qui a le goût de la vie.
23 h 10 Sport : cyclisme sur piste.
Championnat du monde, à Besançon.
23 h 30 : Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : « Une affaire pour Manndli ».
Devoir de vacances.
14 h Aujourd'hui, madame.
Invité : Alexandre Lagoya.
15 h 5 Feuilleton : L'aventure est au bout de la route.
La mine
15 h 55 Sports.
Tennis, à Flushing-Meadow (résumé).
18 h Récré A 2.
Félix le chat ; Dino boy ; Le neveu d'Amérique.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « En r'venant d'l'expo ».
De J.-C. Grumberg, réalisé par N. Lilenstein et interprété par la troupe du Théâtre du Campagnol, avec notamment François Perrier, Liliane Derval, Claude Merlin.
L'histoire d'une famille de comiques troupiers entre 1900 et 1914. La période de de l'Exposition universelle qui a eu lieu en 1900, jusqu'à la déclaration de la première guerre mondiale et la naissance du syndicalisme
22 h 30 Variétés : Ritchie Family au Palace.
23 h 5 Histoires courtes : La confesse.
De P. Remy.
Un homme saute d'un train et entre dans une maison. Il raconte une histoire d'amour dont il veut se débarrasser à un inconnu assis devant un miroir.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

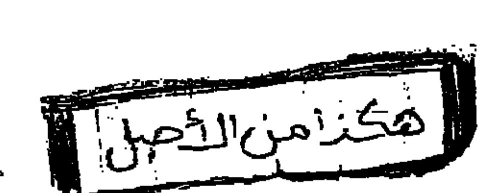
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Les aventures de Lolek et Bolek ; Carroyage.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle Don Camillo) : « Don Camillo Monseigneur ».
Film italien de C. Gallone (1961), avec Fernandel, G Cervi, A. Rignault, G. Rovere.
Don Camillo, « monsignore » au Vatican, et Peppone, sénateur à Rome, regagnent leur ancien village pour y régler un conflit entre la paroisse et la municipalité. Une recette comique épuisée, une réalisation essoufflée, des numéros de routine de Fernandel et Gino Cervi.
22 h 25 Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Colportage : à Chinon.
8 h., Les chemins de la connaissance : la chasse et l'érotique ; à 8 h. 32, Dieu au village.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques : Préoccupations architecturales, avec R. Bofill ; Architecture Paris, 1848-1914, avec P. Chemetov.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Christophe », d'I. Korchunov ; « Un été pour mourir », de L. Lowry.
11 h. 2, Libre parcours récital : G. Besus, piano (Schubert, Janacek, Schumann).
12 h. 5, Nous tous chacun.
12 h. 45, Panorama : spécial Annecy.
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h., Sons : Villes d'eau... Amsterdam.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Œuvres complètes de Kafka » (tome 2), de C. David.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : Quelles lectures pour nos enfants.
15 h. 2, Points d'interrogation : les grandes civilisations.
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours.
16 h. 50, Actualité : les voies de la psychologie humaniste.
17 h. 32, Libre parcours récital : J. Horreaux et J.-M. Tréhard, luths et guitares.
18 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « Un trou », d'A. Saumont, lu par J. Duby.
19 h. 30, La route et le fleuve.
20 h., La musique et les hommes : « l'Incontro improviso », opéra de Haydn, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. : A. Dorati.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Concert français sous Louis XIV : œuvres de Lully, Marais, Chambonnières, Couperin, d'Anglebert, Charpentier, Couperin le Grand ; 8 h 35, Kiosque-matin.
9 h. 30, L'Académie royale de musique : Début du concert spirituel à Paris, 1725-1728.
11 h. 30, Concert donné le 30 juin 1979 au Victoria-Hall de Genève par l'Orchestre national de France, dir. : L. Maazel (œuvres de Ravel, Dukas, Debussy, Roussel).
13 h. 5, Jazz vivant estival : le Grand Orchestre de Woody Herman (Guiffre, Mingus, Burns, Mercer-Arlen, Copola, Legrand, etc.).
14 h., Children's corner ; 14 h. 3, La France, son public et ses goûts dans les années 1900 : « Pelléas et Mélisande », de Debussy ; « Carmen », de Bizet (extraits).
17 h., Concert-lecture : The Hilliard Ensemble (le motet d'église sous Louis XIV) ; 19 h. 5, Kiosque-soir.
20 h. 30, Chorégies d'Orange 1980 : « Symphonie n° 3 », de Mahler, par l'Orchestre national de France, la London Choral Society, le Chœur d'enfants de la chapelle royale de Windsor.
23 h., Les Nuits d'été : Prague.



Le Monde **jours d'été**

SAÏD ET MOI

Roman-reportage de Poirot-Delpech

XII. - L'an prochain à Sidi-Fredj

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS. — Au cours d'un séjour en Algérie, le docteur Rieux a découvert les injustices commises par la France envers les travailleurs immigrés, notamment en expulsant leurs enfants. Se souvenant qu'il avait été chrétien, et ami d'un ministre, il a écrit à ce dernier une lettre dont, moyennant quelque hypocrisie, il espère beaucoup.

Mardi 2 septembre.

Ils se sont aperçus de très loin. Rieux s'efforçait d'admirer en touriste les arcades mauresques de l'architecte Pouillon ; Saïd chahutait avec un groupe de jeunes au bord des quais. Mais tous deux guettaient l'arrivée de l'autre comme de mauvais espions. Pour rien au monde, ils n'auraient manqué ce rendez-vous de Sidi-Fredj. *« Mardi 2 septembre, 20 heures, sur le port. »* De ces propositions en l'air, dont on sait à l'instant qu'on s'y tiendra comme à un serment ! C'est à qui ne pressera pas le pas, pour cacher que le cœur galope. Le cœur ? Afin de parer au malentendu, il faudrait nuancer : parler de la complicité émue que laissent les aventures courues ensemble, et senties au quart de tour de la même manière. Saïd traduit exactement ce sentiment en plaquant sa main bien à plat dans celle de Rieux.

« Chez nous, ce geste ne s'emploie pas que pour conclure les affaires, explique-t-il. *Ça veut dire également : à fond d'accord, tu l'as dit bouffi ! »*

En quelques mots, chacun récapitule sa semaine pour l'autre. Rieux se taille un certain succès avec son sauvetage des clandestins. Son projet de lettre au ministre de l'intérieur produit moins d'effet. L'ayant lu en diagonale, Saïd fait la moue :

« Je ne veux pas m'ingérer dans vos affaires intérieures, mais je ne te croyais pas si à droite.

— Tu ne vois pas que c'est une ruse ?, s'inquiète Rieux.

— Je veux dire : aussi capable de te faire passer pour ce que tu n'es pas !, rectifie Saïd. *C'est comme à Youb... »*

Son père a craint d'avoir mal reçu Rieux. Il ne comprenait pas que le Français les ait quittés subitement pour « téléphoner à sa femme ». Aux yeux d'un trigame vivant sans calendrier ni montre, ce genre d'urgence n'avait aucun sens.

« C'est moi qui me sentais de trop », dit Rieux.

Saïd aussi, au bout de deux jours, a cru étouffer. Son père l'avait obligé à battre l'orge. Toute cette paille qui tournoyait autour du soleil, au rythme des mules ! Il s'était à moitié évanoui. La campagne, c'est d'abord un travail de bête ! En reprenant le car, il respirait. Même la liberté et le paradis, il arrive qu'on les quitte avec soulagement. Il préfère le campement de jeunes émigrés qu'il a rejoint la veille, à Sidi-Fredj.

« Ici au moins, on peut parler de Barbès ! », dit-il avec un sérieux qui étonne Rieux.

Une jeune fille en combinaison de pompiste a quitté le groupe des jeunes émigrés. Elle s'avance vers Saïd en buvant au goulot une bouteille d'eau minérale, entre ses cheveux ramenés dans la figure. Avant qu'elle ne puisse entendre, Saïd situe Djamila — c'est son nom — à l'intention de Rieux. Il l'a rencontrée dans le car qui le ramenait de Youb. Elle revenait d'un camp de volontaires dans une commune autogérée de la région. Elle s'y était inscrite à Paris pour bénéficier du voyage payé par les autorités algériennes. Elle est née à la Goutte-d'Or, il y a vingt ans, d'un ajusteur kabyle et d'une couturière française. Elle pointe à l'A.N.P.E., tout en servant dans une boîte à couscous près de Saint-Séverin.

« Du moins, c'est ce qu'elle raconte », ajoute Saïd, sceptique. Elle m'a dragué dans le car fissa. Klepto et mytho sur les bords, raide, barjo, la frangine ! Elle prétend qu'un magistrat dégoûtant qui l'a tirée d'une affaire de vol à la FNAC l'oblige à piquer des Pléiade.

« On dirait mon grand-père, ton docteur, francaoui comme c'est pas permis, mais faisable ! », lance-t-elle à Saïd tout en dévisageant Rieux et en se pendant à son bras.

الغريب

Le groupe dont elle s'est détachée se dirige par la plage vers la station balnéaire de Moretti, où plusieurs d'entre eux doivent jouer des sketches sur la vie d'émigré en France. Elle entraîne Saïd et Rieux à les suivre. En marchant dans le sable à la nuit tombante, étudiants et employés échangent leurs impressions sur la révolution agraire qu'ils viennent d'observer, et sur l'ensemble du pays, où beaucoup n'étaient jamais venus. Rieux ne peut s'empêcher de comparer leur savoureux sabir franco-arabe au « pataouète » des pieds-noirs de Bab-El-Oued, du temps de la famille Hernandez. La bouture inverse a produit le même recul et le même mordant affectueux à l'égard des autochtones.

Ces derniers se voient reprocher, en vrac et à la blague, de manquer d'humour, de flippers, de pastis. L'un des stagiaires, qui commandait un jus de fruit en plein ramadan, a été conduit au poste. Un autre, qui embrassait sa fiancée sur la plage, a été débusqué par la police à coups de projecteur. D'après le cousin d'un troisième, le service militaire serait un vrai bagne. *« Ils font la queue pour tout,* dit un autre. *Les mariages sont arrangés. Le jeûne renforce le flicage général. Pas moyen de vivre à l'essai avec une fille dans un studio ! » « Et la répression de la culture kabyle ? »,* lance un autre, *« la corruption, la bureaucratie, la presse aux ordres ? » « Les Français ont eu bien de la patience de rester cent trente-deux ans,* conclut Djamila ; *moi, après trois semaines, j'en ai ma claque ! »...*

الغريب

Rieux se garde de réagir à ces provocations. Il songe aux ironies de l'histoire qui ont fait de ces enfants des hybrides de nationaux et d'étrangers. Tout cela parce que des ancêtres à lui ont débarqué ici même, alors Sidi-Ferruch, avec l'idée barbare qu'on doit civiliser à coup de baïonnette. Il y a eu cent cinquante ans de cela, le 14 juin dernier. Bien que quarante ans ne soit pas un chiffre qui se fête, la France a célébré le 18 juin 1940 à tout va, et oublié soigneusement ce cent cinquantenaire du malentendu. Gommer ce qui nous dérange : c'est ce que nous appelons écrire l'histoire. Rieux a une pensée pour les pauvres troufions qui se sont élancés sur cette plage, avec la casquette molle du père Bugeaud. Sa vieille aversion pour les chefs le reprend, comme lorsqu'il voit à la télévision des amiraux gâteux et naguère ennemis se féliciter, en titillant leur sonotone de traduction simultanée — *« Bravo, très cher, votre tir était de premier ordre ! »,* — sans un mot pour les équipages en train de boire leur dernière tasse de mazout... *« A quand,* bougonne-t-il, *le monument mondial aux victimes de tous les ordres cons ! »*

Le groupe d'émigrés a fait halte sous des pins parasols, et écoute Saïd, lancé dans une défense ardente de l'Algérie. Du « *ils* » dégoûté qu'il employait en arrivant à Oran, il est passé à un « *nous* » flambard.

« Faut pas charrier, dit-il. *Ce que fait l'Etat, le peuple s'y reconnaît. Eux et nous, avons évité quelques belles véroles comme l'alcoolisme, la psychanalyse, le profit, le néo-colonialisme du tourisme de luxe. On n'est pas redevenus les larbins des Européens comme les Tunisiens, qui ne peuvent même plus entrer dans leurs restaurants, et dont le SMIC est moitié du nôtre... On n'engraisse pas des patrons invisibles. On n'exclut pas les éclopés, comme dans la jungle des pays avancés. On scolarise, on soigne ; merde, c'est pas rien ! »*

Rieux se tourne vers Djamila, et lui demande ce qu'elle pense du plaidoyer de Saïd. En guise de réponse, elle colle ses lèvres aux siennes, et lui projette dans la bouche, à longues goulées, le fond de sa bouteille d'eau minérale. Tandis que Rieux reprend son souffle, elle lui enfonce ses ongles dans le poignet et lui parle à l'oreille :

« On baise pas ce soir, d'accord ? Ça gâcherait tout. J'en ai trop envie... On prendra des amphés avant, O.K. ? Tu me rappelles mon grand-père français. Tu t'excuses tout le temps, comme lui. Par indifférence, non ? Avoue que tu n'as jamais rien senti de ta vie, que tu es passé à côté de tout. Je me trompe ? Réponds à ta pauvre petite émigrée... »

Rieux est pris de court. Il en était resté aux soldats de Bugeaud et à toutes les piétailles flouées de l'histoire. Il ne sait pas s'il est troublé ou vaguement écœuré par le contact, sans précédent dans sa vie plutôt sage, de cette inconnue à peine plus âgée que sa fille Isabelle. Il se répète machinalement, conscient de rabâcher du vide : « Même la jeunesse qui a tout à construire est déboussolée. » Il rentre son estomac. Il se sent gros, les mains gourdes, Français. A la réflexion, les doigts que Djamila promène sur ses tempes lui paraissent trop experts, légèrement poisseux. Comparés au soyeux parfumé de Caroline, ces vêtements et cette odeur ont le rugueux vinaigré qu'il devine, à l'hôpital, chez les pauvres. Il se dit encore : « Senteur musquée des gens qui nous survivront à coup sûr, ces étrangers absolus... » Et, en même temps, impossible de nier que cette voracité saugrenue, flatteuse, pense-t-il, lui cause une excitation inédite, tenaillante.

الغريب

La bande de jeunes a continué à travers les pins vers le complexe de Moretti, dont les rues, vues de la plage, grouillent de monde. Saïd attend. A contre-jour, on devine qu'il se frotte le menton. Et s'il était jaloux ? Rieux essaie de se lever sans l'aide des mains, tombe, se relève. Il va vers Saïd. Le compliment qu'il prépare sue la mauvaise conscience. Il le sait, mais c'est trop tard :

« Bravo pour ton éloge de l'Algérie ! Ce que tu dis sur les véroles évitées, je l'ai senti comme toi. Alors, tu restes ? C'est dans les pays comme le tien que tout va se jouer d'ici à l'an 2000. Quel intérêt de traîner à Barbès, moitié sociologue, moitié gardien de nuit ? Il n'y a rien à attendre de l'Europe, ce Titanic *d'où ne s'élèvent même plus de cantiques ! »*

Djamila s'est agenouillée et trace des grands cercles inutiles dans le sable. Saïd, lui, dessine des triangles du bout du pied.

« Mon nom El Gharib veut dire plus qu'étranger : exilé où qu'on se trouve, citoyen de nulle part. »

Depuis Youb, il a mal au ventre. Il a vomi plusieurs fois. Il faudrait qu'il consulte à Paris.

« Mettons que je somatise, dit-il, *mais je voudrais pouvoir faire l'expérience d'ici avec un retour open. »*

Oubliant qu'il a lui-même hésité naguère entre khâgne et médecine, Rieux s'agace de ce qu'il appelle l'« atermoiement maladif des jeunes d'aujourd'hui ».

« T'es marrant, dit encore Saïd : *choisir entre deux histoires, deux climats, deux Bon Dieu, deux bouffes, deux façons d'aimer, c'est pas de la tarte ! »*

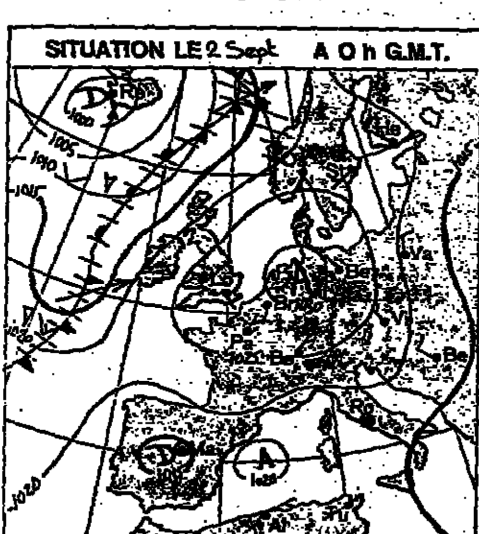
Djamila s'est éloignée. Saïd shoote dans une pomme de pin. Il a ce mot, garanti d'époque :

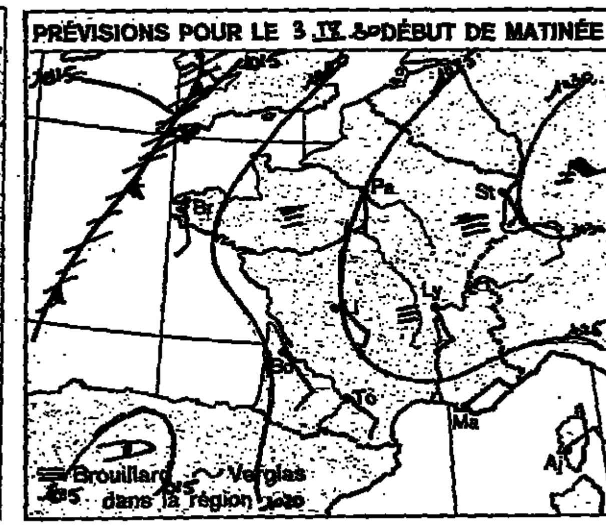
« Je me donne encore un an ! »

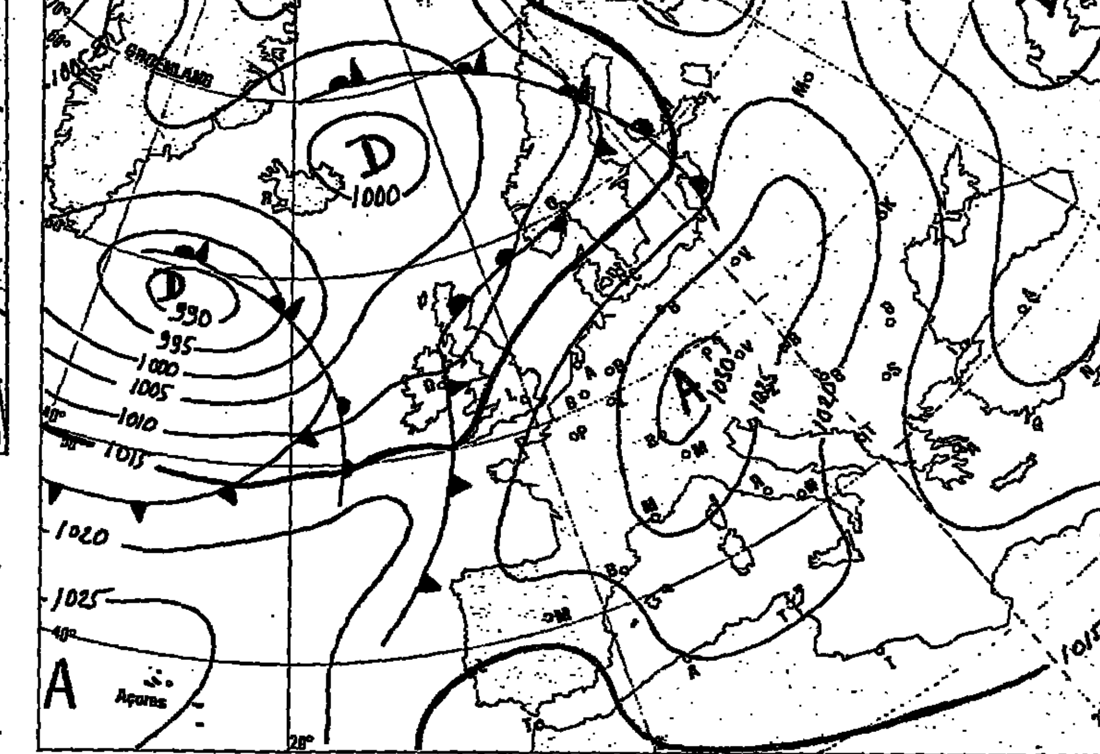
Demain :

XIII. - VIEILLARDS POMPETTES

MÉTÉOROLOGIE







PRÉVISIONS POUR LE 3 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 2 septembre à 0 heure et le mercredi 3 septembre à 24 heures.

L'anticyclone continental s'éloignera lentement vers le sud-est à travers l'Europe, tandis que les perturbations océaniques s'approcheront de nos côtes. Des conditions anticycloniques persisteront toutefois sur la plus grande partie de la France.

Mercredi 3 septembre, des bancs de brouillard au lever du jour disparaîtront généralement au cours de la matinée et le temps sera assez ensoleillé ensuite sur l'ensemble du pays. On notera cependant des nuages bas assez nombreux près du golfe du Lion, où les vents s'orienteront au sud-est. D'autre part, à l'approche des perturbations océaniques, le ciel deviendra plus nuageux sur nos régions de l'ouest, avec tendance orageuse l'après-midi et le soir. Les températures seront stationnaires ou en légère hausse.

Le mardi 2 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 027,7 millibars, soit 770,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er septembre; le second, le minimum de la nuit du 1er au 2) : Ajaccio, 26 et 14 degrés ; Biarritz, 25 et 12 ; Bordeaux, 25 et 12 ; Bourges, 20 et 9 ; Brest, 22 et 13 ; Caen, 21 et 8 ; Cherbourg, 19 et 10 ; Clermont-Ferrand, 19 et 4 ; Dijon, 20 et 9 ; Grenoble, 23 et 8 ; Lille, 20 et 7 ; Lyon, 20 et 6 ; Marseille, 27 et 14 ; Nancy, 18 et 6 ; Nantes, 23 et 11 ; Nice, 28 et 18 ; Paris-Le Bourget, 20 et 7 ; Pau, 25 et 8 ; Perpignan, 29 et 12 ; Rennes, 22 et 10 ; Strasbourg, 18 et 7 ; Tours, 23 et 10 ; Toulouse, 24 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 degrés ; Amsterdam, 19 et 8 ; Athènes, 29 et 22 ; Berlin, 17 et 7 ; Bonn, 18 et 5 ; Bruxelles, 19 et 9 ; Le Caire, 35 et 23 ; Iles Canaries, 28 et 24 ; Copenhague, 18 et 6 ; Genève, 19 et 9 ; Lisbonne, 28 et 18 ; Londres, 22 et 10 ; Madrid, 33 et 17 ; Moscou, 17 et 6 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 33 et 26 ; Palma-de-Majorque, 20 et 15 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 19 et 9 ; Téhéran, 34 et 26.

Jeudi, beau temps dans toutes les régions avec des températures en hausse ; l'après-midi, il fera, sur la moitié nord, 22 à 28 degrés et, sur la moitié sud, 25 à 30 degrés. Quelques nuages toutefois dans l'ouest du pays.

Vendredi, temps chaud, lourd et orageux avec des averses possibles en montagne. Près de la Manche et dans le Nord, arrivée d'une perturbation. Les vents passeront à l'ouest et il y aura des pluies passagères.

Samedi et dimanche, le mauvais temps va progresser lentement vers l'est. Sur le Sud et l'Est, des orages éclateront par place ; sur la moitié nord il y aura des pluies passagères, puis des éclaircies. Seule la région méditerranéenne bénéficiera encore de ciel bleu et de chaleur estivale.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 3 SEPTEMBRE

« Saint-Germain et son quartier », 15 h., devant l'église, Mme Puchal.

« Notre-Dame », 15 h., façade, portail central, Mme Zujovic.

« Le château d'Ecouen », 15 h. 30, à l'entrée, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Chez un tourneur d'étain », 15 h., métro Arts-et-Métiers, guichet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le cimetière de Passy », 15 h., 2, rue du Commandant-Schloessing (Mme Pleuriot).

« La Sainte-Chapelle », 15 h., porche (M. de La Roche).

« La Bourse », 13 h. 45, 1, rue de la Bourse (Tourisme culturel).

« Les hôtels de l'Ile Saint-Louis », 15 h., 12, boulevard Henri-IV (le Vieux-Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 1er et 2 septembre 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 16 juin 1970 portant dévolution des biens, droits et obligations de l'ancien département de la Seine (internats départementaux et maisons d'enfants (œuvre de l'internat primaire et professionnel) ;

● Modifiant le décret du 9 mars 1971 modifié relatif aux conseils d'administration des caisses générales de Sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer.

UN ARRETE

● Fixant la liste des manifestations sportives admises au bénéfice de l'exonération de l'impôt sur les spectacles.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Rentrée des classes

La chasse aux affaires pour la rentrée passe par les démarquages, *notamment* dans les grands magasins, où les clientes attendent, pour acheter, les affiches annonçant le pourcentage des rabais consentis. Aussi la **Samaritaine** propose-t-elle des réductions de 10 %, 15 % ou 20 % sur des centaines d'articles classiques.

Le **Printemps** fait du troc en faveur d'œuvres de secours international jusqu'au 20 septembre. On apporte ses vêtements d'enfants usagés (à l'exception de « chèques-reprise » allant de linge de nuit, accessoires, chaussettes et chaussures) en échange 5 francs pour une chemise, un chemisier ou un tricot, à 30 francs le blouson, le costume ou l'imperméable. Non cumulables sur le même vêtement, ces bons ne peuvent être utilisés qu'aux rayons de confection enfantine. Participent à cette opération les filiales et les magasins affiliés à travers la France

Les magasins populaires jouent évidemment la même carte, avec des séries importantes, pratiques et fonctionnelles. Pour cet hiver, Monique Goberville, directrice du bureau de style **Prisunic**, lance trois couleurs franches, dont le bordeaux que nous retrouverons partout. Les matières légères sont choisies en fonction de leur pouvoir calorique et de leur solidité : molleton en tricots, acryliques pour la facilité d'entretien, en mélange avec la pure laine. Thérèse Lyon, directrice du groupe enfant de **Monoprix**, choisit surtout les tricots en Italie, en partie à cause de la qualité des gammes de coloris, et en Extrême-Orient pour les petites pièces.

C. & A. propose aussi les styles acceptés : le western, l'écossais et le velours, en fibres mélangées, comme les robes romantiques à fleurettes pastel et bordures travaillées.

Mais la distribution du textile en France va devoir s'adapter à une autre concurrence : après celle des marchés où s'écoulent les stocks d'invendus à petits prix, voilà que les hyper-marchés se lancent dans le vêtement. Ainsi **Carrefour**, avec quarante-sept magasins, représente-t-il des ventes impressionnantes. En 1979, Jacques Defforey, directeur général, annonce quatre-vingt mille manteaux de filles vendus et trois cent mille jupes d'enfants. Et, sur le plan national, la même année, 9 % des sous-vêtements d'enfants.

Les modèles comprennent les salopettes de velours côtelé, des pulls, des robes-tabliers, des blousons et des masses de chemises et de chemisiers à carreaux ou à petites fleurs. Mais les fillettes trouveront aussi du style anglais, en flanelle grise ou bleue, en robes boutonnées sur le côté, à épaules rembourrées et jupes à plis (du six ans au seize ans, à partir de 74 F). Les anoraks et parkas oscillent entre 98 F et 165 F.

Au travers des collections de marque, les vêtements d'enfants ont tendance à se détacher de la mode féminine, en faveur de tenues souples pour les jupes et les robes, à taille montée sur élastique, capuches amovibles pour manteaux à doublures douillettes. Les fantaisies se retrouvent dans la maille, en net progrès, et dans les interprétations du western. « Lucky Luke » reste toujours aussi séduisant. Les tenues molletonnées (Erna, Ab's d'Absorba, Petit Bateau ou Kickers) à découpes passepoilées, grandes fermetures à glissière ou dessins bicolores font partie des heures de loisir et du stade, mais existent aussi en robes (Ucla, Créatex Jeunesse ou Coton). Les robes chasubles ou sarrau sont *ornées de cols, de volants* et d'empiècements géométriques (Claude Demachy, Sophie Demestier, Favrot Petit-Diable, Bonpoint). Enfin, les blousons et les parkas se trouvent à tous les prix (André Bercher, Bigoudi, Catimini, Jean Le Bourget, Klimager's, Harry Lans et Daniel Hechter).

Il va sans dire que les prix démarqués sont très recherchés en chaussures. Rappelons que les seconds choix de **Bally** sont regroupés au 1, rue du Louvre. Les grossistes de chaussures sont regroupés rue Meslay (75003), et il existe des soldeurs dans tous les arrondissements (voir « Acheter moins cher à Paris », de Sylvie Santini, Balland). En banlieue sud, le dépôt de second choix de **Kickers** attire les mères des enfants « brise-fer » à Savigny-sur-Orge, 5, rue du Mail.

NATHALIE MONT-SERVAN.



G. FAVROT PETITDIABLE : tablier chasuble à manches élastiques en satin de coton noir, à bavette et dos liseré de rouge et brodé sur le devant. La jupe à poche est froncée et se ferme d'un nœud dans le dos : 151 F env. (le 8 ans) aux Trois-Quartiers, Samaritaine et Bon Marché ; en province, aux Nouvelles Galeries et aux Dames de France. Porté avec des mocassins américains bordeaux importés par André et des chaussettes dentelle assorties (139 F et 15 F).

LEE COOPER : blouson d'aviateur en popeline coton et tergal marine ou beige, à grand col de fausse fourrure acrylique et glissière sous patte : 250 F au Printemps et aux Galeries Lafayette, sur un pantalon de velours côtelé brun de Prisunic (85 F) avec des « trainings » de Kickers bicolores en peau « pleine fleur » (180 F du 33 au 35).

EXPOSITIONS DANS LES GRANDS MAGASINS

La rentrée, c'est aussi, dans les grands magasins, le moment des expositions étrangères. Les Galeries Lafayette présentent « La Chine », du 5 au 27 septembre. Des porcelaines anciennes et de tous les jours, du linge de maison brodé, de l'ameublement en bois précieux, des peintures, des « netsuke », ces merveilleux boutons anciens des robes de mandarins, en forme de personnages ou d'animaux, du prêt-à-porter, dont des modèles de soie réalisés en France, enfin des fourrures et des accessoires, dont les chaussures.

La Grande-Bretagne sera au rendez-vous de la Samaritaine, du 17 septembre au 11 octobre, avec les classiques et les fantaisies londoniennes que l'on aime retrouver : de l'habillement pour toute la famille, des accessoires et des spécialités culinaires.

Enfin, au Printemps, du 25 septembre au 22 octobre, on pourra se croire en Scandinavie, avec les grands noms danois, finlandais, norvégiens, suédois et islandais : prêt-à-porter, arts de la table, alimentation, décoration, orfèvrerie et jouets, mais aussi une boutique Marimekko rassemblant les créations de la grande styliste finlandaise disparue depuis peu. N. M.-S.

JEUX

Problème n° 28

« Tosca à Ascot... ou l'anagramme à l'Opéra »

Nous avons anagrammatisé rigoureusement (seuls des accents *peuvent apparaître ou disparaître*, et il en est de même pour les apostrophes) dix-huit titres d'œuvres lyriques. Nous avons ainsi obtenu de nouveaux titres, purement fantaisistes. A partir de ces derniers, nous proposons à nos lecteurs de retrouver les titres originaux et aussi de reconnaître, dans la liste présentée ensuite, le compositeur de chaque œuvre.

1. Les Palais.
2. Oreille.
3. Loyers nets.
4. Jardinée.
5. Cher élu.
6. Le Pâté.
7. Idole à cuire.
8. Plate ire.
9. Le Vert Roué.
10. Le Sidi gris.
11. Délester.
12. Errata.
13. Ingrate !
14. Savanes.
15. Le Monde.
16. Ma ride.
17. Garde !
18. Décanter.

Haendel, Bruch, Leoncavallo, Casella, Verdi, Mozart, Berlioz, Rossini, *Bellini*, *Saint-Saëns*, Rubinstein, Scarlatti, Massenet, Rameau, Barber, Lully, Puccini, Salieri.

N. B. — *Tosca* (et non « *la Tosca* ») est un opéra en trois actes de Giacomo Puccini, sur un livret de Giuseppe Giacosa et Luigi Illica, d'après le drame écrit par Victorien Sardou pour Sarah Bernhardt [en revanche, l'article figure bien dans le titre de sa pièce : *la Tosca*].

La première représentation eut lieu le 14 janvier 1900 au Teatro Costanzi, à Rome, avec comme interprètes : Hariclea Darclée (*Tosca*), Enrico De Marchi (*Mario Cavaradossi*) et Eugenio Giraldoni (*Scarpia*).

Ascot est une commune anglaise (proche de Windsor) célèbre pour son champ de courses.

J.-P. COLIGNON.

BREF

TRANSPORTS

CRÉATION D'UNE COMMISSION MOTO. — Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi en vue de la suppression de la vignette à laquelle sont assujetties les motos de plus de 8 chevaux et de la création d'une « commission moto ».

Cette commission, qui comprendrait vingt et un membres (motards, fonctionnaires, associations de consommateurs, parlementaires), serait chargée d'examiner un certain nombre de problèmes liés au phénomène « moto » dans la société.

VIVRE A PARIS

STATIONNEMENT SOUTERRAIN, BOULEVARD SAINT-GERMAIN. — Un nouveau parc de stationnement a été ouvert, le 1er septembre, à Paris. Situé boulevard Saint-Germain, entre la rue des Bernardins et la rue de Poissy, ce parc souterrain a une capacité de quatre cent cinq places. La trémie d'accès, pour les véhicules, est située entre la rue des Bernardins et la rue de Pontoise côté pair du boulevard Saint-Germain, la trémie de sortie, quant à elle, se trouve entre la rue de Pontoise et la rue de Poissy.

Le tarif, dégressif avec la durée de stationnement, est de 5 F de l'heure pour moins de trois heures d'utilisation.

AMÉLIORATION DU SERVICE SUR LES LIGNES A ET B DU R.E.R. — Depuis le 1er septembre, la desserte du tronçon Défense-Noisy-le-Grand sur la ligne A du R.E.R. est renforcée progressivement aux heures de pointe par la mise en service de trois trains supplémentaires de neuf voitures.

Toujours depuis le 1er septembre, le service sur la ligne B (ancienne ligne de Sceaux) est assuré aux heures de pointe par des trains longs composés de six à huit voitures selon le type de matériel. En revanche, les intervalles entre les trains seront légèrement augmentés « pour assurer une meilleure régularité du service », explique la R.A.T.P. Néanmoins, la capacité de transport aux heures de pointe sera accrue d'environ 5 %.

VIE QUOTIDIENNE

DÉFENSE DU CONSOMMATEUR. — La liste des associations de défense du consommateur que nous avons publiée dans « le Monde » du 26 août, et qui nous a été communiquée par la direction de la concurrence et de la consommation à la préfecture de Paris, n'était pas exhaustive. Nous donnons ci-dessous deux autres associations :

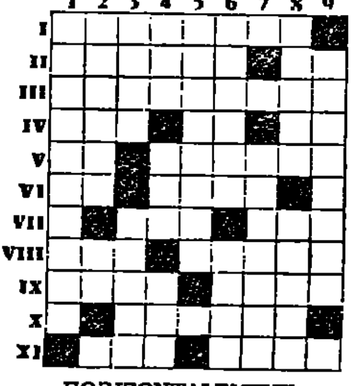
— Association pour l'information et de la défense des consommateurs salariés (INDECOSA, C.G.T.), 213, rue La Fayette, 75480 Paris Cedex 10, tél. : 200-33-31 ;

— Union de défense des consommateurs et des usagers des services publics et privés de la confédération des syndicats libres (C.S.L.-Consommateurs), 13, rue Péclet, 75015 Paris, tél. : 533-62-62.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 2 748



HORIZONTALEMENT

I. Qui ne veulent donc jamais rien prendre. — II. Sert pour la fabrication des tours ; Rejoignit le troupeau. — III. Appareils très utiles pour broyer. — IV. En Russie ; Symbole pour un métal léger ; Préposition. — V. En Chaldée ; Qui est donc en grève. — VI. Utile pour le lever ; Endroit d'où l'on expédie beaucoup de fruits. — VII. Avalée ; Pas annoncée. — VIII. Abréviation pour un prince ; Parlent comme des innocents. — IX. Peut démanger quand on fume ; Un droit qui ne peut s'exercer qu'en mer. — X. Est souvent accompagné d'un loup. — XI. Personnage de contes ; Bon quand il est commun.

VERTICALEMENT

1. Caractérise ceux qui ont de gros poils dans la main. — 2. Peut être formé de plusieurs loges ; Fleuve côtier. — 3. Inscrit ; Abattue pour le galop. — 4. N'est pas reconnaissant ; S'immobilise dès qu'elle est prise ; Personnage biblique. — 5. Ville de Bavière. — 6. Utile pour faire des nattes ; Vit sur un grand pied. — 7. Dort dans le bahut. — 8. Sont condamnés quand ils sont tristes ; Peut se faire d'un trait. — 9. L'enclume et le marteau, par exemple.

Solution du problème n° 2 747

Horizontalement

I. Volubiles. — II. Economisé. — III. Navires. — IV. Tracer ; Me. — V. Ri ; Ira. — VI. Indu ; Nain. — VII. Caillasse. — VIII. Réa. — IX. Lie ; Cuite. — X. Encaisser. — XI. Sot ; Sées.

Verticalement

1. Ventricules. — 2. Ocarina ; Ino. — 3. Lova ; Direct. — 4. Unicaule. — 5. Bore ; Lacis. — 6. Imerina ; Usé. — 7. Lis ; Rassise. — 8. Es ; Mais ; Tes. — 9. Sève ; Neper.

GUY BROUTY.

CARNET

Naissances

— Georges-Pierre, Nicole et France SOUQUES sont heureux d'annoncer la naissance de

Florian.

Paris, le 28 août 1980.
10, rue Thouin, 75005 Paris.

Mariages

— M. et Mme O. MORLO,
M. et Mme M. GUILLEMOT,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Isabelle et Pierre,

qui sera célébré le 6 septembre, en l'église de Monterfil (Ille-et-Vilaine).

Décès

— Nous apprenons le décès de

François CLECH,

ancien président du conseil général des Côtes-du-Nord.

[Né le 10 juin 1892 à Plounévez-Quintin (Côtes-du-Nord), François Clech, sorti major de l'école vétérinaire de Lyon en 1914, avait été maire de Bégard de 1944 à 1973, date à laquelle il s'était retiré pour raisons de santé. Elu conseiller général S.F.I.O. en 1945, il avait présidé l'assemblée départementale de 1947 à 1949. Battu aux élections cantonales de 1958, François Clech l'avait emporté avec l'étiquette P.S.U. en 1962. Il avait continué de représenter le canton de Bégard jusqu'en mars 1970, date à laquelle il avait renoncé à solliciter un nouveau mandat.]

— M. et Mme Pierre Lohner (née Debray) et leurs enfants,
Le docteur et Mme Henri Debray et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-Robert DEBRAY,
officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Institut,
ancien député de Paris,
ancien secrétaire général
de l'ordre des médecins,

survenu à l'âge de soixante-treize ans, le 29 août 1980 à Paris.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 3 septembre en l'église Saint-Séverin à Paris, à 10 h. 30.

10, avenue de New-York, Paris (16e).
40, rue de Trévise, Paris (9e).
29 ter, rue des Rêves,
34000 Montpellier.

Cet avis tient lieu de faire-part.
(« Le Monde » *du 30 août 1980.*)

— On nous prie d'annoncer le décès, le 29 août 1980, de

Mlle Marina MANNATL

Les obsèques ont eu lieu à la Ferrière-aux-Etangs, lundi 1er septembre.

— Niort, Mont-de-Marsan, Saint-Crepin-Carlucet.

M. P. Maury-Lascoux,
M. Jacques Guerin, préfet des Deux-Sèvres, Mme et leurs enfants,
Le docteur J.-C. Maury-Lascoux, Mme et leurs enfants,
M. et Mme M. Veyssière,
Les familles Maury, Veyssière, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme P. MAURY-LASCOUX,
née Hélène Veyssière-Barre,

survenu à Niort, le 31 août 1980, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce jour, mardi 2 septembre 1980, à 16 heures, en l'église de Carlucet (Dordogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Préfecture des Deux-Sèvres, Niort.
Saint-Pierre-du-Mont (Landes).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gaston PELTRAULT,
receveur-percepteur E.R.,
trésorier principal
de 1re classe honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 31 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de :
Mme Gaston Peltrault,
M. et Mme François Bissey et leurs enfants,
Mme Monique Peltrault et son fils,
Mme Lucile Peltrault et ses enfants,
M. et Mme Paul Peltrault et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Pugnet et leurs enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le lundi 1er septembre à Pollestres.

18, Bel-Air,
Pollestres, 66300 Thuir.

— Delphine et Sophie Pinel, ses enfants,
Mme Cécile Tondut, sa mère,
Le docteur Jacques Pinel, O.R.L. des hôpitaux de Paris, son père, et Mme Jacques Pinel,
Mme Martine Hermant,
M. et Mme F. Beaujolin,
Marie Pinel,
ses sœurs, son beau-frère,
ont la douleur de faire part de la mort brutale de

Jean PINEL,
ingénieur E.C.P.,

le 18 août 1980, à l'âge de trente-huit ans, à Castellane (04200), où les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale.

— L'administrateur en chef des TOM Marcel Saint-Blancat, Mme et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-seizième année, de

Mme SAINT-BLANCAT,
née Léonie Parrot.

Ses obsèques ont eu lieu à Pougaron (31160) le samedi 30 août 1980.

Anniversaires

— Elisabeth Steinitz, Irène Kanfer, Aurélie, Gisèle et Alfred Abrahamer rappellent en ce 3 septembre 1980 à tous ceux qui l'ont connu et aimé le deuxième anniversaire de la mort de

Julius KANFER,
combattant de la guerre d'Espagne,
résistant,
rédacteur politique
à « Notre Voix » et à « Notre Parole »,
membre du comité central
du parti socialiste juif Bound.

Messes anniversaires

— Messe anniversaire du retour au Père de

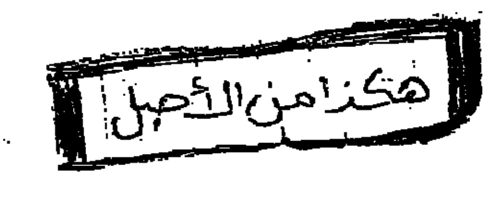
César MACCHI,

le samedi 6 septembre, à 11 heures, à la Clarté-Dieu, 95, rue de Paris, Orsay.

Communications diverses

— La chambre de commerce américaine organise un cours de langue américaine qui commencera en octobre 1980. S'adresser à Mme Davis, chambre de commerce américaine en France, 21, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 723-70-28 et 723-80-26.

— L'Amitié Charles Péguy célébrera le soixante-sixième anniversaire de la mort de Charles Péguy, à Villeroy (Seine-et-Marne), le dimanche 14 septembre. Une messe sera dite à 9 h. 30, en l'église de Villeroy, par Mgr Louis Kuhn, évêque de Meaux. L'hommage des anciens combattants sera rendu à la Grande Tombe de Villeroy-Neufmoutiers, à 11 h. 30. Théodore Quonlam y prendra la parole au nom de l'Amitié.



SPORTS

TENNIS

La F.F.T. ouvre une enquête sur le dopage

Le bureau de la Fédération française de tennis, réuni samedi 30 août sous la présidence de M. Philippe Chartier, a décidé d'ouvrir une enquête sur le dopage à la suite des déclarations de Yannick Noah (« le Monde » du 29 août). Le docteur Pierre Talbot, médecin-chef de la Fédération, a approuvé cette décision dans une interview à l'A.F.P.

« On a dit qu'il n'y avait pas de dopage dans le tennis, déclare M. Talbot. *Cela ne suffit pas, il faut le prouver par des contrôles qui devraient être effectués sous celui du ministère de la jeunesse et des sports.*

» Nous disposons dans le tennis français d'un code qui prévoit un éventail de sanctions progressives, qui vont des avertissements au retrait de la licence en passant par la suspension provisoire. Il ne faut pas hésiter à s'en servir mais ce n'est valable pour le moment que pour les personnes placées sous la juridiction de la fédération française. Pour ce qui est des étrangers, nous sommes actuellement démunis, car il n'existe pas de réglementation internationale. La F.I.T. est l'une des sept ou huit fédérations internationales qui ne possèdent pas de commissions médicales. Ce n'est pas normal, mais l'affaire Noah a eu le mérite de mettre au jour un problème très sérieux. (...)

» Pour ma part, j'affirme que je n'ai jamais vu des joueurs de tennis dopés mais je précise également que parfois je me suis posé des questions à propos des joueurs au comportement pour le moins bizarre et se trouvant dans un état d'excitation important, et notamment au cours des derniers internationaux de Roland-Garros. (...) A mon avis, le seul moyen d'agir efficacement sur le plan international serait de « bloquer » les bourses à partir des quarts de finale dans les grands tournois jusqu'au résultat des contrôles. Les joueurs, qui risqueraient ainsi de perdre plusieurs milliers de dollars, réfléchiraient sérieusement avant de faire éventuellement appel à des produits dopants.

» J'en arrive donc à l'argent, qui a provoqué le dopage et qui doit le sanctionner. Le danger, c'est qu'il ne faut pas croire que ce problème touche seulement l'élite. Il concerne également les jeunes, qui sont très exposés avec un phénomène que j'appellerai « l'imitation du champion ».

» Il existe donc, poursuit le médecin, *une escalade très dangereuse, qui peut amener ces jeunes à l'emploi de produits dopants, et il faut tirer maintenant le signal d'alarme d'autant plus qu'au tennis on peut être tenté d'utiliser ces produits pour un objectif tout à fait mineur, pour améliorer son classement par exemple. »*

Enfin, à propos de la responsabilité des médecins, le docteur Talbot conclut en ces termes : *« Elle est engagée de deux façons. Il y a les médecins qui veulent une « part du gâteau » et qui sont prêts à tout dès lors que leurs « patients » possèdent une notoriété mondiale et surtout des gains se chiffrant à 200 millions et plus par an. Ceux-là, que je veux ignorer, ce sont les médecins dits « complaisants », et on ne peut, hélas ! pas grand-chose contre eux.*

» La seconde catégorie a réagi en établissant l'interdiction de prescrire tout produit dopant. Mais le médecin des sports, de nos jours, est de plus en plus souvent déclaré responsable d'un échec survenu en compétition. Pour supprimer le dopage, il faudrait effectuer de gros progrès dans la préparation biologique des athlètes, car le dopage est une chose effroyablement dangereuse, et trop de sportifs l'ignorent ou veulent l'ignorer. »

● *RECTIFICATIF.* — Contrairement à ce que nous avons écrit à propos du tournoi de Flushing Meadow dans nos éditions du 2 septembre, le jeune joueur français Thierry Tulasne ne s'est pas blessé en disputant un match de double aux côtés de Patrice Dominguez.

C. Mayotte, battu 6-4, 6-4, 6-4 par le Tchécoslovaque Ivan Lendl en trente-deuxième de finale des championnats internationaux des Etats-Unis de tennis, est Américain et non Français comme nous l'avions indiqué par erreur dans *le Monde* daté 31 août-1er septembre.

LES INTERNATIONAUX DES ÉTATS-UNIS

Noah, six jeux face à Borg

De notre envoyé spécial

New-York. — *Björn Borg s'est aisément qualifié pour les quarts de finale des championnats internationaux des Etats-Unis, ne laissant que six jeux (6-3, 6-3, 6-0) à Yannick Noah, de numéro un français.*

Borg rencontrera donc, mercredi 3 septembre, l'Américain Roscoe Tanner (vainqueur de Brian Teacher), qui l'avait éliminé l'an dernier au même stade de l'épreuve. Le Polonais Wojtek Fibak et le Sud-Africain Johann Kriek se sont également qualifiés en battant respectivement Guillermo Vilas (3-6, 6-3, 6-4, 6-3) et Buster Mottram (6-4, 5-7, 6-3, 6-4).

Les quatre derniers matches des huitièmes de finale (dont l'un opposant Pascal Portes à John McEnroe) devaient se dérouler ce mardi 2 septembre.

C'est cependant le tournoi dames qui a, lundi, réservé la principale surprise : la jeune Tchécoslovaque Hana Mandlikova, dix-huit ans, a en effet éliminé la championne du monde en titre Martina Navratilova, Tchèque elle aussi, mais réfugiée aux Etats-Unis où elle attend sa naturalisation. Chris Evert-Lloyd a complété son tableau de chasse en battant Joanna Russel (6-2, 6-1), et Tracy Austin a « sorti » sans vraiment convaincre la Roumaine Virginia Ruzici (6-4, 6-0).

A quoi bon hésiter, tâter le terrain, chercher la faille, rêver tout debout qu'on sera le premier à dénicher l'astuce ? Oui, le « truc » inédit qui entamera enfin tant d'assurance tranquille, qui jettera *bas une dictature, hélas ! si légitime* qu'elle peut, sans risque, se passer d'une vaine insolence et afficher la modestie. « *J'étais fatigué,* susurre Björn Borg, *mais Yannick l'était plus que moi.* » Fatigué ? Allons donc ! Une heure et demie *de sauna pour une leçon* de tennis.

Comme les autres, Noah était entré sur le grand central avec sa petite idée : le « boss » attend la force, *faisons donc dans la ruse !* Foin d'obusier, mettons du mou dans la raquette, au moins pour l'appâter, le faire ruer au filet, ventre à *terre, tamis tendu droit devant* comme une épuisette. Du déjà vu, déjà tenté, mais après tout pourquoi ne pas recommencer ? *Peine perdue, cet homme sort du commun :* on lui glisse de la mort aux rats, il l'avale comme du pain d'épice. A ce *petit numéro — une fois je frappe, une fois je caresse,* — Vitas Gerulaitis n'avait pris que sept jeux à son ami et maître lors de la dernière *finale* de Roland-Garros. Noah, dans un mauvais *remake*, en aura fait un de moins !

Pour éviter de voir le Suédois *lui jouer les essuie-glaces à coups de lifts* plombés, le jeune Français l'a très volontairement attiré au filet. *Une fois, deux fois, Borg s'y cogne.* La troisième, il *rend* la politesse : centre amorti croisé. Et pour varier, selon l'humeur et le coup d'œil, il jettera des *balles courtes, lobbera* ou — merveille d'anticipation — ira volleyer à sa guise ce qui devait tomber en goutte d'huile à deux *doigts de sa raquette.*

Yannick Noah aura tenu six jeux : vingt minutes d'illusion avant une heure de pensum. Dépité, il invoquera la *fatigue*, les *nerfs* ou l' « affaire ». Mais Borg, lucide, le fera pardonner en avouant simplement : « *J'ai bien joué.* » Restait au *Français*, avant de prendre l'avion pour Paris, le soin de régler une partie de la note que lui valent ses confidences nocturnes *aux fans de Folk and roll :* il a rencontré Pecci devant témoins. Résumé de l'entretien : le Paraguayen est bien son « pote » et *lui* n'a *jamais raconté* que ledit « pote » suivait le circuit professionnel avec un sac à pharmacie... Dont acte.

Vent d'est sur l'U.S. Open : un Polonais et une Tchèque sont aux honneurs. Wojtek Fibak a neutralisé en quatre sets le jeu trop monocorde *de Guillermo Vilas, qui,* trahi cette fois par ses longs passing-shots, n'a en fait, jamais justifié sur cette surface dure et assez rapide la place de tête de série numéro 4 qui lui avait été mécaniquement accordée au seul vu du classement dicté par l'*Association des joueurs professionnels.*

Fibak, lui, commence à ne plus savoir s'il doit se sentir *las ou fier* d'être Polonais. Qu'importe son tennis : à Paris, on lui demandait de parler du pape (dont la visite avait *lieu en même temps que* les Internationaux de France), ici de choisir entre M. Gierek et les travailleurs de la Baltique. « *L'avenir s'éclaircit* », lancera-t-il, circonspect, suppliant du regard qu'on en revienne à la raquette.

Hana Mandlikova n'a que faire de l'Est ou de l'Ouest. Elle tourne autour du monde, parle d'abord anglais et ne compte qu'en dollars. Toute jeune, elle avait une idole, Martina Navratilova. Et un rêve : la briser. Un jour, dans un grand *tournoi...* C'est désormais chose faite, en deux superbes sets d'incessante offensive.

La jeune Tchèque a en tout cas prouvé qu'elle disposait maintenant de tous les moyens de ses ambitions.

DOMINIQUE POUCHIN.

VOILE

La Coupe de l'America

TROISIÈME DÉFAITE DE « FRANCE-III »

Australia, le 12 mètres du millionnaire Alan Bond, a enregistré lundi 1er septembre à Newport sa troisième victoire, consécutivement aux dépens de *France-III* du baron Marcel Bich, en finale des challengers de l'America's Cup.

Australia n'a plus besoin, désormais, que d'une victoire dans les quatre régates restant à courir pour devenir le challenger de la Coupe de l'America, qui rencontrera à partir du 16 septembre le bateau américain *Freedom*.

DÉFENSE

La guerre nucléaire pour moins de 100 dollars

La défaillance d'un petit circuit imprimé, de la taille d'une *pièce de monnaie et d'une valeur* inférieure à 100 dollars (environ 420 francs), et le monde avait *failli* connaître en juin l'apocalypse nucléaire avec la fausse alerte aux missiles déclenchée aux Etats-Unis par des incidents *d'ordinateur au quartier* général du Strategic Air Command, enfoui sous la montagne dans le Nebraska.

On sait (le Monde des 7 et 10 juin) que, pour la troisième fois en sept mois, des signaux d'alerte erronés, laissant croire *à une* attaque nucléaire du territoire américain par des missiles soviétiques, ont été transmis, *le 6 juin, par* les systèmes de surveillance-radar des Etats-Unis au P.C. de la force nucléaire enterré à Omaha. *Pour* chacun de ces incidents, le 9 novembre 1979, les 3 et 6 juin suivants, les équipages des bombardiers *stratégiques* B-52 et FB-111 ont mis en marche leurs réacteurs, et les servants des missiles en silos *ont été placés en état* d'alerte, dite *renforcée.*

Aucune manœuvre ultérieure n'a, cependant, été décidée : dans les trois circonstances, les *anomalies ont été détectées* dans un délai de deux ou trois minutes, évitant tout risque nucléaire.

Devant la presse *spécialisée*, M. Gerald Dinneen, secrétaire adjoint à la défense chargé des communications, du commandement et du contrôle, a *révélé que les enquêteurs* du commandement de la défense aérienne nord-américaine (NORAD), à Colorado-Springs, avaient *identifié la cause* des deux dernières alertes : la défaillance d'un petit circuit imprimé, de la taille d'une pièce de *monnaie* et *d'une valeur inférieure* à 100 dollars, qui relie dans un multiplexeur de télécommunications, un *minicalculateur à des lignes* de transmissions. Aucun programme d'entretien, si rigoureux soit-il, a précisé M. Dinneen, ne *peut éliminer tous les risques* de panne dans un système aussi complexe que celui du NORAD.

Néanmoins, le Pentagone a *décidé* d'apporter des *modifications* à la détection et à la correction du système de communications du NORAD, dont les *capacités informatiques pourront* traiter les données concernant huit mille objets spatiaux différents, permettre d'observer à la fois jusqu'à cinquante satellites et manipuler par jour quarante mille observations de *défense aérienne.*

Il est vraisemblable que des incidents surviennent, parfois, dans la chaîne du commandement des forces nucléaires, *dans les pays* qui disposent d'un tel arsenal. Mais, seuls à ce jour, les Etats-Unis n'hésitent pas à en faire état.

En France, il est arrivé, il y a moins d'une douzaine d'années maintenant, qu'un Mirage IV porteur de sa bombe nucléaire *décolle de la base d'Orange (Vaucluse)*, l'ordre d'interrompre sa mission avant son envol ne lui étant pas *parvenu à temps lors* d'un exercice d'alerte auquel sont régulièrement soumis les équipages. Pour qu'on n'ignore *plus cet incident* probablement dû à un défaut de transmissions, il a fallu attendre la parution récente d'un livre (1) d'un ancien navigateur de *Mirage IV*, devenu journaliste depuis, qui relate, sous une forme romancée et de l'intérieur, la vie quotidienne des équipages de *bombardement nucléaire.*

(1) *Les Chevaliers de l'apocalypse*, par Germain Chambost, éditions Picollec, env. 39 F.

AUTOMOBILE

Volkswagen Jetta G.L.I.

La G.T.I. prend du coffre

La Jetta GLI — qui va constituer 60 % des importations du nouveau modèle Volkswagen commercialisé en France — fait appel à la raison. Plus rien, dans sa silhouette, n'évoque l'arrogance *discrète de la Golf GTI* dont elle reprend toute la mécanique, l'empattement et l'habitacle plutôt étroit. *La voiture est banale,* grise pourrait-on dire. Pis, elle a un coffre de père de famille : *630 litres, un record.*

C'est là tout son charme. *La Golf GTI,* dès son lancement, avait été considérée comme une bombe. Puis la clientèle s'aperçut bien vite que cette voiture était en fait l'engin le mieux réalisé du moment, rapide, sûr, économe et réjouissant. Il manquait un vrai coffre, le voilà, désormais.

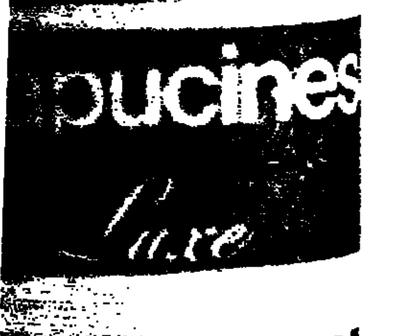
Direction douce et boîte à cinq vitesses

Mais n'allez pas conclure que la voiture idéale vient d'être présentée — agile et nerveuse comme une GTI — elle est même plus rapide que les anciennes Golf GTI à quatre vitesses, — elle est cependant plus lourde, ce qui a pour *effet d'assouplir* les suspensions. Du coup, les virages s'étudient un peu plus, et il faudra penser aux transferts de charge brutaux lorsque le coffre sera bourré à craquer. Mais ceci n'a d'importance qu'à la limite... La Jetta GLI, comme la Golf GTI — qui poursuit, bien sûr, sa carrière — est une automobile au-dessus des normes. *Ce qui nous autorise* à critiquer son petit réservoir — 40 litres, c'est bien peu pour une telle routière — et *son* insonorisation assez faible pour lui conserver une touche « sportive ». Mais quel beau bruit !

Un coup de chapeau, enfin, pour l'allumage électronique, les nouveaux freins à disque qui devraient prolonger la durée de vie des plaquettes, la direction très douce, la boîte à cinq vitesses, dont l'étagement des rapports est une réussite. Et la visibilité de trois quarts arrière améliorée par rapport à la Golf.

Il existe, bien sûr, d'autres Jetta *moins* puissantes, dont les prix varient entre 34 700 francs et 44 640 francs. — M. B.

★ **Mêmes caractéristiques que la Golf GTI (8 CV, 4 places, traction avant, roues indépendantes, boîte 5 vitesses, 110 CH DIN à 6 100 tr/mn), sauf dimensions (4,19 m × 1,63 m), coffre (630 dm3) et consommations : 7,3 l, 9,2 l, 10,5 l. Prix : 48 650 F.**



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

...Urgent... stop ...recherche... stop ...Directeur Général... stop ...Mexique...

Notre groupe est l'un des premiers en France dans le secteur de la grande consommation. Nous avons aujourd'hui l'objectif de créer une filiale au Mexique pour fabriquer et distribuer nos produits.

Le succès d'une telle opération, promise à un fort développement, implique d'abord, le choix d'un dirigeant de premier plan. Une expérience directe de la création d'entreprise hors de France et la pratique courante de l'espagnol sont indispensables.

Un professionnel du marketing et de la direction de centre de profit, animé de l'esprit d'entreprise et prêt à s'expatrier pourrait prendre en charge ce projet, en liaison avec la Direction Générale de notre groupe en France.

Nous devons trouver une solution urgente à ce problème et souhaitons attirer un homme disponible qui pourrait, immédiatement, assurer les négociations avec nos partenaires et préparer notre implantation. Nous avons confié aux consultants de Sirca le soin de nous présenter votre candidature. Ecrivez-leur sous référence 803 451 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

sourcis

DIRECTEUR du MARKETING et des VENTES
«STRATEGIE ET OPERATIONS»

Sté de Construction Méca. de Matériels d'Equipement, 250 M de F de CA, 500 pers. très forte notoriété, largement exportatrice (70%), nous modifions notre structure en regroupant les responsabilités pour les développements et évolutions de nos produits et leurs marchés existants et potentiels.
C'est une fonction Stratégique et Opérationnelle, base province Ouest.
- Produits en série nos Matériels sont vendus à l'unité par un réseau Direct et Indirect, nous avons aussi 4 filiales commerciales.
- Il faut : avoir une formation supérieure de haut niveau, une expérience dans un secteur et des usages similaires c.a.d : biens industriels, machines outils, auto V.I., engins agricoles ou T.P, etc, et non pas dans les Services, l'engeneering, les matières premières.
Une pratique parfaite des procédures export et une totale mobilité sont indispensables. Enfin, notre moyenne d'âge doit rester à 42 ans... et vous devez déjà gagner au moins 300.000 F.
Adressez votre candidature complète à : Régie Presse - Service Petites Annonces Le MONDE 85, bis rue Réaumur - 75002 PARIS sous N° 858 171.

ingénieurs techniciens supérieurs

COMSIP ENTREPRISE, groupe international spécialisé dans l'étude, la réalisation et la maintenance d'installations dans les domaines de la régulation automatique, de l'informatique et de l'électricité, recherche des professionnels pour sa

Direction International Technical Services

études et réalisations de projet

en CONTROLE INDUSTRIEL, REGULATION AUTOMATIQUE, AUTOMATISMES, ELECTRICITE INDUSTRIELLE HT - MT - BT

ILS DEVRONT :

- assurer :
  - le suivi des études : ingénierie, commandes, plannings, meetings
  - la supervision du montage, essai, mise en service
  - l'amélioration des systèmes existants
- posséder des références en milieu pétrole, gaz naturel, pétrochimie
- avoir une expérience confirmée :
  - soit de chantier (supervision, essai, démarrage) puis en étude et suivi de projets
  - soit en ingénierie complétée par le suivi de la construction, supervision de montage, réception, démarrage.

Ces postes sont à pourvoir en France et à l'étranger.

Nous demandons la connaissance de l'anglais usuel et technique lu, parlé et écrit. Les candidats devront accepter de se déplacer pour des missions à l'étranger.



COMSIP ENTREPRISE

Envoyer CV et prétentions sous référence SPDG 31 à COMSIP ENTREPRISE - Direction du Personnel - B.P. 305 - 92506 RUEIL MALMAISON.

média-system



COMEX SERVICES

leader français des travaux sous-marins

INGENIEURS
HOMMES DE TERRAIN

ayant une expérience concrète des travaux publics maritimes

La connaissance pratique du milieu offshore pétrolier serait un avantage.

PLUSIEURS POSTES sont à pourvoir dans différentes régions du monde telles que : EXTREME ORIENT - MOYEN ORIENT - AMERIQUE DU SUD.

Les contraintes y sont nombreuses. La scolarité locale des enfants ne peut pas être garantie.

L'épouse doit être rodée à l'expatriation.

LES PROFILS RECHERCHES sont des hommes de trempe, Ingénieurs Directeurs de travaux, parlant anglais et/ou espagnol.

LES CONDITIONS de rémunération sont très bonnes. Elles incluent un INTERESSEMENT non négligeable aux résultats des chantiers et dans certains cas un «completion bonus» pour affectation de longue durée dans des lieux difficiles.

Adresser C.V. manuscrit à Direction du Personnel COMEX SERVICES S.A. - Avenue de la Soude 13275 MARSEILLE Cedex 2

esa

L'AGENCE SPATIALE EUROPEENE

recherche pour son PROGRAMME SPACELAB (Premier projet spatial européen habité)

A Un Ingénieur assurance de qualité

Il ou elle suivra la mise en oeuvre du programme d'assurance de qualité et de propreté des produits ainsi que leurs procédures de fabrication, d'intégration et d'essai.

B Trois Ingénieurs assurance de qualité

Détachés en Allemagne, Italie et France. Les fonctions principales seront de veiller à la mise en oeuvre efficace du système de contrôle de qualité, de représenter l'ASE dans différentes commissions techniques et d'apporter un concours a la Division 'Assurance de qualité et sécurité du Spacelab.

C Un Ingénieur logiciel

Il ou elle sera membre de la section 'Logiciel' du Spacelab qui est chargé du suivi et du contrôle des performances des contractants dans le domaine du logiciel. En particulier il ou elle assurera la maintenance après livraison du logiciel du Spacelab et apportera un concours aux activités de productions ultérieures du Spacelab.

QUALIFICATIONS: Les candidats à ces postes doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un titre de niveau équivalent d'ingénieur assorti de plusieurs années d'expérience de la technologie et/ou du contrôle dans l'industrie spatiale ou aéronautique ou dans des domaines très voisins. Une excellente connaissance de l'anglais ou du francais et la connaissance pratique de l'autre de ces deux langues sont exigées. Des connaissances en allemand sont souhaitables. Une certaine connaissance de la langue du pays d'affectation est nécessaire pour les postes B.

Ambiance de travail internationale, indemnité d'expatriation, allocations familiales, régimes de sécurité sociale et de pension particulièrement intéressants. Remboursement des frais d'installation.

Adressez curriculum vitae détaillé en indiquant le poste envisagé, au Chef du Personnel, ESTEC, Zwarteweg 62, Postbus 299, 2200 AG Noordwijk (Pays Bas).

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER ESPAGNE

Un groupe français recherche pour sa filiale espagnole (production + distribution) le responsable de ses services administratif et financier. Le candidat, de formation supérieure, doit avoir une forte personnalité et être un gestionnaire à l'esprit pragmatique et rigoureux.

Il doit avoir une solide expérience acquise dans des sociétés françaises et espagnoles, de la comptabilité générale et analytique, de la gestion financière, juridique et fiscale, de l'informatique, des relations sociales, domaines qui seront de sa responsabilité.
Nationalité indifférente mais parfaitement bilingue français et espagnol.

Perspective d'évolution dans la société espagnole ou dans le groupe.

Envoyer C.V. man. et prét. N° 68.519 CONTESSE Publicité. 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er, qui tr.

CHEF DE SERVICE ACHATS
COTE D'IVOIRE

La Société, qui occupe une place de premier plan dans le développement de l'agriculture de la Côte d'Ivoire, a créé et mis en exploitation six complexes qui produiront à court terme 300.000 tonnes de sucre.
Elle recherche, pour l'un des complexes situé dans le nord du pays, le Chef du Service Achats et Approvisionnements.
Ce cadre sera chargé de définir et de satisfaire les besoins de la production (plantation et usine): maintenance des installations industrielles et du parc véhicules et engins, gestion des stocks pièces de rechange et matières consommables (en particulier engrais et carburants), commandes, réception, magasins... Expérience indispensable de la fonction achats. Bonnes connaissances techniques et gestion. Anglais souhaité.

Adresser C.V. détaillé s/réf.09910M à Paul Louis QUINIOU
Conseil en Recrutement de Cadres
39 Champs Elysées 75008 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

Groupe Industriel et Commercial Français de premier rang mondial

C.A. : 23 milliards - 130.000 personnes - 50 usines commercialisant ses produits dans 150 pays souhaite recruter des Jeunes

DIPLOMÉS de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL
(HEC - ESSEC ou SUP de CO)

Notre expansion constante nous oblige à développer notre encadrement commercial et à rechercher des jeunes possédant une personnalité de premier plan et une formation supérieure, et qui, par leurs talents et leur tempérament, sont attirés vers une :

CARRIÈRE COMMERCIALE

Cette offre s'adresse exclusivement à ceux qui se sentent capables à moins de 30 ans de prendre la responsabilité de l'animation des ventes ou de la direction commerciale de l'une de nos filiales à l'étranger.

Elle concerne de Jeunes Ingénieurs commerciaux qui sauront allier leur qualité de réflexion et d'imagination au pragmatisme des hommes de résultats.

Les candidatures retenues seront étudiées avec la plus entière discrétion et toutes informations complémentaires seront fournies au cours d'entretiens particuliers.

Adresser candidature à INTERMEDIA n° 412
69, rue La Fayette - 75009 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

aerospatiale

TOULOUSE

L'Aérospatiale est le 1er constructeur européen de matériels aérospatiaux ; nos réalisations s'appellent AIRBUS, ARIANE, CONCORDE, SUPER-FRELON entre autres. Plus de 100 pays ont acheté nos matériels. Ce succès commercial nous amène à renforcer notre DIVISION AVIONS dont l'établissement le plus important est situé à TOULOUSE. Nous recherchons donc des

INGENIEURS de HAUT NIVEAU

GRANDES ECOLES — **DEBUTANTS ou 1ère EXPERIENCE**

Nous avons besoin d'hommes décidés à mettre leur compétence technique et leur dynamisme au service d'un bureau d'études de renommée internationale, dont les activités sont très variées : avant-projets, études générales, conception des structures et des systèmes, dessin d'installation... La coopération européenne et le niveau international dans lequel s'inscrivent nos productions impliquent une bonne connaissance de la langue anglaise. Dans certains cas, la connaissance de l'allemand pourra être appréciée. Il s'agit de postes très formateurs offerts à des hommes de valeur qui veulent innover et créer, et vivre dans une région particulièrement agréable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec photo à :

AEROSPATIALE - Service Relations Sociales - 316 route de Bayonne - 31060 Toulouse Cédex.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Un groupe français leader dans la grande distribution recherche pour l'un de ses Hypers situé à Orléans.

Des jeunes diplômés de l'enseignement commercial (E.S.C. ou universitaires).

Vous devez avoir le sens des responsabilités car vous disposerez d'une très large autonomie. Vous aurez à former et à animer votre équipe, vous serez responsable de la gestion de vos produits. Après une période de formation, vous bénéficierez d'un outil Informatique vous permettant d'être performant. Nous pouvons vous assurer de motivantes perspectives dans le cadre de notre politique d'expansion.

La rémunération annuelle se compose d'un salaire de départ de 70 000+/an, d'une prime qui varie en fonction des résultats et d'une participation aux bénéfices.

Votre carrière évoluera rapidement vers des postes de Chefs de Secteurs et Directeurs de Magasins en fonction de vos aptitudes à **Promouvoir** les hommes et de vos capacités à **Décider.**

RC RATIO CONSEILS
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) S. Réf. FL 2010
Mr F. de Ligondes 39, rue Étienne Marcel 75001 PARIS

Nous sommes un puissant groupe industriel et recherchons pour l'un de nos établissements (700 personnes) situé au Centre de la France un

Responsable des Relations Sociales

Sous l'autorité du Directeur de l'Usine et en liaison fonctionnelle avec la Direction des Relations Humaines du Siège, votre mission consistera à :
- assurer les liaisons avec les représentants du personnel,
- superviser l'administration du personnel : paie, prévoyance...
- étudier, mettre en œuvre, suivre : les embauches, promotions et mutations,
- développer la gestion prévisionnelle des effectifs,
- analyser l'évolution des rémunérations,
- animer la formation professionnelle,

avec l'assistance d'une dizaine de personnes que vous encadrerez.

Ce poste vous intéressera si vous êtes un cadre ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction personnel, acquise de préférence en secteur industriel. Il vous permettra de mettre en valeur vos qualités d'homme de terrain et de négociateur.

Diverses possibilités d'évolution au sein du groupe sont envisageables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la référence 808 M à notre conseil qui vous garantit discrétion.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants
57, Avenue de Suffren
75007 PARIS

INGÉNIEURS

RECHERCHES - ÉTUDES - ESSAIS

Pour son Centre de Recherches situé à Clermont-Ferrand, Michelin recrute :

- Des **ingénieurs généralistes**, chargés de concevoir et d'étudier de nouveaux pneumatiques, et d'analyser leur comportement.
- Des **ingénieurs mécaniciens, automaticiens, électroniciens.** Ils auront à définir, étudier, faire réaliser, essayer des nouveaux équipements destinés à la fabrication, au contrôle ou aux essais des pneumatiques.
- Des **ingénieurs chimistes** chargés d'études sur les matériaux entrant dans la composition du pneumatique : élastomères, fibres, câbles métalliques.

Si vous êtes ingénieur débutant, ou si vous possédez déjà quelques années d'expérience ; si vous êtes attiré par une activité faisant largement appel à l'innovation technique, écrivez-nous en joignant votre curriculum vitae. Nous étudierons ensemble, au cours d'entretiens, comment accorder vos motivations à nos besoins.

MICHELIN
Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

Nous sommes un groupe de sociétés, fournisseur de biens et services à une clientèle agricole (800 millions de CA, 500 personnes). Nos activités de rayonnement international s'exercent à partir d'une vingtaine d'établissements répartis dans le Sud-Ouest. Nous recherchons pour notre Siège de Pau

Directeur des Relations Humaines et Sociales

Nous lui confierons la coordination des activités de :
- recrutement, formation, gestion de carrières,
- rémunérations, relations sociales,
- information des sociétaires (8.000) et du personnel.

Dans le domaine concerné, il proposera les politiques et poursuivra la mise en place des systèmes de gestion.

Ce poste fonctionnel sera rattaché au Directeur Général.

Avoir réalisé une partie de sa carrière dans un rôle opérationnel (directeur de production par exemple) sera un élément favorable.

La réussite de son intégration dans une équipe de direction dynamique exige une personnalité affirmée, capable de maîtriser les relations et les techniques en s'appuyant sur une équipe restreinte.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 233 RT, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

média-system

Directeur Commercial

Maisons individuelles

Un groupe industriel recherche le Directeur Commercial de l'une des filiales de sa division maisons individuelles.

Il prend en charge l'ensemble de l'action commerciale : marketing, politique et stratégie, publicité, implantations, force de vente, promotion.

Il met en œuvre les moyens nécessaires au développement commercial de la filiale et recherche le maximum de ventes constructibles.

Agé de 35 ans au moins, de formation supérieure, il sait définir et conduire une action commerciale, constituer et animer une force de vente. Sa rémunération est actuellement supérieure à 200.000 F.

Adresser C.V. détaillé et photo à no 13175 -
COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

STRASBOURG. 60 à 70 000 F

Vous avez un tempérament gagneur.
Vous recherchez un poste évolutif.
Vous voulez vous donner à fond dans un métier où vous pouvez faire carrière.
Une importante chaîne d'hypermarchés vous propose de débuter comme
RESPONSABLE COMMERCIAL

PROFIL DU POSTE . Jeune 23 ans minimum.
Formation commerciale supérieure (ESC, Sciences Eco, écoles commerciales ou niveau universitaire équivalent).

QUALITÉS ESSENTIELLES POUR RÉUSSIR :
- *enthousiasme et combativité,*
- *sens commercial développé,*
- *goût des responsabilités,*
- *aptitudes à former et à animer du personnel,*
- *gestionnaire consciencieux et méthodique.*

Formation assurée. Après avoir fait leurs preuves dans cette fonction, les candidats se verront confier des responsabilités importantes.

Réelles perspectives d'avenir.
Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

promonor
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE

C.G.E.E. ALSTHOM

recherche

CHEF DU SERVICE ACHATS

de sa SUCCURSALE DE LYON

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR diplômé, âgé de 28 ans mini, formation d'électrotechnicien, expérience d'ingénieur chargé d'affaires souhaitée.

Il sera responsable de 15 à 20 collaborateurs, basé à Lyon ou en région Rhône-Alpes. Il devra, outre les qualités d'ordre, de méthode, d'aptitude au commandement, avoir le sens de la négociation et le goût des contacts humains.

Lieu de travail : Lyon, avec déplacements de courte durée.

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions, à *CONTESSE Publicité*, nº 69.222, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL DE BASSE-NORMANDIE

recherche pour renforcer sa

DIRECTION DU PERSONNEL

UN JEUNE DUT GESTION PERSONNEL

dont la première mission consistera à mettre en place un système de paie informatisé.

Le candidat retenu sera un praticien de la paie depuis au moins trois ans.

Adresser lettre candidature, C.V. et prétent. sous référ. 3627, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.



THOMSON-CSF
DIVISION AVIONIQUE
Centre électronique de BORDEAUX-PESSAC

ingénieur généraliste pour bureau d'études

Le candidat sera chargé de la CONCEPTION de circuits imprimés à l'aide de moyens informatiques (CAO).

Il devra être intéressé par les aspects DEVELOPPEMENT et FABRICATION et posséder de bonnes bases en INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

Débutant ou courte expérience (2 ans)

ingénieur informaticien

Pour la REALISATION, LA MISE EN PLACE et le DEVELOPPEMENT d'un projet de GESTION INTEGREE d'un atelier.

Expérience de la MINI-INFORMATIQUE indispensable et du TEMPS REEL si possible.

ingénieurs électroniciens

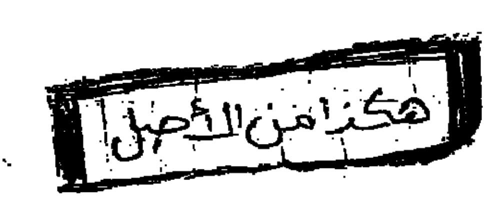
ESE - ENSAE - ENSTA ou équivalent
- POUR L'ETUDE D'INDUSTRIALISATION de matériels aéroportés
- sens des RELATIONS HUMAINES indispensable

Débutants ou courte expérience (2 ans)

Adresser C.V. avec photo et prétentions au Service du Personnel - B.P. 94 - 33607 PESSAC.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LILLE

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE COMPRESSEURS
appartenant à l'un des premiers groupes français de construction mécanique et désirant développer ses
VENTES À L'EXPORTATION,
propose poste :

délégué commercial

EUROPE ET HORS EUROPE

Il sera chargé de :
— la prospection auprès des entreprises intéressées,
— la définition des problèmes du client,
— la défense des devis jusqu'à la conclusion des affaires.

Il bénéficiera dans certains pays d'informations apportées par les bureaux de représentation du Groupe.

Le poste requiert une grande disponibilité pour accepter un rythme de vie qui comportera plus de 50% du temps en déplacement.

L'Entreprise envisage de confier le poste soit à un candidat débutant diplômé d'une Ecole Commerciale ou d'Ingénieurs (SUP. de CO. - EDHEC - IDN - AM etc...) soit à un candidat déjà expérimenté dans la vente de produits industriels à l'exportation.

Dans tous les cas, il pratique impérativement la langue anglaise.

Ecrire avec C.V. à G. STIKER sous référence 32187 E, à :

BOSSARD SELECTION
«Centre Vauban» 201 rue Colbert
59800 - LILLE — Tél (20) 54.06.37

EFCIS

recherche pour compléter son équipe d'APPLICATION DE GRENOBLE

DEUX INGENIEURS

Créatifs, responsables de l'étude et de la mise au point d'application de nos produits MOS en liaison avec nos clients ou le marketing, dans les deux spécialités suivantes :

TELECOMMNUNICATION :
connaissance de l'un ou plusieurs des domaines suivants : téléphonie, commutation, transmission de données
(Réf T)

INTERFACES VISUELS :
expérience des terminaux à balayage (TV, CRT...), de la logique cablée et programmée. Profil type indicatif : ingénieur ayant participé au développement de terminaux alphanumériques ou graphiques à base de microprocesseurs.
(Réf V).

Pour ces deux postes il est demandé une connaissance pratique appuyée par une expérience d'un à deux ans dans la spécialité, un esprit d'initiative et de créativité, une facilité de contact et d'expression ainsi qu'un anglais courant. La connaissance des microprocesseurs sera appréciée.

Possibilités d'évolution intéressantes pour les candidats à fort potentiel.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence DC/DAP (T ou V) à E.F.C.I.S. - BP 217 - 38019 GRENOBLE CEDEX.

SOCIETE IMMOBILIERE DE PREMIER PLAN en pleine expansion

recherche UN (E)

CADRE COMMERCIAL (E)

pour renforcer l'équipe de son implantation

LYON - RHONE - ALPES

— De formation supérieure (type Ecole de Commerce) si possible.
— Ayant un solide sens commercial et le goût des contacts à haut niveau.
— Possédant une première expérience professionnelle dans l'immobilier.

Ecrire à n° 40.478 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.



THOMSON-CSF

DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES
Centre de CAGNES-SUR-MER
recherche

INGÉNIEURS

Formation GENERALISTE
MECANIQUE, ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE

Ayant des connaissances en conception assistée par ordinateur (CAO) acquises en milieu industriel. Aura à charge le développement de la CAO en circuits imprimés, mécanique, tests... pour la division.

Expérience 3 à 4 ans dans le milieu industriel.

Adresser C.V. détaillé à THOMSON CSF Service Personnel, B.P. 53 - 06802 CAGNES-s.-MER.

CREDIM

Filiale Française de Citibank, parmi les 5 premiers mondiaux de la Banque.

Nous sommes un Établissement Financier spécialisé dans le Crédit aux particuliers, implanté à DIJON.

Pour faire face à son développement, notre Direction Informatique recherche son

chef d'exploitation (réf. 1 LM)

Sa mission :
- *mettre en place et maintenir une organisation rationnelle et performante de l'exploitation d'un système IBM 4331 sous DOS/VSE-Power-CICS-ICCF ;*
- assurer la réception des chaînes de traitement, le suivi du planning des différentes phases de la production ;
- participer à l'évolution du système vers le télétraitement.

Son profil :
- *le sens de l'organisation et de la méthode ;*
- une expérience concrète de plusieurs années de cette fonction sous tous les aspects ;
- connaissance du système IBM ;
- la pratique d'un environnement TP ;
- *une expérience comme ingénieur système constituerait un atout supplémentaire.*

Nous proposons une rémunération compétitive incluant les avantages spécifiques liés aux Établissements Financiers.

Emploi et Carrières

Adresser candidature avec photo et prétentions au service du personnel CREDIM, 17, rue Bossuet, 21000 DIJON, en précisant la référence du poste.

200.000 F

directeur commercial

VIVRE EN BOURGOGNE ...

Nous sommes un groupement régional de Sociétés de distribution. Nous sommes spécialisés dans l'équipement des bâtiments d'habitation et industriels : appareillages électriques, robinetterie, chauffage, sanitaire. *Nous employons 200 personnes et réalisons* un chiffre d'affaires de 150 millions.

Nous créons le poste de Directeur Commercial du groupe de Sociétés. Il sera l'un des cadres responsables de notre équipe de Direction ; c'est un homme de stratégie et de développement, il est gestionnaire mais il dynamise aussi nos forces de vente. *Nous souhaitons accueillir* un HEC, ESSEC ou diplômé de niveau équivalent ayant 5 à 10 ans d'expérience commerciale *dans une PME ou* à la tête d'un Service.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil en recrutement réf. 20M153

Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Monceau 75008 PARIS
Partenaire pour la France de
Consult-Eur

Membre de Syntec

Village Bourgogne, 2 h. Paris, famille anglo-franc., gouvernante ou J.F. au pair. 2 enfants 14 et 12 ans. 5/6 h. par jour. Week-ends libres. Permis de conduire. Aidée par femme ménage. Logée, nourrie. - Ecr. FORDE, B.P. 33 - CHABLIS 89800

Le CENTRE D'ACTION CULTURELLE de SAINT-BRIEUC embauche UN REGISSEUR GENERAL à compter du 1er octobre 1980. Renseign. et candidatures au C.A.C., 9, rue du 71e-R.-I., 22000 Saint-Brieuc Téléph. : (96) 61-29-33

La Ville de CAEN (130.000 hab.) recherche un DIRECTEUR de SERVICES FINANCIERS *Adr. C.V., photo d'identité et prét.* à M. le Sénateur-Maire, *Hôtel de Ville*

La Ville de VALENCE recrute : par voie de concours sur épreuves : UN PIANISTE accompagnateur contractuel (20 heures hebdomadaires) Les candidat. devront être adr. à M. le Maire de VALENCE 26021, Service du Personnel, avant le 20 SEPTEMBRE 1980.

COPAG recherche
- Animateur équipe techniciens élevage. Age minim. : 27 ans. Expérience terrain exigée. Formation min. B.T.S.A.
- Technico-Commercial en bovins d'élevage. Age minimum : 24 a. Responsable partie GERS. Expérience souhaitée.

C.V. manuscrits à COPAG, Route d'Agen - 32000 AUCH

Société IMMOBILIERE recherche

JEUNE INGÉNIEUR

pour conduite d'opérations immobilières, bureaux ROUEN, activité régionale. *Adresser C.V. et photo à :* JD/138, Havas (B.P. 807) 76023 Rouen Cedex

---

Petite SARL Informatique

AIX-EN-PROVENCE

Commercialisant des micro-ordinateurs de gestion ENGAGE pour secteur AIX professionnel matériel bureau justifiant de très bons résultats de vente. Libre rapidement. Véhicule nécessaire. Evolution rapide vers

DIRECTION COMMERCIALE
Tél. (42) 27-44-34.

Nous sommes une des plus importantes des MOYENNES ENTREPRISES fabriquant des emballages métalliques et recherchons :

UN RESPONSABLE

pour une de nos unités (80 personnes) spécialisée dans *l'impression sur métal*, implantée à 100 kilomètres à l'ouest de Paris.

Ce poste d'ANIMATEUR, comportant une grande variété de problèmes techniques conviendrait à un homme jeune, de formation supérieure, ayant acquis en usine de fabrication une REELLE EXPERIENCE INDUSTRIELLE et cherchant à élargir ses responsabilités. *Les candidatures, précisant expérience et prétentions, devront être adressées,* avec photo, à : *Mme Angebeau,* SAFET - Usine du Moulin de Plaisance - 27130 VERNEUIL-SUR-AVRE.

MATRA

Le centre d'intégration de la **Selles-St-Denis** (Loir-et-Cher) comprenant 70 personnes s'informatise et recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Dans le cadre de la politique informatique de la société, il participera, avec la Direction du Centre *à la mise en place de l'ensemble du système:* définition des objectifs, analyse fonctionnelle organique, programmation, choix du matériel et il en assurera la gestion.

Si vous êtes ingénieur ou diplômé d'une École de Commerce et que vous avez quelques années d'expérience d'entreprise ainsi qu'une spécialisation en informatique de gestion acquise, soit par une formation complémentaire, soit par l'expérience, ce poste très complet peut vous intéresser.

Veuillez écrire avec C.V., rémunération actuelle et photo, à Catherine ROZES -

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

Le Groupe MATRA

PICART-LEBAS (équipements téléphoniques de demain)
C.A. : 210 MF, filiale du Groupe MATRA crée pour son usine de CHATEAUDUN, le poste d'

Ingénieur Chef Service Achats
(Futur Directeur Achats)

Le candidat idéal, âgé d'au moins 30 ans, de formation A.M., IDN, Centrale ou équivalent, possède une expérience réussie de 5 ans au minimum des achats dans une industrie utilisant l'outil informatique et *produisant si possible dans les domaines de l'électromécanique et de l'électronique.*

Rattaché au Directeur de l'usine, il sera responsable de l'élaboration et du suivi de la politique des achats et approvisionnements (budget d'achats 1980 = 80 MF) portant sur 15 000 pièces électromécaniques et composants divers.

Le poste s'étend, à terme, à l'ensemble de l'entreprise et conduit au titre de directeur.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 504 M à notre conseil qui garantit réponse et discrétion.



Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIAPA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE
CHARCUTERIE SALAISON CONSERVES
recherche un

ANIMATEUR

DE FORMATION TECHNOLOGIQUE

pour assurer dans ses 6 USINES *du Sud de la France* (950 personnes) :
- *la formation de base du personnel nouveau;*
- la spécialisation professionnelle pratique & théorique;
- la préparation des candidats au Brevet Professionnel de Salaisonnier.

Le CANDIDAT recherché devra répondre aux critères suivants :
- niveau BTS « transformation des viandes » ou équivalent;
- âge minimum 27 ans;
- expérience réelle en découpe de porcs & fabrication charcuterie;
- sens du contact humain et de la pédagogie.

Écrire ou téléphoner au :
SCE FORMATION de la SICA A.B.C.
7, route du Plan à
PEYROLLES-EN-PROVENCE (13860).
Tél. (42) 57.80.06.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE
à forte vocation exportatrice, en pleine expansion, fabriquant des composants mécaniques et électromécaniques, recherche pour l'une de ses Unités de fabrication

INGENIEUR ELECTRO-CHIMISTE

Il sera responsable du service Méthodes et Industrialisation d'une Unité de traitement de surfaces de 80 personnes (revêtement métallique, ni, ag, au, cd...). Nous voulons des hommes créatifs et de forte personnalité qui répondront de l'évolution technique de l'Unité. L'importance de la Société et son expansion assure à des candidats de valeur des possibilités d'évolution intéressantes.

Lieu de travail : Ville CENTRE OUEST.

Le niveau de rémunération dépendra de l'expérience et sera de l'ordre de : 130.000F.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 69528, CONTESSE PUBLICITE, 20 av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Notre Commettant est un important constructeur français de Biens d'équipements «clé en main», en particulier à l'exportation.

Son activité comprend à la fois des fabrications limitées aux spécialités de ses propres usines et un aspect sous-traitance et achats d'équipements très important.

LE SERVICE «ACHAT» QUI TRAITE DES VOLUMES D'AFFAIRES DE PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIONS PAR AN, recherche, pour renforcer *sa capacité dans* le domaine contractuel : définition des prix et des conditions commerciales, délais, performances, pénalités, un :

homme de contrat

DE FORMATION SUPERIEURE COMMERCIALE OU DROIT ; il a vécu dans un service «contrat» ou «achats» d'une société négociant *des biens d'équipements, particulièrement* à l'exportation.

Il pratique, si possible, la langue anglaise et accepte les déplacements courts que nécessite sa fonction.

Ecrire avec C.V. à G. STIKER sous référence 32109 X, à :

BOSSARD SELECTION
«Centre Vauban» 201 rue Colbert
59800 - LILLE — Tél (20) 54.06.37

Promodès

17 000 salariés en France,
C.A. 9,125 Milliards de Francs
1er grossiste multidistributeur en Europe,
un des premiers distributeurs de détail en France,
recherche pour sa branche

Promogros

(Commerce de Gros et de Détail)

JEUNES DIPLÔMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
et leur propose de devenir

cadres de la distribution

après une période de formation rémunérée, ils *seront titularisés dans l'un des secteurs d'activités suivants* : commerce, administration, personnel, gestion, comptabilité, logistique, marketing.

Du fait du développement de notre groupe, une promotion rapide est certaine pour les candidats de valeur.

- Si vous êtes disponible ou mobile géographiquement.
- Si vous possédez *un tempérament affirmé.*
- Si vous avez un goût marqué pour les tâches concrètes et variées nécessitant initiative et sens des responsabilités.
- *Si vous êtes dégagé des obligations militaires.*

Adressez votre C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. M 3 à Gérard LABBE, PROMODÈS, B.P. 17 - 14120 MONDEVILLE.

HAVAS CONTACT

UNE SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT D'IMPORTANCE NATIONALE
recherche des

jeunes ingénieurs gestionnaires

pour prendre en charge la coordination et la réalisation d'opérations **d'aménagement**. Ces postes ouverts et diversifiés conviennent à des ingénieurs débutants ou ayant *quelques années d'expérience*, de formation, préférence, **Bâtiment Génie civil**, intéressés par les problèmes d'urbanisme, et ayant le goût pour des fonctions de généraliste et pour les contacts variés.

Postes à pourvoir en province dans la moitié Nord de la France et offrant de réelles perspectives d'avenir.

Envoyer C.V., photo et prét.ss réf. BRION (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

---

jeune ingénieur

BOURGOGNE

Vous êtes récemment diplômé d'une école d'ingénieur niveau arts et métiers, vous voulez débuter dans une véritable fonction technique vous permettant d'expérimenter rapidement vos possibilités de création et d'innovation.

La conception d'engins de levage variés demandant pour chaque étude une approche nouvelle, voila la mission de notre bureau d'études adaptations spéciales qui augmente sont potentiel en engageant un jeune ingénieur.

Nous sommes installés en province, notre société est leader francais dans sa qualité et nous appartenons à un groupe industriel de renommée mondiale.

Adresser votre C.V. détaillé + photo sous référence No 68917 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Nous répondons à tous les candidats.

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi



THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT

ingénieurs électroniciens

AYANT 4 OU 5 ANNEES D'EXPERIENCE UN MONDE PASSIONNANT S'OUVRE A VOUS :

LA SIMULATION

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de **simulateurs**, implanté en **Région Parisienne** et ayant une filiale aux **Etats Unis**, offre des postes de responsabilités en Etudes dans les domaines suivants :

- **ELECTRONIQUE GENERALE,**
- **CALCULATEURS RAPIDES,**
- **TECHNIQUES VIDEO.**

POUR LA PLUPART DE CES POSTES LA PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS SERAIT APPRECIEE.

Adressez rapidement votre C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence IC.80.33-M à **A. de BEJARRY**
THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT
Chaussée Jules César, ZI des Beaux Soleils 95520 OSNY.



MATRA

Le Directeur de l'Audit recherche un

AUDIT SENIOR

Au sein d'une petite équipe, il participe à l'analyse des fonctions de MATRA et des filiales du groupe.

Le poste concerne un diplômé des Grandes Ecoles (Ingénieur ou Gestion) ayant une expérience de l'audit de gestion acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon ou dans le cadre d'une responsabilité opérationnelle équivalente.

Ce poste peut être une opportunité pour un cadre souhaitant élargir ses connaissances dans le fonctionnement des sociétés industrielles.

Adresser CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence NK 693

MATRA Service du Recrutement des Ingénieurs & Cadres B.P. Nº 1 - 78140 VELIZY

MATRA

Le Service Calcul Scientifique de la Division Recherche et Développement crée 2 postes d'

INGENIEURS

pour faire l'ANALYSE ET LA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE (FORTRAN) sur des projets aéronautiques.

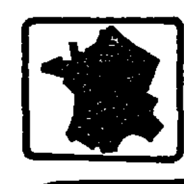
L'un des postes conviendrait à un ingénieur déjà expérimenté (3 à 5 ans), l'autre à un débutant disponible rapidement.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 691

MATRA au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres B.P. Nº 1 — 78140 VELIZY

Ingénieur de planning, Paris

Premier engineering et constructeur de chaudières nucléaires en France et à l'étranger, nous recherchons pour l'intégrer à notre activité planning, un ingénieur diplômé, justifiant d'une bonne expérience professionnelle en engineering pétrochimique, sidérurgique ou mécanique, et ayant pratiqué le PERT. A la tête d'une petite cellule il sera chargé d'établir et gérer les plannings de nos affaires et assurera les liaisons avec nos équipes projets, études, chantiers, etc...
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV et photo sous réf. 7225 M à rscg carrières, 64 rue la Boëtie 75008 PARIS, qui transmettra rapidement.



emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux

GROUPE BANCAIRE

PROPOSE

A GRADÉS DE BANQUE OU ETABLISSEMENT FINANCIER

POSTES

D'ATTACHÉS COMMERCIAUX

pour se préparer à la prise en charge d'une de ses Agences :

RÉGIONS CENTRE ET SUD-OUEST

Cette offre peut convenir :
à des professionnels du financement

GRADÉS II OU III

qui méritent une promotion et l'attendent.

Adresser C.V., photo et prétentions, s/réf. O.V. 385, à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

doux

S.A. 1000 salariés

premier producteur exportateur français de volailles, 1 milliard de C.A. réalisé à 95% à l'export.

CHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL DU FINISTÈRE UN

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Sa mission sera essentiellement de faire des prévisions de trésorerie, de la gérer en fonction des rentrées et des débours d'argent. A terme, le titulaire peut évoluer vers une fonction plus large et plus autonome. Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 30 ans. Il faut avoir eu une expérience dans un service financier d'une société semblable à celle de la société DOUX, et réalisant en permanence des opérations bancaires pour gérer au mieux sa trésorerie. Une formation supérieure est nécessaire soit de type HEC ou ESSEC, soit de type DECS-ICG, soit une excellente formation bancaire. La rémunération sera en fonction de la valeur du candidat retenu.

Envoyer curriculum vitae, lettre, photo et prétentions sous référence BB 190 à :

SCORE
3, Rue Paul Sabatier
29239 GOUESNOU — SCORE

Importante Société Construction Electrique Filiale d'un Groupe Multinational recherche :

INGÉNIEUR FABRICATION

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Electro-Mécanicien, âgé d'environ 30 ans et possédant une expérience industrielle de 5 ans, acquise de préférence en câblerie.

Rattaché au Chef de Fabrication, il aura en charge un atelier d'une centaine de personnes, fabriquant des câbles spéciaux.

C'est un animateur, dont l'action sera prépondérante dans les domaines suivants :
- respect des délais de fabrication,
- respect de la qualité,
- amélioration des processus de fabrication,
- encadrement et formation du personnel.

Poste à pourvoir en PICARDIE

Adr. C.V. sous le nº 67.775 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

MATRA

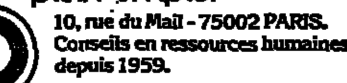
recherche pour son centre d'intégration SÉRIE à Selles-St-Denis (Loir-et-Cher) un

INGENIEUR Supelec

Pour lui confier la responsabilité du fonctionnel électronique de missiles en phase d'intégration et test final.

Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant une première expérience.

Écrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, à Solange MONTEIL



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL recherche

INGÉNIEUR MÉTHODES

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé A.M. ou équivalent âgé d'environ 30 ans et possédant une expérience industrielle de 5 ans acquise de préférence en câblerie.

Il aura pour mission :
- D'étudier le passage en fabrication des produits nouveaux ;
- D'optimiser les procédés et moyens de fabrication ;
- De participer à la conception des outillages.

Une pratique de l'analyse de la valeur serait un atout supplémentaire.
Anglais souhaité.
Poste à pourvoir en PICARDIE

Adr. curriculum vitae sous nº 67.773 à CONTESSE Publ., 20, av. l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qu itr.

cadre comptabilité industrielle

Grenoble 120 000 +

Société EFCIS - Filiale Thomson CEA.

INFORMATION CARRIERE SVP — Téléphonez au 763.11.15 Référence : 932

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT (CSNCR)

L'AAPAVE recherche pour ses services de Nancy

1 INGENIEUR ELECTRICIEN

ESE, IEG, ECP ou AM option électrotechnique.

Disposant de 5 à 10 ans d'expérience industrielle (ex. : études travaux neufs, entretien d'importants équipements, surveillance des chantiers) et d'une bonne connaissance pratique des réseaux HT et BT.

Mission :
Assister l'ingénieur principal du service ELECTRICITE (10 ingénieurs, 85 techniciens, 7 bureaux locaux) dans ses tâches techniques (promotion de la prevention, conseil, formation...), d'animation et de relations avec l'extérieur (6000 établissements adhérents au service concerné).
Poste d'avenir évolutif.

Adresser C.V. détaillé ss. réf. 907 à

seletec — Conseil en Recrutement — 15, rue Vauban 67009 STRASBOURG CEDEX

Locafrance

Leader du crédit-bail mobilier recherche pour son agence de TOULOUSE

Attaché Commercial

SA MISSION :
- Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels et agricoles.
- Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

SON PROFIL :
- Formation commerciale supérieure, type E.S.C.
- Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.
- Expérience professionnelle de quelques années dans une activité financière appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions :
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée
75016 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE IMPLANTÉE EN MOSELLE
PROXIMITÉ METZ

propose à

UN DIPLOMÉ

des Facultés de Droit
33 ans minimum

le poste de :

JURISTE

Chef de son Service Contentieux et Immobilier

Sa mission implique :
- la prise en charge des études touchant au Droit du Travail, aux régimes de retraite et de prévoyance ;
- la diffusion de la documentation juridique et sociale ;
- la responsabilité de l'ensemble des activités Contentieux et Assurances ;
- la gestion du domaine immobilier.

Ce poste requiert un esprit méthodique et des qualités humaines et de contact. Il suppose une connaissance approfondie du Droit du Travail et un intérêt pour les relations sociales en entreprise.

Poste stable - Logement de fonction.

Adresser candidature avec C.V. détaillé et photo sous nº 69.135, à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

LA DIRECTION MARKETING DES ETS G. LEROY A LISIEUX recherche

UN INGÉNIEUR

pour renforcer son Service développement et assister le Chef de Service dans tous les aspects de sa fonction :
- Etudes techniques préalables au lancement des produits ;
- Assistance à la force de vente et aux entreprises ;
- Contrôle de l'après-vente.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience dans l'industrie du meuble, la menuiserie industrielle ou les constructions industrialisées

Adr. lettre candidature, C.V. et prétentions à :
Etablissements G. LEROY,
Direction administrative et sociale,
B.P. 90, 14102 LISIEUX CEDEX.

MATRA

recherche pour son centre d'intégration à Selles-St-Denis (Loir-et-Cher) un

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

Hiérarchiquement rattaché au Responsable de la Production du centre et en liaison avec l'ensemble des services concernés, les fournisseurs et les unités sous-traitants, il sera responsable de l'ordonnancement, et du lancement de production ainsi que du contrôle et de l'analyse des coûts et délais.

Le poste conviendrait à un ingénieur possédant une expérience de quelques années en gestion et en fabrication électromécanique.

Adresser C.V. détaillé, rémunération actuelle et photo, à Catherine ROZES -

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

Promodès

17 000 personnes en France
1er grossiste multidistributeur en Europe.
C.A. 1979 : 9,125 Milliards de Francs.

recherche pour son Siège Social à **Caen**

CADRE CONTENTIEUX

désirant étendre son domaine d'activité.

Le candidat retenu aura une **Formation Juridique.**
Il aura une expérience de 2 ans minimum de préférence dans un cabinet d'avocat ou chez un conseil juridique.
Il dépendra du Chef de Service Juridique et Contentieux et sera chargé au sein de ce service, dans un premier temps des Affaires Contentieuses et par la suite, se verra confier des dossiers concernant le Droit des Sociétés, les contrats commerciaux, le Droit Immobilier...

Si vous êtes intéressé, envoyez C.V., photo et prétentions sous Réf. M 750 à Madame F. MOULINJEUNE

Promodès
Service Recrutement - B.P. 17 - 14120 Mondeville.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE ventilation, conditionnement air recherche pour son DEPARTEMENT MARINE situé à BORDEAUX

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

EXECUTION ayant l'expérience dans ce domaine.

Envoyer C.V. + photo avec prét. à FLAKT-ENTREPRISE, Service du Personnel, 26, quai Carnot, 92212 Saint-Cloud.

VALLEE DU RHONE

DIRECTEUR D'USINE

pour Etablissement autonome mécanique générale, 170 pers.
Nous recherchons INGENIEUR 40-45 ans minim., ayant expérience gestion et conduite d'unité de production.
Selon la politique définie avec la Direction générale il assurera les responsabilités de production, gestion, relations humaines et sociales.
Ecrire sous référ. nº 6.721, à LTP 31, bd de Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02 (qui transmettra)

Cabinet d'implantation régionale recherche

CONSEILS EN DROIT SOCIAL ET DU TRAVAIL

pour postes à pourvoir en province.
Les candidats devront justifier d'une solide expérience de gestion du personnel en entreprise et d'une formation supérieure, situation d'avenir pour personnes dynamiques.
Adr. C.V. manuscrit détaillé ss réf. 8.048 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris, Cedex 02 qui transmettra.

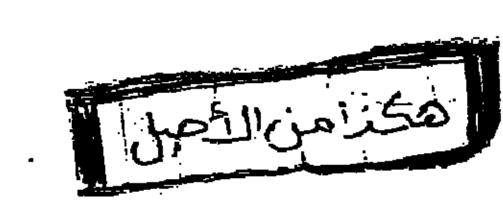
IMPORTANTE SOCIETE TRAVAUX PUBLICS cinq mille personnes, chiffre d'affaires 1,4 milliard recherche

INGÉNIEURS DE TRAVAUX DÉBUTANTS

(Ecole supérieure de T.P. - Arts et Métiers...)
POUR SES SERVICES DE

PROVINCE

Adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référ. 928 PUBL. LAROCHE, 39, rue Périer, 92120 MONTROUGE qui transmettra.



offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

THOMSON-CSF

BANLIEUE SUD

INGENIEUR

FORMATION GENIE PHYSIQUE

Débutant ou quelques années d'expérience.

En liaison avec une équipe d'électroniciens et au sein d'un puissant laboratoire d'analyse, il aura pour mission de définir et suivre les travaux d'analyse de constitution et de défaillance sur des circuits intégrés, des circuits hybrides et des matériaux utilisés en électronique.

Préférence sera donnée à candidat ayant des connaissances en électronique.

Bons contacts humains, anglais nécessaire.

Ce poste offre une formation aux méthodes les plus modernes d'analyses.

Adresser C.V. - photo sous No 68632, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

RESPONSABLES DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Paris ou Lyon — **100/125 000 Frs**

Notre société a une activité essentiellement commerciale. Nos vendeurs sont très performants et ils attendent une grande efficacité de l'administration commerciale qui est chargée d'assurer l'exploitation des contrats dans les meilleurs délais et de leur apporter un soutien logistique.

Pour l'un de ces deux centres régionaux, vous animerez donc un service d'une douzaine de personnes, gérerez les ventes et réglerez les litiges pouvant intervenir avec les commerciaux.

Une formation commerciale du type ESC sera un atout. Vous avez de plus acquis quelques années d'expérience dans l'administration des ventes et vous vous êtes familiarisé avec l'utilisation de l'informatique.

Ces postes évolutifs supposent de bonnes capacités d'adaptation, de rapidité et de diplomatie.

Merci d'envoyer votre CV, sous réf. 4694, à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

GROUPE AGRO ALIMENTAIRE
implanté au niveau EUROPEEN
recherche 2 collaborateurs rattachés
à la D.G. HOLDING PARIS NORD

un attaché de direction générale

(Réf. 083)

30 ans minimum, de formation juridique pour assurer au niveau holding :
- le secrétariat juridique,
- le suivi du contentieux et la gestion du personnel (40 personnes).

un responsable administratif et financier

(Réf. 084)

de formation type D.E.C.S., apportant une expérience de gestion de produits à forte rotation en P.M.E.

Homme de rigueur, il aura la charge des problèmes juridiques, financiers et comptables d'une filiale en création et démarrera avec une équipe administrative réduite.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et CV sous réf. du poste à Corinne VAN LOEY.

Réponse et discrétion assurées.

degré Conseil 11, rue La Boétie 75008 PARIS

CSNCR

---

ingénieur technico-commercial

130/150 000 Frs + — **Paris**

C'est d'abord un commerçant, capable de traiter des affaires dépassant largement le million de francs. C'est aussi un ingénieur de formation, connaissant bien les problèmes électromécaniques et les domaines de la fabrication en général (usinage, poinçonnage, emboutissage, etc).

Notre activité touche en effet ce milieu professionnel au niveau de clients très importants dont nous souhaitons vous confier rapidement l'entière responsabilité.

Il s'agit de développer notre courant d'affaires, déjà bien étoffé, en négociant avec des interlocuteurs variés (bureau des méthodes, technicien, mais aussi Directeur Financier et Directeur Général).

Par ailleurs, nous évoluons dans un contexte international; la pratique de la langue anglaise est donc très utile.

Enfin, notre société se développe à l'heure actuelle à un rythme soutenu : autant dire que votre évolution dépend surtout de vous.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4687, à Michel GARNIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

---

directeur technique
industrie chimique et pharmaceutique

Un GROUPE FRANÇAIS ayant actuellement plusieurs UNITÉS de FABRICATION dans le VAL de LOIRE (ANGERS) crée pour répondre aux besoins suscités par le développement de l'entreprise un poste de DIRECTEUR TECHNIQUE.

Directement rattaché au Directeur Industriel du Groupe, il aura la responsabilité des études d'ingénierie et de constructions, des services de maintenance et de production d'énergie des usines. Son action portera surtout sur la conception et la réalisation des installations nouvelles. Il sera responsable de la préparation du plan d'investissement et de son exécution.

Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR CENTRALE, A et M,... ayant 32 ans minimum, une très bonne connaissance des problèmes particuliers posés par les installations de production en chimie organique, acquise dans une société appliquant les méthodes de gestion performantes.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1992M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

---

marketing/ développement
HF

Un très important GROUPE de PRESSE et d'ÉDITION recherche pour assister son DIRECTEUR MARKETING & DÉVELOPPEMENT un jeune ADJOINT.

Le département MARKETING OPÉRATIONNEL auquel il appartiendra, analyse en permanence les opportunités du marché, conçoit et étudie de multiples projets d'amélioration de publications existantes et de création de nouvelles publications. Il contribue, en outre, à leur mise sur orbite.

Ce poste d'étude et réflexion stratégiques conviendrait à un DIPLÔMÉ de l'enseignement supérieur, âgé de 28/30 ans, maîtrisant bien toutes les techniques d'études de marchés et ayant eu à les exploiter – de préférence dans les domaines de la Presse, de l'Édition ou de la Publicité –, et désireux d'entrer dans un Groupe de Presse très créatif présent sur de multiples créneaux. Le job est formateur et gratifiant; il intéresse un candidat susceptible de s'y impliquer sans réserve. L'anglais est indispensable. Une autre langue serait appréciée.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1995M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

---

directeur de produit - VPC -
180.000F. +

Une importante société d'ÉDITION et de VENTE par CORRESPONDANCE recherche un CADRE MARKETING pour lui confier l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale d'un Département de VPC.

Ses principales missions seront de définir le budget annuel de fonctionnement du Service (8 personnes), d'en assurer la mise en œuvre, de déterminer les moyens optimum de commercialisation des produits existants (articles personnalisés de bureau destinés aux Cadres), et de rechercher des produits nouveaux afin d'enrichir la gamme existante.

Ce poste conviendrait à un candidat H ou F, sachant faire preuve d'un dynamisme commercial très développé, et d'un sens rigoureux de la gestion. Une formation supérieure (HEC, ESSEC) est nécessaire, ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais. S'il a environ 28 ans, le candidat saura s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique, et acquérir l'expérience qui lui permettra rapidement de prendre la direction de ce service.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1993M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

---

chargé de missions financières

L'un des plus importants GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS recherche pour son SERVICE FILIALES & PARTICIPATIONS un jeune CADRE FINANCIER.

Il sera chargé de suivre la gestion administrative des Participations tant françaises qu'étrangères. Il collaborera aux études et négociations financières du Corporate Finance et sera amené à connaître et à suivre la politique de prises de participations, fusions, absorptions du Groupe, enfin il aura un rôle d'interface entre la Direction Financière et les Filiales qu'il assistera en tant que Conseil.

Ce poste – qui fait appel à d'excellentes compétences financières – permettra à son titulaire d'acquérir une très large connaissance du Groupe et d'y trouver par la suite d'intéressantes opportunités de carrière. Il implique une double formation – X, CENTRALE, MINES ou HEC, Sc. Po,... complétée par un MBA – ainsi qu'une première expérience acquise au sein d'un Service d'Études Financières d'une Banque d'Affaires ou d'un Groupe Industriel diversifié et à vocation internationale.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1994M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

LANCEL

crée, auprès de sa DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCIÈRE un poste

organisation et informatique

Il aura pour mission d'être l'interface entre la Société d'Informatique du Groupe et ses différents utilisateurs notamment les services de vente, les services administratifs et de gestion des stocks. Après avoir analysé le système d'organisation existant, il sera chargé de le perfectionner et de le faire appliquer correctement par des actions de formation. Il devra garantir les informations permettant la préparation des tableaux de bord.

Ce poste conviendrait à un cadre ayant 28 ans minimum, une FORMATION SUPÉRIEURE en GESTION, une expérience de l'organisation administrative basée sur l'utilisation des outils informatiques, acquise de préférence dans le service logistique d'une société de distribution.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1999M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



THOMSON-CSF

Banlieue Sud

INGENIEUR

Formation électronique débutant ou quelques années expérience

Au sein d'une équipe chargée d'orientation en matière de circuits intégrés logiques de conception externe, il aura pour mission de coordonner les besoins des réalisateurs de matériels électroniques, de rassembler les renseignements techniques sur les composants existants sur le marché, de proposer les choix de modèles.

Préférence sera donnée à candidat ayant participé à un projet à base de microprocesseurs.

Bons contacts humains. Anglais nécessaire.

Ce poste offre une formation constante et de larges possibilités d'évolution de carrière.

Adresser C.V. et photo à no 68634 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Paris — **160 000 frs +**

Il s'agit d'un poste opérationnel au niveau d'une importante unité commerciale décentralisée, que vous gérerez sur les plans administratif, budgétaire, financier et humain.

Nous apprécierons votre diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce et votre DECS, mais surtout votre expérience administrative, financière et de direction d'une équipe de 20 à 30 personnes.

Réussir dans ce poste nécessite d'indéniables qualités personnelles et notamment le souci de l'efficacité ainsi qu'une grande faculté d'adaptation. Vous devrez également faire preuve de souplesse et de fermeté.

Enfin, votre pratique courante de l'anglais vous sera indispensable dans ce poste tremplin car nous sommes la filiale d'une société américaine.

Merci d'envoyer votre CV, sous réf. 4693, à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

LES CAFES JACQUES VABRE

recherchent
pour leur Direction Financière

CONTROLEUR BUDGETAIRE

des dépenses de publicité, promotions, engagements commerciaux.

Le candidat HEC, ESSEC, ESC, devra avoir une première expérience professionnelle d'environ 2 années.

Anglais indispensable.

Écrire avec C.V. et prétentions CAFES JACQUES VABRE, Département du Personnel Zone industrielle des Petites Haies - 5, rue Charles Martigny - 94701 MAISONS ALFORT.

Importante société, dans le domaine du tourisme, recherche pour son service d'Audit Interne

auditeur

possédant une expérience de quelques années en cabinet ou en entreprise de préférence à établissements multiples.

Déplacements fréquents, mais de courte durée, en province.

Adresser CV, prétentions et photo, sous référence 10163, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

---

ingénieur méthodes

150 000 Frs

Nous sommes un très important groupe industriel français.

Nous recherchons actuellement pour l'une de nos unités de fabrication un Ingénieur Méthodes qui prenne en charge les études industrielles, c'est-à-dire l'aménagement des postes de travail, les modifications sur les machines ..., la mise à jour des gammes de fabrication, les prix de revient standards et la simplification des circuits administratifs.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole, vous connaissez bien les problèmes d'atelier et vous êtes rôdé aux techniques informatiques.

Vous êtes diplomate, persuasif et vous êtes capable d'animer une équipe d'environ quinze personnes.

Rencontrons nous rapidement pour développer le contenu de cette annonce.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4704 à Michel MONIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

Jeune négociateur international

Nous sommes un groupe européen en très rapide expansion et nous avons de bonnes perspectives de développement international.
Notre Direction Générale assure actuellement elle-même les prises de contacts à l'étranger; elle souhaite s'adjoindre un jeune Cadre de haut niveau, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale, bilingue anglais et ayant si possible des connaissances en espagnol. Une première expérience commerciale internationale, de préférence dans le domaine des services ou des biens d'équipement est souhaitée. La connaissance des milieux Assurances serait également très appréciée. Ce poste exige d'excellentes facilités de contacts et une grande disponibilité.
Rattaché directement au Directeur Général à Paris, ce jeune négociateur travaillera en équipe avec tous les services de l'entreprise et voyagera environ 1/3 de son temps (Europe, Afrique...).
Bonnes perspectives de carrière en fonction de la réussite et du potentiel du candidat.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération sous Réf. 11596/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, 33, quai Galliéni - 92152 SURESNES. Tél. 772.31.32

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

La Direction Après-Vente

d'un important constructeur de MATERIEL PERI INFORMATIQUE, leader sur son marché, recherche son

Responsable de Maintenance
en Région Parisienne

Pour lui confier dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, la coordination des Centres Opérationnels et l'encadrement de 50 techniciens.

Garant du coût, des délais et de la qualité des prestations, il sera également chargé :
- de l'élaboration du budget
- de l'adaptation des méthodes et de l'organisation des moyens d'intervention et de réparation
- des liaisons avec la clientèle et les divers services de la société.

Ce poste très autonome conviendrait à un cadre confirmé ayant une forte personnalité, le sens de l'organisation et des relations humaines, et pouvant faire valoir une solide expérience de la fonction dans le même domaine d'activité.

Poste basé à Paris Nord.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions et la référence ST3 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

SOCIETE FRANÇAISE D'INGENIERIE
recherche pour son Service
FORMATION PROFESSIONNELLE

INGENIEUR
diplômé grande école

possédant quelques années d'expérience dans l'exploitation ou l'entretien de mines souterraines ou à ciel ouvert.
Bonne connaissance de l'Anglais exigée.

Travail à Paris dans un premier temps, puis déplacement de longue durée à l'étranger.

Adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 5662 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Verkaufsingenieur Elektronik

Actuellement, vous êtes l'un des ingénieurs électroniciens de labo d'un grand constructeur en électronique. Chez nous, vous serez le seul. C'est vous qui lancerez le département électronique de notre société, filiale d'un groupe allemand, et spécialisée jusqu'ici en France uniquement dans l'équipement électrique.

Il vous faudra définir auprès de nos clients les produits dont ils ont besoin et les mettre au point : prototypes, essais, mise en fabrications seront votre affaire. Vous bénéficierez de l'assistance d'une part de nos commerciaux en France, d'autre part de nos B.E. et usine en Allemagne.

Bien que nous soyons certains de l'existence d'un marché potentiel de grande envergure, nous avons le sentiment que la bataille sera difficile. La concurrence est vive, mais ce que nous proposons permet de réaliser des performances exceptionnelles. Et pour vous ce sera peut-être là une occasion unique de vous dépasser. De faire faire un bond à votre carrière. Et vous apprécierez la bonne ambiance, l'atmosphère de cordialité qui règnent dans notre équipe fort restreinte. Quant à la qualité des relations que vous entretiendrez avec vos collègues allemands, elle sera l'une des clés de votre réussite. Votre parfaite connaissance de la langue de Gœthe vous y aidera..

Votre lieu habituel de travail se situera dans la banlieue Nord-Ouest de Paris, mais vous aurez pas mal à vous déplacer. Nous avons laissé aux consultants du cabinet de recrutement Sirca le soin de nous présenter votre candidature. Ecrivez-leur sous réf. 801 447 M. Rapidement. Nous voulons démarrer vite. Avec vous.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

FOURCLS

FILIALE D'UN GROUPE
INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche
dans le cadre du développement de son
ACTIVITÉ DIESEL

DES INGÉNIEURS
DIPLÔMÉS

pour :
- son Banc d'Essais
- son Laboratoire
- son Service Calculs
- son Bureau d'Études

Anglais souhaitable — Avantages sociaux
Proximité immédiate gare
proche banlieue parisienne.
Envoyer curriculum-vitae sous réf. 19.002,
PUBLICITÉ ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.



SALOMON
Annecy

chef de produits ski de fond
(chaussures et fixations)

Les premiers produits existent, leur originalité, leurs performances doivent permettre à **SALOMON, déjà leader mondial dans le ski alpin et solidement implanté dans plus de dix pays,** de percer à nouveau dans ce secteur et de faire progresser ce sport en pleine mutation.
Soyez à l'origine de la création de la cellule marketing de la division fond et devenez-en l'animateur pour l'Europe, l'Amérique, la Scandinavie.
Pour assumer ce poste, il faut être de formation supérieure, avoir trois ou quatre ans d'expérience comme chef de produits ou assistant, parler anglais et être un SPORTIF INCONDITIONNEL, skieur de fond de préférence...
Notre consultant, Mme P. SAURAIS, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 605 LM).

Filiale d'un groupe allemand de plus de 20 000 collaborateurs, nos trois usines françaises produisent, avec 1000 collaborateurs, des pièces en caoutchouc et matière plastique pour l'automobile et l'industrie (C.A. : 220 MF/an).
Nous cherchons pour faire face à notre développement :

un contrôleur de gestion

ayant une solide expérience de la fonction dans une entreprise industrielle.

Au sein de l'équipe de direction et avec l'appui de la maison-mère, vous prenez en charge l'organisation, le contrôle de gestion de la production en place dans les usines, le traitement des données, la planification, la préparation et le contrôle des budgets, la comptabilité analytique et le calcul des résultats d'exploitation, l'analyse et le contrôle des investissements.
La connaissance de la langue allemande est appréciée, sinon celle de la langue anglaise est indispensable.
Poste à pourvoir à Mâcon (Saône-et-Loire).
Notre consultant, Mme P. SAURAIS, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 536 LM).

un jeune responsable informatique usine
Grenoble – 120 000 F/an

Vous êtes ingénieur ou universitaire (MIAGE par exemple) et avez acquis en trois ans une solide expérience du développement en GAP d'applications traitées sur IBM.
Nous sommes l'une des usines d'un groupe chimique français.
Nous vous proposons de prendre en main notre petit service (une dizaine de personnes) équipé d'un IBM 3-12 et d'accompagner le démarrage de notre futur 64 DPS supportant des applications conversationnelles développées en COBOL.
C'est un premier pas dans le groupe car votre évolution va passer par une affectation dans une autre usine ou au siège parisien.
Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3858 LM) à «Carrières de l'Informatique».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

responsable gestion et organisation comptable
105 000 Frs +

Nous sommes une importante filiale d'un groupe multinational, leader sur son marché.

Rattaché au Service Comptabilité de notre Siège, vous participerez à l'élaboration des bilans, réel et prévisionnel, dans le cadre de la gestion anglaise et française. Vous conseillerez et assisterez vos interlocuteurs sur le plan technique et méthodologique. Enfin, vous élaborerez, mettrez en place des procédures et assurerez la maintenance et la cohérence des systèmes de gestion.

Vous avez un diplôme du type ESSEC, ESC..., complété par le DECS et une expérience de quelques années dans un cabinet d'expertise comptable, qui vous aura familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne.

En raison des fréquents contacts que vous aurez avec notre Siège européen, une pratique courante de l'anglais est indispensable.

Il s'agit d'un poste évolutif dont les perspectives devraient être à la mesure de vos aspirations.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4689, à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

AMP
DE FRANCE

Nous sommes la filiale du leader mondial de la connexion électrique et électronique.

CHEF DE SERVICE ETUDES AUTOMOBILE ELECTROMENAGER

C'est pour nous un poste-clé puisqu'il s'agit de prendre l'entière responsabilité d'un service composé de plusieurs groupes d'études chargés d'importants projets.

A notre avis, pour réussir dans ce type de poste, il faut être ingénieur, de préférence d'une école de mécanique telle qu'une ENSI, et faire la preuve d'une expérience réussie de la direction d'un bureau d'études dans le petit matériel électromécanique de grande série.

La connaissance du marché automobile est un «plus».

Quant à l'anglais, il est très couramment pratiqué dans notre entreprise.

Réf. 4700

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES AUTOMOBILE

Vous êtes ingénieur d'une école de mécanique et vous avez 3 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Vous connaissez le marché de l'automobile, vous êtes habitué à diriger plusieurs personnes et, bien sûr, vous avez des notions d'anglais.

Vous mettrez au point des produits adaptés aux marchés actuels et futurs, permettant ainsi leur production dans les meilleures conditions.

Vous dépendrez du Chef de Service Etudes Automobile Electroménager et vous aurez par ailleurs un rôle d'interface très important avec les services commerciaux, marketing et production.

Réf. 4702

Merci d'envoyer votre CV en précisant la référence, à Michel MONIER

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

LES PUBLICATIONS DU MONITEUR

La Société qui comprend plus de 200 personnes
est leader sur son marché
et elle recherche pour son siège à Paris, son

RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

Rattaché au Secrétaire Général, 120.000 F+

- Il anime et contrôle les activités administratives liées à la fonction Personnel, à l'exception de la paye, avec la collaboration de deux assistantes.
- Il intervient comme Conseil en matière de recrutement et prépare les plans de formation en relation avec la Direction Générale.
- Il participe à l'élaboration de la politique des relations humaines ainsi qu'à la conception des méthodes de gestion du Personnel et en assure la mise en place.

Ce poste peut évoluer vers des responsabilités plus larges.

Agé de 32 ans minimum, ayant une très bonne connaissance de la législation du travail, il a déjà une expérience confirmée et complète de la fonction Personnel.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 802, à Nicole DOGNIN, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

IMH
49, avenue de l'Opéra - 75002 Paris

GEM PUBLICITÉ

imH



Société américaine de composants électroniques recherche son

chef comptable

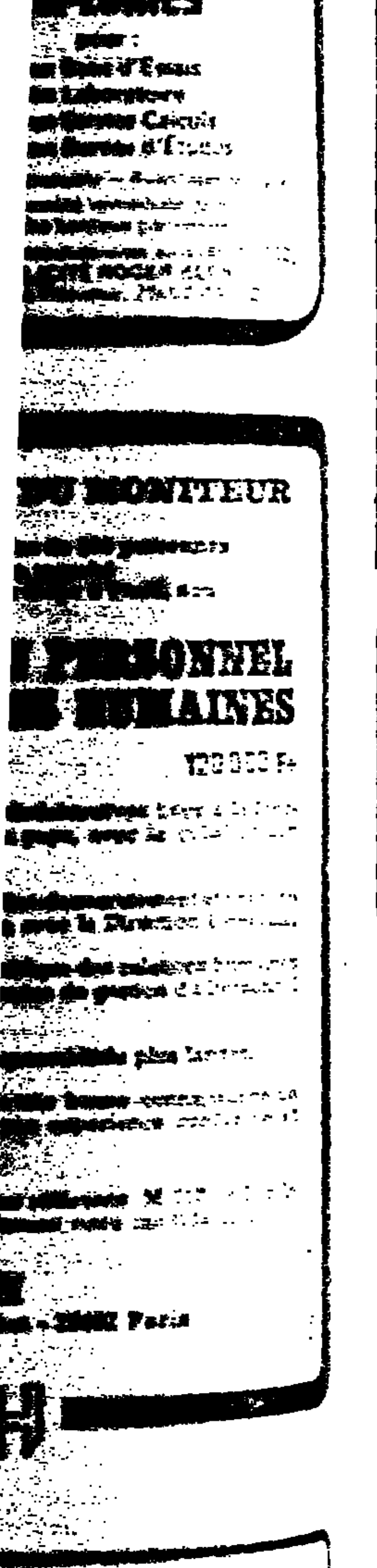
pour assurer la direction et le contrôle de la comptabilité U.S. et française, du reporting mensuel, de la fiscalité et du contrôle budgétaire.

Nous souhaitons :
une formation supérieure DECS ou équivalent,
une expérience de plusieurs années dans un poste similaire,
une connaissance approfondie de la comptabilité anglo-saxonne,
une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Nous offrons :
une rémunération motivante suivant l'expérience du candidat, de monbreuses possibilités d'avenir, liées à l'expansion de la société.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel à la Direction du Personnel INTEL CORPORATION S.A.R.L., 5 Place de la Balance Silic 223, 94528 Rungis Cedex.

média-system



Vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans une entreprise de mécanique, et une formation initiale de Mécanicien.

Nous sommes une Entreprise de mécanique lourde, spécialisée dans une activité de haute technicité.

Nous recherchons actuellement :

1 CHEF DU SERVICE METHODES OPERATIONNELLES

Il sera chargé d'animer et de gérer les équipes d'Agents des méthodes ayant pour fonction de préparer l'ensemble des documents de fabrication nécessaires aux unités.

Réf. 69454

1 CHEF DU SERVICE FABRICATION OUTILS-OUTILLAGES

Il sera chargé de la fabrication des outillages, de la préparation et du préréglage des outils, du magasinage des pièces standard.

Il assurera la gestion de son unité en relation avec les responsables opérationnels de fabrication.

Il assumera la gestion de son personnel et de ses moyens.

Réf. 69455

Adresser candidature accompagnée d'un C.V. détaillé en précisant prétentions en rappelant la référence du poste choisi à :
CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



GLAENZER SPICER

Division d'un important groupe international de mécanique automobile

recherche pour sa DIRECTION DES ÉTUDES

ASSISTANTE TECHNIQUE

TRILINGUE ALLEMAND-ANGLAIS ou BILINGUE ALLEMAND

FORMATION : Type B.T.S. Assistante d'Ingénieur ou niveau équivalent. Dactylo indispensable, Sténo française souhaitable.
ACTIVITE : Secrétariat complet incluant la correspondance et le suivi des brevets.
Le poste est évolutif pour une candidate intéressée par des fonctions variées alliant l'administration et la technique.
Avantages sociaux intéressants.
Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions au Chef du Personnel, 10, rue Jean-Pierre-Timbaud, 78301 POISSY.

LE BUREAU MARCEL van DIJK
Ingénieurs Conseils en méthodes de direction
recherche

INGÉNIEUR ou DIPLOMÉ ÉTUDES SUPÉRIEURES

ayant le goût du contact, pour participer à des études d'organisation et formation dans le domaine des systèmes d'information.
— 3 à 5 ans d'expérience ;
— anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions, 37, rue Sainte-Anne, 75002 PARIS.

directeur régional de vente — marché industriel

BSN-EMBALLAGE, n° 1 en France de l'emballage en verre (bouteilles, pots, flacons) avec un C.A. de l'ordre de 2 milliards de francs, recherche son directeur régional de vente Ile-de-France et Nord.
Il est responsable du développement d'un C.A. de plus de 300 millions de francs réalisé par la vente de bouteilles. La clientèle de sa région comprend bon nombre des industries les plus importantes en France du marché des boissons. Il dirige une équipe de 15 personnes, dont 7 cadres : 6 commerciaux et 1 responsable administratif. Il contribue à l'élaboration de la politique commerciale en apportant la connaissance des problèmes de sa région et bénéficie d'une grande autonomie d'action dans le cadre d'objectifs négociés. Ce poste offre de larges responsabilités commerciales et humaines. Il sera confié à un diplômé d'études supérieures (HEC, ESC, IEP, Ingénieur) ayant acquis au moins 5 ans d'expérience de commercialisation de produits industriels (emballages de préférence) et assuré l'encadrement d'une équipe. *Lieu du poste : PARIS. Réf. JC 22 M*

coordination des relations sociales

GERVAIS DANONE FRANCE - 1,8 MD de C.A., 4700 personnes - emploie 2400 personnes dans ses 9 unités de production, réparties sur toute la France.
Elle recherche le Responsable des Relations Sociales qui sera chargé d'assister les directeurs des 9 usines pour l'application de la politique sociale. Ses interventions porteront sur tous les problèmes individuels et collectifs : gestion du personnel, recrutement, promotions, suivi des rémunérations, classifications, animation des instances de représentation du personnel. Ce poste de coordination des relations sociales pour plusieurs unités industrielles, constitue une évolution intéressante pour un jeune responsable de personnel de formation supérieure disposant d'au moins 3 ans d'expérience en usine.
Basé au siège de la Société à Levallois-Perret (92), il effectuera des déplacements de courte durée dans les différentes usines. Réf. P 18 M

responsable développement industriel

La Direction Technique de BSN-EMBALLAGE, le n° 1 *en France* de l'emballage en verre, concourt au *développement technologique et industriel de 10 usines* à feu continu, fabricant des bouteilles, des pots, des flacons et de la gobeleterie. A la suite d'une réorganisation interne, cette Direction recherche le responsable du développement industriel d'un secteur qui, dans les usines, emploie 40 % des effectifs, met en œuvre des techniques variées (mécanique, électronique, automatismes,...), et joue un rôle essentiel sur la qualité des produits et de leur distribution. Ce responsable assiste les usines dans :
- l'identification *des besoins et possibilités technico-économiques d'amélioration de productivité, de qualité et de conditions de travail* ;
- l'orientation et l'élaboration de leurs projets d'investissements ;
- la réalisation des projets retenus par la Direction Générale après avis de la Direction Technique.

Il contribue à la recherche et au développement technologique, en apportant aux spécialistes sa connaissance des besoins et des problèmes des usines.
Le poste est basé au siège de BSN-Emballage à Lyon. Les déplacements, de courte durée, représentent 40 % du temps. Nous souhaitons confier ce poste à un(e) Ingénieur Grande École justifiant d'une expérience professionnelle, d'au moins 5 ans, acquise en engineering, en méthodes industrielles, en production, ou comme responsable d'affaires chez un constructeur d'équipements industriels. Une formation complémentaire en gestion serait appréciée. Réf. JC 04 M

ingénieur organisation débutant *HF*

GERVAIS DANONE FRANCE - 1,8 MD de C.A., 4700 personnes, 9 unités de production - est leader sur le marché des produits laitiers frais.
Elle recherche un jeune ingénieur débutant (Centrale, Mines, ENSAM, INA, ...) ayant acquis et développé au cours de ses études et de stages en entreprise, des connaissances en organisation, gestion de production, informatique de gestion.
Au sein de l'équipe d'ingénieurs confirmés du service organisation formation, il participera aux études et interventions (ordonnancement, gestion des commandes, organisation de production, études de postes de travail, implantation d'ateliers) menées dans différents secteurs de l'entreprise. Basé au siège de la société à Levallois-Perret (92), il effectuera de fréquents déplacements de courte durée dans les différentes unités. Ce premier poste ouvre d'intéressantes perspectives d'évolution notamment vers des postes opérationnels en France et à l'étranger. Réf. P 19 M

ingénieur débutant futur responsable de production

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES - 1,1 MD de C.A., 2500 personnes, 13 unités de production - fabrique et commercialise des marques réputées de bière (Kanterbräu, Valstar) et de boissons sans alcool (Canada Dry).
Dans ce secteur de l'industrie agro-alimentaire en développement, l'outil industriel représente des investissements très importants où la mécanique, l'électronique, *les automatismes, jouent un rôle de plus en plus prépondérant (matériels complexes soumis à des cadences très élevées, automates programmables pour l'optimisation des lignes de production ...).*
C'est donc un champ d'action intéressant qui ouvre à de jeunes ingénieurs - Centrale, ENSAM, IDN, ... de larges perspectives d'évolution.
L'ingénieur débutant que nous recherchons prendra après une période d'adaptation et d'intégration consacrée à la réalisation de missions précises, la responsabilité *opérationnelle d'un service de production. Dans un premier temps et pour une durée de 2 à 4 ans environ, il sera localisé à Rennes (35). Il devra être suffisamment* mobile pour saisir par la suite les opportunités d'évolution présentées par la Société et le Groupe. Réf. R 1 M

diplômés d'études supérieures commerciales débutants *HF*

GERVAIS DANONE FRANCE, 4700 personnes, 1,8 MD de C.A., est leader en France du marché des produits laitiers frais (fromages frais, yoghourts, desserts), marché qui progresse de près de 10 % par an. Par son professionnalisme reconnu, *sa politique de formation, la richesse de ses ressources humaines, cette société* est un vivier de compétences utile au développement international du Groupe BSN-Gervais Danone.
Afin de préparer l'avenir, Gervais Danone France recherche plusieurs diplômé(e)s d'études supérieures commerciales ou de gestion (Bac + 4 minimum) ayant déjà effectué des stages commerciaux. Ils acquerront une expérience sur le terrain dans l'une des premières écoles de vente en France. Après quelques mois de formation, nommés responsables commerciaux *d'un secteur géographique (Paris ou Province), ils animeront une équipe de vente de 4 ou 5 personnes. Dans un* contexte très concurrentiel, ils auront eux-mêmes à promouvoir avec le souci du long terme les produits Gervais Danone auprès de la grande distribution.
Ces postes offrent des possibilités d'évolution tant dans la fonction vente que dans d'autres fonctions. Réf. JC 20 M

jeune pharmacien futur chef de produits *HF*

GALLIA, 280 M de C.A., commercialise des produits diététiques infantiles : laits, farines et aliments en pots, distribués par le circuit pharmacie.
Elle recherche un jeune pharmacien pour le former au marketing des produits de prescription. Au sein d'une structure légère il acquerra de façon active et concrète les compétences et l'expérience nécessaires à la fonction de chef de produit : gestion des produits, formulation et développement de nouveaux produits, relations avec les pharmaciens et les médecins, actions publicitaires, animation de la force de vente.
L'option pharmacie industrielle, une formation complémentaire type IAE, des stages ou une première expérience commerciale seraient appréciées.
Lieu du poste : Levallois-Perret. Réf. P 10 M

Adressez votre candidature, avec C.V. détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée à *BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.*

bsn . gervais danone . bsn — bsn . gervais danone . bsn

HAVAS CONTACT

Service Informatique Paris

Filiale d'une entreprise française multinationale notre développement est remarquable dans la conjoncture actuelle.
Nous sommes jeunes (moyenne d'âge du service informatique 35 ans), nous avons besoin de collaborateurs pour enrichir notre équipe (30 personnes), et recherchons :

- **UN INGENIEUR SYSTEME** — 150 000 F +
  directement rattaché au chef de service, matériel CII HB 64DPS2, formation supérieure, 25 ans environ. Réf. 008284 I
- **UN JEUNE CHEF DE PROJET** — 130 000 F +
  responsable d'équipe de 2 à 10 personnes, connaissance du COBOL ANS74, 25 ans environ. Réf. 008285 I
- **UN ANALYSTE PROGRAMMEUR** — 110 000 F +
  position cadre, connaissance du COBOL, possibilité d'évolution importante, 24 ans environ. Réf. 008286 I

Avantages Sociaux importants.

Merci d'envoyer C.V., photo, rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Informatique ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BKC 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

ELECMA

DIVISION ELECTRONIQUE de la

SNECMA

recherche pour l'ensemble de ses services

agents techniques électroniciens

BTS ou DUT

Débutants ou expérimentés

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. LM à ELECMA Service du Personnel 22, quai Galliéni 92150 SURESNES

médecin, europe *HF*

Un groupe pharmaceutique français, de taille internationale cherche, pour sa direction marketing Europe, un médecin. Il a pour mission de mettre en place et de suivre les expérimentations cliniques phases IV, de former sur le plan scientifique les visiteurs médicaux, et de définir, avec le directeur du marketing, une stratégie-produits, pays par pays.

C'est un homme ou une femme de 30 ans minimum, connaissant couramment l'anglais, ayant au minimum deux ans d'expérience dans la direction médicale internationale d'un laboratoire pharmaceutique.

Résidence Paris. Voyages fréquents de courte durée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, à notre conseil, sous la réf. 162 LM.



LOGISTA

Filiale d'un grand groupe français d'ingénierie

recherche

jeunes ingénieurs

spécialisation indifférente

désirant devenir informaticiens et apprenant vite et bien.
Après une période de formation assurée par nos ingénieurs, ils seront intégrés à des équipes de projets qui leur permettront de maîtriser rapidement les techniques de l'informatique.
Date d'entrée : 20 octobre 1980.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. M. 0209 à Monsieur A. GHERSON, LOGISTA, 30, quai Dedion-Bouton, 92806 PUTEAUX.

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PRÉVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

recrute par examen pour ses COMITÉS RÉGIONAUX

CADRES TECHNIQUES

Niveau Ingénieur diplômé ou assimilé
Cadre Technique ou Technicien confirmé
Expérience minimum exigée 5 ans dans les chantiers ou ateliers du Bâtiment et des Travaux Publics.

Poste actuellement vacant :
PARIS - RENNES

Adresser C.V. et prét. pour le 20-9-1980 au plus tard à O.P.P.B.T.P. COMITE NATIONAL
204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres
92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

LA RADIOTECHNIQUE

C.A. 3.500 MF - 8 USINES - 13.000 personnes
Appareils et Composants Electroniques
Région parisienne et Normandie
recherche

CONTROLEURS DE GESTION H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.

PROFIL :
Débutants ou première expérience. Formation complémentaire appréciée. Anglais courant.

FONCTION :
Après formation aux méthodes de gestion du Groupe, les candidats exerceront leurs responsabilités au sein d'une équipe de contrôle de gestion décentralisée. Ils devront :
- participer à l'élaboration des budgets et plans ;
- contrôler et analyser les dérives par rapports aux objectifs ;
- assister les responsables opérationnels dans leur prise de décision ;
- effectuer des analyses financières spécifiques (investissements, ...).

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe, notamment dans les différentes disciplines rattachées à la Direction Administrative et Financière.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à
LA RADIOTECHNIQUE,
à l'attention de M. BERON, chef du personnel B.P. 301,
92156 SURESNES CEDEX

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Une importante Société aérospatiale, située en Région Parisienne recrute des

Ingénieurs Grandes Ecoles

Système

(X, ESE, ENST, SUP-AÉRO) Réf. 265

Débutant ou ayant jusqu'à 5 ans d'expérience, cet ingénieur participera à la conception, au développement, et à la direction de grands systèmes informatiques et de télécommunications.

Matériel Informatique

(GRANDE ÉCOLE OU ÉQUIVALENT) Réf. 266

Ayant une première expérience dans le domaine, cet ingénieur prendra en charge le suivi de réalisations et l'implantation de matériels informatiques.

Électroopticien

(SUP-AÉRO, ECP, ESO...) Réf. 267

Débutant ou ayant 5 ans d'expérience, cet ingénieur prendra en charge tout ou parties de projets d'études et de développement de systèmes et de matériels électrooptiques.

Qualité

(SUPELEC-ENSI ELECTRONIQUE) Réf. 268

- compétence technique dans les domaines VHF et numérique;
- expérience de réalisation et intégration au niveau des systèmes complexes dans ces domaines techniques, coordination d'activités des coopérants; solides notions d'assurance-produit.

L'anglais lu et parlé est requis.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. manuscrit sont à adresser à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, sous numéro 35679, en précisant la référence du poste.

HAVAS CONTACT

TRANSPORTS PUBLICS URBAINS
Service d'ETUDES de la REGION PARISIENNE, spécialisé dans l'organisation des transports collectifs
recherche

analyste responsable de projet

chargé d'élaborer et de maintenir les programmes informatiques nécessaires au fonctionnement des modèles de prévisions de trafic et au traitement des statistiques propres aux transports urbains.
Connaissance du FORTRAN et du traitement sur IBM 370.158.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 749 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Ingénieur informaticien

Importante Société d'ingénierie recherche un ingénieur informaticien.
Diplômé d'une grande école, il aura 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la modélisation mathématique et de la recherche opérationnelle.
Il devra également faire preuve d'aptitudes pour l'enseignement et l'animation de groupe.
Anglais indispensable.
Pour ce poste, qui est à pourvoir en proche banlieue sud, les candidats peuvent adresser leur dossier sous référence 7220 à rscg carrières - 64, rue la Boëtie 75008 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL
NEGOCE DE CEREALES

cherche

AUDITEUR INTERNE

POUR LES DIFFERENTES FILIALES DU GROUPE NOTAMMENT EN FRANCE ET EN BELGIQUE.

Le candidat devra avoir :

- — 28 ans minimum,
- — une formation commerciale + DECS comptable,
- — 2 à 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou au sein d'une entreprise internationale,
- — anglais indispensable.

Le poste est basé à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Il est à prévoir des déplacements fréquents, 50 % du temps minimum.

Envoyer photo récente, C.V. et prétentions à l'attention de M. le Responsable du Personnel

Cie CARGILL

9, rue Armagis, 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT

ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS OU AYANT 2 OU 3 ANNEES D'EXPERIENCE
UN MONDE PASSIONNANT S'OUVRE A VOUS :

LA SIMULATION

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de **simulateurs**, implanté en **Région Parisienne** et ayant une filiale aux **Etats Unis**, offre de nombreux postes d'avenir disponibles immédiatement dans les domaines suivants :

- **réalisation de logiciels de base,**
- **analyse et programmation de systèmes temps réel,**
- **modélisation de véhicules terrestres, de sous-marins, d'avions civils et militaires, de centrales thermiques et nucléaires en vue de leur simulation.**

Connaissances MITRA 125, SEL 32 ou DEC appréciées.

POUR TOUS CES POSTES
LA PRATIQUE DE L'ANGLAIS EST NECESSAIRE.

Adressez rapidement votre C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence IC.80.31-M à **Alain de BEJARRY**
THOMSON-CSF SIMULATEURS LMT
Chaussée Jules César, ZI des Beaux Soleils 95520 OSNY.





Importante Entreprise bâtiment

recherche

CONTROLEUR de chantiers

Sa mission : le contrôle administratif, financier et comptable des chantiers en activité et l'aide à l'installation des responsables administratifs des chantiers à implanter, tant en France qu'à l'étranger.

- Anglais courant exigé, connaissances espagnol appréciées.
- Formation de comptable + une expérience de chantier sont nécessaires pour la prise de ce poste.
- La connaissance de l'informatique sera appréciée.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence ZP à
Nord - France
21, Avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement des Opérations Bancaires situé à Paris

INGENIEURS ANALYSTES

- Ils participeront aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux.
- Ecole d'Ingénieur ou Maîtrise d'Informatique et quelques années d'expérience.
- Expérience Télétransmission souhaitée pour l'un des postes.

Adress. CV, photo, salaire et prét. s/réf SB à CNCA
Recrutement Carrières Cedex 26 - 75300 Paris Brune

NISSEI SANGYO (Groupe HITACHI)

recherche

INGENIEURS de VENTES

pour ventes composants électroniques/mémoires CI etc..
Formation Supérieure Electronique/Télécom, souhaitée
Bilingue Français/Anglais.
SENS DES RESPONSABILITES
ET ESPRIT D'INITIATIVE SONT EXIGES
POUR CES POSTES EVOLUTIFS.
Envoyer C.V., photo et prét. à No 65487 Contesse Publ. 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.



Futur Courtier en Pétrole

100 000 F

Nous sommes une société de courtage en produits pétroliers très bien implantée sur notre marché. Afin de compléter notre équipe, nous recherchons un jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce possédant une première expérience dans le domaine commercial.

Vous possédez un excellent contact commercial et vous êtes bilingue anglais-français.

Nous vous offrons la découverte d'une profession passionnante où les possibilités d'évolution financière sont directement liées à vos qualités personnelles.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 008289 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie ».

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

NOUS RECHERCHONS

UN RESPONSABLE D'AFFAIRES

FRANCE

BANLIEUE EST PARIS

Spécialisé en équipements vapeur, capable sur le plan technique d'analyser un circuit vapeur et sur le plan commercial de négocier une affaire.

VOTRE FORMATION DE BASE de technicien supérieur a été complétée par une expérience commerciale de 3 années minimum.

VOTRE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE a été acquise dans une société pétrolière d'ingénierie, chez des installateurs ou des constructeurs de matériels, etc.

VOTRE AGE : 27 ans minimum, vous permettra de vous intégrer facilement dans une équipe jeune et motivée.

Vous parlez l'anglais.

NOUS SOMMES UNE entreprise moyenne, performante en rapide expansion, leader sur notre marché.

Envoyer C.V. sous Nº 0711 M à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes qui trans.

Dans le cadre du développement de ses actions de perfectionnement à l'égard de son propre personnel, et plus particulièrement des responsables de direction de ses centres de Formation Professionnelle des Adultes

A.F.P.A.

recherche pour son siège à Montreuil (93) un

FORMATEUR CONFIRMÉ en GESTION

Ce cadre devra posséder une formation supérieure (commerce, gestion ou économie) et une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances des méthodes de direction et de gestion prévisionnelle, ainsi que du contrôle de gestion.

A l'issue d'une période de formation – information personnalisée – de six mois environ, destinée à lui permettre d'appréhender le contexte de l'A.F.P.A., ses objectifs généraux, modes de gestion et méthodes pédagogiques, il participera au sein d'une équipe pluridisciplinaire, en étroite liaison avec l'ensemble des organes de formation de l'institution à:

- l'analyse des besoins de perfectionnement;
- l'assistance technique et pédagogique à l'élaboration et l'évaluation d'actions de perfectionnement nationales, régionales ou locales;
- la conception et l'animation de sessions de formation.

Le poste implique quelques déplacements sur l'ensemble du territoire. La rémunération sera en rapport avec les références du candidat retenu.



Adresser C.V. détaillé et prétentions à AFPA 13, place de Villiers, 93108 Montreuil, M. DESPOIS.

HAVAS CONTACT

Un Chef d'Orchestre...

130/150 000 F

sans musiciens, sans baguette, sans partition. Mais il sait négocier, organiser, diriger. Au sein d'une entreprise ambitieuse (plus de 4 000 personnes), il travaille pour l'expansion. En coordination avec les services fonctionnels, il monte de A à Z des projets de grande envergure (30 à 50 MF) : opérations immobilières, centres commerciaux, complexes de loisirs.

Les emplacements potentiels sont déjà repérés ; à lui d'analyser le contexte et de poser les premiers jalons. Il faut beaucoup de ténacité et de vigilance pour négocier avec des collectivités locales, des administrations, des partenaires privés ... Mais il a derrière lui une société performante où les cadres ont des idées et du punch : on compte sur lui pour obtenir les permis de construire et les autorisations nécessaires.

Vous avez la trentaine et n'êtes pas nécessairement un spécialiste du bâtiment. Votre formation supérieure vous donne la culture générale suffisante pour aborder des problèmes commerciaux, juridiques ou financiers. Vous avez l'assurance d'un homme politique, le talent d'un homme d'affaires et nous vous donnons les moyens d'être un réalisateur.

Christian BLEU étudie confidentiellement votre candidature ; merci de lui écrire sous la réf. 1082 LM

argos
DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, Avenue de la République
59700 MARCQ-EN-BAROEUL

MEDIA BA

CHAMBRE DE COMMERCE
Nord de Paris
RECHERCHE

2 CHARGÉS D'ÉTUDES

FONCTIONS :

a) Responsabilité Service Documentation, Conception et suivi d'un journal, Exploitation de documentation, statistiques, fichier économique ;
b) Urbanisme, Aménagement (POS, ZAC...), Etudes d'emploi ; fichier zones industrielles.

PROFIL :

- — 23 ans minimum ;
- — Niveau Sc. Economiques, Géographe ;
- — Très bonnes connaissances de l'économie et gestion d'entreprises ;
- — Très bonne expression écrite et orale ;
- — Facilité des contacts humains ;
- — Connaissance informatique appréciée pour poste a).

Adresser lettre manuscrite, prétentions et C.V. à nº 8.866 LE MONDE Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

Schlumberger

recherche

CADRE COMPTABLE/FISCALISTE

LE POSTE : • supervision des comptes fiscaux et des impôts • responsable de 3 employés • responsable du système informatique • déplacements occasionnels en Afrique • situé à Paris avec une société implantée dans le monde entier offrant des larges possibilités de carrière.

Le candidat aura un diplôme d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) plus DECS et 2 ans d'expérience minimum.
Il devra parler/écrire Anglais couramment.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Mlle JACQUEMIN
Service Technique Schlumberger - 50, rue de Monceau 75008 Paris

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE au premier rang des sociétés de conseil et de services par le développement et les résultats, recrute de

Jeunes Universitaires

Les candidats retenus recevront une formation à nos méthodes (CORIG, PAC...) et aux techniques avancées de l'informatique (microprocesseurs, télétraitement, bases de données...).

A l'issue de cette période d'éducation de 3 à 4 mois, ils s'intégreront dans des équipes opérationnelles. Ils interviendront dans des domaines diversifiés, où ils pourront acquérir des compétences de haut niveau.

Adresser C.V. et photo à Martine de SAINT-SERNIN C.G.I. - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

CGI

HAVAS CONTACT

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une expérience de 3 à 4 ans dans votre spécialité,

une grande Banque Privée

vous donne la possibilité de poursuivre votre carrière avec succès à Paris dans les postes suivants :

EXPLOITANT CONFIRME

Clientèle Privée
réf. 6228

EXPLOITANT CONFIRME

Clientèle d'entreprises
réf. 6229

Le but que nous poursuivons, au-delà de la gestion quotidienne et du suivi des portefeuilles existants est bien sûr le développement de la clientèle.

En plus des connaissances techniques indispensables à votre activité, vous devrez faire preuve d'un certain sens et goût du risque, d'une capacité d'adaptation aux situations les plus diversifiées.

Vous serez autonomes dans votre organisation de travail et donc... responsables de vos résultats.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) en précisant bien la référence du poste choisi à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Plain Champs



OSEZ!

Avec Auchan devenez manager de PME dès maintenant!

Il ne tient qu'à vous de devenir rapidement le manager d'une P.M.E. Une P.M.E. dans la grande distribution? Cela vous étonne, sans doute? Et pourtant c'est possible; c'est la meilleure définition qu'on puisse donner de la philosophie du management chez AUCHAN.
D'abord, vous recevez une formation qui va vous permettre, rapidement, de maîtriser tous les problèmes qui se posent à un manager.

Très vite on vous confie la responsabilité de l'un des trente-cinq rayons d'un hypermarché et là, à vous de faire vos preuves. Vous êtes le patron de votre unité, vous définissez votre politique commerciale, vous fixez vos objectifs de C.A. et de rentabilité, et vous animez votre équipe en permanence.

Pour vous aider à bien dominer votre gestion, vous disposez des outils les plus sophistiqués.
Mais, attention, aussi séduisante que soit cette démarche, elle n'en comporte pas moins des exigences qui ne la mettent pas à la portée de tous. Avoir une pleine et entière responsabilité de son management nécessite de grandes qualités: caractère, dynamisme, courage et ambition.

A vous de juger, honnêtement, si vous êtes de taille à affronter de telles responsabilités. Mais aussi à profiter des avantages qu'elles peuvent vous procurer; le mode de rémunération chez Auchan prend en compte vos performances et vous permet de bénéficier de conditions très motivantes.

Si vous préférez un autre type d'activité au sein d'une grande chaîne de distribution, vous pourrez trouver au siège de nombreuses possibilités de développement.

Dans tous les cas, vous ferez partie d'une entreprise dynamique qui, en dix ans, a multiplié par cinq le nombre de ses points de vente et qui, avec 27 magasins en 1980, emploie un effectif de 8000 personnes.

Autre exemple de la réussite spectaculaire d'AUCHAN: le cash-flow, après impôt, est passé de 61,7 millions de francs en 1974 à 275 millions en 1979, soit 4,45 fois plus.

Voilà de quoi vous rassurer quant à vos perspectives de carrière chez un leader de la grande distribution. Alors si vous êtes jeune diplômé d'études supérieures, ESC. ou universitaire, si vous avez envie de prendre un pari sur l'avenir et d'y consacrer vos efforts, c'est le moment. Chez AUCHAN, vous serez bien accueilli par une équipe qui comptera sur vous pour intégrer un des 120 postes de cadres qui seront à pourvoir en 1981.

Souvent, pour prendre un bon départ dans la vie, il suffit d'oser. AUCHAN vous en donne l'occasion aujourd'hui. Profitez-en.

Envoyez votre dossier, selon la région de votre choix a l'une des adresses ci-dessous.

Région Parisienne, Le Havre: La Défense, Fontenay-sous-Bois, Versailles-Ouest, Mantes. Réf. 803 à Auchan - J.P. DUHAMEL, chemin départemental 161 - 78370 Plaisir-les-Clayes.

Orléans, Bordeaux, Strasbourg: Réf. 804 à Auchan - Guy DUJARDIN, rue de la Mouchetière, 45140 St-Jean-de-la-Ruelle.

Sud: Avignon, Perpignan, Martigues, Nice, Aubagne, Lyon, Réf. 805 à Auchan - M. LEPOUTRE, Centre d'Affaires Cap Sud - Antarès-D, route de Marseille, 84000 Avignon.

Nord 1: Lille, Roubaix, Tourcoing, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer. Réf. 801 à Auchan - J.F. DUPREZ. 200, rue de la Recherche - 59650 Villeneuve-d'Ascq.

Nord 2: Valenciennes, Douai, Maubeuge, Cambrai. Réf. 802 à Auchan - Ph. EGGERMONT. 200, rue de la Recherche - 59650 Villeneuve-d'Ascq.

média-system

AUCHAN

NUM S.A.

GROUPE TELEMECANIQUE
1er CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE COMMANDES NUMERIQUES
recherche pour son

service formation
TECHNICIEN SUPERIEUR

ayant une solide formation de base en électronique (BTS, DUT, CNAM ou équivalent). Une expérience réussie dans la FORMATION dans les domaines suivants : systèmes électroniques et machines outils à commandes numériques.

Le candidat retenu assurera auprès de notre clientèle des stages de perfectionnement, de maintenance sur notre gamme de produits.

Lieu de travail :
RUEIL-MALMAISON et NANTERRE

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à : Direction du Personnel - NUM S.A. - 323, rue de la Garenne 92005 NANTERRE Cédex.



LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC
recherche pour le développement du convertisseur de réception de
TELEVISION PAR SATELLITE

DES INGENIEURS EN HYPERFREQUENCES

pour concevoir et développer des circuits microondes.

DES AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

Niveau BTS électronique, pour développements et mesures en hyperfréquences.
Expérience souhaitée mais non indispensable.

DES AGENTS TECHNIQUES TECHNOLOGUES

Niveau BTS
Expérience en circuits hybrides appréciée.

Lieu de travail : LIMEIL-BREVANNES (Val de Marne)
Accès facile par le R.E.R.

Adresser lettre manuscrite et Curriculum Vitaé à Monsieur BERON - Chef du Personnel
RTC- LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC
51 rue Carnot - BP. 301 - 92156 SURESNES CEDEX

ASSURANCES

JEUNES INGENIEURS

Arts et Métiers ou équivalent,

L'un des premiers groupes français d'assurance propose à des ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience des postes ingénieurs conseils, vérificateurs de risques Après formation ils auront un rôle de conseil en assurance auprès des entreprises dont il évalue et apprécie les risques. Ils proposeront des tarifications et participeront à la négociation et à la conclusion des affaires.

Pour réussir dans ces postes, en plus de la rigueur inhérente au métier d'ingénieur, il est nécessaire d'avoir un excellent contact et le goût des négociations commerciales.

Les perspectives d'évolution peuvent être très intéressantes pour un candidat de valeur motivé par une carrière dans un grand groupe d'assurance.

Les postes sont basés à Paris, de fréquents déplacements en Province sont à prévoir, une affectation en Province peut être envisagée à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à no 69614 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

UNE CARRIERE COMMERCIALE CHEZ

legrand

pour de JEUNES DIPLOMES ESC, UNIVERSITAIRES, IUT...

Nous sommes le principal constructeur européen d'appareillage électrique d'installations. Nous employons 10.000 personnes et réalisons un chiffre d'affaire de 1 milliard 400 millions dont 25 % à l'exportation.

NOUS SOUHAITONS ACCUEILLIR QUELQUES *JEUNES DIPLOMES DANS NOS EQUIPES COMMERCIALES.*

Nous avons des postes à pourvoir *dans des villes universitaires.*

1- POUR NOS DEPARTEMENTS, PRODUITS POUR LE BATIMENT ET PRODUITS POUR LE GRAND PUBLIC (Réf. PB)

Il s'agit de promouvoir les ventes auprès des installateurs, prescripteurs et distributeurs.

2- POUR NOTRE DEPARTEMENT, PRODUITS POUR L'INDUSTRIE (Réf. PI)

Les interventions de promotion et de développement des ventes se font dans les *Bureaux d'Etudes Industriels, les Services électriques des grandes usines,* les constructeurs utilisant du matériel électrique et les distributeurs.

Les postes à pourvoir peuvent convenir soit à des débutants, (pour les départements Bâtiment et grand public), soit à des candidats ayant 1 à 3 ans d'expérience de vente dans la branche.

Nous vous formerons à *nos produits et à des méthodes modernes* de vente, vous serez intégrés à des équipes régionales dynamiques et sympathiques ; vous pourrez avoir une intéressante évolution de carrière comportant des responsabilités d'animation et de gestion d'un chiffre d'affaire.

Nous vous *demandons d'être disponible* pour vous déplacer et d'accepter la mobilité au cours de votre carrière.

Adresser votre CV en indiquant la référence qui vous intéresse et le salaire souhaité *sous le No 20 M 130 à*

notre Conseil en recrutement

CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE
69, rue de Monceau - 75008 PARIS
Partenaire pour la France de
Consult-Eur

CPA

MEMBRE DE SYNTEC



mammouth

Groupe DOCKS DE FRANCE
Société des SUPERMARCHES DOC
recherche pour un de ses hypermarchés de la région parisienne

DIRECTEUR ADJOINT

Ce poste peut convenir à des directeurs de supermarchés ou à des chefs de départements hyper souhaitant évoluer dans une société en expansion.

Adresser lettre manuscrite, photo, prétentions à Société S.M.D., Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence, 92160 ANTONY.

BANQUE PRIVEE

LIÉE A UN GROUPE EN PLEINE EXPANSION RECHERCHE POUR SON SIÈGE DE PARIS

INSPECTEUR ADJOINT CLASSE V

Ce poste implique :
- d'être diplômé de l'enseignement supérieur ;
- d'avoir une expérience professionnelle de 2 ans minimum dans le poste ;
- d'avoir le goût prononcé pour le travail en équipe ;
- d'avoir une grande disponibilité.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et prétentions au n° 8.836, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Nous sommes un groupe multinational de sociétés d'engineering et de construction, opérant en Europe, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis.

Nos réalisations : centrales électriques, stations de dessalement d'eau de mer, autoroutes, *installations portuaires,* écoles, immeubles...

Pour faire face à une croissance très rapide, nous renforçons nos équipes à Paris et recherchons pour la section «GENIE CIVIL» *de notre*

service achats

architecte

Réf. 10107 A

acheteur génie civil

Réf. 10107 B

Ils seront chargés de l'établissement des contrats en vue de la fourniture de produits et matériaux pour nos chantiers; à ce titre, ils auront la responsabilité de la sélection et la mise en concurrence des fournisseurs (évaluation des produits, recherche des meilleurs coûts, optimisation des délais...).

Compte tenu de l'importance des projets qui nous sont confiés et du développement de nos activités, il existe de réelles possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe.

Pour ces deux postes, une solide expérience et une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier de candidature en précisant bien la référence, à SOGEX, *Direction du Personnel,* 15/25 boulevard de l'Amiral Bruix 75116 Paris.
Discrétion assurée.

SOGEX

média-system

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE
proche banlieue Sud

recherche

• POUR SON DEPARTEMENT RADIO-TELEPHONIE

1 INGENIEUR RESPONSABLE DE PROJETS
POSITION III B

Il sera chargé de l'élaboration de projets concernant les études prospectives et les matériels nouveaux de la Société dans le domaine des radio-communications, principalement dans les gammes VHF/UHF.

INGENIEURS RADIO

Chargés de la conception, mise au point et développement d'un matériel pour radio-téléphones automatiques.

Bonnes connaissances en émission-réception dans les bandes V/UHF.

• POUR SA SECTION MATERIAUX

JEUNE INGENIEUR

Ayant de bonnes connaissances en physique pour études et développements portant sur des matériaux spéciaux dans les domaines proches de la physico-chimie, de l'électronique et de l'acoustique.

Envoyer C.V. détaillé et rémunération souhaitée sous No 68.228 CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

PHILIPS
recherche
JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES OU MAITRISE
pour la
FONCTION PERSONNEL

La responsabilité des Affaires Sociales devient chaque jour plus importante. Elle exige des candidats capables d'intégrer les différents paramètres économiques et sociaux pour :

- appréhender les VERITABLES problèmes
- proposer des solutions REALISTES
- participer ACTIVEMENT à leur mise en place.

Nous assurons la FORMATION PROFESSIONNELLE complémentaire grâce à des affectations successives dans nos différents établissement ou dans des Sociétés amies.

Adressez-nous votre candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence no 494, Compagnie Française PHILIPS Département du Personnel 50, avenue Montaigne 75008 PARIS

VALEO
(FERODO)

recherche

AUDITEUR INTERNE

Nous développons la Direction du Contrôle interne agissant dans l'ensemble du Groupe (70 sociétés).
Vous serez responsable, avec une large autonomie, de missions d'audit financier et comptable dans les différentes sociétés.
Nous recherchons un diplômé grande école de gestion + DECS ayant 3 à 5 ans d'expérience de l'audit et souhaitant, par le contrôle interne, connaître nos activités avant d'évoluer vers d'autres fonctions.
Connaissance de l'Italien ou de l'Espagnol appréciée.
Déplacements de courte durée en Europe.
Poste à Paris 17ème — Réf. 36075/1

CADRE FONCTION PERSONNEL

de formation supérieure (grande école, université)
Nous vous proposons de compléter votre première expérience de 2 à 4 ans en gestion ou recrutement de personnel en prenant, dans un établissement technique et administratif de 900 personnes, des responsabilités opérationnelles. Vous assurerez la gestion prévisionnelle et administrative du personnel, superviserez le recrutement et animerez une petite équipe de collaborateurs.
Poste à St-Ouen (93) — Réf. 36075/2

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DANS LE GROUPE

Adresser CV, prétentions et photo en précisant la référence exacte du poste choisi à
VALEO Service du Recrutement
43, rue Bayen — 75017 Paris

manutention mécanique continue
SYSTEMES INTEGRES

Rapistan Lande : leader international dans la conception et la réalisation de systèmes intégrés de manutention mécanique continue pour charges isolées ou palettisées, veut étoffer ses services commerciaux et recherche à cet effet :

INGENIEUR ETUDES *au sein du bureau d'études mécaniques, il sera responsable du suivi de la réalisation de systèmes complexes en manutention, des relations clientèle et fournisseurs. Ce poste basé dans le Sud de la Région Parisienne conviendrait à un cadre, jeune ingénieur mécanicien (ENSI ou équivalent) ayant 2 ans minimum d'expérience industrielle. Il nécessite de bonnes connaissances en anglais et une disponibilité pour des déplacements en France et en Hollande.* (Réf. 80.68-M)

TECHNICO-COMMERCIAL *doté d'une bonne autonomie d'action par le Directeur Commercial il détectera, analysera les problèmes de manutention des clients. En collaboration étroite avec les services techniques, il participera à l'étude et à l'élaboration des offres. De formation technique de préférence (BTS minimum) ou bien agent commercial habitué à traiter des problèmes techniques, il a plusieurs années d'expérience dans le matériel d'équipement ou de manutention et est âgé de 30 ans environ. Ce poste, basé dans le Sud de la Région Parisienne requiert de bonnes notions d'anglais et une disponibilité pour des déplacements fréquents sur toute la France.* (Réf. 80.69-M)

Si l'une de ces offres vous intéresse, écrivez en mentionnant la référence correspondante aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés d'étudier les candidatures.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

membre de Syntec

VALEO
(FERODO)

recherche

HEC - ESSEC - ESCP DEBUTANT

Vous avez choisi une option Marketing ou Distribution et souhaitez acquérir une expérience valorisante dans un secteur très concurrentiel. Nous vous proposons dans un premier temps, des responsabilités d'études de marchés et d'organisation commerciale concernant la distribution de tous nos produits d'équipement automobile en France et à l'étranger.
Bilingue Allemand ou Anglais indispensable.
Poste à Paris 17ème — Réf. 36076/1

INGENIEUR CONDITIONS DE TRAVAIL DEBUTANT

diplômé grande école d'ingénieurs.
Vous élaborerez et analyserez les tableaux de bord (accidents du travail, hygiène, sécurité). Afin de proposer des solutions et moyens concrets de prévention, vous entretiendrez avec nos usines des contacts fréquents qui vous permettront également de bien connaître nos activités industrielles.
Poste à la Direction du Personnel St-Ouen (93) — Réf. 36076/2

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DANS LE GROUPE

Adresser CV, prétentions et photo en précisant la référence exacte du poste choisi à
VALEO Service du Recrutement
43, rue Bayen — 75017 Paris

GROUPE ADMINISTRATIF
d'organismes sociaux (Caisses professionnelles de Retraite, de congés payés, Mutuelle...)
PARIS 17ème - MONCEAU
à la suite de son extension, souhaite renforcer ses divisions comptable et juridique en recrutant

- UN ADJOINT AU CHEF COMPTABLE
(REF. 521 M)

De formation CNAM ou équivalent (niveau BTS de Comptabilité, DECS...) le candidat est un très bon technicien de comptabilité générale (expérience obligatoire 5 ans minimum). Il aura, en outre, les aptitudes d'un chef d'équipes; sa mission prioritaire sera d'encadrer et d'animer un groupe de 12 personnes (d'aide-comptables à comptables qualifiés), de répartir et de suivre le travail du Service.

- UN ADJOINT AU CHEF DU CONTENTIEUX
(REF. 361 M)

De formation juridique (niveau Maîtrise), le candidat possède OBLIGATOIREMENT une première expérience autre que des stages. Une période de 2 ans lui permettra d'assimiler les particularités de la législation sociale des professions du spectacle, dont il deviendra un spécialiste. Il sera alors susceptible d'évoluer, dans les 5 ans, vers les fonctions de chef du Service.

Adresser lettre + C.V. + photo + prétentions, en précisant la référence, à :
GRISS - Service du Personnel
7 rue Henri Rochefort - 75854 Paris cédex 17

Filiale française d'un Groupe industriel de niveau international, l'une des premières imprimeries de formulaires en continu, ayant plusieurs unités de production en province, recherche pour son Service Informatique, prochainement équipé d'un 4331 et installé au siège du Groupe à Pantin, un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Rattaché au Directeur Informatique et responsable de l'ensemble des études, il animera une petite équipe d'Analystes-Programmeurs.
Il procédera, en particulier, à une refonte complète des applications en Temps réel et assurera la mise en place des procédures.
L'évolution de la Société devrait lui permettre de développer ses compétences.

Agé de 28 ans minimum et, de préférence, titulaire d'une MIAG ou diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, il aura déjà été responsable d'applications. Des connaissances en Bases de Données et Temps réel seraient appréciées.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 4000, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

gf SERTI SELECTION — 49 av. de l'Opéra 75002 Paris

GENERAL ELECTRIC
ingénieur commercial
Paris — 100/130 000 Frs

En France, notre activité consiste à distribuer le Noryl, le Lexan et le Valox qui sont les matières premières fabriquées par notre maison-mère.

Rattaché au Directeur des Ventes, vous gèrerez et développerez les affaires de votre secteur dans un contexte de large autonomie.

Vous aurez donc à vendre ces produits auprès des transformateurs et des utilisateurs. De plus, vous participerez au développement des applications de nos matières premières.

Vous avez une bonne pratique de l'anglais et une solide formation supérieure, technique ou commerciale, complétée par 3 ou 5 années d'expérience de vente de matériaux techniques aux industries.

Très prochainement, un entretien détendu complètera cette annonce.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4707, à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

Important laboratoire pharmaceutique français, recherche pour son laboratoire de pharmacocinétique clinique

technicien supérieur
chimiste ou biochimiste
HF

ayant plusieurs années d'expérience du dosage des médicaments dans les milieux biologiques par chromatographie gazeuse et liquide, et, si possible, ayant des connaissances en spectrométrie de masse.

Lieu de travail : proche banlieue sud.

13e mois. Horaire mobile. Restaurant d'entreprise. Avantages sociaux.

Envoyer CV, prétentions et photo, sous réf. 10142, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE MULTINATIONAL
recherche
ASSISTANT-MARKETING
DEBUTANTS, DIPLOME I.U.T. ou équivalent

Option : Technique de commercialisation, pour lui confier, au sein d'un groupe de produits, une fonction d'analyse des opérations marketing et des ventes, et la mise à jour permanente des dossiers Produits.

Cette offre s'adresse à un jeune homme libéré des obligations militaires ayant le sens de l'organisation et le goût des chiffres.

Il ne sera pas répondu aux candidatures ne correspondant pas à notre recherche

Lieu de travail : LE PLESSIS-ROBINSON

Adresser lettre et C.V. dét. man. + photo à SIPEP, référ. 17 - 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS.

Syndicat Patronal du Secteur Tertiaire recherche un

RÉDACTEUR EN LÉGISLATION DU TRAVAIL

Au sein d'une petite équipe, il lui sera confié une double mission :
- la recherche, l'analyse et le suivi de la documentation concernant tous les aspects de la législation du travail;
- la diffusion de l'information juridique et sociale auprès des entreprises adhérentes.

Ce poste concerne un diplômé d'études juridiques (option droit du travail) ayant acquis une première expérience dans un service du personnel ou un syndicat professionnel.

Écrire avec C.V. et rémunération actuelle à Catherine ROZES, réf. 79716 M,
plein emploi
10, rue du Mail - Paris 2e
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour l'un de ses Etablissements (4000 personnes)
PARIS Banlieue Ouest

MEDECIN DU TRAVAIL
(TEMPS PLEIN)

Mission :
- Suivre l'état de santé d'un groupe de personnes au travail
- Participer en équipe à l'évolution des conditions de travail
- Administrer son service médical

Ce poste peut convenir à :
MEDECIN (homme ou femme) confirmé ayant une pratique de la médecine en milieu industriel ou éventuellement à MEDECIN débutant titulaire du C.E.S.

Adresser curriculum-vitae avec photo et prétentions à no 67902 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

PARFUMS & PRODUITS DE BEAUTE
GROUPE
AUX MARQUES MONDIALEMENT CONNUES
rech. pour PARIS (banlieue NE : métro)

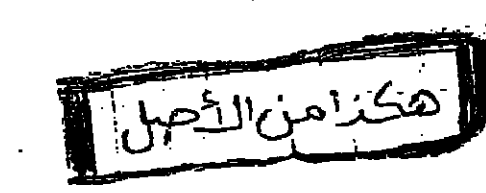
ADJOINT DU DIRECTEUR DES ACHATS

Avec 2 acheteurs et 6 employés, IL SERA RESPONSABLE DES ACHATS et APPROVISIONNEMENTS (hors M. P. alcooliques et cosmétologie) DES CONTENANTS verre, métal, plastique, DES ETUIS et CARTONNAGES avec impression et articles divers.
BUDGET : 80 à 100 MILLIONS DE F./an.

INDISPENSABLE
- FORMATION ESAP, ESC ou équivalent.
- Bonnes notions d'ANGLAIS.
- EXPERIENCE (au moins 5 ans) d'ACHETEUR en composants pour PARFUMERIE ou, au moins, en impression cartonnages luxe.

S.C. garantit une DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manusc., C.V. dét., rémunér., photo ss réf. 4435 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



BONGRAIN GERARD

dans le cadre de son expansion

recherche

chef de groupe produits

- Son rôle sera de coordonner l'action de son équipe Chefs de Produits afin de rentabiliser de façon optimale la gamme "pâtes molles" dont il est responsable.
  Dans cet esprit, il doit œuvrer en étroite collaboration avec tous les autres services de la Société notamment Production et Commercial.
- Il doit se considérer comme le gestionnaire de ses produits, avoir une expérience confirmée et réussie dans une fonction de Chef Produits dans les biens de grande consommation, alimentaires de préférence.
- De formation supérieure avec la pratique courante de langues étrangères, particulièrement l'Anglais, il doit avoir 33 ans minimum.
- Il répond de son action au Directeur Marketing.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 773-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées) CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
33, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

---

cadre comptable de haut niveau

Cergy Pontoise
industrie électronique — **130.000 Frs +**

Une société américaine, leader mondial sur son marché (C.A. France 200 M.F., progression de 40% au cours du dernier exercice), recherche pour son siège social français le remplaçant de son chef comptable promu au headquarter européen.

La titulaire aura à gérer une dizaine de personnes et aura la responsabilité :
- du suivi quotidien de la comptabilité,
- du bilan,
- du reporting,
- des déclarations légales et fiscales,
- des relations avec l'informatique.

Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure (ESSEC, ESCP ou équivalent + DECS), pouvant justifier d'une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence dans les services financiers d'une société anglo-saxonne.

L'anglais est indispensable car la fonction nécessite des contacts avec la maison-mère et les autres sociétés du Groupe.

Compte tenu des résultats et de l'expansion de la société, les possibilités de développement de carrière, tant en France qu'à l'étranger, seront très importantes pour une personne capable de communiquer à tous les niveaux de direction.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 234 RT, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris
Discrétion assurée.

média-system

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche

Ingénieur

Référence SB 1

«Réseau de systèmes électroniques»

Pour participer au développement de systèmes de libre-service bancaire :
distributeurs de billets, terminaux point de vente guichets automatiques ...

Le candidat, ayant au moins 5 ans d'expérience chez un constructeur, a été en outre chargé de projets de terminaux pilotés par micro-ordinateurs.
- Formation supérieure d'ingénieur.
- Connaissance de la programmation de micro-ordinateurs et de leurs connections.
- Connaissance des procédures de transmission.
- Connaissance du marché.

Ingénieur Electromécanicien

Référence SB 2

Pour participer au développement dans le Crédit Agricole d'un système de paiement électronique utilisant des «Terminaux point de ventes».
Il sera chargé de :
définir les spécifications du matériel, procéder à un appel et à son dépouillement, réceptionner et tester les matériels livrés.
Formation supérieure, 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle dans un service d'études ou chez un industriel sur des problèmes relatifs aux petits systèmes, aux automatismes et à la microélectronique.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la référence du poste à C.N.C.A.
Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris brune

---

jeunes informaticiens HF

Une opportunité exceptionnelle s'offre à vous aujourd'hui si, titulaire d'un diplôme d'ingénieur avec option informatique ou d'une maîtrise informatique et systèmes, vous êtes attirés(ées) par la réalisation et la maintenance de logiciels d'application. Un groupe très performant vous propose de démarrer dans les domaines mini-ordinateurs, mini-systèmes transactionnels, réseaux de télécommunications. Vous pourrez ainsi faire rapidement la preuve de vos capacités à la prise de responsabilités au sein d'une entreprise à très fort taux d'expansion. Siège Région Parisienne.
Envoyez votre CV sous référence M 4234 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

Groupement Français de Conseils - 350, rue de Vaugirard 75015 Paris



Un organisme financier de premier plan, situé au coeur de Paris, recherche pour son centre informatique équipé de matériels IBM haut de gamme (3031/3 MEG et 158/3 MEG) temps réel (+ de 150 terminaux) un

Responsable de Département Méthodes et Systèmes

Agé de 30 ans minimum, diplômé d'études supérieures et possédant une expérience OS/VS1 et si possible du MVS et Télétraitement.

Principales missions :
- assurer l'évolution de L'OS/VS 1 vers le système MVS à partir de fin 81, y compris la formation du personnel systèmes et exploitation,
- participer à l'élaboration de la politique de Télétraitement,
- encadrer et animer l'équipe du département composée actuellement de 6 personnes.

Ce poste nécessite un esprit de synthèse, des qualités d'animateur et le goût pour le travail en équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel) sous réf. 400 M à notre conseil qui *garantit une totale discrétion.*

Raymond Poulain Consultants 57, Avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA PA

Chef de Division Numerical Control



ALLEN BRADLEY

Filiale en pleine expansion d'un puissant groupe Américain dont les appareillages électroniques et automatismes industriels sont réputés mondialement structure sa division contrôle numérique et recherche l'homme qui en prendra la Direction.

Paris

Dans le cadre de la politique commerciale définie par le groupe votre mission sera d'assurer le management de cette division comprenant actuellement six cadres (Vente, S.A.V. et Application), de gérer et de développer un marché composé d'industriels sur l'ensemble du territoire, d'étoffer et d'animer la force de vente.

Agé de 28 ans au moins, vous êtes ingénieur type : ENSM, ENI (option mécanique ou électronique) vous justifiez d'une première expérience réussie de la vente de biens d'équipements électroniques et/ou électrotechniques aux industries et vous parler couramment l'anglais.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 008285 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Force de vente ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BKC 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC



ROCKWOOL-ISOLATION S.A.

Société Industrielle et Commerciale de renommée européenne
recherche pour renforcer son équipe

Analyste-Programmeur De Gestion Confirmé

Il devra avoir :
- la connaissance du matériel IBM 32 et 34,
- la pratique du langage GAP II interactif,
- une expérience minimum de 4 ans dans une multinationale,
- une bonne pratique de l'anglais.

La préférence sera donnée à un candidat libre rapidement.
Le poste est à pourvoir à PARIS, avec des déplacements en Province.

Adresser votre curriculum vitæ + photo + prétentions à :
ROCKWOOL ISOLATION, 48-50 rue Albert 75013 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN, recherche pour renforcer son action *commerciale en France et à l'étranger :*

DEUX INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS

Ils seront chargés de la prospection et de la commercialisation d'équipements industriels destinés au transport.

1 - VENTE CONTENEURS-CITERNES A L'EXPORTATION

Un diplôme d'études supérieures (école d'ingénieur ou de commerce ainsi qu'une maîtrise de la langue allemande sont indispensables). De bonnes connaissances en anglais seraient appréciées.

référence : HD 150 AM

2 - VENTE CITERNES ROUTIERES EN FRANCE

Ce poste nécessite une formation d'ingénieur, option construction mécanique si possible. *La pratique de la langue anglaise faciliterait l'évolution ultérieure.*

référence : RT 151 AM

Postes à Paris

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris





AIRIAL

CONSEIL INFORMATIQUE

pour développer applications

TELETRAITEMENT TEMPS REEL

recherche

Ingénieurs Analystes Programmeurs

***DEBUTANTS** : formation complémentaire assurée.*

CONFIRMES en 64 TDS, mini 6, IBM/OS, PL 1.

A des candidats de valeur, de réelles possibilités d'évolution sont offertes dans une société en pleine expansion.

Adressez votre C.V. en précisant votre numéro de téléphone à AIRIAL CONSEIL 10, rue Jean Jaurès 92800 PUTEAUX (La Défense) ou appelez pour R.V. le 775.80.00.

MEDIA PA

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures ;
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement.

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité sous No 68534 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

VARIAN, *une des premières sociétés mondiales d'électronique de pointe,* recherche pour sa division EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant plusieurs années d'expérience dans la vente.

MISSION : promouvoir la vente d'équipements pour la recherche et la production.

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :
- *avoir une bonne connaissance de l'anglais.*
- avoir une expérience de la vente d'équipements ou de composants faisant appel à la technologie du vide.
- une première expérience sur la réalisation des couches minces serait appréciée
- déplacements fréquents en France.

NOUS OFFRONS :
- un salaire attractif
- une voiture de fonction
- *une formation complète sur nos équipements est prévue en usine.*

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence I.E.O.



VARIAN S.A.
B.P. 12
Z.I. DE COURTABOEUF
91401 ORSAY CEDEX

Vous êtes: jeune ingénieur

intéressé par les applications scientifiques et informatiques.
Vous connaissez l'anglais.

Nous sommes une importante Société d'ingénierie travaillant dans des domaines industriels variés et implantée à Paris Est.

Nous vous proposons de vous faire participer, dans le cadre de notre centre de calcul utilisant des matériels I.B.M. et des logiciels parmi les plus modernes, à la conception et à la réalisation de chaînes informatiques, scientifiques et techniques.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 4918 à :
S.C.S. Jonction, 9, rue des Halles 75001 PARIS.

TECHNIP ingénieurs de projet ingénierie en mécanique

Spécialiste de l'ingénierie de complexes pétroliers, TECHNIP, cherche, pour développer son activité dans la réalisation d'ensembles mécaniques, deux ingénieurs mécaniciens de haut niveau, responsables de projets pour la France et l'étranger.

De formation AM, ENSM ou équivalent, ces ingénieurs ont 5 à 10 ans d'expérience des méthodes ou de la fabrication dans une usine fabriquant des pièces ou ensembles mécaniques, par exemple automobile ou aéronautique. Spécialisés en machines outils, mécanique générale ou de précision, ils sont capables de concevoir de nouveaux systèmes, de les faire fonctionner et de former des hommes.

Ils connaissent l'anglais couramment et se déplacent en France, en Europe et au Moyen-Orient. Le poste est situé à PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 160 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



HAVAS CONTACT



Conseil Export Directeur Général

220 000 F +

La SOFREDEX filiale du centre français du commerce extérieur et de grandes banques recherche un cadre supérieur pour diriger ses actions et son développement.

Le poste offre une grande *richesse de fonctions, beaucoup de contacts, l'accession à terme au Conseil d'Administration.*

Il est demandé :
- au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de la direction générale Marketing, Export, Publicité,
- un rayonnement personnel permettant l'animation d'une équipe de consultants de haut niveau et le développement de la société dans la clientèle.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1117 M (à mentionner sur l'enveloppe) *au Département « Transports ».*
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS



1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Important Groupe Commercial

DEFENSE, proximité Pont de Neuilly,

offre poste

RÉVISEUR COMPTABLE

(minimum 5 ans d'expérience dans la fonction)

Le poste est basé au Siège mais nécessite de de fréquents déplacements en Province pour le contrôle comptable des filiales.

Rémunération intéressante.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., nº 68.906,

cabinet leconte — 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS



COMPTOIR LYON ALEMAND LOUYOT
Première Société Française de METALLURGIE FINE des non ferreux (métaux précieux et spéciaux), en raison du développement de ses activités, recherche de

jeunes cadres commerciaux

ESC, ECCIP, ou équivalent,

pour leur confier la vente de DEMI-PRODUITS INDUSTRIELS auprès d'une clientèle diversifiée, à développer en France et à l'Export.

La maîtrise d'au moins une langue étrangère est impérative : Allemand ou Anglais.

L'un des postes proposés requiert en outre une parfaite connaissance de l'Italien.

Ces postes, basés à Paris, nécessitent de fréquents déplacements et impliquent une grande disponibilité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence JCC au :
CLAL - 13, rue de MONTMORENCY
75139 PARIS - Cedex 03

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE DE SÉCHEURS ET FOURS POUR CÉRAMIQUES

recherche

UN INGÉNIEUR

AYANT UNE EXPERIENCE PRATIQUE EN INDUSTRIE CERAMIQUE ANGLAIS INDISPENSABLE

— Journée continue
— Proche Banlieue Ouest de Paris.

Adresser C.V. sous numéro référence 3211 à PRO MULTIS
47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE REGION PARISIENNE
recherche pour son
SERVICE INFORMATIQUE

UN INGENIEUR SYSTEME

CONNAISSANT PL1 ET ASSEMBLEUR

en vue du développement et de la maintenance de LOGICIELS sur gros ordinateurs IBM

Ce poste doit pouvoir convenir à un INGENIEUR possédant 3 à 5 ans d'expérience en INFORMATIQUE.

Envoyer C.V. détaillé à No 67612 - CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Groupe International de services recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, IEP,)et pouvant justifier d'une expérience de 2 à 3 ans en contrôle de gestion. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable et une formation complémentaire type DECS serait appréciée.

Le candidat devra s'intégrer dans une équipe jeune de formation équivalente, il devra faire preuve d'initiatives et sera capable d'établir de bons contacts.

Merci d'adresser C.V. détaillé en mentionnant vos prétentions s/réf.181 à INTER PA, BP 508, 75066 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE
Proche banlieue Nord
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Débutant ou quelques années d'expérience, ayant un diplôme d'ingénieur électronicien,.

Une formation complémentaire en marketing sera appréciée.

Il aura des connaissances techniques en système informatique temps réel, disponibilité pour déplacements, sens du contact, bonne pratique de l'anglais.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à no 68227 CONTESSE Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DOCKS DE FRANCE

recherche pour sa filiale parisienne

SUPERVISEUR SUPERMARCHÉS

Il aura la responsabilité de l'animation et de la gestion d'une dizaine de magasins.

Les candidats devront impérativement pouvoir justifier d'une expérience de plusieurs années dans des fonctions identiques ou dans la direction d'un hypermarché.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions, à Société des Supermarchés DOC, Serv. Recrutement - 17, avenue de la Résidence, 92160 ANTONY.

Importante société T.P.
proche banlieue Nord
recherche

2 ingénieurs analystes HF

ENSI - INSA - DEA ou équivalent

pour mise en place d'applications de gestion programmées en BASIC pour mini ordinateur.

Expérience de 1 ou 2 ans souhaitée.

Le poste requiert une grande disponibilité. Déplacements en province.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 10169, à MEDIA SYSTEM
104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
recherche

DEUX INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

LE PREMIER :
— sera chargé de l'étude de logiques programmées et de la mise au point de sous-ensembles de systèmes, mémoire de masse et gestion. Outre sa formation en électronique générale, il aura de bonnes connaissances en microprocesseurs et si possible une expérience de 1 à 2 ans dans ce domaine.

LE SECOND :
— sera chargé de l'étude de jonction à des réseaux de transmission, des interfaces et de la mise en œuvre de modems.
Il possédera de bonnes connaissances en système logique et microprocesseur ; une expérience de 1 à 2 ans d'étude en transmission de données est souhaitable.
Connaissance de la langue anglaise.

Lieu de travail :
Région de TRAPPES
Banlieue SUD-OUEST

Ecrire avec C.V., photo et prétentions Nº 67.796, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris, q. tr.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE CONSTRUCTION ET GÉNIE CIVIL

recherche

INGÉNIEUR

pour son siège en Région Parisienne pour grosse opération bâtiment et génie civil à l'étranger :
— hôtels, tours de bureaux, logements travaux industriels en travaux propres.

Profil :
— Formation ingénieur diplômé Grande Ecole ;
— Environ 35 ans minimum ;
— 10 ans d'expérience chantiers et études de prix ;
— Parlant langues étrangères (anglais et/ou espagnol si possible).

Fonction :
— Adjoint au Chef de Service Etude de Prix en vue de prendre sa suite ultérieurement.
Activité en développement sur Afrique, Extrême-Orient, Amérique Latine.

Envoyer C.V. à nº 69.295 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. transmettra.

Entreprise Internationale de Travaux Publics
recherche pour sa
DIRECTION GENERALE

un Assistant de Gestion

LE CANDIDAT :
— formation HEC, ESSEC, Sup de CO Paris
— connaissance de l'Espagnol et de l'Anglais appréciée
— très grande disponibilité
— excellente aptitude à la rédaction
— intéressé par les activités liées aux problèmes financiers, boursiers, fiscaux.

LA FONCTION
au sein d'une équipe de collaborateurs pluridisciplinaires :
— analyses financières
— suivi boursier
— rédaction de procès verbaux, traductions ...

Lieu de travail : proche Banlieue Ouest.

Adresser (photo) CV, rémunération souhaitée sous référence 8973 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Etablissement Financier PARIS

recherche
pour son secteur clientèle industrielle (P.M.I.)

INGÉNIEUR CONSEIL FINANCIER

Centrale, Supelec ou Arts et Métiers possédant une formation économique ou financière complémentaire (I.C.G. ou D.E.C.S., I.A.E., etc...).

Le candidat doit avoir :

— le goût de l'analyse industrielle,

— la compétence en matière d'approche financière de l'entreprise,

— l'aptitude aux contacts de haut niveau.

Une PREMIERE expérience professionnelle acquise au sein d'une P.M.I. serait appréciée.

MISSION : au sein d'une équipe restreinte, il se verra confier l'étude complète de demandes de crédit impliquant le diagnostic d'entreprise, l'analyse du risque et la préparation de la décision finale. Il sera en relation constante avec des Chefs d'entreprise, des banquiers et des administrations.

Envoyer candidature, avec photo et prétentions, s/réf. 3846 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

CIBA—GEIGY

2 700 personnes, 5 divisions
recherche pour son
Département Informatique
équipé d'un matériel IBM 370/ 168

INGENIEUR-SYSTEME

- Chargé d'études sur les technologies nouvelles il participe à la mise en place, à l'évolution et à la maintenance des logiciels :
  - OS/VS 1 : migration MVS Fin 1980
  - DB/DC : CICS — DL 1
  - réseau (SNA) : VTAM — NCP
- Pour compléter une équipe de travail jeune à RUEIL-MALMAISON, nous donnerons la préférence à un candidat de formation supérieure ayant un début d'expérience pratique de la mise en place d'un réseau de télétraitement.

Veuillez adresser CV, photo et prétentions à l'attention de J.M. RENARD
Recrutement Cadres - CIBA-GEIGY
2 et 4 rue Lionel Terray
92506 RUEIL-MALMAISON

FFF

Groupe Immobilier d'importance nationale
cherche

UN CADRE COMPTABLE

CONFIRME

Pour lui confier la responsabilité de la comptabilité du secteur gérance.

Titulaire du DECS il devra posséder une parfaite connaissance des techniques comptables, en outre la diversité des relations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Société, exige des candidats une autorité naturelle ainsi que le sens des contacts humains.

Lieu de travail : Siège Social Paris 13ème
Envoyer C.V. à F.F.F. - Département du Personnel 159, rue Nationale 75640 PARIS Cedex 13.

SOCIETE FRANÇAISE
REGION PARISIENNE
PRODUITS CHIMIQUES

recherche d'urgence pour son département INTERMEDIAIRES ET ADDITIFS POUR PLASTIQUE

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL DE VALEUR

— Vendeur, dynamique, organisé, responsable ;
— Bonne connaissance de ces marchés par expérience dans une activité similaire ;
— Formation technique indispensable ;
— Anglais nécessaire ;
— Désir de progresser au sein d'une équipe.

Envoyer C.V. et photo à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS - Référ. 35852.

CONTROLE BAILEY

1er fabricant français de systèmes de contrôle et régulation industriels
recherche

Ingénieur Informaticien
Techniciens Informaticiens

pour étude et mise en service de systèmes temps réel à base de mini-calculteurs SOLAR.

Téléphoner : 630-22-46 ou envoyer curriculum vitae et prétentions au Service du Personnel, 5, avenue Newton, Z.I. - 92142 CLAMART.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche

pour son Centre de Traitement d'opérations bancaires

CHEF COMPTABLE

Pour animer une petite équipe, chargée de tenir la comptabilité générale, calculer les prix de revient et les situations budgétaires. DECS ou équivalent et 10 années d'expérience.

Connaissance informatique appréciée.

Adresser C.V., photo, salaire et prétentions sous référence 69.210 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

La SICOMI d'un important Etablissement Financier
recherche

Ingénieur de travaux

Ce technicien confirmé sera chargé d'étudier les dossiers techniques préalablement aux démarrages des chantiers.
Il devra examiner les pièces contractuelles et vérifier leur conformité avec la réglementation en vigueur. Il sera chargé de contrôler le bon déroulement du chantier. Il vérifiera et règlera les situations d'entreprises. Il effectuera les différentes déclarations administratives et fiscales.
Formation Ecole d'Ingénieur TP ou équivalent.
Un minimum d'expérience de 2 à 3 années de suivi de chantiers industriels et commerciaux est requis.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8978 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

BANQUE FILIALE D'UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
quartier Montparnasse - recherche

ASSISTANT JURIDIQUE

Suivi du contentieux, participation aux consultations juridiques.

Maîtrise de Droit ou DES et 3 à 5 années d'expérience bancaire dans un poste similaire.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8976 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02
qui transmettra

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEUR 3 A

pour prendre la responsabilité d'un groupe d'ingénieurs d'étude et de développement

— Expérience minimum de 5 ans exigée dans le domaine des circuits transistorisés analogiques
— Expérience circuits hyperfréquence appréciée.

Adresser C.V., photo (retournée) et prétentions à nº 68.670
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui trans.

LEADER EUROPÉEN DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE EN BIJOUTERIE JOAILLERIE - HORLOGERIE (600 personnes)
recherche

UN ACHETEUR-NÉGOCIATEUR EXPÉRIMENTÉ

La connaissance de la bijouterie-joaillerie est souhaitable mais pas indispensable.

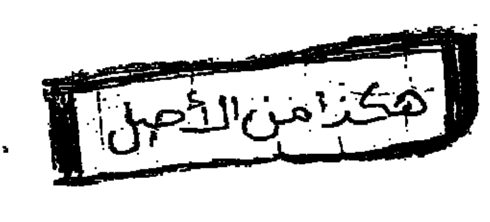
Bonne pratique de l'anglais et l'allemand si possible.

Placé sous la responsabilité du chef du Département des conditions d'achat, de l'élaboration du contrat et du suivi du cahier des charges.

Le poste est à pourvoir au siège de cette société dans une ville universitaire du Centre Est.

La préférence sera donnée à candidat dynamique organisé, rigoureux, d'une grande probité ayant expérience de la fonction achats de 5 ans minimum. Veuillez adresser votre candidature avec C.V. photo (si pos.) indiquant niveau de rémunération actuelle et souhaitée à :

SODAE RECRUTEMENT
38, rue de Bassano.
75008 PARIS



offres d'emploi

Société d'Études et de Réalisations spécialisée dans la protection de l'environnement et la lutte contre les nuisances recherche

INGENIEURS sécurité et fiabilité

(CENTRALE, MINES, ENSTA, SUP'AERO, IDN, INSA...)

Ils évolueront au sein d'une équipe pluridisciplinaire chargée de la conduite d'études de systèmes complexes.

Une expérience ou formation complémentaire en
- — Traitement statistique de données
- — Calculs de paramètres de fiabilité et de disponibilité
- — Calculs de probabilités de risques et méthodes de quantification d'arbres de défaillances

serait appréciée.

Une bonne maîtrise de l'Anglais est nécessaire.

Adresser candidature (CV + prétentions + photo) sous référence 8808 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.



THOMSON-CSF

Banlieue Sud

INGENIEUR QUALITE-FIABILITE

Débutant ou quelques années d'expérience

Mission :
participer dans une équipe d'ingénieurs au niveau central de la Société et de ses filiales, à la coordination des services d'assurance de la qualité, plus particulièrement en matière de fiabilité.

Expérience souhaitée :
quelques années de pratique dans l'industrie électronique ou une première expérience en fiabilité de systèmes et de composants. Anglais technique indispensable.

Adresser C.V. et photo à no 68633 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Cie GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

6, rue Galvani - 91301 MASSY

recherche pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE

UN CADRE

Destiné à pourvoir un poste à son siège social à MASSY pour contrôle sur documents et interventions dans les implantations françaises et étrangères du Groupe, avec possibilité d'affectation ultérieure aux États-Unis.

Il est exigé :
- — une formation commerciale supérieure + DECS;
- — une expérience de quelques années en comptabilité et fiscalité ;
- — une bonne pratique de l'Anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions au **Département des Relations Humaines**

UNE GRANDE ENTREPRISE DE MECANIQUE LOURDE DE HAUTE PRECISION Leader européen dans son domaine d'activité

recherche pour son établissement Nord de la Région Parisienne

UN INGENIEUR

qui sera chargé de

L'ASSURANCE QUALITE USINES

Il devra :
- *gérer la Qualité des Produits,*
- *étudier et établir les procédures,*
- traiter les informations Qualité,
- mener des enquêtes internes et chez les fournisseurs.

Le candidat retenu aura une formation d'Ingénieur Mécanicien et une expérience *d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.*

Adresser candidature accompagnée d'un C.V. détaillé, précisant les prétentions, sous réf. 69303 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

STEIN SURFACE

FOURS ET EQUIPEMENTS THERMIQUES INDUSTRIELS

Société d'ingénierie thermique construisant des matériels pour la Sidérurgie et la Métallurgie, travaillant *principalement à l'exportation*, rattachée à *un groupe* International important.

recherche

INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES
Débutants ou quelques années d'expérience.
ANGLAIS INDISPENSABLE
ALLEMAND SOUHAITE.

Ecrire : Service du Personnel - Z.A.I. du Bois de l'Epine - C.E. 1107 - 91015 EVRY CEDEX

intel

Le numéro un mondial sur le marché des microprocesseurs, des *systèmes micro-ordinateurs* et des mémoires à semi-conducteurs recherche, pour son

centre de formation ingénieur éléctronicien *HF*

Vous avez un minimum de 2 ans d'expérience *dans le développement de systèmes à base de* microprocesseurs.

Vous avez de sérieuses aptitudes pédagogiques (facilité d'élocution, esprit de synthèse, ouverture d'esprit) *et de solides connaissances en anglais.*

La fonction est de préparer et donner des cours, dans le cadre de la formation clientèle, sur des sujets variés et évolutifs ayant trait à la *micro-électronique.*

Le poste est basé à Rungis.

Si, de plus, vous souhaitez faire carrière dans une entreprise en pleine évolution et à la pointe de la technologie, envoyez CV, lettre manuscrite, photo et *prétentions à la Direction du Personnel* INTEL CORPORATION S.A.R.L., 5 place de *la Balance Silic 223, 94528 RUNGIS Cedex.*

média-system

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche pour son Centre de Traitement *d'opérations bancaires*

ANALYSTE BUDGÉTAIRE

Chargé de l'élaboration et du suivi du budget du centre.

Etudes supérieures et formation gestion (D.E.C.S. ou maîtrise de gestion). Connaissance informatique appréciée. 5 ans d'expérience minimum dont 3 au moins dans contrôle de gestion de P.M.E.

Adresser C.V., photo, salaire et prétentions, à n° 69.209, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Le



CIEFOP

recherche

plusieurs FORMATEURS EN ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

(cours théoriques et travaux pratiques)

SECTEURS :
- circuits analogiques modernes
- circuits logiques combinatoires et séquentiels
- microprocesseurs.

NIVEAU :
- BTS/DUT
- DEA ou Ingénieur diplômé.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel, CIEFOP 83/85, bld Vincent Auriol 75646 PARIS Cedex 13.

CONTROLE BAILEY

1er fabricant français de systèmes de contrôle et régulation industriels

recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

CHEF DE PROJET SYSTÈMES TEMPS RÉELS INDUSTRIELS

Il sera responsable de la partie informatique des ensembles de contrôle commande intégrant un système de régulation et conduite à microprocesseurs et à calculateurs de supervision. Expérience TEMPS REEL et SOLAR appréciée.

Téléphoner : 630-22-46 ou envoyer curriculum vitae et prétentions au Service du Personnel, 5, avenue Newton, Z.I. — 92142 CLAMART.

LA DIRECTION COMMERCIALE SECURITE



FICHET-BAUCHE — un des leaders mondiaux de la sécurité

recherche

Responsable des relations commerciales

auprès de ses principaux clients bancaires

- *Formation scientifique supérieure, accompagnée d'un sens commercial affirmé par une première expérience professionnelle probante.*
- *Anglais indispensable.*
- *Age minimum 28 ans.*
- *Lieu de travail Paris 17ème.*
- *Rémunération de départ 120.000 F / an.*

Adresser lettre et CV manuscrits ainsi que photo à notre Psychologue Conseil Mr JUSTET 18 rue des Grottes 84000 AVIGNON

GenRad

Leader mondial du test automatique

Dans le cadre de son évolution vers la construction de systèmes de test de composants V.L.S.I. destinés aux fabricants de composants et aux services d'evaluation de composants des grandes entreprises d'électronique, recherche

un INGENIEUR d'APPLICATION

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé, connaissant la technologie des composants, ayant un bon niveau d'anglais, désireux d'effectuer un stage de plusieurs mois au U.S.A.

Une croissance de nos activités supérieure à 40 % par an permet d'espérer une évolution de carrière intéressante.

Ecrire en envoyant C.V. et photo à Michel C. AURUS - sous réf. A 96 rue Orfila - 75020 PARIS

Pour coordonner ses projets informatiques

Une importante société multinationale de tout premier plan

créé le poste de

CHEF DE PROJETS EUROPÉENS

150.000 francs

Le titulaire devra, en collaboration avec l'informatique des filiales européennes, et le correspondant informatique représentant les utilisateurs :

- Evaluer les moyens à mettre en œuvre pour développer les applications ;
- Implanter les progiciels de gestion choisis ;
- Promouvoir leur meilleure utilisation possible chez les utilisateurs.

Cette fonction requiert une expérience confirmée des développements de progiciels, une maîtrise complète de la langue anglaise et une grande mobilité.

Ecrire sous référence JYV avec C.V. et photo à :

em euro-média france 48, rue de Provence 75009 PARIS

Il sera répondu rapidement à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

Filiale chargée de la mise en oeuvre des systèmes informatiques d'un très important Groupe d'Assurances recherche pour ses équipes systèmes

ingénieurs-système, analystes, analystes-programmeurs

expérimentés et débutants

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :
DEUX 3033 - 12 000 K *chacun*,
UN 3033 - 8 000 K,
UN 370/168 AP - 8 000 K,
1000 terminaux de télétraitement.

GIE — Envoyer CV, sous réf. 10102, *en précisant le poste choisi*, à Gie, Service du Personnel, Cedex 11, 92081 PARIS La Défense.

média-system

SOCIÉTÉ OMERA

FILIALE GROUPE T.R.T.

RECHERCHE

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS POSITION I ou II

LES CANDIDATS AUX POSTES CI-DESSOUS DEVRONT ETRE DIPLOMES GRANDES ECOLES, CONNAITRE LES MICROPROCESSEURS ET AVOIR DE BONNES NOTIONS D'ANGLAIS.

ETUDES :
- — INGENIEUR étude matériels photo aéroportés.
- — INGENIEUR étude matériels signalisation routière et ferroviaire.

PRODUCTION :
- — INGENIEUR pour essais matériels électroniques (photoet radar) aéroportés et matériels signalisation routière et ferroviaire.
- — INGENIEUR contrôle entrée composants et/ou ensembles électroniques.

Envoyer C.V., photo et prétentions à OMERA, 49, rue Ferdinand-Berthoud, 95100 ARGENTEUIL.

LE MINISTERE DE LA SANTE *ET DE LA SECURITE SOCIALE*

recherche

DES INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU

(Polytechnique, E.N.S.T., Sup. Elec., Centrale, E.N.S.T.A., *etc.*) qui, soit directement, soit après formation complémentaire spécifique, seront amenés auprès des directeurs généraux de centre hospitalier régional, à :

1) participer à la définition des équipements et organiser les achats correspondants ;
2) contribuer, en liaison avec les médecins, à l'effort de recherche des centres hospitaliers régionaux.

Les candidatures devront être adressées, accompagnées d'un curriculum vitae, au Ministère de la Santé, avant le 30 septembre 1980 - Direction Générale de la Santé et des Hôpitaux - Bureau T.P 4, 14, avenue Duquesne, 75007 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche d'URGENCE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Chargé de la mise au point de l'installation et de la mise en service d'un système de télécommunications pour liaisons sous-marines et spatiales.

En plus des connaissances en techniques digitales et en informatique *(matériel et logiciel)* la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Il devra justifier d'une expérience en plateforme contrôle fabrication.

Le poste exige des déplacements de quelques mois *en France et à l'étranger.*

Lieu de travail : Région TRAPPES (78)

Adr. C.V. et prétent. sous n° 67.799 à CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour le développement d'un

IMPORTANT SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

chargés de l'étude et de la réalisation du logiciel temps réel, de formation *E.N.S.T., E.S.E., MAITRISE D'INFORMATIQUE ou ÉQUIVALENT.* Si possible expérimentés en Informatique temps réel, ayant connaissances des langages Assembleurs *et des micro-processeurs.*

Lieu de travail :

Région de TRAPPES Banlieue SUD-OUEST

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 67.797 à *CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris, qui tr.*

Pour faire face au développement d'un système nouveau de commutation temporelle

CIT-ALCATEL

GROUPE CGE

recherche

1 INGENIEUR GRANDE ECOLE

Au sein d'une équipe intégration il aura la responsabilité *de l'élaboration et de la mise en* place de méthodes destinées à l'installation et à la mise en service d'un nouvel autocommutateur. Il sera également chargé de la coordination avec les équipes d'études du *matériel pour les problèmes de localisation de* pannes et de testabilité.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise dans le développement de systèmes *informatiques ou de* télécommunication.

Une bonne connaissance des microprocesseurs est souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé avec photo sous réf. B A D - CIT ALCATEL - Service Recrutement et Orientation 10, rue Latécoère 78140 Velizy

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEUR FAISCEAU HERTZIEN

Il sera chargé de l'étude de systèmes en télécommunication hertzienne.

Dans un premier temps et pour une courte période, il devra participer à l'intégration *d'équipements* en cours de développement.

De formation ESNI ou ESE ou équivalent, il aura acquis plusieurs années d'expérience dans les domaines cités.

Lieu de travail : Région de MONTLHERY (Banlieue Sud)

Adresser C.V. et prétentions à N° 67.815, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Vous êtes INGENIEUR EN ELECTRONIQUE OU EN MECANIQUE + ELECTRONIQUE

Vous sortez ou êtes sorti d'une école d'Ingénieur, ou possédez un doctorat 3e cycle ou d'Etat.
Vous connaissez les hyperfréquences ou aimeriez les connaître.

Vous souhaitez faire des études et du développement sur du matériel de pointe.

Ou bien vous souhaitez travailler au niveau de la production de matériel en petites séries.

Vous êtes de toute façon passionné par la petite *mécanique et aimez manipuler et bricoler.*

Chef du Personnel d'une division de composants électroniques professionnels en pleine expansion et appartenant à une très importante *société de* renommée mondiale, recherche des

INGÉNIEURS Expérimentés ou Débutants

pour travailler dans des petites équipes dynamiques d'études ou de production

Lieu de travail : proche banlieue EST de PARIS

Ecrivez-moi : P. ARRAULT, Chef du Personnel 33, avenue Faidherbe - 93100 MONTREUIL.

offres d'emploi

LE CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC RECHERCHE POUR LE SERVICE INFORMATIQUE D'UN DE SES CLIENTS

ANALYSTES

— Analyse et réalisation d'applications de gestion avec S.G.D.B. et télétraitement (DM IV)*;
— Formation complémentaire sur HB 66 DPS assurée.
PROFIL :
— Grande école ou universitaire (2e cycle) ;
— 1 à 2 ans d'expérience souhaitée (COBOL) ;
— Débutant possible ;
— Anglais lu.
Env. C.V. et prétentions à : CESMAP, 67, rue Lénine, 94112 ARCUEIL CEDEX.

AGENCE PARISIENNE D'INFORMATIQUE recherche plusieurs

ING. ANALYSTES confirmés

pour développement d'applications sur ordinateurs

RÉAL. 2000 INTERTECHNIQ.

La rémunération, élevé, est assortie d'un intéressement aux résultats.
Env. C.V. à : 5, r. de Dijon, 75012 PARIS

Organisme de Prévoyance Militaire en expansion offre poste actif à :

OFFICIER SUPÉRIEUR RETRAITÉ

Envoyer C.V. à S.V.B.M., 49, av. Hoche - 75008 Paris

IMPORTANTE ASSOCIATION NATIONALE D'EDUCATION POPULAIRE recherche

DIRECTEUR ADJOINT

chargé de la promotion des actions d'animation.
Expérience d'animation, de gestion et de direction indispensable.
Lieu de travail : PARIS, mais nombreux déplacements de courte durée.
115.000 francs.
Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, photo et C.V. détaillé à : U.F.C.V., 54, rue du Théâtre, 75015 PARIS.

LOCAFRANCE

recherche dans le cadre de la réalisation de son plan informatique (sur ordinateur IBM 370/158).

PROGRAMMEURS COBOL

Formation CICS-DL1 assurée.

Adr. C.V., photo et prétentions : Département Formation et Recrutement, 43-47, av. de la Grande-Armée, 75016 PARIS.

FEDERATION NATIONALE MUTUALITE FRANÇAISE recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Diplôme d'études supérieures souhaité.
Sens des contacts humains.
Disponible rapidement.
Permis VL.

Adr. C.V., dét., photo retournée et prétentions à F.N.M.F., Division des Relations Sociales, 56-60, rue Nationale, 75649 PARIS Cedex 13.

SOCIÉTÉ OMERA

FILIALE GROUPE T.R.T.

RECHERCHE :

Pour département études ARGENTEUIL

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

B.T.S. ou D.U.T. EXIGES.
Pour étude et développement matériels aéroportés.

Ecrire SOCIETE OMERA, 49, rue Ferdinand-Berthoud, 95100 ARGENTEUIL.

SOCIETE OMERA

FILIALE GROUPE T.R.T. RECH. POUR ARGENTEUIL

DESSINATEUR PRINCIPAL V/2 ÉLECTROTECHNICIEN

spécialisé en mécaniq. de précision et connaiss. mot. électriq.

DESSINATEUR ÉTUDES IV/3

Ayant expérience mécanique de précision et tôlerie fine.

DESSINATEUR ÉTUDES IV/1 ÉLECTROTECHNICIEN

Connaissant tôlerie fine et circuits imprimés.

Env. C.V. prét. à OMERA 49, r. F.-Berthoud, 95100 Argenteuil.

Importante Société distribution matériel pour ARTS GRAPHIQUES

recherche

1) ÉLECTRONICIENS

niveau B.T.S.

Connaissant circuits numériques et analogiques pour assurer, après formation, l'installation et la maintenance de matériels de photocomposition.
Connaiss. anglais souhaitées

2) MONTEURS

en matériel de reproduction photo-mécanique confirmés ou débutants.

— Il faut être dégagés O. M., posséder permis de conduire V.L. et pouvoir voyager.

— Semaine 5 jrs. Avant. socx. Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions, à nº 000.366 M, BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES

Société Electronique Banlieue Sud PARIS recherche

UN A 3 ou ATD

Etudes HARD et SOFT
Ecrire avec C.V. sous nº 3485 L.T.P., 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS DECEX 02.

Société ELECTRONIQUE Banlieue Sud Paris recherche

UN ACHETEUR

ayant connaissance composants électroniques

UN TECHNICO-CIAL

en travaux de bureau d'études électronique et en études de Micro Systèmes.
Ecrire avec C.V. s/nº 3.483, L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS Cedex 02

SOPELEM

recherche dans le cadre d'un développement

INGÉNIEUR OPTICIEN

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

de haut niveau

De préférence ayant quelques années d'expérience dans le domaine Opto électroniques.

Adr. C.V. à l'attention de M. SEREY - SOPELEM 102, rue Chaptal 92306 Levallois-Perret Cedex

---

POMPES GUINARD rech. pour son siège de COURBEVOIE :

1 AUDIT INTERNE

pour usines France et filiales à l'étranger (Europe de l'Ouest).
Formation E.S.C. Paris ou province.
ou D.E.C.S. complet.
3 à 5 ans expér. dans cabinet d'audit. Anglais souhaité.
Env. C.V. détaillé et prét. à POMPES GUINARD, 179, bd St-Denis, 92400 COURBEVOIE Téléph. : 788-50-52

STE INFORMATIQUE rech. pr la mise en place et la gest. d'un Centre d eTraitement en TIME SHARING

INGÉNIEUR SYSTEM

pour équipement type 370 158 Operat. System type VM/CMS.
Ecrire avec C.V., Sté Norbert Beyrard France, 68, r. Pierre-Charron, Paris-8e.

LABORAT. RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande

2 TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

Pour 1 an.
Titulaires BTS ou DUT électronique pr maintenance appareils de mesure ou pour entretien appareils de mesure et développ. microprocesseurs.

Ecrire avec C.V. à M. HEVIN, accélérateur linéaire bât. 200, 91405 ORSAY.

Importante société accessoires auto banlieue Nord-Ouest de Paris recherche

JEUNE INGÉNIEUR

S.U.D.R.I.A.-E.S.I.E.E.-C.H.A.R.L.I.A.T.-E.S.T.A.C.A. ou similaire pour une activité technico-commerciale.
Envoyer C.V. et prétentions : nº 433 F., BLEU 17, rue Lebel 94300 VINCENNES.

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL (travaux publics télécommunications) recherche D'URGENCE

2 ANALYSTES FINANCIERS

pour sa division Exportation
Affectations :
a) Togo (responsable administratif et financier d'un chantier)
b) Siège de la division (banlieue Sud de Paris)
— Contrôle de gestion des chantiers export.
— Fréquents déplacements en AFRIQUE OCCIDENT.

Ces 2 jeunes candidats de formation supérieure (E.S.C.P. ou équivalent) parlent couramment l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référ. 2428 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche POUR REGION PARISIENNE

PLUSIEURS **INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**

DEBUTANTS ET CONFIRMES
Pour :
— Programmation de test de cartes électroniques.
— Etudes de maintenabilité d'ensembles électroniques.

Salaire : 70.000 et +.

Adresser C.V., prét. et photo nº T 021.382 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisation professionnelle industrie biens de consommation recherche

ANALYSTE FINANCIER

2 à 4 ans d'expérience
Ce poste implique sens des relations humaines en vue négociation et rapprochement d'entreprises.
Déplac. en province fréquents.

Envoyer C.V., photo et prétent. nº T 021.814 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Centre formation apprentis Saint-Germain-en-Laye 78 recherche

ANIMATEURS HOMMES ou FEMMES

en français et en sports avec économie familiale et sociale, bac indispensable. expérience souhaitée.
TEL. : 973-88-92.

Important groupe français spécialisé dans le tourisme cherche

ATTACHÉ (E) DE PRESSE

— Minimum 20 ans.
— Bonne connaissance de l'anglais.
— Ayant 3 à 5 ans d'expér. minimum et pouvant voyager.

Envoyer C.V. et photo à REGIE-PRESSE, nº T 021.386 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Important Cabinet d'Expertise Comptable et de Commissariats aux Comptes DAKAR recherche
Exports Comptables stagiaires débutants ou 1 à 2 ans d'expérience dans cabinet d'audit. Voyage et logem. assur.
Adr. C.V. et prétentions à : ANDREANI, B.P. 459 DAKAR.

offres d'emploi

I R M

Institut Européen de Recherche et d'Information sur les Multinationales cherche

CHEF DE PRODUCTION

bil. franç.-angl. allem. apprécié Expér. de 5 ans min. (presse, édition ou publicité).
Mission : — Suivi des imprimeurs (du devis à l'impression des publications ;
— Contact avec auteurs pour présentation et correction des manuscrits.
Résidence : Paris (RER-Gare de Lyon ou métro Bastille)
Envoyer C.V. et prétentions à : C.E.E.I.M., avenue A.-Lacomblé 66-68, bte 6, B-1040 Bruxelles, Belgique.

SOCIÉTÉ DE MAINTENANCE AUTOMATISÉE

recherche POUR BANLIEUE OUEST

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

DEBUTANTS ET CONFIRMES
Pour :
— Travaux d'analyse et de programmation sur systèmes temps réels ;
— Pratique de l'Algol, Pascal ou assembleur souhaitée.

Salaire : : 80.000 F et +

Env. CV, photo et prétentions à 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris. REGIE PRESSE nº T 021381 M,

---

Agence de Publicité quartier Opéra recherche une JEUNE

COLLABORATRICE

60.000 F/AN

— Bon niveau culture générale ;
— Bonne présentation ;
— Dynamique et disponible ;
— Esprit d'initiative ;
— Très bonne orthographe ;
— Sens des contacts humains.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. M 101 à M. MISPELAERE, 132, rue Montmartre, 75002 PARIS qui transmettra.

CHEF COMPTABLE

CONFIRME
Expérience P.M.E.
Rémunération attrayante.
Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. s/nº T 021799 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIETE PARACHIMIQUE située banlieue Est de Paris recherche

INGENIEUR 30 ans minimum

Pour son département Equipement. Ce poste de responsabilité demande des connaissances chimiques, mécaniques, électroniques et sur la transformation des matières plastiques.

Envoyer C.V., à nº 68.817, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui trans.

Importante entreprise T.P. ch. MANAGER haut niveau formation grandes écoles pour direction très importants chantiers routes. Expérience pays arabes exigée.
Bilingue anglais.
Rémunération très importante.
CENAF RECRUTEMENT CONSULTANTS, 297-49-95, 7, rue Chabanais, PARIS-2e.

SMALL COMPANY SEEKS SERIOUS EXPERIENCED ENGLISH MOTHER TONGUE TEFL'S send C.V. + photo, références, nº T 021.824 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole d'Ingénieurs Paris recherche JEUNES INGENIEURS ou MST, Maîtres Es-Sciences, DEA, ou équivalent pour postes d'ASSISTANTS (laboratoires d'enseignement et de recherches appliquées en électronique). Postes à plein temps ou à mi-temps.
Env. C.V. à I.S.E.P., 21, rue d'Assas, 75270 PARIS CEDEX 06.

LA PREFECTUDE DU VAL-DE-MARNE recrute, par voie de concours, 2 inspecteurs des Affaires Sanitaires et Sociales du cadre départemental.
Diplôme exigé : BAC + 2
Age : moins de 45 ans
Epreuves écrites : 1er et 2 octobre 1980
Clôture des inscriptions : 15 septembre 1980 à 16 h.
Pour renseign. et inscript. : PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE Direction de l'Administration Générale et des Personnels, Pièce 243, avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRETEIL
Tél. 207-25-00, postes 2243 ou 2244.

URGENT
Petite école privée recherche PROFESSEURS Sciences-Eco, Maths, Histoire, Géo, Français, Physique-Chimie. SECRETAIRE sténo-dactylo TéL 288-26-30.

Sté location véhicules banlieue Nord-Est Paris recherche

J.H. AGENTS COMPTOIR

dégagés O.M. Notions comptabilité et commerciales, référ. exigées. Libres de suite. Permis VL. - Ecrire sous nº 99.735 M, BLEU - 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES

CHEF CONTROLEUR D'AGENCES

pour région parisienne permis V.L. et P.L.
connaissance matériel roulant, expérience du personnel, notions commerciales et comptables.
Ecrire à nº 99.736 M. BLEU, 17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

Nous recherchons H. ou F., formation administrative pour contrôle interne de service comptabilité auxiliaire.
Cet emploi comporte travail matériel rigoureux et assistance à chef de service.
Ecr. en indiquant âge, référ., salaire, à : SEGA (Monoprix), 6, rue Arsène-Houssaye 75008 PARIS

SOCIETE PARACHIMIQUE située banlieue Est de Paris recherche

CHEF DE SERVICE ACHATS 30 ans minimum

Ayant une bonne connaissance de l'achat de produits en chimie minérale et chimie fine.

Envoyer C.V., à nº 68.815, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui trans.

Administration Paris recrute

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

éventuellement débutant.
Niveau DUT informatique.
Envoyer lettre C.V. et prétent., s/réf. 8.039, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS cedex 02 qui transmettra.

UNE DES PREMIERES FIRMES FRANÇAISES DE

PEINTURE BATIMENT

leader dans sa branche et en constante progression, cherche pour développer ses actions auprès des prescripteurs du bâtiment (bureaux d'études, constructeurs, promoteurs, architectes, etc.)

UN CADRE COMMERCIAL

ayant de préférence une expérience des problèmes du bâtiment.

— Une solide formation technique lui sera donnée.
— Son activité passionnante s'exerce au sein de l'état-major de vente de la Société et offre un avenir largement ouvert.

Envoyer C.V. manuscrit à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS - Réf. 35.653.

Société NORBERT BEYRARD FRANCE études économiques, financières. Génie industriel Spécialisée dans Assistance techniqyue aux pays en voie de développement 68, rue Pierre-Charron, Paris-8e

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayt sér. format. économ. et informatique. connaiss. COBOL, FORTRAN, GESTION BASE DE DONNEES, TIME SHARING, appréc., pouv. envis. voyages, éventuels, séjours à l'étranger. Ecr. let. man. av. C.V. et photo

---

Recherche couple jeune pour seconder Directeur
Poste à responsabilité. Expér. indispensable.
Motivations, formation BASE 1 poste à plein temps. Gestion, entretien, promotion de 20 gîtes et d'un camping 110 emplacements. Logemt fourni + rémunération. - Adresser C.V. avant le 10 septembre et candidature au : SYNDICAT d'INITIATIVE de la CHEZE et du SEREIN, Domaine de TREMELIN, 35750 IFFENDIC - (99) 09-70-40.

Ch. pers. sér. pr s'occup. enf. 6/7 ans, 2 jrs pr sem. à Boulogne-sur-Seine, mº M.-Sembat, 10 h 30 à 18 h 30. Téléphoner Rey 605-27-28, à partir de 19 h.

Ecole secondaire privée sud Paris rech. Professeurs franç., anglais, allemand, espagnol histoire-géographie. - 494-50-45.

Ville de Saint-Denis (93) recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation supérieure
Expérience : 2 ans en langage Cobol sur IBM 370 DOS/VS.
Adr. candidat. et C.V. : Mairie de Saint-Denis

INGÉNIEURS EN ELECTRONIQUE

pour Labo sur MITRA RADAR circuits analogiques.
Ecrire : T.M. 15, av. Victor-Hugo, 75016 Paris
Tél. pr rendez-vous : 345-61-10

ECOLE PRIVEE 11e recherche
1 SURVEILLANT général 35 ans minimum. Expérience pédagogique exigée.
PROFESSEURS Maths, Phys.-Chimie, Sciences nat., Anglais. Expér. pédagogique exigée. 3 ans minimum.
Adr. C.V. dét. + réf. + photo, à AMP, sous référ. 9.868/S, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15e, qui transmettra.

RANDSTAD

TRAVAIL TEMPORAIRE recrute pour SALON, du 6 au 9 sept. 1980, personnel polyglotte ANGLAIS - ALLEMAND ITALIEN - ESPAGNOL

INTERPRÈTES
HOTESSES
GUIDES
SECRÉTAIRES
STÉNODACTYLOS

Se présenter : 69, rue du Montparnasse (14e) Téléph. : 322-14-87

MUNICIPALITE REGION PARISIENNE (40.000 habitants) recherche d'urgence :

SPÉCIALISTE de l'ANIMATION SOCIO-ÉDUCATIVE

de préférence avec le CAPASE complet.
Expérience souhaitée.
Ecr. s/nº 858576 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Banque Internationale création récente, filiale de groupes importants recherche

COLLABORATEUR (trice)

pour Back-Office, Euro-Crédits, Euro-Emissions
Qualités requises :
— Expér. 2 ou 3 ans. Anglais courant. Niveau classe 3 ou 4 ds la profession bancaire. Esprit d'équipe.

JEUNE HOMME libéré O.M. pour emploi de

GARÇON DE COURSES

Statut bancaire.
Ecr. T 021.759 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

propositions diverses

Tous travaux de secrétariat, travail rapide et soigné.
LA SECRETAIRERIE, 227-85-00.

Ing. Conseil en informatique organisation recherche mission : Etude d'opportunité, cahiers des charges, plans d'information, analyses, formation. Adresser offre nº T 021 770 M REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS ou tél. (38) 58-01-76.

secrétaires

IRM

Institut Européen de Recherche et d'Information sur les Multinationales

recherche

1) pour son Directeur :

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

— bilingue français/anglais (allemand et/ou espagnol appréciés) ;
— capacité de rédaction et sténo-dactylo :
— autonome, sens de l'initiat. et de l'organisation ;
— excellente présentation.

2) pour ses directeurs allemand et anglais :

SECRÉTAIRE TRILINGUE

français/anglais/allemand
— capacité de rédaction et sténo-dactylo.
Résidence :
PARIS (R.E.R., Gare de Lyon ou métro Bastille).
Env. C.V. et prét., à : C.E.E.I.M., av. A.-Lacomblé, 66-68, boîte 6, B-1040 Bruxelles - BELGIQUE.

SOCIETE EN PLEINE EXPANSION

recherche **urgent**

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Elle sera la collaboratrice du P.D.G. et, pour cela, elle devra avoir :
— plusieurs années d'expérience de secrétariat ;
— de l'initiative et le sens des responsabilités ;
— une excellente présentation ;
— une parfaite connaissance de l'anglais et
— une grande disponibilité.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à

Société PROMOCAB

56, rue Jean-de-La-Fontaine, 78000 VERSAILLES.

Société d'optique recherche

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE-DIRECTION

bilingue français-allemand, sténo allemande demandée.
Adresser C.V. et prétentions à nº 99791 M, Bleu, 17, rue Lebel 94300 Vincennes.

Importante Sté Est Parisien recherche pour DIRECTION COMMERCIALE

SECRÉTAIRE

ANGLAIS-FRANÇAIS

B.T.S. sténodactylo bilingue expérimentée.
5 x 8 lundi vendredi 6.500 x 13.
Assimilée cadre, retraite complémentaire, vacances août, restaurant, car.
M. MIRAY, 528-91-21, p. 242.

Société ELECTRONIQUE rech. pour service après-vente

UNE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

bonne connaissance allemand.
Envoyer C.V. et prétentions à ROHDE et SCHWARTZ France, 45-46, place de la Loire, Silic 190, 94563 Rungis Cedex.

BANQUE ETRANGERE Champs-Elysées recherche d'urgence

SECRÉTAIRES-DACTYLOS

niveau BAC ou équivalent
Pour différents services :
— Crédit documentaire, expérience, anglais indispens. ;
— Trésorerie, charge, anglais souhaité ;
— Comptabilité (connaiss. de comptabilité appréciée).
Téléphone 225-75-00.

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE. Sérieuses références, effectue rapidement travaux peint, décor., coordinat., ts corps d'état. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 et 893-30-02.

travail à domicile

Demande

SECRETAIRE DIRECTION confirmée frappe ts textes et manuscr. sur IBM. T. 051-44-49.

Frappe tous manuscrits
Travail soigné
Téléphoner au 358-31-50

information divers

L'Etat offre des emplois stables bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplômes.
Pour les connaître, lisez la revue FRANCE-CARRIERES (C-16) B.P. 402-09 PARIS
Documentation sur demande.

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réuss. entretiens, interviews.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 LE Chesnay.

représentation offres

IMPORTANT DISTRIBUTEUR MATERIEL ELECTRIQUE recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

- Formation ingénieur électro-mécanicien, qui aura pour mission de créer, développer, animer le département industriel régional.
- Poste basé à GRENOBLE.
- Déplacements dans les départements de SAVOIE - ISERE et HAUTES-ALPES.

Ecrire au DL nº 22.076 - B.P. 10X 38040 GRENOBLE.

VOUS AVEZ :
de l'ambition, du punch, le goût des affaires.
NOUS VOUS OFFRONS :
une situation d'ATTACHE COMMERCIAL dans une société à vocation financière.
Gains très importants et en fonction du poste.

TÉL. : 874-97-83.

proposit.com. capitaux

H. de terrain, 30 ans, autodidacte, réussite prouvée, disposant pet. capital, rech. ville activité dans secteur art, spectacle, loisir. YVIN, 11, rue des Ormes, 94220 CHARENTON.

POUR FINANCER
VOS ENTREPRISES
Si vous êtes déjà propriétaire de vos murs, nous pouvons vous aider.
GESTION FONCIERE DE PARIS
60, rue Saint-Georges PARIS-9e - Tél. 526-46-75

automobiles

5 à 7 C.V.

Particulier vend 10.500 F.
R5 T.L. 76
Visible à Paris. Tél. : 354-72-35.

8 à 11 C.V.

BMW 323 I 1979
état exceptionnel, 40.000 km.
TÉL. : 368-08-75.

divers

BREAK AMC RACER 1979
13.000 km, TOUTES OPTIONS. ETAT EXCEPTIONNEL

TOYOTA LAND CRUISER
bâché, Diesel, modèle 1980. 3.000 km, ETAT NEUF. CREDIT MAXIMUM.
TÉL. : 368-08-75.

représentat. demandes

DISPOSANT LOCAUX CENTRE PIETONNIER

AIX EN PROVENCE

EXPERIENCE TERRESTRE MARITIME CHERCHE REPRESENTER REGION BONNES COMPAGNIES

ASSURANCES

ENTRETIEN POSSIBLE PARIS SEPTEMBRE
Ecrire no 8843 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

demandes d'emploi

28 ANS
- Maîtrise d'enseignement/lettres modernes.
- Expérience : 7 ans surveillant d'externat.

CHERCHE EMPLOI

PROFESSEUR LETTRES MODERNES

de préférence dans premier cycle
- Etudierait toutes propositions :
  — SURVEILLANT.
  — CONSEILLER D'EDUCATION.
  — PROFESSEUR.

Ecrire nº 6.972 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

Jeune femme ayant fait des études d'histoire à la Sorbonne ; Travaillé 5 ans à la B.N.P. et effectué pendant un an un stage de Secrétaire Juridique à l'Université de Paris-I

RECHERCHE

PATRON SYMPA

capable de lui offrir un salaire décent, un travail intéressant, dans secteur Juridique ou autre.

Martine Cohonner - C.P. 90, rue de Tolbiac, 75013 Paris - Tél. 584-11-66, poste 303, ou 384-91-78.

J.H., 20 a., bac B, dég. obligat. milit., parl. cour. angl., bnes not. esp., désirent partir à l'étranger, rech. situation dans entreprise susceptible lui offrir perspectives d'avenir. Ecr. sous nº 60.576, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr.

J.H. cadre, 28 ans, D.E.S. droit et économie internationaux + licence, maîtrise anglais, expér. commerce extérieur import-export, cherche emploi - Tél. : 403-22-29.

DECORATRICE MAQUETTISTE Bilingue Anglais 12 a. d'expér. Spécialis. en P.L.V. de luxe, Vitrines de prestige.
Sér. réf., ch. poste de créatrice chez annonceur.
Ec. nº 2535 « Le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced 09.

J.H., 23 ans, recherche emploi Tech. BTS électronique Dég. O.M. Libre de suite. Tél. : 788-32-49, à partir 17 h.

F., 47 ans, capacité en droit responsable recouvrement créances d'assurances.
20 ans d'expér. Sté cciale, assurant secrétariat complet. Libre suite, cherc. poste stable. Mlle CADET, 52, r. des Caillots 93100 MONTREUIL.

Jne Fme CADRE ADMINISTRATIF, 34 ans. Anglais. 10 ans expérience gestion, budgets assurances, droit social et des Stés. Personnel, recrutement rech. post à respons. service du personnel ou secrétar. général. Ecr. nº 69.255 Contesse, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Directeur établissement cciel Moyen-Orient, 20 a. exp., tril. arabe, franç., ang., ch. travail France ou pays arabes. Ecrire Noureldine c/o Bidault 81, rue des Martyrs, 75018 Paris.

Jeune Femme SECRET. STENO-DACTYLO Assistante de Publicité presse. Cherche emploi stable. Tél. Le soir : 663-29-84 ou sam.

J. F., 26 ans. Niveau DECS, 6 ans expérience, cherche place comptable mi-temps. Tél. : 368-50-95.

J.F., sér., 21 a., exp. 2 a. milieu médical, rech. emploi stable, secrét., assist. ou médicale. Salaire minimum : 3.500 F. Tél. après 20 h. : 473-99-40.

H. 28 ans, 3e cycle physiologie, absorption intestinale, D. E. A. cardiologie, étudie ttes propos. Région Paris.
Ecr. Régie-Presse, nº T 021789 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

J. F., 24 ans, Bac E, D.U.T., ch. poste dans service Hygiène et Sécurité ou Radioprotection. Ttes régions. Ecrire LAUNAY, 4, avenue de la Sœur-Rosalie, Paris 13e, ou tél. : 990-92-57.

CADRE, 35 a., tril. angl. arabe, dipl. Ec. com., 9 a. exp. Export. Connais. marché M.-Orient + Af. Nord., cherche emploi Paris et rég. paris. Disp. pr dép. étr. Ecr. nº 2557 « le Monde » Publ. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

J.F., 29 a., bil. angl., 6 a. enseig. France et étranger, exp. édit., journalisme, conn. dactylo, ch. emploi presse, rédaction, traduction, étudie ttes propositions. 271-33-47, le mat. ou après 18 h.

Bilingue allemand, habituée aux responsabilités, 10 ans expér. Publicité - Presse - Organisat. Foire - Exposition SECRETAIRE de DIRECTION rech. poste à temps partiel Tél. : 647-42-46

Cadre Financier 59 ans 1/2, spécial. financ., assur., export, anglais, rech. situation. 630-10-64

Dame soixantaine, exc. présent. Très bonne orthographe Sachant rédiger. Bonne dactylo. Habitude téléphone rech. emploi mi-temps, de préférence chez MEDECIN ou AVOCAT. Ecr. s/nº 599 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

33 ans, FORMATEUR expérim. Diplômé de l'Enseign. Supérieur offre Prestations de Service Enseignem. - Animat. - Conseil (Compt. - Econ. - Stat. - Inf.). Téléphoner au 628-53-26

J.F. Lic. expérience pédagogique. Anglais et français langue étrangère cherche poste rentrée toutes régions. Etudie toutes propositions - (6) 905-42-77

CHIRURGIEN Spécialiste multidisciplinaire, 43 ans, haut niveau professionnel et enseignement. Exclu de la carrière hospitalière française par le MANDARINAT, recherche pour accomplir sa vocation un travail chirurgical avec responsabilité humaine, hospitalière et d'enseignement quel que soit le pays, y compris la France, à condition que les propositions soient correctes à tout point de vue. Disponible immédiatement, s'installera avec sa famille. - Téléphoner au : 16 (26) 64-60-97, ou écrire sous nº T 021.817 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris

---

J.H. 29 ans, Maîtrise Philo Conn. anglais, italien, dactylo, bonne présentat. Libre de suite. Etudierait toutes propositions. 327-04-67

---

23 ans, admissible agrégation Maths, ch. mi-temps enseign., 2e cycle de préférence expér. pédag. - Ecr. : J.-P. BOTH, 31, rue Candier, Paris (5e)

Univers, 2e année, DEUG III, Bac C, accept. ttes propositions étranger, préfér. enseignement. D.B., 27, avenue Hoche, 94210 La Varenne

---

DIRECTEUR COMMERCIAL ET ADMINISTRATIF

42 ans, spécialiste vente directe (10 ans), V.P.C., coupon-réponse, publicité, à créer, recruter, former, animer, gérer, force de vente de 100 à 300 V.R.P. et cadres. Etudes universitaires : anglais, arabe, cherche société française ou étrangère en création ou à remonter. Etud. ttes propositions, ts produits. A gagné + de 200.000 F/a. Ecrire sous le nº 8.641, à : PUBLIFOP 29, rue Bleue, 75009 Paris, qui transmettra.

HOMME 32 ans

6 ans Chef des Ventes, presse périodique, grande expérience gestion abonnement, publi-postage, opération promotionnelle, salon, etc.
CHERCHE EMPLOI
Ecr. nº 6974, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09

EXPERT COMPTABLE

35 ans, collaborant ds cabinet Conseil, Disponible 1 jour/sem. Etud. ttes propositions. Ecrire nº T 021.822 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

CADRE 35 a., dipl. école comm., 9 ans expér. EXPORT, connais. marché Moyen-Or. + Afr. Nord, ch. empl. Paris, Région paris. Dispon. pr déplacem. étranger. Ecr. nº 2557 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced 09.

Secrétaire de direction, 22 ans, dipl. études supér.+CPSS/Paris, connais. angl., exp. 1 an, rech. poste mi-temps ou temps partiel, stable, à Reims.
Ecr. nº 8823 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced 09.

Cadre de direction ICG accept. situation à mi-temps ds entrep. moyenne pr gestion de la trésor., relations avec les banques et organismes, etc. Possibilité d'avances en compte courant. Ecr. nº 2539 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced 09.

CADRE BANQUE

Form. sup. et techn.
Exp. prof. approfondie Secrétariat général. Inspection. Audit. Engagements. Opérations Etranger. C. des Changes. Personnel. Formation rech. situation secteur bancaire. Ecr. Nº 2563 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

DIRECTEUR GENERAL (40 a.) filiale Sté Française à l'étranger commercialisation biens équipements et produits industr. Expér. Moyen-Orient et Afrique. Rech. direct. générale ou comm. Statut expatrié souhaité. Ecr. nº 2548 « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced 09.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

L'immobilier

Immobilier (information) Immobilier (information)

appartements vente

1er arrdt.

PALAIS-ROYAL de petit immeuble charme asc. 4 appts 2 et 2 pces restaurés et aménagés. 261-16-50.

2e arrdt.

OPÉRA : 261-06-50. Pptaire vd : studios, 2 et 3 p. aménagés dans bel immeuble rénové. Calme, soleil.

4e arrdt.

Près pl. Vosges, 5, rue Béarn **135 m2. Px 1.400.000 F.** 4 m ss plafond EXCLUSIVITE Ce jour : 15 h 18 h. 550-34-00.

5e arrdt.

DAUBENTON - 354-42-79 Séjour + 2 chbres, asc., park. **VUE** MOSQUEE JARDINS

6e arrdt.

RUE BREA DANS LUXE RENOVATION 2 P. cuis., w.c., bains, à partir de 490.000 F - Tél. : 522-95-20.

VANEAU. Dans imm. pierre de taille. BEAU 3 P. cuis, bains, chf. cent. Ref. neuf. 580.000 F. URGENT. Téléphone 825-75-42.

RUE DES BEAUX-ARTS Très belle restauration, vue sur jardin. Calme. Très clair. Appts 3 à 5 p. 261-16-50.

MONTPARNASSE, rue privée. **80 m2 + TERRASSE.** Récent. Luxueux. 1.300.000 F. EXCLUSIVITE. 550-34-00.

8e arrdt.

EXCEPTIONNEL **SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE** 2 P. entrée, cuis., s. d'eau, wc, cave. Belle décoration. CALME. 340.000 F. - 603-27-51.

MIROMESNIL Luxueux 5-6 pces Moderne. 1er étage, grand cft. Sur parc. Etat impeccable. Parking. MICHEL et REYL. 265-90-05.

10e arrdt.

950.000 F. 151 m2 - 6 PIECES

Dont 4 chbres, 2 bns modernes, 2 WC, cuis., chauff. central. Appt de caract. Etat neuf, moquette. Bel imm. avec asc., concierge, tapis escal. Voir Voir ppire 5, bd Magenta, mercredi, jeudi, 14 h. 30 à 19 h.

14e arrdt.

MAINE-MONTPARNASSE dans très belle rénovation **2 DUPLEX** de caractère aménagés av. luxe (poutr., cheminée, marbre, asc.) EUROVIM PROPRIETAIRE (Agence acceptée) 555-92-72.

GAITE MONTPARNASSE dans restauration de qualité **3 GRANDS STUDIOS** Très gd cft, pied-à-terre ou placement de choix. Le Pptaire ENROVIM - 55-92-72.

POUR VOUS QUI RECHERCH. DANS LE CENTRE DE PARIS **1 MAISON PARTICULIÈRE** Je propose, à proximité du Mo ALESIA, dans environnem. calme et provincial. BELLE MAISON PARTICUL. Epoque 1925 avec 4 chbres et atelier PARFAIT ETAT. Conviendrait à grde famille, artiste ou profession libérale. EXCELLENT PLACEMENT. Vous pouvez me contacter à partir du 3 septembre. Serge KAYSER - 329-60-68.

15e arrdt.

129, r. SAINT-CHARLES, calme, soleil, appt 3/4 p., sympathique, cuis. éq., s. de b., douche, w.c. Px 516.000. Vis. 3 et 6, 14 à 19 h.

16e arrdt.

SPONTINI. Appartem. d'angle lumineux, 270 m2, magnifique réception, 4 chbres, bel imm. TRANSEIL. Téléph. : 325-10-56.

HENRI-MARTIN (près). Tr. bel appart 300 m2, 3 s. de b., 2 ch. de service. Installat. luxueuse. Ecr. no 2.559 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced 09.

BOULEVARD SUCHET (Bans voie privée) 90 m2 - Dble living + 2 chbres. GARBI - Téléph. : 567-22-88.

PTE D'AUTEUIL Bel immeuble pierre de tail. Rez-de-ch. s/large bd, très beau stud., alcôve, gde ent., cuis. éq., bns, sol., impec. Prof. lib. poss. H. LE CLAIR - 359-69-36

TROCADERO. Charm. DUPLEX TERRASSE, gd liv., 3 chbres, 2 sanit. Doressay : 548-43-94.

IENA Immeuble récent 2e étage sur rue Sél. + 1 chbre, cuis., s. de bs + douches, parking, balcon 65 m2. Sur place le 3 de 13 h à 17 h : 22, rue Georges-Bizet

19e arrdt.

PARC BUTTES-CHAUMONT (200 m.), charm. studio ref. nf, tt cft, tr. bon placem. garantie. LE PROPRIETAIRE - 555-92-72.

78 - Yvelines

A 80 m. PARC de VERSAILLES. Beau séjour - 2-3 chambres. A SAISIR - Prix 490.000 F. MAT IMMOBILIER - 953-22-27.

92 Hauts-de-Seine

Idéal célibataire, couple seul, appartement 72 m2, décoration soignée avec poutres, moquette, tissus, belle terrasse 25 m2, soleil. Limite Neuilly-Levallois. 800.000 F. Tél. : 255-01-44 h. b.

BOULOGNE. Beau studio, imm. récent - Jardin privatif - Tél. - Tout conf. Tél. 720-90-64 matin.

94 Val-de-Marne

VINCENNES. Mo Bérault, côté bois. Part. vd réc. 3 p., cave, box. 700.000 F. Pagny 007-05-72 heures bur. : 374-30-72.

95 - Val-d'Oise

Pontoise. Sup. duplex, soleil. Vue 120 m2 + terr., cuis. équip. Garage. 440.000 F 229-52-98.

Province

APPTS : 2.200 F le m2 dans immeubles récents, exon. imp. fonc. Av. prêt du Crédit fonc. de France à 4,75 %. Revenu. JOLY, 29, pl. St-Sauveur, CAEN. Tél. (31) 86-28-12.

appartem. achat

PAIE COMPT. CHEZ NOTAIRE. ACHETE 2 à 4 pces, Paris, bon quartier, avec ou sans confort. Mme LEULIER T. 261-68-81, ou téléphoner le soir 900-84-25.

A NEUILLY-s-LE-BOIS, je désire acquérir 160 à 250 m2. Ecr. à PASTEYER, l'antiquaire en immeubles, 7, r. d'Aguesseau Paris (8e) qui visitera pour moi après le 7 septembre.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e pour bons clients appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

VENDEZ BIEN CONSULTEZ **DORESSAY** 548-43-94

Rech. APPTS 2 à 4 P. Paris, prét. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou ss travx. Paiem. COMPTANT CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-22-55, même le soir.

POUR VENDRE votre appartement à Paris **GRIMALDI FRANCE** 124, bd Haussmann - Paris-8e. **TÉL. : 522-32-64.**

constructions neuves

S/PIAZZA BEAUBOURG face Centre Pompidou luxueux 4/5 pièces 150 m2 + parking. Immeuble neuf. Livraison immédiate. **OFIBA. TÉL. : 296-53-07.**

bureaux

VOTRE SIEGE A PARIS de 80 F à 250 F par mois CONSTITUTION DE SOCIETES G E I C A 56 bis, rue du Louvre, PARIS 2e Tél. 296-41-12 +

ILE DE LA CITÉ QUAI AUX FLEURS Pptaire vd directement bureaux libres en toute ppté. 9 P., 200 m2, situation exceptionnelle. Vue sur Seine Prix : 1.700.000 F. Tél. : 887-08-21.

Votre SIÈGE SOCIAL BURX MEUBLES - TELEX PARIS 8e - 9e - 15e. **CONSTITUTION DE STÉS** Prix compét., délais rapides. **ASPAC : 281-18-18 +.**

Votre SIÈGE SOCIAL AV. SECRETARIAT TELEPH. CONSTITUTION DE SOCIETES ACTE s.a., PARIS 261-80-80 MARSEILLE (91) 93-11-13.

ARTS-ET-MÉTIERS 3 p., 1.600 F C.C. - 278-25-60.

A LOUER **PLACE PALAIS-BOURBON** imm. de prestige à usage bureaux, superficie 750 m2 DISPONIBLES. AGENT EXCLUSIF VALORIAMMO S.A., 140, boulevard Haussmann, 8e, 562-11-15.

locations non meublées Offre

Paris

CARDINAL-LEMOINE Confort - STUDIO 30 m2. Poutres, téléphone. Refait. 1.500 F c. c. - Tél. 278-77-63.

Av. de St-Mandé. Part. loue à P. liv. dble + 2 ch., bel. récept. Gd standg. 120 m2, tél., 2.600 F + ch. Reprise justifiée 35.000 F. 307-77-87, mardi soir, merc. mat.

RUE DE LA TOUR Beau 5 p. 140 m2 tout confort. 2 bains. 4e étage. Prof. libér. 5.500 F - SOFICOP au 766-82-74.

GID LOUE Administrateur de biens 281-33-35/34, 10 à 20 h Appts vides 1-2-3 pièces tt confort Paris-banlieue
9e Le Peletier, 3 p., 50 m2, anc., tt cft, tél., 1.900 + ch.
11e Voltaire, 4 p., 80 m2 réc., tt cft, 2.400 F + charges + Studio, anc. cft, 1.200 + ch.
13e Stud. cft, balc., tél. 800+ch.
17e Pl. Clichy, Stud. 1.000+ch. 2 p. anc., cft, 1.250 + ch.
18e Mairie, Studio réc. tt cft, téléph., 1.000 F + charges
19e Laumière, Studios réc. tt cft, stand., 900 F + charg. + 2 pièces, balc., park., tout confort, 1.250 F + charges + 3 pièces, balcon, park., tout confort, 1.800 F + charges.
BOULOGNE BOIS, réc. 2-3 p., 70 m2, tt cft, balcon sur jardin, téléphone, 2.400 F + charges. Domicile : 257-61-62 ou 89

PRES SAINT-DOMINIQUE **2 PCES** cuis. équipée, 1.900 F, ch. compris. 580-64-49.

locations non meublées Demande

Paris

Association rech. logements pour étudiants. Téléph. entre 17 h. et 18 h. au 260-98-86

EMBASSY-SERVICE recherche pour LOCATION ou ACHAT du studio au 6 pièces Paris et villa en banlieue Ouest. 8, av. Messine (8e) - 562-78-99.

P. à P. recherche appt tr. bon état, calme, même occupé, vue location, dans 4e, 5e, 6e ou 7e, 50 à 60 m2. - Tél. après 18 h. : (19-32-14) 58-93-60

PPTAIRES LOUEZ SS FRAIS SOUS 48 H. VOS APPARTEMENTS. 261-53-88

J.H. ch. chbre ou appt à partager dans 1er, 5e, 6e, 12e, 13e, 15e. Tél. apr. 19 h, 706-33-16

INTERNATIONAL HOUSE **LOYERS GARANTIS** rech. 1 à 6 pièces pour banques et ambassades - 705-54-78.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons tles banl. Loy. garantis 5.000 max. - 283-57-02.

locations meublées Offre

Paris

JASMIN, calme, bel appartem. familial, réception, 3 chambres, tt conf. Prix 4.900 F - 229-52-98.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PIECES, LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. Tél. : 285-11-08.

Etudiant préparant entrée Ecole Vétérinaire rech. pour rentrée septembre : chambre ou studio (prix modéré), Paris 13e (pl. d'Italie ou porte d'Italie) de préférence et/ou 14e. T. : (16) 65 36-00-11 ou écr. S/no 6973, « le Monde » P., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.

Boutiques

Bon 18e arr. je vends murs de boutique (libre ou occupé), tr. bon placement garantie le pptaire (ag. acceptée). 555-92-72.

fonds de commerce

LA GRANDE-MOTTE face au port snack - bar - glacier terrasse 200 places. Cocktail lounge, licence IV, établissement de luxe, ouvert toute l'année, important C.A. prouvé, à vendre cause départ. Tél. 16 (67) 56-61-73/56-61-09.

Ds village tourist. du Vaucluse, bail à céder. Conviendrait brocante, objets d'art populaire, cadeaux. Urgent cause départ. Téléphoner : 16 (90) 72-04-44 ou 16 (90) 32-07-63.

locaux commerciaux

RUE DU MORVAN Local commerc. 75 m2 possib. 220.000 F - Téléph. : 354-06-03.

immeubles

Important groupe immobilier achète directement avec paiment compt. immeuble libre même avec très gros travaux PARIS ou très proche BANL. EUROVIM 555-92-72.

villas

COLOMBES RESIDENTIELLE style Mansart, 6 pièces, 180 m2 gard. 3 pces. Jardin 1.000 m2. prévoir travaux. Tél. 242-80-77.

viagers

Boulogne, près Mo, appart. nf, 6e ét., 40 m2, occupé. 33.000 F, 2.500 F rente. LODEL, 355-00-44.

Région MONFORT-L'AMAURY, propriété 5 pièces + grenier aménageable - 1.518 m2 parc, occupé. 230.000 F - 3.500 F rente. LODEL, tél. : 355-00-44.

+ de revenus — d'impôts expertise discrète gratuite indexation. Etude LODEL, 35, boul. Voltaire - Tél. 355-61-58.

FONCIAL VIAGERS 19, boul. Malesherbes 266-32-35 - Spécialiste 41 ans d'expérience Etude gratuite, rente indexée

propriétés

A VENDRE HAUTE-LOIRE, 26 km LE PUY envir., près MEZENC, maison rénovée, 6 pièces, dépendances, TERR. 4.600 m2 envir. Libre.

LOZERE, région GEVAUDAN, dans village non isolé, maison 7 pièces + dépendances. TERR. 3.000 m2. Confort, vue très dégagée.

AGENCE IMMOBILIERE HENRI VINAY 34, place du Breuil, 43000 LE PUY Téléphone : (71) 02-65-10.

BELLE DEMEURE 1 h. 30 PARIS SUD 10 pièces, conf., parc 31.000 m2. 1.000.000 de F - (86) 63-64-39.

SORTIE AUTOROUTE A 4 proximité R.E.R. 15' Centre de Paris **BELLE VILLA** parfait état, sur 2 niveaux, gar. 2 voit., jardin paysagé. Cadre agréable. Tél. le matin : 901-05-14 ou 728-90-64

6 km du LAVANDOU (Var) URGENT. Particulier vend MAS PROVENÇAL tt confort, parf. état. Terrain 1.000 m2, habitation 145 m2 sur 2 niveaux : r.-d.-c. : studio + salle d'eau + w.-c. + kitchen. 1er étage : séjour + 1 chambre, + gde terrasse + patio + cuis. + salle de b. + w.-c. Jardin entièrement aménagé. Vue imprenable sur mer et île du Levant. Comptant 1.500.000 F. Ecr. no 69.572 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris q. fr.

100 km de PARIS Particulier vend (près de Château-Thierry) presbytère XVIIIe, 200 m2 habit., poutres apparent., gde cheminée, four à pain, chf. électr., tout conf., tél., dépend., sur jdin clos 1.100 m2, 630.000 F. Visite W.-E. Tél. en semaine : (1) 886-31-20 entre 20 h. et 22 h. ou vendredi : (23) 71-93-31.

domaines

Suis acheteur vaste DOMAINE Bois et plaines. 250 km maxi sud Paris. Ecrire no 200633 ORLET, 136, aven. Ch.-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-S/SEINE.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente Palais Justice Versailles (78) 24 septembre 1980, à 10 h.
PARC. TERRE FRICHE 39 a 70 ca
MONTESSON (78) « Chemin de Houilles »
Mise à Prix 50.000 F.
S'adresser à **Me SILLARD, avoc., 950-02-99,** 70 bis, bd de la Reine, Versailles (78).

Vente Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 16 septembre 1980 à 13 h 30
11 GARAGES (PARAISSANT RÉUNIS EN UN LOCAL COMMERCIAL)
à MONTREUIL-SOUS-BOIS
22 ter à 24, rue de la Défense et 122 à 126, rue Pierre-Curie
MISE à PRIX : 110.000 Francs
S'adr. à Me Bernard de SARIAC, Avocat à Paris, 70, av. Marceau. T. 720-82-38. à Me ENNEQUIN, Avocat à PARIS.
PRET possible du Crédit Foncier de France et de la Grindlays Bank S.A.

VENTE sur licitation au Palais de Justice de Paris, le LUNDI 22 SEPTEMBRE 1980, à 14 heures - EN 10 LOTS
à PARIS 3e arrt, 24, rue du POITOU

1er Lot : LOGT 4e étage. Lot no 18 du R.C. Bât A, escal. 2, compr. entr., séjour, s. à m., ch., cuis., débarr. au 2e ét. bât. A, CAVE no 8 bât. A, esc. 4 s/sol, w.-c., bât. A, esc. 2, 2e ét. MISE A PRIX : 17.500 FRANCS

2e Lot : LOGT 5e étage. Lot no 23 du R.C. Bât. A, esc. 2, compr. entr., salon, cuis., 2 débarras au 5e ét. bât. A, escal. 2, 2 CAVES bât. A, escal. 4 et A, au sous-sol, un w.-C. bât. A, escalier 2, 1er étage. MISE A PRIX : 12.500 FRANCS

3e Lot : LOGT 2e étage. Lot no 111 du R.C. Bât. B, esc. 3, compr. séjour, 2 ch., cuis., w.-c. au 3e ét. bât. B, esc. 3, CAVE sous-sol bât. B, escalier 3. MISE A PRIX : 18.000 FRANCS

4e Lot : LOGT 3e étage. Lot no 113 du R.C. Bât. B, esc. 3, compr. séjour, ch., cuis. CAVE bât. B., escal. 3 s/sol. MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

5e Lot : LOGT 3e étage. Lot no 114 du R.C. Bât. B, escal. 3, compr. séjour, ch., cuis., bât. B. escal. 3, 3e étage. CAVE bâtiment B, escal. 3 s/sol. MISE A PRIX : 16.250 FRANCS

6e Lot : LOGT 3e étage. Lot no 116 du R.C. Bât. B, escal. 3, compr. séj., 2 ch., cuis. CAVE bât. B, escal. 3 s/sol. MISE A PRIX : 18.750 FRANCS

7e Lot : LOGT 4e étage. Lot no 120 du R.C. Bât. B, escal. 3, compr. séj., ch., cuis. CAVE bât. B, escal. 3, s/sol.

8e Lot : W.-C. no 4 - 9e Lot : W.-C. no 8 - 10e Lot : W.-C. no 12. Bâtiment A, escal. 1 - Bât. A, escal. A, 3e ét. - Bât. A, escal. A, 3e ét.
MISE A PRIX : 1.000 FRANCS chaque Lot

Tous les lots vendus sont loués
S'adresser à 1) Me J. LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli, Paris-1er, tél. 260-20-49 ; 2) Me G. LAURIN, avocat, 10, rue de l'Isly, Paris-8e ; 3) Me J.-M. GARNIER, syndic, 63, boulevard Saint-Germain, Paris-5e ; au Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de Paris, où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.
PRET POSSIBLE du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

Vente sur Conversion de saisie-immobilière en vente volontaire au Palais de Justice à Paris, le lundi 22 septembre 1980 à 14 heures - En cinq lots
à PARIS 20e, 61 bis, rue Planchat

1er Lot - UN LOGEMENT au 3e étage, pte gauche, compr. entrée, s. d. séjour, 2 ch., cuisine. Lot no 15 du R.C. et 716/10.000e pties com. générales. Une cave no 1, lot no 20 du R.C. et 7/10.000e des pties communes. OCCUPE Mise à Prix : 40.000 francs.

2e Lot - UN LOGEMENT au 4e étage, pte droite, compren. entrée, s. d. séjour, ch., cuisine et débarras, w.c., lot no 17 du R.C. et 658/10.000e pties com. générales. Une cave no 8, lot no 27 du R.C. et 8/10.000e des pties communes. OCCUPE. Mise à Prix : 45.000 francs

3e Lot - LOCAL COMMERCIAL rez-de-chaussée, limite sép. gche, compr. salle de café, cuis., w.c., lot no 1 du R.C. et 762/10.000e pties com. générales r.-de-ch. 2e pte dte local no 4 du R.C. et 221/10.000e part. com. gén. Cave no 11, lot no 30 du R.C. 52/10.000e pties communes. OCCUPE. Mise à Prix : 60.000 francs

4e Lot - UN LOGEMENT 1er ét. pte gche, compren. entrée, s. d. séjour, ch., cuis., s. d'e., w.c., lot no 7 du R.C. et 678/10.000e part. com. gén. Cave no 13, lot no 32 du R.C. et 8/1.000e parties communes. OCCUPE. Mise à Prix : 55.000 francs.

5e Lot - UN LOGEMENT au 2e étage pte face compr. entrée, s. d. séjour, 2 ch., cuis. Lot no 10 du R.C. et les 651/10.000e des parties com. générales. Une cave, lot no 35 du R.C. et les 3/10.000e des parties communes. OCCUPE - Mise à Prix : 40.000 francs.

S'adres. à Me J. LYONNET DU MOUTIER, Avocat à Paris, 182, r. de Rivoli, tél. 260-20-49. Me CONSTENSOUX, Avt, 114, av. de Wagram. Me MEILLE, Syndic, 79, rue du Temple à Paris. Au Greffe des Criées du T.G.I. de Paris où le cahier des charges est déposé. S/lieux pr visiter.
Prêt possible du Crédit Foncier de France et de la Grindlay's Bank S.A.

VENTE SUR CONVERSION AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS LE LUNDI 22 SEPTEMBRE 1980, à 14 heures - EN 2 LOTS
UNE PIÈCE avec douches et W.-C.
dans l'immeuble sis au 16, rue des Martyrs, au troisième étage
à PARIS 9e arrondissement
Mise à prix : 50 000 F.
UN APPARTEMENT DE 2 PIÈCES
au sixième étage de l'immeuble sis 8, rue Emilio-Castelar, avec cave
à PARIS 12e arrondissement
Mise à prix : 60 000 F.
S'adresser à : 1o) Maître Jean-Claude BOUCTOT, Avocat à Paris (5e), 87, boulevard Saint-Michel - Tél. : 634-11-42. Paris (2e) - Maître Guy BOUDRIOT, Av., 55, boulevard Malesherbes, à Paris (8e). Tél. : 522-04-36.
Prêt possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

Vente sur Surenchère du Dixième au Palais de Justice de VERSAILLES le Mercredi 17 Septembre 1980 à 10 heures
DIVERS BATIMENTS A CHAMBOURCY (78)
à usage de bureaux, à usage d'habitation avec hangar au lieu dit « La Bretonnière », rue du Chemin-Vert.
MISE à PRIX : 572.000 Francs
Pour tous renseignements, s'adresser à Me GUEILHERS, Avocat, 21, rue des Etats-Généraux à VERSAILLES (78). Tél. : 950-02-62.

Vente Palais de Justice de BOBIGNY, le 18 septembre 1980, à 13 h 30
BOUTIQUE ET 8 LOGEMENTS
à BAGNOLET (SEINE-SAINT-DENIS)
65, RUE MARIE-ANNE-COLOMBIER
EN 9 LOTS AVEC FACULTE DE REUNION
Mises à prix : 1er lot : 20.000 F. - 2e lot : 15.000 F. - 3e lot : 20.000 F. 4e lot : 20.000 F. - 5e lot : 15.000 F. - 6e lot : 20.000 F. - 7e lot : 15.000 F. 8e lot : 20.000 F. - 9e lot : 20.000 F.
S'adr. Me Bernard de SARIAC, Avocat, 70, av. Marceau, Paris. Tél. 720-82-38
PRET possible du Crédit Foncier de France et de la Grindlays Bank S.A.

Le Monde

équipement

LA GESTION DE L'EAU

Au congrès international des distributeurs à Paris

Problèmes de robinets

Le treizième congrès international de l'Association des distributeurs d'eau a commencé ses travaux lundi 1er septembre à Paris. Deux mille cinq cents spécialistes venus du monde entier participent à cette manifestation qui doit se clore le 4 septembre.

L'eau n'est plus depuis longtemps un don du ciel, inépuisable et gratuit. Ressource essentielle pour la vie quotidienne, mode de transport, liquide de refroidissement, matière première pour l'agriculture et l'industrie, elle est aujourd'hui revendiquée par une multitude d'utilisateurs. Il faut donc la répartir, la traiter avant de la distribuer, l'épurer avant de la rejeter, la recycler pour éviter le gaspillage.

Ces opérations ont donné naissance à des *structures administratives* et à des entreprises *industrielles* d'année en année plus importantes. Entreprises de travaux publics qui construisent des retenues, sociétés de distribution, fabricants de tuyaux, constructeurs de stations d'épuration constituent un secteur industriel qui représente 1 % de l'activité économique française. Le chiffre d'affaires des firmes de distribution et d'assainissement s'élève à *14 milliards de francs*. Le secteur « eau » fournit *soixante mille emplois*, dont la moitié dans des firmes privées.

Les investissements ne sont pas moins impressionnants. Certes, l'adduction d'eau est à peu près achevée partout mais il faut déjà prévoir le renouvellement des 110 000 kilomètres de canalisations urbaines dont 60 % datent d'avant guerre. A raison d'une station d'épuration par jour, la France dépense actuellement 3,5 milliards de francs par an pour nettoyer les effluents des *villes* et des usines. Si l'on veut qu'en l'an 2000 *toutes les rivières soient* propres, il faudrait investir chaque *année 1 milliard de francs* supplémentaire.

Tout cela se retrouve évidemment sur la facture du consommateur. N'y figurait autrefois que le prix, fort minime, du mètre cube d'eau distribué au robinet. Depuis 1968 il est devenu obligatoire d'y joindre le coût de l'épuration. Cette adjonction a provoqué le doublement des factures. Les Français ont ainsi pris conscience qu'il leur fallait désormais assumer la charge du cycle complet de l'eau.

Cette charge a jusqu'ici *suivi* la hausse du coût de la vie mais elle va *s'alourdir*. *Les professionnels* prévoient que dans les vingt ans qui viennent le prix de l'eau va *tripler en francs constants*. Nous voici donc devant une nouvelle réalité : l'eau sera de plus en plus chère. Il faut donc l'économiser. Les industriels s'y emploient, les distributeurs aussi. Mais ils avouent que sur les cinq milliards de mètres cubes d'eau potable qu'ils expédient après traitement dans les réseaux d'adduction, le quart n'arrive jamais aux robinets. *Les fuites en sont* la cause. Une partie des travaux *du congrès international* sera consacrée à cette plaie de la distribution. Elle est, semble-t-il, très difficile à guérir. L'eau ne se maîtrise pas aussi facilement que l'on pense.

Un autre thème de ce treizième congrès sera l'aide aux pays en voie de développement. *L'eau* y est souvent en quantité insuffisante *et plus fréquemment* encore de mauvaise qualité. Selon l'Organisation *mondiale* de la santé elle est le vecteur de 80 % des maladies. C'est pourquoi les Nations unies ont décidé de lancer à partir de cette année la décennie internationale de l'eau. Objectif : apporter l'eau potable à la majorité des habitants de la planète. Effort immense si l'on songe que, actuellement, plus de 60 % des citoyens des pays du tiers et du quart-monde *ne bénéficient* d'aucun système d'adduction. Pour *équiper* leurs villes *et* leurs villages il faudrait dépenser chaque année 200 milliards de francs. Et ce n'est qu'une première étape. Car on sait bien qu'après avoir distribué l'eau il faut un jour ou l'autre la récupérer dans des égouts et la traiter dans des stations d'épuration. Dans ce nouveau marché, non moins immense que le premier, notre secteur industriel du traitement des eaux aurait une place à prendre.

M. A.-R.

● *Pour un statut uniforme des distributeurs d'eau.* — A l'occasion du congrès de l'Association internationale des distributeurs d'eau, réuni actuellement à Paris, la fédération C.G.T. des services communaux a appelé les salariés de ce secteur à se rassembler le mercredi 3 septembre devant le Palais des Congrès pour réclamer l'ouverture de négociations au niveau national. Les deux organisations protestent contre *« la privatisation croissante »* de la distribution d'eau et réclament un statut uniforme pour plus de quarante-cinq *mille agents* qui sont assimilés soit aux collectivités *locales* soit *aux agents* de l'E.D.F. ou des travaux publics.

CIRCULATION

CORRESPONDANCE

L'autoroute et son péage

Le point de vue de M. Charles Rickard, président de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (le Monde du 31 juillet) *et la réplique de M. Louis Besson, président du conseil général de Savoie et député socialiste* (le Monde du 7 août), *ont suscité de nombreuses réactions parmi nos lecteurs.*

Passez par l'Allemagne...

M. Erich Ploog, de Freiburg, en Allemagne fédérale, nous écrit :

C'est avec surprise et consternation que j'ai lu l'article de M. Charles Rickard « Le péage, c'est l'équité ». Je pense, au contraire, que c'est le système le plus *inéquitable qui puisse exister* dans ce domaine, et cela pour plusieurs raisons :

1) Permettez-moi de commencer par le point de vue de l'usager étranger des autoroutes françaises que je suis. A la différence de M. Rickard, je ne trouve pas particulièrement équitable de demander à « nos amis hollandais, belges et allemands » de payer le péage sur les autoroutes françaises, tandis que les touristes et les camionneurs français utilisent les autoroutes hollandaises, *belges et allemandes* gratuitement. Pour l'Allemagne, ce système a pour conséquence particulière le fait que la plupart des touristes et camionneurs hollandais et belges, qui se rendent dans le midi de la France, empruntent les autoroutes allemandes du nord jusqu'au sud pour éviter le plus possible le péage français.

2) En France même, ce système pénalise, et cela doublement, les régions les moins développées : d'abord, parce que les autoroutes y sont construites plus tard que dans les régions privilégiées, et puis *parce* qu'elles doivent payer leur utilisation plus chère. (...)

3) *Le système des péages n'est* pas seulement inéquitable ; il est aussi dissuasif, de sorte qu'il y a toujours beaucoup de camions qui, pour économiser le péage, préfèrent les routes aux autoroutes et continuent de cette manière d'être une nuisance pour les villages qu'ils traversent.

4) L'opinion de M. Rickard, selon laquelle le financement des autoroutes ne serait possible que par deux voies seulement — paiement du péage par l'utilisateur ou paiement par le contribuable en *général* — est erronée. *Il y a* une troisième voie, c'est le financement par les taxes perçues sur l'essence et le gazole. Cette solution est en tout cas plus équitable qu'aucune autre, car ce serait uniquement l'utilisateur de la voiture et du camion qui payerait, et c'est lui aussi qui est en même temps susceptible d'utiliser les autoroutes.

Le libre choix de l'usager

M. Louis Ulrich, conseiller général du Haut-Rhin fait quant à lui remarquer ceci :

L'autoroute A 36 dont a parlé M. Rickard, P.-D.G. de la S.A.P.R.R., présente dans le département du Haut-Rhin, à la hauteur de la ville de Mulhouse, la particularité d'avoir un tronçon est *(vers la République fédérale)* sans péage, un tronçon ouest *(vers les Vosges) soumis à péage*. Cette situation permet de dire aux *habitants de notre région que nos* voisins allemands sont mieux traités *que nous-mêmes*.

Par ailleurs, M. le ministre Le Theule, *que j'ai sollicité pour lui* demander soit qu'on abandonne le péage sur ce dernier tronçon, soit qu'on aménage convenablement la route nationale 466 qui lui est parallèle, m'a répondu qu'il ne changera rien à la présente situation. En effet, il estime que l'apport financier de l'Etat en faveur de l'autoroute ne permet *plus d'aménager les tronçons* de voirie nationale qui feraient double *emploi*. Par ce moyen, il veut forcer les usagers à emprunter l'autoroute à péage, alors qu'il y a quelques années le même ministre *prétendait* encore laisser à l'usager le libre choix entre autoroute à péage et route nationale.

LE PROJET DE CENTRALE NUCLÉAIRE EN AUVERGNE

L'Allier peut-il rester une rivière sauvage ?

De notre envoyé spécial

Vichy. — On peut dire que cette fois les choses n'ont pas traîné. A la fin de l'an passé, *Michel Debatisse*, président du conseil économique et social d'Auvergne, lance une idée : pourquoi sa région serait-elle l'une des rares à ne pas profiter du programme nucléaire accéléré lancé en 1974 ? On s'étonne, on sourit, puis on s'émeut.

M. Maurice Pourchon, le jeune président socialiste du conseil régional, est hostile à cette éventualité. Sûr de sa majorité de *gauche*, *il organise un débat* et fait rédiger un rapport par ses amis. Conclusion du rapport : non à la centrale, mais oui au développement de nouvelles énergies, comme la géothermie. Mais, au moment du vote, la minorité présidentielle et les communistes font bloc. Ils rejettent les propositions socialistes et se prononcent pour la centrale.

Le gouvernement saisit la balle au bond et annonce que des études *vont* être lancées pour dénicher un site. Celui-ci ne peut se trouver que sur les bords de l'Allier, entre Pont-du-Château — non loin de Clermont — et Nevers, au confluent avec la Loire. Nécessité du refroidissement oblige. Quatre réacteurs qui tournent rond évaporent en quatre mois d'été *la bagatelle* de 35 millions de mètres cubes d'eau.

Du coup, sur les 400 kilomètres du cours de l'Allier, on ne parle *plus que* de cela. La centrale sera-t-elle près de la petite cité industrielle de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), au confluent de la Dore et de l'Allier ? Mais le site, merveilleusement sauvage, abrite à la fois une réserve nationale de gibier d'eau et la station de pompage de la ville. En outre, Vichy, avec ses sources thermales et son vaste plan d'eau récréatif et sportif, est à moins de 15 kilomètres en aval. Déjà le maire, le docteur Jacques *Lacarin* (U.D.F.), demande grâce pour sa *station*.

Alors installera-t-on les dômes *des réacteurs* et les *gigantesques* tours de refroidissement au pied des coteaux de Monetay (Allier), là où les eaux fraîches de la Sioule grossissent celles de l'Allier ? Le conseil municipal dit non, mais, à 25 kilomètres en aval, Moulins accepte par la voix de son maire, le bouillant député R.P.R. Hector Rolland.

L'agriculture a soif

Que l'Allier, qui dégringole d'abord comme un torrent des hauteurs de la Lozère puis divague galement dans la plaine en semant son cours d'îles sauvages et de centaines de kilomètres de plage, soit un capital naturel, on croyait le savoir. On découvre que ses gorges sont à peine exploitées, que ses rives n'ont reçu, *sauf exception, aucun aménagement* d'accueil, et qu'en définitive *ce véritable littoral intérieur* est vierge. Bien sûr, la vie sauvage en profite. Jamais les saumons n'ont été aussi nombreux à remonter l'une des dernières rivières de France où ils puissent se reproduire. Et les oiseaux migrateurs, qui montent et descendent à tire-d'aile, préfèrent cet itinéraire à tout autre.

Une seule ville a réellement su tirer parti de l'Allier : c'est Vichy, qui, désespérée de voir s'amenuiser sa clientèle de « gros foies coloniaux », misa dès 1962 sur les sports nautiques et le tourisme. Un pont-barrage sur la *rivière créa au pied des hôtels* un « lac d'Allier » de 120 hectares. *Sur les berges joliment* aménagées, on installa baignades, port de plaisance, club de rowing et parcours de kayak. Hélas ! quelques années plus tard, le boom industriel et la croissance des agglomérations remettaient tout en cause.

Sur l'Allier, devenu tout à l'égout, les bains étaient interdits de Brioude à Nevers. Ils le sont encore aujourd'hui et, hormis Vichy, la plupart des villes rejettent leurs *effluents* sans traitement convenable, ou sont en train de construire leur station d'épuration.

Après le tourisme, les usines et les villes — qui toutes puisent leur eau de boisson dans les nappes souterraines elles-mêmes alimentées par la rivière, — voici une quatrième partie prenante : l'agriculture.

Sur les riches terres du val d'Allier, il tombre très peu de pluie en été : moins qu'en région parisienne. Pourquoi ne pas faire pleuvoir artificiellement grâce à des systèmes d'aspersion qui puiseraient... dans la rivière ? Les surfaces qui seraient ainsi valorisées sont estimées à 50 000 hectares. Les ambitieux qui veulent se lancer dans la culture industrielle de la betterave, du tabac et du maïs-semence se tournent alors vers la Somival, la Société de mise en valeur Auvergne-Limousin, puissant bureau d'études (cent cinquante techniciens, 150 millions de chiffre d'affaires), qui travaille sous la tutelle du ministère de l'agriculture. La Somival voudrait bien favoriser l'irrigation, c'est son rôle ; mais, après les ponctions des agglomérations et des entreprises, il ne reste plus assez d'eau dans l'Allier *en été*. D'où l'idée du barrage de Naussac, où sur les hautes terres de Lozère (région voisine), on stockera pendant *l'hiver 200 millions* de mètres cubes d'eau que *l'on relâchera tout au long des* mois chauds.

Malgré l'opposition unanime des gens du canton de Langogne, en dépit des difficultés géologiques (la roche était pourrie) et financières (l'entreprise exécutant les travaux a capoté), la première partie de l'ouvrage s'achève. Le remplissage de la cuvette commencera l'an prochain.

Vingt-cinq exploitants sont partis, le *village reconstruit* n'abrite que des retraités ou des *résidents secondaires*. Et l'on doute fort que le lac artificiel qui se videra justement pendant les vacances attire les touristes. La montagne a payé pour la plaine. Mais lorsque tout sera fini, en 1984, dit-on, les débits de l'Allier pourront être doublés, en bas, durant l'été.

Gravières et barrages

Feu vert pour les paysans de Limagne qui s'équipent de pompes et de tourniquets. Déjà 4 000 hectares, préalablement remembrés, sont irrigables. Au rythme actuel on en comptera 20 000 dans quinze ans. Les cultures nouvelles *boiront* alors la *moitié* du surplus liquide lâché par Naussac. Y aura-t-il *encore* un marché pour absorber ces montagnes de produits agricoles ? Les engrais azotés répandus à foison n'empoisonneront-ils pas la nappe phréatique ? Il n'y a que les écolos pour poser ces questions.

En tout cas quarante millions de mètres cubes d'eau resteront disponibles derrière la digue de granit de Naussac. C'est exactement ce qu'évaporent, en un été, dans leurs tours de refroidissement, les quatre réacteurs d'une centrale nucléaire. Michel Debatisse, *on le voit, sait compter*. *« Naussac n'a pas été fait pour le nucléaire,* disent benoîtement les ingénieurs, *mais sans Naussac on ne pouvait imaginer une centrale sur l'Allier.* » Après le barrage de Monistrol, qui a définitivement coupé aux saumons le chemin du haut Allier, voici un nouvel équipement E.D.F. qui va peser son poids.

D'autant que les convoitises ne s'arrêtent pas là. Il y a les exploitants de gravières qui farfouillent un peu partout, épuisant un gisement archi-millénaire, abaissant le lit de la rivière et donc le niveau des nappes souterraines. Il y a les propriétaires riverains qui, pour récupérer des terres naturellement inondables, réclament des *enrochements*. « *Dans le Puy-de-Dôme*, accuse M. Christian Guinard, *animateur de la Société de* protection de la nature du Massif Central, *40 kilomètres de rives ont été artificialisés.* »

Et ce n'est pas *fini*. *L'Allier* est fantasque. Au confluent avec la *Loire, ses débits peuvent* varier de 10 à 1 000 mètres cubes par seconde. *Lors des grandes colères* — une fois par siècle — ce sont 3 000 mètres cubes d'eau qui peuvent se précipiter chaque seconde vers le Val de Loire. Si la Loire elle-même est alors à sa crue maximum, les digues peuvent être submergées du côté d'Orléans et de Tours. On a déjà tellement construit par là-bas que les dégâts seraient immenses.

Alors, pour prévenir le péril, on projette de barrer le val d'Allier 20 kilomètres avant Nevers par un ouvrage écrêteur de crue. Site choisi : la cuvette du Veurdre, 3 300 hectares de grasses prairies *et de cultures*, deux châteaux, cinquante maisons. En régime *normal*, le barrage (220 mètres de béton et 740 mètres de pierre) restera ouvert, laissant passer les eaux. Mais en cas de crue catastrophique, les vannes se fermeront, retenant l'Allier. Tout sera noyé pendant quelques jours, le temps de laisser passer l'orage. « *Cette éventualité peut survenir tous les cinq à dix ans* », disent les premières études. On imagine la réaction des éleveurs de charolais et des habitants du Veurdre.

« *Cet ouvrage serait la pire des hérésies*, commente l'écologiste Christian Guinard. *Tous les prés du Val de Loire seront mis en culture ou lotis. Puis on réclamera de nouvelles protections pour être certain qu'une crue millénaire ne vienne pas tout balayer. D'où de nouveaux barrages. L'Allier et la Loire seront totalement domestiquées, de la source à l'embouchure. Adieu aux derniers grands cours d'eau naturels de France.* »

Il y a en effet une logique implacable dans tout cela. L'Allier est prise dans l'engrenage. On s'en apercevra clairement lorsque l'an prochain — mais dix ans trop tard — l'administration présentera au conseil régional d'Auvergne un schéma général d'aménagement de la rivière.

MARC AMBROISE-RENDU.

PÊCHE

Le conflit des marins-pêcheurs

- Violentes manifestations à Paris
- Trois nouvelles rencontres avec les pouvoirs publics

De Sète à Boulogne-sur-Mer en passant par Port-en-Bessin, les marins-pêcheurs ont l'impression de vivre la journée de leur dernière chance. Ils espèrent encore apprendre une bonne nouvelle au cours des trois rencontres que leurs délégués doivent avoir ce mardi 2 septembre avec les représentants des *pouvoirs publics* : conseil de gestion du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM), commission nationale de conciliation pour le conflit de la pêche industrielle boulonnaise, délégation des artisans normands au ministère des transports.

Mais le gouvernement est-il décidé à faire un geste ? Il clame bien fort qu'il faut se satisfaire de ses deux plans : celui du 2 avril pour la pêche industrielle, celui du 26 août pour la pêche artisanale et l'amélioration des circuits de commercialisation. Il accepte de débattre seulement des conditions de leur application.

Certes, le ministre des transports « force les feux ». M. Le Theule a présidé personnellement le lundi 1er septembre « une séance technique de travail » à la direction régionale des affaires maritimes de Nantes réunissant les chefs des quartiers maritimes de Bretagne et de Vendée. Il a aussi envoyé une circulaire aux préfets de région leur *demandant de mettre en place « rapidement »* les commissions régionales *« chargées de présenter des propositions pour l'amélioration des circuits de commercialisation des produits de la pêche »*. Les résultats de leurs travaux devront parvenir à Paris pour le 15 septembre 1980.

Vingt-deux hommes sur un bateau

Mais tout cela paraît insuffisant aux professionnels. Lundi, M. Bernard Dubreuil, administrateur en chef des affaires maritimes, président du *Comité central des pêches maritimes* (C.C.P.M.), a écrit au ministre des transports pour lui faire savoir que si chacune des mesures qu'il avait prises *« correspondait à la réalisation d'un vœu plus ou moins ancien, plus ou moins important émis par une fraction plus ou moins large de la pêche maritime »* la somme de celles-ci *« n'apparut à aucune des composantes du bureau du C.C.P.M. suffisante pour, dans la conjoncture actuelle, autoriser le dénouement de la crise »*.

Le gouvernement étant très ferme sur ses principes, la question se pose de savoir si des aménagements « techniques » permettant de donner satisfaction aux professionnels, sans toucher aux grandes options « politiques » sont possibles. C'est un des enjeux de la réunion, ce mardi, du conseil de gestion du FIOM. Officiellement, il se réunit pour voir comment pratiquement il peut apporter une aide financière aux organisations de producteurs qui leur permettrait d'améliorer le soutien des cours.

De même, il semble bien qu'armateurs boulonnais et marins salariés *restent sur leurs positions avant la* troisième réunion de la commission nationale de *conciliation : faites* partir tous les bateaux à vingt-deux hommes, disent les syndicats, et pendant ce temps nous négocierons une modification de la convention collective. Les armateurs semblent prêts maintenant à accepter une telle procédure, à condition que les syndicats admettent, à l'avenir, le principe d'une réduction des effectifs. Les uns et les autres espèrent que *M. François Essig, directeur général* de la *marine marchande*, qui présidera *cette réunion*, pourra annoncer un nouvel effort de l'Etat *facilitant l'adaptation de la pêche industrielle* française.

Enfin, les pêcheurs normands escomptent que l'entretien qu'ils auront ce même mardi au ministère des transports leur permettra d'obtenir quelques améliorations de leur situation, ne serait-ce que pour tenter de faire oublier les conditions de l'intervention de la marine nationale à Antifer.

A *Paris, une manifestation* de soutien qui se déroulait quai Kennedy, *mardi, a donné lieu à de* brefs mais violents heurts avec la police. On a, de part et d'autre, relevé des blessés.

Devant cette journée de négociations, les pêcheurs ont réagi différemment : là où les syndicats sont peu importants, là où la grève n'avait pas été votée de gaieté de cœur, les *grévistes*, n'espérant rien obtenir de plus, ont déjà décidé de *reprendre la mer. C'était le* cas dans le pays bigouden, dans le pays basque, à Arcachon et même à Etaples, le port voisin de Boulogne-sur-Mer, dont les marins artisans avaient été les premiers à suivre le mouvement lancé par les salariés de la pêche industrielle.

En revanche, les plus déterminés, à Port-en-Bessin, à Sète *par exemple*, ou à Lorient et à Concarneau, *ont décidé de poursuivre* leur mouvement ne serait-ce que pour maintenir le rapport de force pour cette journée importante. Ceux de Concarneau ont même, lundi soir, empêché la cinquantaine de petits chalutiers du Guilvinec (Finistère) qui avaient repris le travail de vendre leurs poissons.

Les marins-pêcheurs n'ont jamais paru très unis depuis le début du *conflit*. Les *divisions*, dont le gouvernement a su profiter, s'accentuent.

THIERRY BRÉHIER.

● *Les communistes et le conflit de la pêche.* — Les députés communistes ont annoncé qu'ils n'assisteront pas à la réunion du groupe de la mer de l'Assemblée nationale, convoquée ce mardi après-midi par son président, M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère. Ils reprochent à [illegible] collègues de la majorité de chercher *« à se dédouaner aux yeux des marins-pêcheurs »* alors qu'ils votent le budget de la marine marchande. Ils accusent les députés socialistes d'avoir approuvé à Bruxelles le plan de restructuration des pêches maritimes.

Vous avez dit : « La Royale » ?

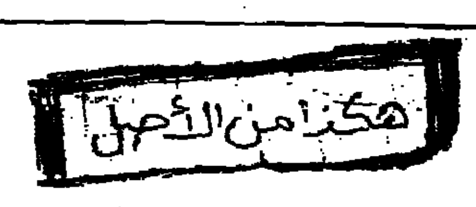
Les gens de mer — on aura pu le noter la semaine passée lors des affrontements qui ont opposé à Fos comme à Antifer les marins-pêcheurs à la marine nationale — ont pour habitude de surnommer notre flotte de guerre « la Royale ».

Il semble que le vocable remonte à l'Ancien Régime. M. Dan Lailler, conservateur du Musée au long cours de Saint-Malo, estime que les commandants des navires de commerce ainsi que les corsaires choisirent cette appellation pour marquer la qualité de la marine d'Etat, la flotte « royale », pour la distinguer de la leur.

Sous l'Empire, précise M. Lailler, on utilisera le terme de « flotte impériale ». Plus tard, et surtout sous la Troisième République, alors que les commerces maritimes et les compagnies générales transatlantiques prennent un essor considérable, le terme de « royale » revient insensiblement. Il est utilisé par les uns pour souligner l'allure et la majesté, la grandeur de la marine nationale, et par les autres pour insister sur le caractère hautain et privilégié — l'esprit de caste — de cette même marine.

M. Jean-Pierre Busson, chef des services historiques de la marine, avance de son côté que le terme pourrait venir du fait que les bureaux du ministère de la marine furent installés rue Royale, à Paris, au dix-neuvième siècle, et qu'il fut popularisé en raison des idées plutôt conservatrices de la marine nationale.

Toujours est-il que cette « Royale »-là est passée dans le langage courant et qu'elle connaît même des succès au-delà des frontières : M. Lailler se souvient en effet d'une entrevue qu'il a eue l'an dernier avec deux ministres soviétiques à Saint-Malo. Engageant la conversation en disant que son fils était simple matelot sur le De Grasse, il s'était attiré cette remarque — était-elle ironique ? — de l'un des ministres : « Ah ! Il est dans la Royale... »



Le Monde

économie

ÉTRANGER

LA SESSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Le désaccord persiste entre Nord et Sud sur l'organisation d'une grande négociation l'an prochain

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — Après trois jours de discussions en *comité restreint*, les conversations Nord-Sud, pour préparer une conférence qui se réunirait en 1981 sous les auspices de l'ONU et porterait sur la coopération internationale et le développement du tiers-monde, sont entrées, lundi 1er septembre, dans une phase décisive.

La principale difficulté tourne autour du rôle qu'assumeront respectivement l'organe central de négociations et les institutions spécialisées liées à l'ONU, en particulier celles qui, par le jeu des quotas, sont sous contrôle des pays industriels occidentaux. Derrière cette querelle de procédure se déroule une âpre bataille politique pour le partage des responsabilités économiques, financières et monétaires au niveau mondial. Tout le pouvoir de négociation sera-t-il détenu par l'organe central, comme le veulent les pays du tiers-monde, dits groupe des « 77 », ou une partie sera-t-elle déléguée aux institutions ayant déjà pignon sur rue ?

Le comité restreint, qui a siégé pendant ces trois derniers jours et se réunit chaque fois que nécessaire, est formé du président des « 77 », M. B. Mishra (Inde), qui a reçu carte blanche pour négocier seul au nom du groupe. En revanche, les pays industriels à économie de marchés sont représentés par leurs différentes « sensibilités » : les Etats-Unis, la C.E.E., le Japon et la Norvège. Les pays de l'Est et la Chine, qui déclarent soutenir les revendications du tiers-monde, n'y participent pas.

Les Etats-Unis avaient fait, le 29 août, une proposition ayant apparemment pour but de renvoyer à plus tard, et en tout état de cause après les élections américaines, la décision. Les pays de la Communauté européenne, qui ont souvent du mal à harmoniser leurs positions (du fait notamment de l'attitude tire-au-flanc de la Grande-Bretagne) ont, eux, avancé un texte largement inspiré par la France et tenant compte à la fois des réactions, initialement défavorables des pays en développement à l'initiative américaine et de la position des « 77 ».

Certes, les « 77 » reconnaissent maintenant à ces institutions une compétence technique pour les prochaines négociations, mais ils refusent qu'elles assument, ce faisant, une fonction politique. Ceci doit être, à leur avis, exclusivement du ressort de l'organe central de la conférence. C'est là où le bât blesse, puisque les pays industriels souhaitent que les institutions — où ils sont en général en position dominante — interviennent à tous les moments de la négociation intéressant leur domaine. Surtout, concernant les questions monétaires et financières, ils ne veulent pas que des discussions aient lieu et à plus forte raison que des décisions soient prises, ailleurs que dans les instances existantes, puisque, disent-ils, telle est leur compétence.

Les « 77 » font entendre que la réforme de ces institutions est précisément l'un des principaux objectifs des négociations globales et que l'on ne peut nier à l'Assemblée de l'ONU le droit de se saisir de ces problèmes. Comment, affirment-ils, le conseil d'administration du F.M.I. pourrait-il accepter de transformer ses statuts dans un sens répondant aux vœux du tiers-monde ?

Cela doit se faire dans ce cadre, et pas ailleurs, répondent les représentants des pays riches et créanciers. Points faibles de leur argumentation : on ne peut dire que le F.M.I., la Banque mondiale et le GATT aient vocation universelle, dans la mesure où les pays de l'Est, à l'exception de la Roumanie, n'en font pas partie.

Si pays industriels et tiers-monde sont en principe d'accord pour que la conférence aboutisse à un accord global dont l'application relèvera des gouvernements ou des institutions spécialisées, il leur reste néanmoins à décider du mode de scrutin selon lequel, aux différents stades de la conférence mondiale, et dans sa phase finale, cet accord sera adopté. Les deux positions, en principe, sont à nouveau fort éloignées : les pays en développement estiment que cette adoption devrait se faire selon les règles en usage à l'Assemblée générale de l'ONU, notamment par un vote à la majorité qualifiée. Les pays industriels, en revanche, se déclarent attachés au consensus parce qu'ils sont en minorité aux Nations unies et parce que cette forme de scrutin pourrait préserver l'autonomie des institutions et les documents spécialisées.

En définitive, les pays industriels entendent s'entourer de toutes les garanties sur la manière dont seront conduites les négociations globales avant de souscrire des engagements. Mais les « 77 » estiment indispensable que l'organe central ait prééminence politique sur toutes les instances au sein desquelles pourraient avoir lieu les négociations.

Selon l'aile militante des « 77 », une réforme du système monétaire est primordiale et doit être au centre des négociations globales. Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Benyahia, l'a déclaré dans son discours, devant l'Assemblée générale. « *On ne peut absolument pas concevoir des négociations globales véritables si elles excluent ce domaine majeur et éminent* », a-t-il dit, ajoutant : « *A défaut d'une véritable réforme du système monétaire international, toute action sectorielle entreprise dans d'autres domaines sera inéluctablement vidée de son contenu, si ce système continue à fonctionner dans le seul intérêt d'un groupe restreint de pays.* »

L'indispensable réforme du système monétaire

L'esprit de la récente conférence d'Arusha (*le Monde* du 22 juillet) a animé les pays en développement. Mais, dans un premier temps, leur objectif est d'obtenir plus modestement un élargissement de leur participation aux institutions financières internationales et un assouplissement des conditions d'assistance, notamment aux pays démunis, présentant d'importants déficits de balance des paiements. Esquissant l'esprit dans lequel, selon l'ONU, cette réforme devrait se faire, M. K.K.S. Dadzie (Ghana), directeur général du développement et de la coopération économique internationale, a déclaré à la conférence de New-York : « *Le processus de décision du système monétaire et financier international peut être modifié, afin d'être rendu plus équitable et plus viable. Le contrôle de fait exercé par les pays développés ne doit pas s'opposer à des accords politiques équilibrés.* »

« *Malgré « l'enjeu du pétrole », les pays en développement ont beaucoup de difficultés à faire admettre leur réforme* », nous a déclaré, d'autre part, M. Eden Kodjo, secrétaire général de l'O.U.A. « *Le problème*, explique-t-il, *est de faire éclater le système des quotas. Le F.M.I. a mauvaise presse partout dans le tiers-monde car l'homme de la rue sait qu'il impose des mesures draconiennes (coupes claires dans les dépenses sociales ou les subventions, dévaluation, etc.), parfois justifiées, parfois moins. La Banque mondiale, qui multiplie les interventions, notamment par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement* (qui consent des prêts à des conditions plus intéressantes que les *formules classiques*) *a meilleure image, mais son système d'administration est basé sur les mêmes principes. Aussi bien, les réformes de ces institutions sont-elles essentielles. Mais, si l'on ne va pas au fond des choses, le tiers-monde aura manqué le coche.* »

Le F.M.I. critiqué

En attendant, ses représentants relèvent comme « *reflétant un état d'esprit défavorable* » le fait que les dirigeants du F.M.I. et de la Banque mondiale ne se soient pas déplacés de Washington pour venir parler devant l'Assemblée générale de l'O.N.U., comme l'ont fait ceux de la F.A.O. et de la BIRD. Certes, tous les « 77 » ne font pas preuve de la même sévérité à l'égard des organismes financiers internationaux. Bien qu'il soit très endetté auprès de ceux-ci, et pour d'évidentes raisons politiques, le Brésil ne fait pas chœur avec les critiques au nombre desquels est venue s'ajouter Mme Judith Hart. Cet ancien ministre britannique du développement d'outre-mer, parlant en marge de la session de l'ONU devant des membres d'organisations gouvernementales, a vivement reproché au F.M.I. de porter préjudice au développement et d'engendrer l'instabilité sociale, économique et politique dans les pays où il impose ses directives. A l'appui de cette thèse, elle a cité plusieurs pays : Sri-Lanka, Pérou, Tanzanie, Guyane, Egypte, Jamaïque, Ghana.

Une autre thèse, dont se font parfois l'écho les Occidentaux, et notamment les Américains, est que la crise sociale, économique et politique que connaissent plusieurs nations en développement (Turquie et Jamaïque, par exemple) est fortement avivée par les hausses pétrolières. Le programme de développement des ressources énergétiques, que se propose de lancer la Banque mondiale, d'un montant de 25 milliards de dollars, devrait être en partie financé par des revenus d'origine pétrolière. Mais les craintes, discrètement exprimées ici par quelques Occidentaux, que le marché financier international et les prochaines relations Nord-Sud ne soient hypothéqués par la question palestinienne se trouvent aujourd'hui en partie justifiées.

« *Un cauchemar persistant pour Israël et les Etats-Unis est que les Arabes pourraient utiliser leurs richesses et leur influence croissante sur le système monétaire international pour imposer une solution à leurs conditions au Proche-Orient* », a écrit le *New York Times* du 31 août. Les critiques à l'égard de la Banque mondiale et du Fonds monétaire dans le monde arabe se font plus vives depuis la décision récente prise par ces deux institutions d'interdire à l'Organisation de libération de la Palestine d'assister à leur prochaine réunion annuelle en tant qu'observateur.

Quoi qu'il en soit, peu après cette décision, de riches Etats du Golfe ont pris pour la première fois des mesures de rétorsion à caractère politique à l'égard du F.M.I. et de la Banque mondiale. Le Koweït a refusé d'autoriser une compagnie d'investissement koweïtienne à souscrire 86 millions de dollars d'obligations pour le compte de la Banque mondiale ; l'Arabie Saoudite a indiqué qu'elle pourrait renoncer à une offre de prêt de 420 millions de dollars faite à la Banque, et un journal officiel d'Abou-Dhabi dit que d'autres Etats du Golfe pourraient également renoncer à des prêts au même organisme. Or les membres de l'OPEP (qui font partie des « 77 ») sont des bailleurs de fonds notables de la Banque mondiale. Le Fonds monétaire « *est encore plus vulnérable à la menace économique arabe* », écrit le *New York Times*, car « *il tente, pour étendre ses activités, de recycler les surplus financiers des prospecteurs de pétrole vers les pays présentant des déficits de balance de paiements* ». Et son directeur, M. Jean de la Rosière, vient de se rendre dans certains pays arabes précisément pour les persuader de « *prêter généreusement* », écrit le journal.

G. V.

BILLET

L'effroi causé par l'idée d'un nouveau partage du pouvoir

L'actuelle session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies devait être consacrée à l'adoption d'une stratégie du développement du tiers-monde pour les années 1980. L'intérêt de cette session se trouve considérablement rehaussé par les discussions qui, simultanément, visent à établir les conditions dans lesquelles pourraient avoir lieu, au début de l'année prochaine — dans le cadre de l'ONU, — de vastes négociations relançant le dialogue Nord-Sud.

L'adoption d'une stratégie du développement est, de ce fait, liée à la réussite des pourparlers préparant cette conférence sur la coopération économique internationale pour le développement. Fruit de laborieux dosages entre les positions des différents Etats membres renouvelant assez peu la réflexion sur les politiques susceptibles de libérer une partie du tiers-monde de la faim et de la pauvreté, mais introduisant des idées de réformes en plus des objectifs de croissance et d'aide. Le texte sur la stratégie du développement est un document dans l'ensemble décevant, qui continue à indiquer des solutions davantage bâties sur les relations internationales que sur des efforts et des changements internes. Le texte a tout de même le mérite de souligner l'interdépendance du Nord et du Sud, et, ainsi, la nécessité d'un ordre économique mondial plus équitable.

Cette nécessité avait déjà été mise en relief par la conférence convoquée, par la France, à Paris, en 1974, après les premières hausses pétrolières. Après son échec, l'Algérie, puis le Venezuela et d'autres pays du tiers-monde avaient pensé utiliser le levier que représente l'énergie pour négocier une véritable réforme des relations économiques Nord-Sud, et désarmer ainsi les critiques adressées à l'OPEP. Ces pays ont proposé que les discussions aient lieu cette fois dans le cadre de l'ONU, forum politique où il est plus facile de faire jouer la règle de la majorité favorable aux pays du tiers-monde et de tenir compte du nouveau rapport de force consécutif au renchérissement des prix pétroliers. Les pays producteurs les plus riches — ceux du Golfe notamment, — gardant un silence prudent, n'ont guère montré qu'ils étaient disposés à négocier. Mais ils sont soumis aux pressions de plus en plus fortes d'autres pays en développement, notamment à celle des pays les plus démunis. Et c'est sur eux que le tiers-monde compte pour arracher aux riches pays industrialisés des concessions, en particulier celle qui concerne une réforme du système monétaire international.

Parer au plus pressé

Bon gré, mal gré, les pays riches ont finalement accepté le principe d'une nouvelle conférence Nord-Sud. Mais, derrière cette relative bonne volonté, il y a le souci de parer au plus pressé et de débattre du problème de l'énergie et de tous les problèmes qui y sont liés. C'est toute la difficulté du nouvel exercice.

Sans doute les pays industriels voudraient-ils à cette occasion faire endosser une plus grande partie du fardeau de l'assistance aux pays pétroliers, comme il était indiqué dans le communiqué de Venise. Sans doute aussi n'envisagent-ils pas avec enthousiasme d'éventuelles négociations globales. Il y a ceux qui s'efforcent de croire que c'est là leur intérêt : les pays de la Communauté européenne, à l'exception de la Grande-Bretagne, ainsi que les pays scandinaves. Il y a ceux qui, comme les Etats-Unis, n'en veulent pas vraiment, du moins pour le moment. Mais il est de fait que, d'une façon générale, le Nord prend conscience de la montée des crises dans le Sud, de son impatience, et du danger qu'il y a à laisser s'approfondir le fossé. Enfin l'idée, chère à la commission Brandt, qu'une relance de l'activité économique dans les pays industriels passe par un transfert de ressources en direction des pays en développement et dépend de leur progrès fait également son chemin.

Si la plupart des pays riches sont apparemment prêts à des négociations multilatérales, ils n'entendent pas, cela va de soi, laisser contrôler, lors de la conférence envisagée, leurs politiques industrielles, commerciales et monétaires. Or le tiers-monde réclame, ni plus ni moins, un nouveau partage du pouvoir au sein d'organismes — F.M.I., Banque mondiale, GATT, notamment — jusqu'à maintenant entièrement dominés par les pays du Nord. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les discussions de New-York, à travers une question de procédure, buttent actuellement sur ce sujet fondamental.

Même si un compromis se dégage finalement, des affrontements politiques majeurs sont à prévoir lorsque seront abordées ces questions de fond, pendant les futures négociations. Les pays industrialisés, à économie de marché, sont-ils disposés à aller de l'avant et à accepter des changements en profondeur ? Les pays pétroliers à se montrer solidaires jusqu'au bout de l'ensemble du tiers-monde ? Et les pays socialistes à prendre, eux aussi, leurs responsabilités ? Si l'actuelle session de New-York n'aboutit à aucun résultat, le dialogue Nord-Sud se trouvera renvoyé aux calendes grecques.

GÉRARD VIRATELLE.

EN NORVÈGE

Le gouvernement restreint l'octroi de crédits

De notre correspondante

Oslo. — Il sera très difficile, désormais, aux Norvégiens de se procurer des crédits bancaires, qu'il s'agisse de financements industriels ou d'emprunts personnels. Les établissements financiers ont été mis dans l'obligation, le 29 août, d'augmenter leur coefficient de réserves obligataires, ce qui équivaut, selon le président de l'Association norvégienne des banques, M. Rostooft, à un véritable blocage des prêts. Les banques de l'extrême nord du pays ont, toutefois, été exemptées de cette obligation, le gouvernement ne souhaitant pas freiner l'activité économique dans ces régions traditionnellement dépourvues de ressources.

Les montants de réserves des banques commerciales ont été augmentés de 5 % à 13 % et ceux des caisses d'épargne de 8 % à 10 % à partir du 1er septembre, ce qui correspond à l'immobilisation de 7,1 milliards de couronnes. Cependant, le gouvernement a souligné que son programme de construction d'habitations, qui porte sur trente-six mille maisons et appartements cette année, ne sera pas touché ; mais les responsables des banques se demandent comment il sera possible d'éviter d'affecter ce domaine politiquement important.

Les autorités norvégiennes évoquent le danger d'une augmentation du pouvoir d'achat qui entraînerait, vraisemblablement, une nouvelle escalade des prix et accroîtrait encore les coûts dans le secteur industriel. Leur niveau, déjà très élevé, constitue, estime-t-on, un obstacle pour les secteurs d'exportation.

La centrale syndicale L.O. a, quant à elle, signalé au gouvernement que la hausse des prix, cette année, mettait en danger les accords généraux de salaires conclus au printemps. Ces accords ont été fondés sur l'estimation gouvernementale d'une inflation, pour 1980, de 9,5 %. Or, selon L.O., le pourcentage sera plutôt de 10,5 %.

Les prix et les salaires avaient été bloqués pendant toute l'année dernière. Toutefois, la pression exercée sur l'économie par l'activité pétrolière en mer du Nord est, en large partie, à l'origine des difficultés actuelles. Elle constituera, sans doute, un problème de première importance pour les autorités dans les années à venir.

CATHERINE LOSCHSTOER.

ÉNERGIE

Avec la mise en service de l'usine de la rivière de l'Est

La Réunion a doublé sa capacité de production électrique

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — *Le président-directeur général d'Electricité de France, M. Marcel Boiteux, a inauguré, le lundi 1er septembre, dans l'île de la Réunion, l'usine hydro-électrique de la rivière de l'Est. La mise en service des deux premières turbines — une troisième doit être installée prochainement — de cet ensemble qui pourra fournir 380 millions de kWh par an double les capacités de production de l'île et permet de réduire de 90 % les importations de gas-oil.*

Avec quatre usines hydro-électriques, les grands sites exploitables de l'île sont désormais équipés. Les travaux, qui ont duré près de quatre ans, représentent un investissement de 350 millions de francs.

A l'appel de la C.F.D.T. et de la C.G.T., les employés du centre de la Réunion d'E.D.F. ont observé un arrêt de travail à l'occasion de cette inauguration. Les organisations syndicales demandent que le statut national du personnel d'E.D.F. soit appliqué sans discrimination dans l'île.

L'île de la Réunion ne dispose, dans son sous-sol, d'aucune des sources d'énergie classiques. La production d'énergie a donc été basée sur l'importation du charbon, puis des hydrocarbures et l'utilisation de la force hydraulique. Alors qu'en 1979 les 312 millions de kWh produits dans l'île provenaient pour un tiers des installations hydrauliques et pour le reste des centrales thermiques, la mise en service de l'usine de la rivière de l'Est permet de résoudre le problème de l'alimentation de l'île en électricité pour les deux à trois années à venir, pratiquement sans avoir recours à l'énergie d'origine thermique.

Le répit sera de courte durée. Avec une consommation qui augmente de 16 % par an et qui devrait atteindre un milliard de kilowatt-heure dans une dizaine d'années, les installations existantes ne permettront pas de satisfaire la demande au-delà de 1985. Il est d'ores et déjà prévu de reprendre les importations d'hydrocarbures et d'agrandir la principale centrale thermique pour faire face aux heures de pointe. Des études sont également poursuivies pour doubler ou tripler la puissance de l'usine hydro-électrique de Takamaka.

Dans le cadre du plan de restructuration de l'industrie sucrière en cours de réalisation, il est prévu de mieux tirer profit de la bagasse provenant des cannes (remplacement des chaudières existantes par des chaudières à haute pression, modification du système d'évaporation pour économiser la vapeur). On pense que les cinq sucreries de l'île pourraient produire à partir de 1983-1984 pendant les six derniers mois de l'année, qui correspondent à la saison sèche, 25 millions de kilowatt-heure. Elles fourniraient ainsi de 5 à 10 % de la consommation de l'île.

Géothermie

On songe également à mettre en valeur la géothermie. L'île est née du surgissement d'un volcan et celui du piton de la Fournaise est encore actif. Voilà pour la source de chaleur. Quant à l'eau, à chaque saison cyclonique, l'île s'en imbibe comme une éponge. Trois zones susceptibles de contenir de la vapeur exploitable ont été identifiées. Les forages ont commencé, mais les résultats ne seront connus que dans un an. C'est actuellement la seule filière — si elle débouche sur une exploitation industrielle — qui permette d'envisager l'autonomie énergétique de l'île. La construction d'une centrale nucléaire est, en effet, pour des raisons techniques, exclue à la Réunion.

Dans le domaine de l'énergie solaire, la Réunion bénéficie d'une moyenne de deux mille trois cent huit heures d'ensoleillement par an. Déjà le nombre de chauffe-eau solaires est proportionnellement trois fois plus important qu'en métropole, et des ensembles récents d'habitations à loyers modérés ont été équipés dès leur construction. Le solaire a même suscité la création d'une petite industrie locale qui exporte une partie de sa production à l'île Maurice. En 1959 déjà, le préfet du département parlait de la nécessité d'engager des études sur l'exploitation de l'énergie solaire. A l'occasion de l'élaboration du VIIIe Plan, les conseillers régionaux ont souhaité qu'un « plan de développement solaire » soit élaboré pour chaque département d'outre-mer. Toutefois, les pouvoirs publics et les élus locaux n'ont pas encore fixé d'objectifs précis.

HUBERT BRUYÈRE.

MARCHÉ COMMUN

BRUXELLES INSTAURE UNE TAXE ANTIDUMPING SUR LES IMPORTATIONS DE FIBRES POLYESTER AMÉRICAINES

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a instauré, le 1er septembre, une taxe antidumping sur les importations de fibres polyester en provenance des Etats-Unis. Le droit compensateur a été fixé à 9,6 % pour les produits texturés (à l'exception de ceux de la firme Macfield Texturing Inc. provisoirement exemptés) et à 15,6 % pour les produits non texturés (taux ramené à 13,7 % pour les marchandises expédiées par la société Eastman Chemical International.

La décision de la Commission, prise à la demande du Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, vise essentiellement Monsanto Textile et Du Pont de Nemours, les principales firmes exportatrices de ces produits vers la C.E.E. La part des sociétés américaines sur le marché des Neuf est passée de 4 % (correspondant à 9 817 tonnes) en 1978 à 16 % (27 878 tonnes) en 1979. Depuis décembre, la Communauté applique également un droit antidumping (compris entre 13 et 17 % selon les catégories de produits) sur les fibres acryliques importées des Etats-Unis.

M. S.

SOCIAL

LA NEUVIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE GÉRONTOLOGIE SOCIALE

L'individu s'adapte mieux au vieillissement que la société

En 1982, une assemblée mondiale sur la vieillesse étudiera les solutions à apporter aux interrogations et aux problèmes majeurs que va poser, dans les décennies à venir, l'augmentation considérable du nombre de personnes âgées. Ainsi en ont décidé les États membres de l'Organisation des Nations unies. Cette décision a été présentée par M. Tarek Shuman, de l'ONU, dans le cadre de la neuvième conférence par le C.I.G.S. (1) à Québec (Canada) du 27 au 29 août. Environ mille spécialistes (médecins, sociologues, responsables d'institutions et de services, travailleurs sociaux et... quelques personnes âgées représentant leurs associations) sont venus d'une trentaine de pays, en grande majorité industrialisés, pour débattre autour du thème « Adaptabilité et vieillissement ».

De notre envoyée spéciale

Québec. — En l'an 2000, il y aura deux fois plus de personnes âgées qu'en 1970 : environ 15 % de la population mondiale aura plus de soixante-cinq ans et les deux tiers de cette population âgée vivront dans les pays en voie de développement. Dans les pays industrialisés les proportions de jeunes de moins de quinze ans et celles des sujets âgés de soixante-cinq ans et plus seront d'environ 20 % chacune (contre actuellement 25 % pour les jeunes et 10,5 % pour les personnes âgées). Dans les pays en voie de développement, les changements seront dramatiques : la proportion des personnes âgées passera de 4 % à 17 % et celle des jeunes chutera de 40 % à 20 %. Les personnes âgées de quatre-vingts ans et plus composeront 3,5 % de la population contre 0,4 % actuellement.

Médecins, biologistes, psychologues se montrent confiants dans la capacité de l'individu à s'adapter aux nouvelles contraintes créées par le vieillissement. Les sociologues, les économistes ou les démographes sont moins sereins et optimistes quant au potentiel d'adaptabilité que peut développer la société pour changer son mode de réponse à une situation qui ne pourra qu'empirer. Le vieillissement n'est pas un sujet plaisant. Il évoque des conséquences fâcheuses. M. Alfred Sauvy, professeur au Collège de France, à Paris, s'est plu à démontrer l'atmosphère de rejet qui l'entoure, affirmant : « *Nous assistons à ce paradoxe remarquable : le phénomène le plus sûr, le plus « pesant », le mieux mesuré et le plus facile à prévoir est en même temps le moins connu de la société qu'il touche.* » M. Beattie, directeur du centre universitaire de gérontologie de Syracuse aux U.S.A. souligne à son tour combien l'adaptabilité est un fait profondément individuel et que pourtant les « *responsables des politiques sociales approchent les personnes âgées comme si elles étaient éminemment semblables* ».

Selon le docteur Dekoninck de l'hôpital de Charleroi en Belgique, l'institution hospitalière aggrave l'isolement des personnes âgées ou, pire, elle les rejette par manifestation d'intolérance vers les hôpitaux pour chroniques ou les hôpitaux psychiatriques. « *Heureusement*, rappelle le professeur Pélicier, chef du service de psychiatrie à l'hôpital Necker à Paris, *les vieillesses catastrophes, celles des grands tableaux cliniques de démence sénile, ne touchent que 4 à 6 % de la population déjà âgée de soixante-cinq ans et plus, ce qui signifie inversement que 95 % des individus y échappent.* »

Plus courantes sont les manifestations qui traduisent une insatisfaction « *existentielle* » faite de tristesse, de morosité. « *La vieillesse n'est pas un état déterminé,* continue le professeur Pélicier, *simplement le sujet n'arrive plus à exercer une stratégie d'arbitrage et de compensation face aux contraintes que lui impose l'usure de son organisme et celles qui naissent d'une autre usure, celle de son milieu (l'arrêt de l'activité professionnelle, le décès du conjoint, etc.). Cette capacité d'arbitrer et de négocier avec les contraintes est le fait d'individus sénescents, mais adaptés. Ceux qui n'en sont pas capables « s'échouent » dans la vieillesse pathologique, la sénilité. La sénescence seule est inévitable*, conclut M. Pélicier, *mais pas la sénilité.* »

Or la vieillesse se situe dans la continuité de l'existence. Dans *l'équation adaptabilité - vieillissement*, on ne peut évincer l'activité professionnelle. L'âge y est un élément essentiel. A telle enseigne que le BIT (Bureau international du travail) vient d'adopter une « recommandation internationale pour les travailleurs âgés (2) ». Ce « code de bonne conduite » comme l'a qualifié M. Breton, du BIT — que cent quarante pays se sont engagés à respecter — comprend trois grandes options. Il stipule l'égalité des chances et de traitement des travailleurs âgés avec les autres travailleurs afin d'éviter *la discrimination à leur égard* ; il prévoit la protection de l'emploi des travailleurs âgés dans des conditions convenables pour tous ; il préconise une transition progressive au moment de la retraite.

Mais le vieillissement, c'est aussi et surtout une diminution de ses revenus. *La pauvreté est* encore liée à la notion de vieillesse. « *Ce sont les femmes qui supportent la plus grande part du fardeau de la pauvreté des personnes âgées* », affirme Mme Margarete Kuhn, responsable du mouvement les Panthères grises aux États-Unis et elle-même âgée de soixante-quinze ans. « *Plus les femmes vieillissent et plus elles sont pauvres* », renchérit-elle. Mêlant des préoccupations écologiques à une philosophie humaniste, les « *femmes des Panthères grises* » ont lancé un défi aux politiques et aux structures socio-économiques qui créent les problèmes de la vieillesse. Elles concluent : « *Nous voyons une convergence des forces de libération où l'âgisme, le sexisme, le racisme et l'impérialisme économique passent en jugement.* »

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Centre international de gérontologie sociale, 91, rue Jouffroy, 75017 Paris, tél. 766-52-30.

(2) Il s'agit de la recommandation 162.

M. EDMOND MAIRE PROPOSE LA CRÉATION DE DÉLÉGUÉS INTER-ENTREPRISES DANS LES P.M.E.

Dans une interview accordée à *l'Usine nouvelle*, datée du 4 septembre, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., suggère la création de délégués syndicaux inter-entreprises dans les P.M.E. : « *Il faut étendre à la totalité des salariés le type de garanties dont dispose le personnel des entreprises de plus de cinquante salariés. Mais, pour le faire, on ne peut pas purement et simplement étendre la législation jusqu'aux entreprises d'un salarié. Pourquoi alors ne pas rechercher des solutions au plan local, professionnel ou interprofessionnel selon les cas ? Prenons l'exemple du droit syndical. Pourquoi aucun droit syndical en dessous de dix salariés ? Dans l'agriculture, un certain nombre de petites entreprises agricoles ont des délégués inter-entreprises. Pourquoi ne pas avoir, dans le commerce, des délégués de rue ? Une telle formule pourrait être étendue aux petits établissements industriels.* »

CONJONCTURE

UNE PRÉCISION DE L'INSEE SUR LE PRIX DE LA BAVETTE

L'Institut national de la statistique (INSEE) nous a adressé une lettre à la suite d'un article publié dans nos éditions datées du 30 août et dans lequel nous nous étonnions du prix très bas relevé par l'INSEE sur la bavette.

L'INSEE apporte les précisions suivantes :

« *Vous constatez que les prix que vous avez relevés s'échelonnent de 43,80 F à 58 F, alors que l'INSEE publie un prix de 23,31 F pour juin dans son* Bulletin mensuel de statistique *de juillet. Cette invraisemblance apparente s'explique simplement par le fait que le prix publié par l'INSEE pour l'agglomération parisienne concerne la bavette à braiser et non la bavette d'aloyau. De notre côté nous ferons rectifier l'intitulé de la ligne en cause du* Bulletin mensuel de statistique *afin d'éviter toute confusion. Par ailleurs, les prix de la bavette d'aloyau, que nous observons également, seront prochainement publiés au B.M.S.* »

MONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,1420	4,1440	+ 15	+ 35	0	+ 30	— 80	— 20
$ can.	3,5845	3,5875	+ 33	+ 75	+ 45	+ 95	+ 100	+ 175
Yen (100)	1,9145	1,9180	— 10	+ 20	— 10	+ 20	+ 100	+ 160
DM	2,3257	2,3280	+ 45	+ 70	+ 105	+ 135	+ 370	+ 435
Florin	2,1350	2,1375	+ 10	+ 26	+ 25	+ 50	+ 110	+ 170
F.B. (100)	14,4825	14,4975	— 90	+ 35	— 210	+ 10	— 700	— 270
F.S.	2,5300	2,5330	+ 110	+ 140	+ 230	+ 270	+ 700	+ 830
L. (1 000)	4,8850	4,8890	— 730	— 520	— 1460	— 1250	— 3820	— 3500
£	9,9945	10,0036	— 485	— 400	— 925	— 760	— 3000	— 1730

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 7/8	9 1/8	8 1/2	8 7/8	8 7/16	8 13/16	8 3/16	8 9/16
$ E.-U.	10 1/8	10 1/4	10 12/16	11 3/16	11 5/16	11 11/16	12 1/16	12 7/16
Florin	10	10 3/4	10 1/2	11	10 1/2	11	10 1/2	11
F.B. (100)	10	12	11 3/4	12 1/2	12	12 3/4	12 1/2	13 1/4
F.S.	1 1/4	2	5 3/4	6 1/4	5 3/4	6 1/4	5 5/8	6
L. (1 000)	11	12	25	29	27	30	27	30
£	16 3/4	17 3/4	16 3/4	17 3/8	16 1/2	17 1/4	16	16 3/4
Fr. franç.	11	11 1/2	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/4	12	12 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Manufrance : montée des syndicalistes à Paris jeudi.* — L'intersyndicale de Manufrance a décidé « *une montée en masse sur Paris* » jeudi 4 septembre, et elle a adressé, par télex, mardi 2 septembre, une demande d'entrevue à M. Raymond Barre à l'occasion de cette manifestation. M. Séguy a adressé, de son côté, une lettre au premier ministre. On peut y lire notamment que « *dans un moment où les groupes industriels dominants de secteurs, telle par exemple la sidérurgie, peuvent puiser massivement dans les deniers publics pour financer des suppressions d'emplois, il serait inadmissible que le gouvernement retarde plus longtemps l'attribution (à Manufrance) d'une aide publiquement annoncée, pouvant permettre de préserver des emplois existants et, à terme, d'en créer de nouveaux* ».

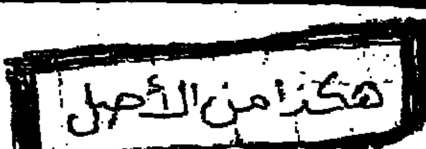
● *Opération « portes ouvertes » chez Dufour.* — Licenciés collectivement à la mi-juillet lors du dépôt de bilan de l'entreprise, quelque sept cents salariés des établissements Dufour (machines-outils) à Montreuil (Seine-Saint-Denis) ont été convoqués en assemblée générale le 1er septembre, à leur retour de vacances, par leurs sections C.G.T. et C.F.D.T. Ils ont décidé de poursuivre l'occupation, le par une petite équipe de syndicalistes (*le Monde* du 12 août), et d'organiser pour le public une « opération portes ouvertes », le samedi 6 septembre. Les quelques cadres C.G.C. de l'usine n'ont pu, jusqu'à présent, accéder à leur bureau, ainsi que l'avait demandé l'administrateur provisoire.

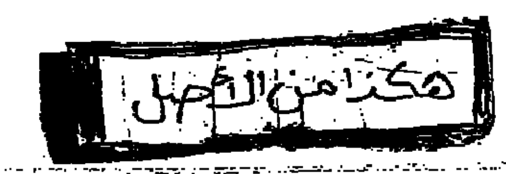
● *Le groupe chimique suisse Sandoz* a finalement renoncé à acquérir le groupe alimentaire américain McCornick. Sandoz vendra à la société américaine toutes les actions McCornick qu'il détient, en échange de quoi ce dernier mettra un terme au procès engagé contre Sandoz. En outre, les deux sociétés vont étudier une possible coopération en matière de recherche.

Etranger

GRANDE-BRETAGNE

● *La consommation britannique d'énergie* a baissé de 8,4 % au premier semestre 1980, par rapport à la même période de 1979, selon des chiffres publiés à Londres par le gouvernement. La baisse de la consommation d'essence est particulièrement importante, avec une chute de 15,4 %. Ces résultats, encourageants pour la politique énergétique de Mme Thatcher, sont cependant à rapprocher de ceux de la production industrielle (en baisse de 6,5 % au second trimestre 1980 par rapport à la même période de 1979) et de l'évolution des prix (+ 48 % pour l'essence au cours du même trimestre, + 32 % pour le charbon, + 16 % pour le gaz). — (A.F.P.)





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 SEPTEMBRE

Soutenu

Pour la deuxième séance de la semaine, la cote est à nouveau en progrès. L'indicateur de tendance termine à environ + 0,30 %. Cette hausse s'inscrit dans un marché toujours très calme. Les SICAV-Monory, qui vont amorcer leur campagne de souscription, trouvent difficilement des contre-parties pour leurs achats. « Les gens hésitent à vendre », avance un gestionnaire.

La perspective de mesures concrètes en faveur de l'investissement ne peut que renforcer le marché de Paris dans son optimisme actuel. Quel que soit, en effet, le détail de ces dispositions, elles ne peuvent qu'avoir un effet positif au niveau des résultats des entreprises.

Sur le marché à terme, les hausses (cent valeurs) sont plus nombreuses que les baisses (soixante-six valeurs).

Parmi les titres les mieux traités, on remarque plusieurs valeurs de distribution : Viniprix (+ 6,5 %), Guyenne-Gascogne (+ 3,77 %) et Galeries Lafayette (+2,99 %). Sont également en progrès : Sommer-Allibert (+ 5,33 %), Poclain (+ 4,33 %), Nord-Est (+ 3,26 %) et Chiers-Châtillon (+ 2,22 %). A noter : une grande quantité de cours s'inscrivent au plus haut de l'année.

Au chapitre des baisses, on remarque Marine Wendel (— 4,54 %), Martell (— 4,37 %) et Saupiquet (— 3,23 %).

Aux étrangères, les mines d'or sont en progrès.

Le marché du métal jaune s'est, quant à lui, contracté (11,9 millions de francs contre 17,3 millions de francs). Le lingot (84 990 F) et le napoléon (779,80 F) sont en légère hausse.

LONDRES

REDRESSEMENT

Le marché s'est redressé sous la conduite des fonds d'Etat, stimulés par la hausse continue de la livre sterling. Reprise des industrielles, des pétroles et des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 632 25 contre 628 75

VALEURS	CLOTURE 1/9	COURS 2/9
Beecham	148	142
British Petroleum	335	348
Courtaulds	58	59
*De Beers	9 1/2	9 5/8
Imperial Chemical	358	358
Rio Tinto Zinc Cor.	432	440
Shell	404	408
Vickers	126	128
War Loan 3 1/2 %	31 1/4	31 3/8
*West Driefontein	31 1/4	32 1/2
*Western Holdings	21 1/4	22

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON. — La progression des ventes consolidées du groupe a été au premier semestre 1980 de 13,2 % (cela à structure comparable). Les activités les plus soutenues ont été le papier (+ 25 %), les matériaux réfractaires (+ 21 %) et les produits d'isolation (+ 20 %). Le chiffre d'affaires réalisé dans le verre est, quant à lui, en hausse de 14 %.

PERNOD-RICARD. — Les exportations du groupe sont en hausse de 15 % malgré une chute sensible des ventes en Espagne. En France, le chiffre d'affaires réalisé dans les produits anisés est stationnaire.

FRANÇAISE DES FERRAILLES. — La société va procéder à une distribution d'actions gratuites (une action nouvelle pour sept anciennes).

COCHERY. — Au 30 juin 1980, le chiffre d'affaires H.T. du groupe Cochery indique une progression de 32 %.

FNAC. — Le groupe français va réaliser en 1981 son premier magasin à l'étranger. Il sera implanté à Bruxelles sur une surface de 3 000 mètres carrés.

LAMBERT FRERES. — Le chiffre d'affaires du premier semestre ressort à 867 millions de francs. Si l'on exclut les prises de participation intervenues depuis un an, cette hausse traduit une augmentation de l'activité de 23 %.

SOCIETE FONCIERE ET FINANCIERE AGACHE-WILLOT. — Bénéfice provisoire pour l'exercice clos le 31 mars : 35,04 millions de francs contre 41,18 millions.

NEW-YORK

En raison du Labor Day, les marchés financiers américains sont fermés lundi.

LES TRANSACTIONS ONT AUGMENTÉ DE 21,8 % POUR LES HUIT PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

(Agefi). — Traditionnellement peu élevé, le volume d'affaires d'août à la Bourse de Paris a été cependant plus important que celui enregistré au cours des mois d'avril et mai. En effet, selon les chiffres provisoires, le montant des transactions s'est élevé à 7 731 millions de francs contre 6 035 millions en avril et 7 259 millions en mai. Il est aussi en augmentation de 28,1 % par rapport au mois correspondant de 1979 (6 034 millions), mais en diminution de 12,4 % par rapport à juillet (8 828 millions). Il s'est échangé 2 710 millions à terme contre 2 910 millions en juillet et 2 714 millions en août 1979 ; 5 021 millions au comptant contre 5 918 millions en juillet et 3 319 millions en août 1979. Par nature de valeurs, il s'est traité 3 514 millions en actions contre 4 061 le mois précédent et 3 830 millions en août 1979 ; 4 217 millions en obligations contre 4 767 millions en juillet et 3 407 millions en août 1979.

Pour les huit premiers mois de l'année, les transactions totalisent 70 494 millions, en accroissement de 21,8 % par rapport aux huit mois à fin août 1979 (57 888 millions). Il s'est négocié 25 499 millions à terme (contre 19 411 millions) et 44 995 millions au comptant (contre 38 477 millions). Les échanges en actions ont porté sur 33 785 millions (contre 27 417 millions) et ceux en obligations sur 36 709 millions (contre 30 471 millions).

Taux du marché monétaire

Effets privés du 2/9 ...... 11 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1/9	2/9
1 dollar (en yens)	217 50	218 ..

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	29 août	1er sept.
Valeurs françaises	109,7	110
Valeurs étrangères	112,2	112,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	103,7	110,5

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
1re catégorie	9761 81	9818 39

1/9	Emission frais inclus	Rachat net
Actions France	162 11	154 76
Actions Sélec.	196 78	188 00
Aedificandi	241 24	230 38
A.G.F. 5000	198 35	189 36
Agfimo	308 42	294 43
Altefi.	144 56	138
A.L.T.O.	178 04	169 97
Amérique Gestion	223 59	213 45
Bourse-Invest.	192 65	183 91
C.I.P.	533 90	509 69
Convertimo	158 82	151 62
Cortexa	562 64	527 58
Crediater	209 .	199 93
Croiss. Immobil.	248 18	236 93
Drouot-France	179 52	171 38
Drouot Invest.	370 13	353 35
Energie	187 65	179 14
Epargne-Croiss.	728 51	696 72
Epargne-Industr.	311 14	297 02
Epargne-Inter	356 60	340 43
Epargne-Oblig.	141 05	134 46
Epargne-Unie	463	442
Epargne-Valeur	250 97	238 59
Euro-Croissance	226 78	216 50
Financière Privée	498 17	475 58
Foncier Investiss	464 55	443 48
France-Epargne	246 11	234 95
France-Garantie	261 39	246 46
France-Invest.	229 71	219 78
Fr.-Obl. (nouv.)	342 08	326 57
Francic	189	180 43
Fructidor	170 78	163 04
Fructifrance	323 28	308 62
Gestion Mobilière	277 98	284 52
Gestion Rendem.	388 73	371 10
Gest. Sél. France	278 46	265 83

BOURSE DE PARIS - 2 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	[illegible]	2 778	S.P.E.G.	224	228	Locabail Immob.	348	348	Immlnvest	161	161
5 %	41	2 887	U.A.P.	578	574	Loca-Expansion	139	141	Cie Lyon. Imm.	135 60	135 60
5 % 20-60	[illegible]	3 221	Alsacien. Banque	352	358	Locafinancière	178	181	UFIMEG	117	112 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	(Ly) Lyon Dép. Ct.	145	146	U.G.I.M.O.	177	177

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/9	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 152	4 143	4 050	4 280
Allemagne (100 DM)	232 560	232 680	226	238
Belgique (100 F)	14 483	14 480	13 800	14 500
Pays-Bas (100 fl.)	213 380	213 580	206	217
Danemark (100 krd)	75 030	75 140	72	77
Norvège (100 k)	85 950	85 900	82	87
Grande-Bretagne (£ 1)	9 977	10 007	9 700	10 200
Italie (1 000 lires)	4 884	4 886	4 550	4 950
Suisse (100 fr.)	252 680	252 770	244	256
Suède (100 krs)	99 750	99 930	96	101 500
Autriche (100 sch.)	32 85.	32 855	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 716	5 707	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	. ...	8 388	7 900	8 800
Canada ($ can. 1)	3 588	3 587	3 510	3 740
Japon (100 yens)	1 909	1 916	1 800	1 900

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/9
Or fin (kilo en barre)	84400	85800
Or fin (en lingot)	84500	85950
Pièce française (20 fr.)	774	780 50
Pièce française (10 fr.)	408	410
Pièce suisse (20 fr.)	629	629 90
Pièce latine (20 fr.)	621	632 10
Souverain	801	841 10
Pièce de 20 dollars	3196	3180
Pièce de 10 dollars	1598	1608
Pièce de 5 dollars		875
Pièce de 50 pesos	3567	3620
Pièce de 10 florins	615 50	647

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

CONTRAIREMENT AUX PRÉVISIONS

Le prix du poisson n'augmente pas à Rungis

Les prix du poisson, sur les étals des poissonniers parisiens, ne devraient pas connaître la flambée que l'on craignait. A Rungis, ce mardi 2 septembre, les prix pratiqués sur le marché (prix moyens, hors taxes) étaient très comparables à ceux du mardi 26 août et un peu plus élevés que samedi 30 août ; mais c'est un phénomène cyclique sur chaque semaine : comme il n'y a pas d'arrivages le lundi, le mardi est le jour « cher » par excellence ; les cours se stabilisent ensuite pour baisser fortement à la liquidation du samedi.

Ainsi le filet de merlan, qui valait en moyenne 26 francs le kilo mardi dernier, et 21 francs samedi, s'est négocié à 25,55 francs ce mardi matin. Le cabillaud d'importation est passé successivement de 15 francs à 14 francs pour revenir à 15 francs. Le merlan vidé (moins apprécié que le merlan brillant) valait 9 francs, puis 7 francs le 26 août, et seulement 5 francs ce mardi matin. La sole (qui est presque toujours d'importation) est passée de 52 francs à 54 francs et ne valait ce mardi que 46 francs.

Sur le marché de Rungis, la grande différence était, elle, saisonnière, puisque les poissonneries de détail ont rouvert et que les Parisiens sont rentrés : il est arrivé 260 tonnes des ports français et 240 tonnes de poissons d'importation. Ce tonnage global de 500 tonnes contre 210 tonnes samedi 30 août est le même que celui du 4 septembre 1979, mais l'importation n'avait fourni ce jour-là que 120 tonnes, et les pêcheurs français 380 tonnes.

Il y a environ quatre-vingts grossistes à Rungis qui fournissent les deux mille détaillants de Paris et de la région parisienne. Sur la France, ils travaillent souvent à la commission avec les mareyeurs, auprès de qui ils perçoivent une commission de 9 à 10 %. Dans ce cas, c'est le mareyeur qui « prend le risque » : le grossiste lui indique une « fourchette » de prix pour chaque catégorie de poisson ; le mareyeur achète à la criée sur le port, trie à nouveau le poisson déjà pré-trié à bord, le calibre, l'emballe avec de la glace, et l'expédie.

Le mareyeur ne joue le rôle du grossiste que pour la province, où l'on compte, disséminés sur tout le territoire de l'Hexagone, environ vingt-huit mille points de vente. Le grossiste de Rungis travaille aussi comme mandataire, achetant ferme aux mareyeurs, et, dans ce cas, c'est lui qui prend le risque de la mévente et de la chute des cours.

A l'importation, c'est plutôt l'achat ferme qui est pratiqué. La marge brute recherchée est en moyenne de 7 à 10 %. « Si je peux faire 15 %, je n'hésite pas, dit un grossiste, car je suis sûr de les reperdre aussitôt. La semaine dernière, j'avais du maquereau à 5 F que j'espérais vendre 7 F. Rien du tout. J'ai dû en lâcher la majeure partie à 1 F. »

Les goûts de la clientèle sont très variables d'une région à l'autre, mais aussi d'une journée à l'autre. « Les Bordelais mangent de l'alose ; les Parisiens n'aiment pas ça. Si j'en ai deux caisses à Rungis, je les vendrai 25 F le kilo ; si j'en ai 2 tonnes, j'aurai du mal à m'en débarrasser à 2 F », dit notre grossiste.

La taille des entreprises de gros est très variable : une quinzaine d'entre elles réalisent de 20 à 80 millions de francs annuels de chiffre d'affaires, mais la majorité d'entre elles de 10 à 20 millions de francs.

Côté détaillants, on se défend de faire « valser les étiquettes », arguant des charges, qui sont lourdes, et de la fragilité de la marchandise, qui est grande. Les prix sont certes libres, mais les poissonniers se sont engagés envers les pouvoirs publics à offrir à leur clientèle sept poissons à des prix précis : un poisson à 8 F le kilo, deux poissons à 10 F, deux poissons à 12 F, un poisson en tranches à 17 F, un poisson en filets à 20 F.

Pour les poissons peu chers (payés moins de 10 francs le kilo à Rungis), le détaillant applique une marge fixe de 5 francs à 6 francs. Au dessus de 10 francs, il applique un coefficient multiplicateur de 1,8 : il vendra donc 18 francs le kilo acheté 10 francs, ce qui lui laisse un bénéfice brut de 4,80 francs. Pour les espèces les plus chères, le coefficient appliqué est moindre, car il y a des seuils de prix que la clientèle ne franchit pas.

Deux raisons à ces pratiques qui paraissent lourdes pour le consommateur. Tout d'abord la perte : évaluée à 5 % des quantités vendues, elle peut atteindre 7 à 8 % pour celui qui veut « vendre beau ». Cette perte s'ajoute au « manque de poids » constaté à Rungis, qui est de 8 % : tout à fait explicable pour les coquillages (qui laissent échapper de l'eau de mer en cours du transport), il n'est pas justifié pour le poisson.

Les charges ensuite, et bien sûr en premier lieu les salaires, car la poissonnerie est un commerce de main-d'œuvre. Un bon commis — qui travaille six jours par semaine — gagne 1 200 francs nets par semaine.

Le chiffre d'affaires annuel d'un détaillant employant trois salariés en plus des patrons est d'environ 1,4 à 1,5 million de francs. Les grandes surfaces, qui n'ont guère conquis que 15 % du marché, agissent en fait comme de petites unités spécialisées et n'ont aucunement réalisé un « circuit court ».

JOSÉE DOYÈRE.

LE CONTRAT DE LOCATION-GÉRANCE DE LA SOCIÉTÉ FRANCO-BELGE A ÉTÉ SIGNÉ

Le contrat de location-gérance pour la reprise des activités de la Société franco-belge de matériel de chemin de fer, mise en règlement judiciaire le 7 juillet, a été signé lundi 1er septembre en fin de journée avec six sociétés : Alsthom-Atlantique, Ateliers du Nord de la France, Arbel, De Dietrich, T.C.O. (Oerlikom et Compagnie électromécanique), auxquelles s'est jointe la C.I.M.T. Lorraine. Une nouvelle entité, la Société ferroviaire du Valenciennois (Soferval) est créée. MM. Bedel, de la Société Alsthom, et Vacherot étant nommés respectivement président et directeur général.

La Soferval, aux termes du contrat, doit prendre en charge pour deux ans les activités de la Franco-belge et poursuivre, notamment, la fabrication des matériels destinés tant à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. (voitures pour la ligne de Sceaux et le métro) qu'à la ville d'Atlanta, aux Etats-Unis, pour son métro. Le redémarrage de l'usine de Raismes, près de Valenciennes, est subordonné à l'acceptation par les syndicats des dispositions arrêtées en matière d'emploi par la Soferval, à savoir 21 licenciements (dont 15 préretraites) sur 2 400 personnes et la réduction des horaires à trente-quatre heures, avec les indemnisations légales afférentes.

Quant au sort de l'ancienne Franco-belge et de ses créanciers (fournisseurs, sous-traitants, banquiers), il sera fixé après évaluation du passif par trois experts judiciaires.

NOUVELLES BRÈVES

● *A Washington*, le département d'Etat a confirmé lundi que le secrétaire d'Etat, M. Muskie, avait fait parvenir récemment un message au premier ministre iranien, M. Mohamed Ali Radjaï, demandant la libération des otages. Un porte-parole a précisé que ce message avait été envoyé à l'occasion de la nomination de M. Radjaï au poste de premier ministre. Dans ce message, s'est-il borné à ajouter, M. Muskie « a attiré l'attention du nouveau premier ministre sur le problème des otages et réclame leur libération rapide et dans de bonnes conditions ».

● *La radio libre* « Ici et maintenant », dont tout le matériel avait été saisi (antenne, émetteur, platines, tables de montage, etc.) et les animateurs (quatre personnes) plus deux invités entendus par la police le samedi 30 août au matin, a repris ses émissions le soir même grâce à l'Association de libération des ondes et d'auditeurs qui ont prêté du matériel. « Ici et maintenant » émet chaque jour, de 23 heures à 6 heures du matin sur 102 MHz.

● *L'équipe de France de football* qui rencontrera la Juventus de Turin, mercredi 3 septembre au Parc des princes à Paris, au profit de l'Union nationale des footballeurs professionnels, aura la composition suivante : Dropsy ; Battiston, Specht, Trésor, Bossis ; Christophe, Larios, Platini (cap.) ; Baronchelli, Roussey, Amisse.

Un général espagnol est assassiné à Barcelone

Barcelone (A.F.P., A.P., Reuter). — Le général de l'armée de terre Henrique Briz Armenguol a été tué, ce mardi matin 2 septembre, par trois inconnus armés de pistolets. Son chauffeur et un soldat qui l'escortait ont été grièvement blessés dans l'attentat, dont la responsabilité n'avait pas encore été revendiquée en fin de matinée. Des douilles de parabellum ont été trouvées sur les lieux.

Selon des témoins, le général, âgé de soixante-quatre ans — il était chef d'intendance de la IVe région militaire depuis janvier 1979 — a été abattu alors qu'il se dirigeait, à bord d'une voiture de l'armée, vers la résidence des officiers au quartier général du gouvernement militaire.

Cet attentat porte à quatre-vingt-cinq (dont trente-neuf militaires et policiers) le nombre des victimes de la violence politique depuis le début de l'année en Espagne.

Au Pérou

DES MILLIERS DE DÉTENUS « OUBLIÉS » DANS LES PRISONS

Lima (A.F.P.). — Le ministre péruvien de la justice, M. Felipe Osterling, a lancé un appel à une « croisade nationale » pour l'amélioration des conditions de détention au Pérou, où de nombreux détenus sont « oubliés » dans les prisons.

Le ministre a lancé cet appel la semaine dernière après avoir visité la centrale pour femmes de Chorrillo, qui compte quatre cent trente-deux détenues, et celle de Lurigancho, où s'entassent six mille hommes.

Ce problème crucial, selon le ministre, est que de nombreux détenus n'ont jamais été jugés. Certains ont en fait déjà passé en prison plus de temps qu'ils ne l'auraient dû s'ils avaient été jugés et condamnés. A la prison de femmes, trois cent quatre-vingts des quatre cent trente-deux détenues n'ont pas encore été jugées. Dans l'ensemble, elles sont accusées de trafic de drogue, mais plusieurs se sont plaintes au ministre d'avoir été emprisonnées sans aucune preuve de leur culpabilité.

Une détenue belge, Mme Nadia Duchateau, accusée de trafic de drogue, s'est plainte au ministre de mauvais traitements que lui a fait subir la police. Une jeune fille de seize ans, Rosario Lopez, a dit au ministre être incarcérée depuis six mois parce qu'elle n'avait pas de papiers d'identité prouvant qu'elle était mineure.

Le ministre a également visité la prison de Lurigancho, construite pour deux mille quatre cents personnes ; elle compte six mille détenus, dont quatre mille trois cents n'ont jamais été jugés.

Mille cinq cents prisonniers dorment à même le sol. Les autres ont un lit mais pas de matelas. La nourriture et les conditions d'hygiène sont déplorables. Le ministre, qui a déclaré que les femmes de Chorrillo vivaient, par comparaison, dans un « hôtel de luxe », s'est écrié : « Ici, c'est la tragédie. »

LA COUR D'AIX-EN-PROVENCE SE PRONONCERA LE 5 SEPTEMBRE SUR L'EXTRADITION DE M. AFFATIGATO

M. Marco Affatigato, le militant d'extrême droite italien arrêté à Nice après l'attentat de Bologne, saura le 5 septembre si les autorités françaises acceptent de l'extrader. La demande d'extradition a été examinée ce mardi 2 septembre par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Elle se fonde sur les délits de vol aggravé, falsification de documents officiels, recel de terroriste et reconstitution de parti dissous (le Monde du 2 septembre).

En revanche, les autorités italiennes ne semblent plus croire à la participation de M. Affatigato à l'attentat de Bologne.

LA LIVRE STERLING A 10 FRANCS

La livre sterling a poursuivi mardi 2 septembre son ascension des derniers jours. Après avoir atteint 2,40 dollars à Londres pour la première fois depuis plus de cinq ans (avril 1975), elle s'est élevée à 2,4160 dollars et a retrouvé à Paris le niveau de 10 F.

Le dollar s'est légèrement replié à 4,14 F environ contre 4,15 F en raison d'une légère détente des taux outre-Atlantique, tandis que l'or se raffermissait un peu au-dessus de 630 dollars l'once.

LE SORT DES PRISONNIERS PALESTINIENS

Amnesty International demande à Jérusalem de « modifier les procédures de détention »

L'organisation Amnesty International a demandé au gouvernement israélien de mener une enquête « publique et impartiale » sur les « brutalités » envers des personnes arrêtées dans les territoires occupés, et soupçonnées d'atteinte à la sécurité.

Dans un rapport publié mardi 2 septembre à Londres l'organisation humanitaire demande au gouvernement israélien de « modifier immédiatement ses procédures de détention », afin de « prévenir le mauvais traitement de suspects ». Les autorités israéliennes, affirme Amnesty International n'ont « pas été en mesure de réfuter les plaintes persistantes faisant état de brutalités » envers ces personnes arrêtées.

« Les procédures actuelles, ajoute l'organisation, permettent de retenir des suspects au secret pour de longues périodes et de les inculper sur la base d'aveux non confirmés ». « Ces pratiques augmentent les chances de mauvais traitements infligés aux prisonniers pour obtenir des aveux par la force au cours des interrogatoires », ajoute le texte.

« Nous nous occupons d'eux comme une mère »

De notre correspondant

Jérusalem. — La mort de deux détenus palestiniens en juillet, au cours d'une grève de la faim à la prison de Nafkha, était « accidentelle » : telle est la conclusion du rapport de la commission d'enquête qui avait été désignée par le ministère de l'intérieur (le Monde des 24 juillet et 2 août). Dans ce rapport rendu public le 1er septembre, les enquêteurs reconnaissent toutefois que l'une des victimes a été nourrie de force avec une sonde et que l'instrument a été malencontreusement introduit dans la trachée au lieu du tube digestif, ce qui a provoqué une pneumonie. L'autre détenu est mort lui aussi d'une pneumonie, mais la commission n'a pu fournir dans ce cas aucune explication, le détenu s'étant alimenté volontairement, selon les enquêteurs, qui ont cependant recommandé à l'administration pénitentiaire de faire preuve de discernement et de mesure lorsqu'elle a à nourrir des détenus contre leur volonté.

Malgré cela, le ministre de l'intérieur, M. Yossef Burg, commentant les résultats de l'enquête dont il s'est déclaré satisfait, a vanté les mérites de la réglementation des prisons israéliennes qui oblige les gardiens à nourrir les grévistes de la faim. Il a ajouté : « Nulle part ailleurs dans le monde les prisonniers ne sont ainsi traités. Nous nous en occupons comme le ferait une mère... » M. Burg a d'autre part déclaré que le mouvement de grève de la faim qui a duré près d'un mois à Nafkha pour protester contre les conditions de détention était « purement politique ». Il a souligné que la situation des détenus à Nafkha était plutôt meilleure que dans les autres prisons israéliennes. Il n'a pas manqué non plus de reprendre le rapport de la commission qui affirme que les « terroristes » étaient généralement mieux traités en Israël que dans d'autres pays, tels que le Canada et la Suisse. — F.C.

● *Le premier ministre du Zimbabwe*, M. Mugabe, a clairement rappelé lundi 1er septembre l'intention de son gouvernement de maintenir le secteur industriel privé en inaugurant à Salisbury une conférence internationale sur le potentiel économique du Zimbabwe. Des délégués de trente-cinq pays et organisations internationales assistent à cette conférence, qui doit durer cinq jours. La décision de maintenir la libre entreprise au Zimbabwe suscite d'autant plus l'intérêt qu'elle intervient après la réponse, jugée « décevante » par Salisbury, de la communauté internationale à ses demandes d'aide. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1980 a été tiré à 572 052 exemplaires.

